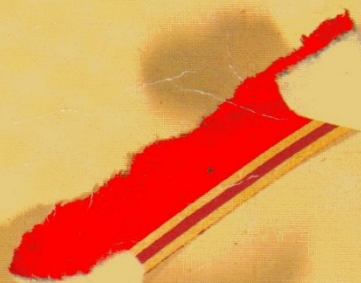


1940

ILLUSIONS & RÉALITÉ



Clive Ponting

Clive Sheridan Ponting fut depuis toujours fasciné par la politique britannique et l'histoire contemporaine. Après avoir étudié l'histoire à l'université de Reading, passa deux ans à étudier la politique stratégique britannique dans les années 1930 avant de rejoindre la Fonction Publique.

Il fut chercheur honoraire à l'Université-Collège de Swansea

Son premier livre, *The Right to Know*, raconta l'histoire de son propre procès en vertu de la loi sur l'*Official Secret Act* en 1985. Il écrivit également deux livres sur le gouvernement britannique, dont une étude sur le gouvernement Travilliste de 1964 à 1970, *Breach of Promise*, fut largement saluée.

Il vit aujourd'hui dans l'ouest du Pays de Galles avec sa femme, Sally, où ils exploitent une petite ferme biologique.

CLIVE PONTING

ILLUSIONS ET RÉALITÉ : 1940

CARDINAL

A Cardinal Book

D'abord publié en Grande Bretagne par Hamish Hamilton Ltd 1990

Cette édition est publiée chez Cardinal par Sphere Books Ltd 1990

Droits © Clive Ponting 1990

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, sauvegardée dans un système de sauvegarde, ou transmise, sous quelque forme que ce soit, ou par n'importe quel autre moyen sans la permission préalable et écrite de l'éditeur, ni diffusée autrement sous une quelconque autre forme de reliure ou de couverture que celles dans lesquelles cet ouvrage a été publié, et sans condition similaire incluant cette condition même qui est imposée à tout acheteur subséquent.

Imprimé et relié en Grande-Bretagne par

Cox & Wyman Ltd, Reading

ISBN 0 7474 0728 2

Sphere Books Ltd

A Division of

Macdonald & Co (Publishers) Ltd

Orbit House

1 New Fetter Lanr

London EC4A 1AR

Membre de la Corporation d'Édition Maxwell Macmillan Pergamon

TABLE DES MATIÈRES

Introduction: 1940 – La grand illusion	7
1 22 août 1940	10
2 Pouvoir de façade	21.
3 Échec	70
4 La Nouveau Régime	93
5 Effondrement	120
6 La Paix?	148
7 Survie	183
8 Gouvernement et Peuple	208
9 Impuissance	251
10 La fin de l'Indépendance	282
11 L'État-client ou satellite	309
Bibliographie	335

Introduction : 1940 — La grande illusion

L'année 1940 fut mémorable, une période de grands événements : Dunkerque, l'armistice de la France, la Bataille d'Angleterre, le Blitz, et Churchill guidant la nation à travers ces temps troublés. Ce fut l'année où l'Angleterre se dressa seule contre l'Europe asservie par les Nazis, assurant ainsi la sauvegarde de la liberté. Rien ne peut flétrir cet accomplissement. Pourtant, la façon dont l'Angleterre survécut et l'ensemble des événements poignants de cette année-là furent travestis par une illusion. Le processus de ce mythe commença en 1940 et se poursuivit par la suite, par le truchement d'ouvrages tels que *Les mémoires de Guerre* de Churchill. Le passage du temps ne fit qu'influencer les souvenirs personnels, de telle sorte que les gens finirent par admirer leur passé à travers des "lunettes teintées de rose."

Je me souviens encore du retentissement que la lecture de *l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale* de Winston Churchill eut sur moi-même, voilà de nombreuses années ; son merveilleux langage évoquant Macaulay et Gibbon, son histoire dramatique racontée avec tant de clarté, son message moral si évident. Quelques années plus tard, alors que je parcourais les documents gouvernementaux de cette époque aux Archives Nationales, je commençai à réaliser que l'Histoire était, de loin, beaucoup plus complexe, et qu'il y avait bien des détails qui avaient été simplifiés à l'extrême ou même volontairement omis dans le récit de Churchill. Malgré toutes ses vertus, son Histoire en six volumes reste un mémoire de politicien, conçu pour raconter sa version des événements, et présenter l'Histoire à sa façon. En retournant récemment aux Archives Nationales, j'ai été encore plus ébahi par le contraste qui existe entre l'Histoire officielle de 1940, et la réalité qui émane des documents gouvernementaux.

Le point de vue officiel largement accepté pour décrire les événements de 1940 pourrait se résumer comme suit : Dans les années 1930, l'Empire britannique constituait l'une des puissances parmi les plus considérables au monde, mais une politique inconsiderée et lâche d'apaisement et d'échec du réarmement, permit aux États agresseurs (Allemagne, Italie et Japon) de se débrider jusqu'à ce que la guerre devienne inévitable. La France et l'Angleterre ratèrent l'occasion en or de mater l'Allemagne à l'automne 1939, puis en avril 1940. La gestion inepte des hostilités par Chamberlain permit à Hitler de conquérir le Danemark et la Norvège. Le mécontentement populaire à l'égard du gouvernement porta Churchill au poste de Premier Ministre et de chef de guerre acclamé par tous. Ainsi, la politique britannique d'apaisement et de faiblesse disparut sous la direction inspirante de Churchill. Dès son entrée en fonction, il dut faire face à la chute de la France causée par l'invasion de l'Armée allemande,¹ numériquement supérieure et hautement mécanisée, utilisant des vagues de chars modernes dans un nouveau style de *guerre éclair*. L'Armée britannique, abandonnée par les Français et trahie par les Belges², se fraya un chemin jusqu'à la côte, où elle fut évacuée par une flotte de petites embarcations des plages de Dunkerque. Sans parler du fait que le gouvernement britannique, refusant même d'envisager la possibilité d'une paix avec l'Allemagne, décida de se battre jusqu'à la victoire finale. Face à une menace déterminée d'envahir l'Angleterre, la brillante direction de la RAF vainquit l'armée de l'air allemande qui détenait pourtant tous les avantages durant la bataille d'Angleterre. Le moral en Grande-Bretagne restait élevé, car le pays, uni comme jamais auparavant et inspiré par les émissions de radio régulières de Churchill, était guidé par un gouvernement bienveillant qui avait une grande confiance dans la force et la fermeté du peuple

¹ Et aussi par la fuite de l'Armée anglaise à Dunkerque. [Note du Traducteur]

² C'est que le Gouvernement de Churchill tenta de justifier la fuite et le rembarquement précipité de l'Armée anglaise à Dunkerque en accusant (par la voix de la presse) les Alliés de tous les maux. [Note du Traducteur]

britannique. Le Blitz, l'une des campagnes de bombardement les plus lourdes jamais organisées, commença lorsque Hitler se mit à bombarder les grandes villes anglaises. Des services d'urgence bien préparés et bien organisés ont permis de faire en sorte qu'il y ait peu de problèmes pour faire face aux destructions de la campagne éclair. Churchill, travaillant en étroite collaboration avec son ami le Président Roosevelt et profitant de la forte identité d'intérêts entre l'Angleterre et les États-Unis, amena les Américains à la limite de leur entrée en guerre. À la fin de 1940, l'Angleterre était encore une grande puissance qui évoluait fermement sur la voie de la victoire.

Cependant, lorsque nous avons examiné les documents historiques, il s'est avéré que pas une de ces affirmations n'était exacte.

Le but de ce livre est de dépouiller le mythe et, au-delà des illusions, d'examiner les événements de 1940 sous un angle authentique. Le résultat est une représentation radicalement différente et moins flatteuse de l'Angleterre. Ce livre va explorer les coulisses du visible pour examiner de nombreux faits et épisodes qui furent soigneusement escamotés à l'époque. Le fait que l'accent soit mis sur la *haute politique gouvernementale* et non sur les détails des campagnes militaires, ni sur les exploits de courage et d'héroïsme individuel, ni sur la souffrance engendrée par la guerre, ne signifie en aucun cas les contester ou les dénigrer. Le choix a été fait *délibérément* d'évoquer les aspects de 1940 qui ont été négligés ou minimisés par d'autres recherches. Nous ne devons jamais oublier ceux qui sont morts ou ont souffert pendant la Seconde Guerre mondiale afin de vaincre un système vil et maléfique. En même temps, il n'est pas nécessaire d'ignorer certains des faits concrets et des leçons moins médiatisées de cette guerre. Après cinquante ans, il est temps de faire face à la réalité.

1

22 août 1940

Le 22 août 1940 fut l'une des plus importantes dates de l'Histoire d'Angleterre et aussi l'une des moins connues. Ce fut le jour où le Cabinet de Guerre fit face au fait que l'Angleterre allait cesser d'être une puissance autonome dans le monde. Quelle que soit l'issue de la bataille menée par les *Spitfire* et les *Hurricane* de la Royal Air Force dans le ciel du Kent et du Sussex, l'Angleterre deviendrait, en trois ou quatre mois, une vassale des États-Unis. Dans le cas contraire, elle devait solliciter la paix auprès d'une Allemagne victorieuse. La situation réelle de l'Angleterre durant l'été 1940 était très différente à la fois de ce qui se disait à cette époque et de la fausse apparence imaginée aujourd'hui encore.

Cet effondrement complet de la puissance britannique fut soigneusement dissimulé au grand public derrière une apparence extérieure d'indépendance et de détermination : L'Angleterre avait réussi à résister, toute seule, à l'Allemagne et à l'Italie pendant plus de deux mois après la conquête de la Norvège et du Danemark en avril, ainsi que l'effondrement de la Hollande, du Luxembourg, de la Belgique et de la France, en mai et juin. Ce pays restait sans alliés en Europe, au moment où la plupart des autres pays du continent apprenaient rapidement à se conformer à la domination allemande. Les discours de Churchill, avec leur style délibérément archaïque et leur mélange de références historiques et bibliques, métamorphosèrent la déréliction et la quasi-défaite de l'Angleterre en heure de gloire. On en revenait à l'époque où Drake affrontait l'Armada espagnole en 1588, ou à Napoléon qui attendait de traverser la Manche en 1805. La volonté de continuer à se battre avait été démontrée dans l'un des épisodes les plus tragiques de la guerre, lorsque l'Angleterre s'était retournée contre son

allié défait et avait détruit une partie de la flotte française à Mers El-Kébir, au début du mois de juillet.³ Mais la détermination ne suffisait pas à elle seule. La situation militaire à laquelle était confronté le gouvernement britannique était sombre et sa capacité à survivre, sans même parler de victoire, était largement mise en doute dans le reste du monde. La menace d'invasion n'avait cessé de croître, mais l'armée britannique, après la fuite de Dunkerque, était toujours mal équipée,⁴ non entraînée, et pas prête pour faire face à toute tentative sérieuse de franchir la Manche. La survie dépendait donc du maintien de la suprématie aérienne au-dessus du sud-est de l'Angleterre pour dissuader les Allemands de tenter une invasion. Le combat aérien commença sérieusement le 13 août, avec les combats les plus acharnés deux jours plus tard, lorsque la Luftwaffe perdit 75 avions en une journée (la plus grande perte de la bataille) et la RAF 34 (la deuxième plus grande perte de la bataille). Le 20 août, Churchill avait déjà immortalisé le conflit dans son discours à la Chambre des communes avec ces mots : « Jamais dans le domaine des conflits humains tant de gens n'ont dû autant à un si petit nombre. »

³ Certes, il eut été préférable que l'Angleterre combattit contre les Allemands aux côtés des Français plutôt que de prendre la fuite à Dunkerque. On peut rappeler ce que Churchill a dit en privé du rembarquement anglais de Dunkerque [1940]: "There is a tendency... to call the withdrawal a victory and there will be disagreement on that point." Churchill connaissait l'Histoire, et il savait que presque chaque guerre voyait ainsi une armée anglaise rembarquer en panique, au prix d'immenses pertes : rembarquements de **Camaret** [18 juin 1694], de **Saint-Cast**, [11 septembre 1758], de **Léogane** [août 1794], de **La Coruña**, [16 janvier 1809], et enfin de **Dunkerque** [1940]. Ces fuites ont été la cause directe de massacres. En effet, sachant toujours ce refuge (la Royal Navy) derrière elle, le commandement anglais décidait de rembarquer précipitamment en face des Français. Les soldats ne se battent jamais mieux que lorsqu'ils n'ont aucun chemin de fuite. Sun Tzu a bien dit que « lorsqu'il n'y a pas de retraite possible, ils sont inébranlables. » [Chap.XI, Principe 33]. [Note du traducteur]

⁴ Et pour cause, les blindés, l'artillerie anglaise et même l'armement individuel avaient été abandonnés sur les plages de Dunkerque au moment de la fuite : 2472 canons, 65000 véhicules, 20000 motos, sans compter 377 000 tonnes d'approvisionnement, plus de 68 000 t de munitions et 147 000 t de carburant ont également été abandonnées. Tout fut récupéré et réutilisé par les Nazis. [Note du traducteur]

Le 22 août fut une journée plutôt calme dans la bataille d'Angleterre. La RAF perdit cinq avions et les Allemands deux, dans une série de raids mineurs en Angleterre méridionale. Le chaud soleil de mai et du début juin (qui, rétrospectivement, dura tout l'été) avait disparu depuis longtemps. Le temps estival anglais typique —plafond bas et pluie— avait limité, dès le 19 août, les opérations militaires à des raids mineurs. Les deux camps profitaient de l'accalmie pour se restructurer et jauger des tactiques, avant d'entrer dans ce qui devait être la phase la plus cruciale de la bataille, fin août - début septembre.

Ce jour-là (22 août) des événements cruciaux se déroulèrent au 10 Downing Street, où le Cabinet de Guerre s'était réuni à midi. Winston Churchill venait de sortir du lit pour présider la réunion. Il avait pris ses fonctions de Premier ministre le 10 mai, mais ce n'était qu'au cours des six dernières semaines qu'il avait commencé à s'imposer au sein du gouvernement et à assumer le rôle de leader national. Quatre autres membres du Cabinet de Guerre, de six personnes au total, étaient présents : la personnalité aristocratique Lord Halifax, le représentant du Haut Clergé, chasseur de renard, qui avait été Secrétaire aux Affaires étrangères depuis 1938, et qui aurait pu être Premier ministre en mai s'il l'avait souhaité ; Lord Beaverbrook, brutal et égocentrique magnat canadien de la Presse, ami de longue date de Churchill, lequel était ministre de la Production aéronautique depuis mai où il avait, par diverses méthodes peu orthodoxes, envoyé les chasseurs gagner la bataille d'Angleterre ; Clement Attlee, député réticent de Limehouse qui était devenu chef du Parti Travailleiste en 1935 uniquement parce qu'il n'y avait personne de mieux disponible, Attlee était désormais vice-Premier ministre ; et enfin Arthur Greenwood, le chef adjoint du Parti Travailleiste dont la dépendance à l'alcool signifiait qu'il ne pouvait pas se voir confier un emploi important. Le seul membre absent était Neville Chamberlain, Premier ministre de 1937 jusqu'à son remplacement par Churchill et maintenant un membre de confiance, fort apprécié du nouveau gouvernement. Il venait de subir une opération pour un cancer,

mais sur insistance de Churchill, il recevait toujours des documents du cabinet dans sa maison de campagne.

Sept autres ministres étaient assis autour de la table rectangulaire dans la salle du Cabinet de Guerre qui surplombait la Parade de la Garde à Cheval : Kingsley Wood, un protégé de Chamberlain qui avait changé de camp pour soutenir Churchill et en avait été récompensé par la charge de Chancelier de l'Échiquier ; Anthony Eden, Secrétaire d'État à la Guerre, dont l'ascension politique rapide s'était terminée par sa démission du poste de Ministre des Affaires étrangères en 1938 et qui revenait désormais au sommet de la hiérarchie sous la férule de Churchill ; Albert Victor Alexander, député Travailleste⁵ peu inspirant qui fut nommé Premier Lord de l'Amirauté ; il se montra presque incapable de contrôler les amiraux sous ses ordres ; Archie Sinclair, avait été leader du minuscule Parti Libéral Indépendant, et Adjoint de Churchill durant son passage dans l'armée pendant la Première Guerre mondiale ; il fut gratifié du Secrétariat d'État à l'Air ; Herbert Morrison, patron de la machine londonienne du Parti Travailleste accepta à son corps défendant la charge de Ministre de l'Approvisionnement ; Duff Cooper, le coureur de jupons réactionnaire qui avait démissionné après Munich⁶ et avait été récompensé par Churchill en étant nommé Ministre de l'Information où son incompétence et sa paresse devaient mettre un terme à sa carrière politique ; et enfin Lord Caldecote, un politicien Conservateur sous-fifre qui avait été Ministre de la Coordination de la Défense nationale avant la guerre (un poste que Churchill avait brigué) mais qui disparaissait désormais dans l'opacité en tant que Secrétaire des Dominions. Outre les secrétaires, on remarquait quatre autres fonctionnaires présents : Sir Richard Hopkins du Trésor ; Sir Alexander Cadogan, Chef du Foreign Office ; Sir Cyril Newall, Chef d'État-Major

⁵ Connu aussi sous le nom de 1^{er} Comte Alexander d'Hillsborough. Les travailleurs ont-ils été bien défendus par ce "Travailleste"? [Note du traducteur]

⁶ Par les Accords de Munich avec Hitler, les Anglais et les Français avaient honteusement sacrifié la Tchécoslovaquie dans l'espoir d'obtenir la paix. En vain. [Note du traducteur]

de l'Armée de l'Air ; et Sir Robert Haining, Chef-Adjoint de l'État-Major Général Impérial.

L'ordre du jour de cette journée n'était pas chargé, mais il illustrait la multitude de problèmes auxquels le Cabinet de Guerre était confronté en cet été 1940. Les éléments mineurs comportaient un rapport sur les divers combats aériens de la veille, qui n'avaient été rien de plus que des raids d'avions isolés ; un rapport sur la Yougoslavie concernant une possible attaque italienne en provenance de Libye en direction de l'Égypte, et un autre rapport contestant les rumeurs d'une attaque similaire contre la Grèce. Des instructions furent envoyées au Gouverneur de Singapour sur les mesures à prendre pour interner les civils japonais en cas de guerre ou d'actions hostiles du Japon; les participants prirent connaissance du contenu d'un message de Winston Churchill au Président Roosevelt concernant l'échange de vieux destroyers américains contre des bases militaires dans les colonies britanniques de l'hémisphère occidental. Ils trouvèrent même le temps de discuter de la mise en place de *Comités d'Accueil* destinés aux représentants des forces armées des différents gouvernements réfugiés en Grande-Bretagne.

Mais le point essentiel à l'ordre du jour était un document "Très Secret" de sept pages, diffusé la veille par Kingsley Wood et intitulé "Réserve d'or et de moyens d'échange."⁷ Le nombre d'exemplaires était très limité et même les ministres présents durent rendre leur document avant de quitter la réunion. C'était peut-être le document le plus sombre et le plus dévastateur jamais pris en compte par un Cabinet britannique: il pressentait l'effondrement financier imminent de l'Angleterre et son incapacité à poursuivre la guerre.

Le contexte du document était connu des ministres depuis plus d'un an déjà, alors qu'ils étaient aux prises avec le problème de la mobilisation des ressources de la nation en vue d'une guerre totale. L'industrie britannique était incapable de produire en qualité et en quantité

⁷ Bureau du Cabinet, 66/11, WP (40) 324. Titre original : "Gold an Exchange Resources"

l'armement nécessaire pour gagner la guerre. Même les articles qui pouvaient être fabriqués dans le pays dépendaient fortement des importations de matières premières et de produits tels que l'acier. La plupart de ces importations provenaient des États-Unis et devaient être payées soit en or, soit en dollars américains. En vertu de la législation américaine, l'Angleterre n'avait pas le droit de contracter des emprunts aux États-Unis, comme elle l'avait fait pour payer ses achats pendant la Première Guerre mondiale. Il y avait d'importants investissements (3,5 milliards de livres sterling) dans l'Empire britannique et dans d'autres pays, en particulier en Amérique latine, mais même s'ils étaient revendus, ils ne fourniraient pas de dollars et n'étaient donc pas pertinents. Au fur et à mesure que de nouvelles commandes étaient passées aux États-Unis, les réserves financières de l'Angleterre diminuaient régulièrement jusqu'à ce qu'un point soit atteint où plus rien ne pouvait être payé en devises.

La position financière potentiellement faible de l'Angleterre avait été reconnue à Whitehall avant le début de la guerre. En avril 1939, le Trésor avait averti : "Si nous avons l'impression que nous étions aussi capables qu'en 1914 de mener une longue guerre, nous nous faisons des illusions⁸. En juillet, il souligna que, d'un point de vue économique, soutenir une guerre de trois ans (alors l'hypothèse militaire de l'Angleterre) était très probablement beaucoup trop optimiste.⁹ En février 1940, le Trésor anglais pensait que les ressources britanniques pourraient durer entre deux et trois ans, si elles étaient soigneusement gérées.¹⁰ Cette estimation se révéla trop optimiste sous la pression croissante de la guerre. Les exigences des forces armées furent plus élevées que prévu. L'énorme quantité de matériel abandonné sur les plages de Dunkerque devait être remplacée et lorsque la France sortit de

⁸ Bureau du Cabinet, 16/209, Sous-comité des affaires stratégiques (6.4.39)

⁹ Ibidem, 24/287, CP 149 (39) (3.7.39)

¹⁰ Ibidem, 66/5, WP (40) 45 (9.2.40)

la guerre, les commandes françaises aux États-Unis furent reprises par l'Angleterre.

Le 22 août, Kingsley Wood annonça que le jour du *dépôt de bilan* approchait rapidement. D'un total de 775 millions de livres sterling au début de 1940, les réserves d'or et de dollars de l'Angleterre (ainsi que les investissements vendables aux États-Unis) avaient chuté de plus d'un tiers à 490 millions de livres sterling. Des estimations antérieures avaient suggéré que les réserves d'or et de devises pouvaient durer jusqu'en juin 1941, mais de nouvelles commandes massives d'armes avaient été passées plus tôt durant l'été. En conséquence, le taux de déclin s'accéléra et les réserves diminuèrent de 80 millions de livres sterling au cours du seul mois précédent. Kingsley Wood estimait désormais qu'elles dureraient encore trois ou quatre mois supplémentaires au maximum. À la fin de 1940, l'Angleterre deviendrait donc incapable de poursuivre la guerre par ses propres moyens.

La seule alternative à une paix de compromis avec l'Allemagne était une aide américaine illimitée, sous forme d'équipements militaires, de matières premières et de vivres, quelles que soient les conditions que le gouvernement américain était prêt à exiger. En mai et juin, le gouvernement anglais décida de continuer la guerre plutôt que de se soumettre à la paix [à un armistice avec les Nazis], sans ignorer que l'aide des États-Unis allait devenir essentielle. Tout le problème résidait dans le fait que, en ce 22 août 1940, le gouvernement anglais ignorait totalement si les Américains étaient prêts ou non à sauver l'Angleterre. Aucune des illusions sur "leur Heure de Gloire" ne pouvait fournir d'échappatoire à cette terrible situation.

L'administration américaine ne fut pas informée de la situation précaire des Anglais en juillet, lorsqu'un haut-fonctionnaire du Trésor, Sir Frederick Phillips, avait vu le Secrétaire américain au Trésor, Henry Morgenthau. Malgré les suppliques d'assistance, aucune promesse d'aide ne fut accordée. La raison en était simple: les États-Unis étaient au milieu d'une campagne électorale présidentielle dans laquelle le Pré-

sident Roosevelt tentait d'obtenir un troisième mandat; sans précédent. Le sentiment dans le pays étant fortement opposé à une implication directe dans les guerres européennes, il n'était pas question que Roosevelt prenne des décisions conflictuelles avant les élections du 5 novembre. La survie de l'Angleterre dépendait donc des aléas de la politique intérieure américaine, comme le souligna Kingsley Wood : "Nous sommes confrontés au problème pratique immédiat de tenir bon jusqu'à une bonne partie du mois de novembre en cas de victoire Démocrate, ou même jusqu'après le 20 janvier, lorsque le nouveau président prendra ses fonctions, en cas de victoire Républicaine." Il semblait probable que la victoire du candidat Républicain, Wendell Wilkie, signifierait que toute aide pourrait arriver trop tard pour sauver l'Angleterre. Même si l'aide américaine était au rendez-vous, Kingsley Wood avertit ses compatriotes que l'Angleterre n'aurait pas son mot à dire sur les termes et conditions dans lesquels l'Angleterre serait autorisée à poursuivre la guerre : "Les États-Unis décideront sans aucun doute à la fois de l'ampleur et des conditions selon lesquelles nous pourrions profiter des produits de l'industrie et de l'agriculture américaines. De cette façon, ils pourront influencer matériellement le caractère de cette guerre.

Au cours des pourparlers du Cabinet de Guerre, personne n'afficha le moindre désaccord avec la conclusion de Kingsley Wood selon laquelle l'Angleterre devrait simplement attendre, à la manière de Micawber, pour voir ce qui se passerait de l'autre côté de l'Atlantique.¹¹ Churchill lut l'opinion de Chamberlain selon laquelle il était nécessaire de parier dans une certaine mesure sur la volonté des États-Unis d'accorder à l'Angleterre son aide financière à grande échelle. Une vision plus agressive des possibilités offertes à l'Angleterre fut émise, comme on pouvait s'y attendre, par Lord Beaverbrook, qui soutint que

¹¹ Bureau du Cabinet 65/14, WM (40) 232e conclusions (22.8.40). Micawber est un personnage de fiction symbolisant l'optimiste heureux qui pense toujours que tout finira par s'arranger. [Note du traducteur]

le taux de commande aux États-Unis devrait être augmenté. Il y avait une curieuse logique dans son point de vue : il fallait passer plus de commandes à l'industrie américaine, qui commençait seulement à investir dans de nouvelles industries et à créer des emplois après la longue récession des années 1930. Ces commandes harnacheraient de plus en plus les Américains à la poursuite des contrats britanniques et feraient pression sur le gouvernement fédéral américain qui devrait ainsi s'assurer que l'Angleterre ne s'effondre pas militairement ou économiquement. Plus de commandes donneraient également l'impression au public américain que l'Angleterre était plus robuste qu'elle ne l'était en réalité. Si, en définitive, elle ne pouvait payer ne serait-ce que ses commandes actuelles en quelques mois, cela ne ferait guère de différence si ces dettes énormes étaient encore augmentées. Au pire, la banqueroute ne concernerait qu'un plus grand nombre de contrats et, au mieux, le gouvernement américain paierait probablement la facture.¹²

Le Cabinet de Guerre anglais examina aussi ce qui pourrait être fait pour essayer d'augmenter les réserves d'or en déclin du pays. Les gouvernements des Indes anglaises et d'Afrique-du-Sud détenaient approximativement 130 millions de livres sterling [d'or fin], mais cela leur était nécessaire pour financer leurs transactions dans les pays autres que les États-Unis. Les gouvernements européens en exil détenaient environ 350 millions de livres sterling à Londres et pouvaient éventuellement être persuadés de s'en séparer si l'Angleterre promettait de les rembourser après la guerre¹³. Le gouvernement français de Vichy possédait également 200 millions de livres sterling d'or fin, stocké au Canada, mais il devait être saisi illégalement. Le problème était que

¹² On perçoit clairement le cynisme de ces politiciens-commerçants. [Note du traducteur].

¹³ La Belgique, La Tchécoslovaquie, La Grèce, la Yougoslavie, la Pologne, la Norvège, les Pays-Bas, et enfin, la France avait envoyé son or à Dakar que les Anglais allèrent assiéger [en vain], et au Québec. L'Église catholique polonaise avait envoyé son trésor au Québec. Les autorités communistes tentèrent de le récupérer mais l'Église québécoise (qui changeait de cachette chaque semaine) n'accepta de le rendre qu'après la chute du communisme et le retour de la démocratie. [Note du traducteur].

même si toutes ces tonnes d'or fin étaient octroyées au gouvernement anglais d'une manière légale ou illégale, ils ne pourraient retarder l'heure maléfique de la banqueroute que de quelques mois. Lorsque tout cet or fin serait épuisé, l'Angleterre serait toujours confrontée au même dilemme : choisir entre la soumission avec les États-Unis ou avec l'Allemagne. Le dernier recours serait de réquisitionner tous les objets en or, y compris les alliances, en Grande-Bretagne. Tout au plus, ce geste permettrait-il de lever 20 millions de livres sterling, et, comme l'a commenté Churchill, *"c'était une mesure à adopter à un stade ultérieur, si nous voulons faire un geste frappant dans le but de faire honte aux Américains."*¹⁴ Mais il a également reconnu qu'il pourrait être nécessaire d'aller encore plus loin et de céder la propriété de l'ensemble des industries britanniques aux Américains afin d'essayer d'assurer la livraison de l'industrie britannique, armes et matériel nécessaires : "si la situation militaire se détériorait de manière inattendue, nous devrions jouer le tout pour le tout en faveur de la victoire, en donnant aux États-Unis, si nécessaire, un droit de préhension sur l'ensemble de l'industrie britannique."

La réunion du Cabinet de Guerre se termina à temps pour un déjeuner tardif après que les ministres eurent décidé qu'ils ne pouvaient rien faire de plus qu'attendre de voir si les États-Unis sauveraient leur pays. Très rares furent sans doute ceux qui, parmi les ministres et les hauts fonctionnaires présents, qui ne réalisèrent pas que le temps de l'Angleterre touchait à sa fin en tant que puissance autonome. La menace d'invasion imminente pouvait s'évanouir, ou la Royal Air Force repousser l'agression de la Luftwaffe, mais dans tous les cas ce succès serait une *victoire à la Pyrrhus*. La menace financière cachée mais insidieuse qui minait et sapait l'Angleterre allait inévitablement porter un

¹⁴ Considérer que cette auto-humiliation des Anglais devrait culpabiliser les Américains laisse entrevoir que Churchill considérait que les Américains avaient une dette filiale envers les Anglais. Ce commentaire laisse rêveur quand on connaît les massacres de milliers de prisonniers américains sur les pontons anglais de New York et de Portsmouth. [Note du traducteur]

coup fatal à son prestige et à sa place dans le monde. Le pays n'avait désormais plus les capacités de continuer la guerre. Son sort serait à la merci d'une autre nation.

Derrière l'emphase churchillienne et la mythologie de 1940 se cachait une dure réalité : la désintégration de la puissance britannique. Comment l'Angleterre en était-elle arrivée à une situation de faiblesse aussi dévastatrice ?

2

Pouvoir de façade

L'effondrement de la puissance britannique en 1940 fut si important qu'à la fin de l'année, la nation ne pouvait plus assurer son autonomie de façon prolongée par ses propres efforts et ses ressources nationales. Cette situation n'apparut pas soudainement en raison de l'invasion allemande rapide et de l'effondrement de la France, seule alliée de l'Angleterre.¹⁵ Les événements cruciaux de 1940 ne furent que le point culminant d'une combinaison d'évolutions, toutes contribuant à renforcer la faiblesse britannique. Certaines de ces transmutations, à long terme, dataient de la dernière partie du XIX^e siècle. D'autres s'étaient développées depuis la fin de la Première Guerre mondiale ou même plus tard, jusque dans les dernières années de paix avant le déclenchement de la guerre en 1939. Les deux décennies précédant 1940 virent la coalescence progressive d'une multitude de facteurs défavorables : trop d'engagements mondiaux, moyens insuffisants pour instaurer ces engagements, incapacité à réduire le nombre d'ennemis potentiels, manque d'alliés puissants, base industrielle faible et finances déficientes. Les gouvernements des années 1920 et 1930 essayèrent, sans succès, de résoudre cet ensemble de problèmes redoutables. En fait, ils étaient probablement insolubles. Sans une compréhension exhaustive des problèmes sous-jacents, de la manière dont ils se sont développés et des tentatives de les solutionner en tenant compte de la situation politique, stratégique, internationale, économique, financière et industrielle au cours des décennies précédentes, les événements de 1940 perdent toute perspective et toute signification.

¹⁵ L'historien semble ici oublier la Belgique et les Pays Bas qui combattirent courageusement pendant que les Britanniques rembarquaient sans combattre à Dunkerque. [Note du traducteur]

Le défilé de la victoire dans les rues de Londres en 1919, avec ses contingents militaires colorés provenant de toutes les régions de l'Empire, a peut-être manqué du faste et du cérémonial des défilés marquant les jubilé d'or et de diamant de la Reine Victoria en 1887 et 1897, mais cela pourrait s'expliquer par les séquelles de la guerre la plus terrible de l'histoire moderne. Pour la plupart des gens, l'Empire britannique était à l'apogée de sa force, la plus grande puissance du monde. Par les Traités de Paix qui ont clôturé la Première Guerre mondiale, l'Empire britannique avait atteint son apogée. Les colonies allemandes telles que le Tanganyika et le Sud-Ouest africain étaient passées sous contrôle impérial britannique et l'effondrement de la Turquie au Proche-Orient avait permis la domination britannique sur la Palestine et la Mésopotamie. L'Empire comptait plus de 450 millions de personnes sur tous les continents du globe, soit un quart de la population de la planète. C'était le plus grand ensemble que le monde ait pu produire.¹⁶ Les territoires impériaux donnaient à l'Angleterre accès à un large éventail de ressources : 70% de la production mondiale d'or, 6% de la production de caoutchouc et 50% de la récolte de riz. L'empire informel, réalisé par la domination économique plutôt que par le contrôle politique, était tout aussi puissant dans des régions telles que l'Amérique latine, avec ses investissements britanniques majeurs dans les chemins de fer et l'élevage de bétail.

Au cœur de l'Empire évoluaient les dominions autonomes de race blanche : Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Union-Sud-Africaine¹⁷, bien qu'ils aient été égalés en importance par l'Empire indien qui englobait toute l'Inde et le Pakistan actuels. En Extrême-Orient, outre les colonies de Malaisie et de Bornéo, se trouvaient les grandes

¹⁶ À peine moins étendu que l'Empire mongol qui dépassait un peu les 30.000.000 de km² [Note du traducteur]

¹⁷ Parler de *dominion blanc* au sujet de l'Afrique du Sud revient à approuver le système de ségrégation qui ne devint officiel qu'en 1948, mais qui existait déjà dans les mœurs. [Note du traducteur]

colonies commerciales de Hong Kong et de Singapour, ainsi que les vastes concessions en Chine telles que Canton et Shanghai, qui octroyaient à l'Angleterre le contrôle sur une grande partie du commerce de ce continent. En Afrique, le rêve de Cecil Rhodes d'une bande continue de territoire britannique du Cap au Caire s'est au moins réalisé avec la prise de possession du Tanganyika, complétée par les colonies de l'Afrique Occidentale tropicale : le Nigeria, la Côte-de-l'Or et la Sierra Leone.¹⁸ Au Moyen-Orient, l'Angleterre, puissance dominante, contrôlait directement l'Égypte, la Palestine, la Transjordanie, l'Irak, le Koweït et les États côtiers le long du golfe Persique [les Émirats]. Dans tous les océans du monde, s'éparpillaient des colonies insulaires allant des Antilles à travers l'Atlantique (Ascension, Sainte-Hélène et les Malouines), l'Océan Indien (Île Maurice et les Seychelles) et le Pacifique (Fidji et Samoa). Les forces militaires britanniques étaient postées sur tous les continents, et l'Empire était affermi par des bases navales telles que Gibraltar, Malte et Aden pour une répartition mondiale de la Royal Navy. En 1919, l'Empire venait de sortir vainqueur de la guerre la plus terrible de son histoire, une guerre dans laquelle les troupes des dominions blancs et de l'Inde avaient combattu aux côtés des Britanniques sur le Front occidental, dans les Balkans et au Moyen-Orient. Les efforts stratégiques de l'Empire avaient été dirigés depuis Londres par un Cabinet de Guerre impérial qui semblait être une première phase vers une intégration des ressources de l'Empire. Une observation superficielle, en 1919, laissait croire que la puissance britannique était fermement établie pour les décennies à venir.

¹⁸ Le Gold Coast ou Côte-de-l'Or produisait de l'or en abondance, exploité par les Anglais qui créèrent ainsi *la Livre* non pas d'*argent* mais d'*or* appelée Guinée d'Or. Le Golfe de Guinée fournissait donc des esclaves, vendus aux trafiquants par les rois locaux, et de l'or. La création de la Sierra Leone fut une tentative anglaise de renvoyer en Afrique les esclaves libérés dans les colonies anglaises d'Amérique. Les Américains créèrent le Liberia dans le même but. En fait, ce "retour" ne fit que créer dans ces deux pays africains une nouvelle classe sociale, une bourgeoisie qui commença à exploiter sans vergogne les populations noires locales. [Note du traducteur]

En réalité, la force de l'Empire ressemblait à un *village Potemkine*. Derrière la grandeur de la façade se cachait le manque de substance. L'Empire, et en particulier l'Angleterre, souffrait d'une faiblesse politique et économique débilatante.¹⁹ L'un des problèmes fondamentaux était l'absence d'une structure politique et administrative cohérente. Peu d'efforts avaient été faits pour intégrer les différents territoires et il restait un ensemble hétéroclite de dominions autonomes, de colonies de différents types à différents stades d'évolution et de territoires, comme l'Égypte, sous domination indirecte. Les dominions blancs avaient clairement indiqué, avant 1914, qu'ils préféraient s'orienter vers une structure plus souple avec une plus grande indépendance pour eux-mêmes, et le gouvernement britannique n'avait guère d'autre choix que d'accepter cette tendance. L'expansion de l'Empire dans la dernière partie du XIX^e siècle entraîna une charge militaire sans cesse croissante pour la défense, sans apporter ni une augmentation correspondante de l'organisation interne ni des ressources nécessaires pour faire face à la menace. L'Empire contribuait peu à la défense impériale et, dans l'ensemble, drainait les ressources britanniques. Le joyau de la couronne, la clé de voûte supposée de l'empire était "les Indes." Maintenir le contrôle sur le sous-continent indien et ses frontières absorbait directement un tiers de l'Armée britannique et considérablement plus encore lorsqu'on pensait devoir contrôler en même temps les lignes de communication vers les Indes par la Méditerranée, le canal de Suez et le Proche-Orient. Pourtant, les Indes ont peu contribué en retour. De même, la défense des dominions, en particulier de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande contre toute menace de l'autre côté de la planète à partir de l'Angleterre, était un engagement majeur, même si leurs gouvernements ne fournissaient aucun navire de quelque importance que ce fut pour soutenir la

¹⁹ L'expression «*village Potemkine*» remonte au Prince Grigory Aleksandrovich Potemkine, ministre russe qui, pour masquer la pauvreté des villages lors de la visite de l'Impératrice Catherine II la Grande en Crimée en 1787, aurait prétendument fait ériger des villages entiers faits de décors en carton-pâte. [Note du traducteur]

Royal Navy. Les nouvelles zones acquises après la [première] guerre mondiale n'ont fait qu'ajouter à la faiblesse de l'ensemble de la structure. Le contrôle de la Palestine en particulier donna à l'Angleterre un problème majeur de sécurité intérieure en essayant de contenir la révolte arabe croissante opposée à l'immigration juive.

L'immense étendue de l'Empire britannique fut donc une source non pas de force mais de faiblesse. Elle força l'Angleterre à défendre des territoires vulnérables dispersés dans toutes les régions du globe. Et l'Angleterre, petite île au large des côtes européennes, avec une population de seulement quarante millions d'habitants qui dépendaient des importations pour la plupart de leurs matières premières et pour la moitié de leur nourriture, n'avait tout simplement pas les ressources nécessaires pour entreprendre une tâche aussi vaste. En tant que premier pays à s'industrialiser, l'Angleterre était devenue la puissance économique dominante dans le monde au milieu du XIX^e siècle, mais cette domination fut de courte durée. Un déclin économique relatif s'était installé à partir des années 1880. En 1880, l'Angleterre avait produit 23% de la production manufacturière mondiale, 50% de plus que les États-Unis et trois fois le niveau de l'Allemagne. Toutefois, en 1900, l'Angleterre fut dépassée par les États-Unis, et, en 1913, sa part n'était plus que de 13%, alors que les États-Unis atteignaient 32% et l'Allemagne 15. La même tendance se retrouva dans l'indicateur économique clé : *la production de fer et d'acier*. En 1890, la production britannique était deux fois supérieure à celle de l'Allemagne et juste en-dessous de celle des États-Unis. En 1913, l'Allemagne produisait près de deux fois plus que l'Angleterre et les États-Unis quatre fois. À la même époque, la technologie britannique ne parvenait plus à suivre le rythme du développement des pays étrangers. Des industries clés telles que les produits chimiques traînaient loin derrière leurs concurrents et les niveaux de productivité étaient également plus faibles dans la plupart des autres secteurs de l'économie.

Jusqu'en 1914, la faiblesse économique croissante avait été partiellement masquée par la puissance financière. Londres était le centre financier le plus important du monde et la livre sterling le moyen accepté pour le commerce et les échanges internationaux.²⁰ Dans une large mesure, la richesse britannique avait été utilisée, non pas pour investir dans l'industrie nationale, mais pour investir à l'étranger.²¹ En 1913, l'Angleterre comptait plus de 4 milliards de livres sterling d'investissements à l'étranger, soit 43% du total mondial. Les haut rendements de ces placements fournissaient non seulement un revenu annuel pour compenser une balance commerciale défavorable, mais aussi une réserve d'actifs. Cependant, la pression exercée pour financer l'effort militaire de la Première Guerre mondiale força l'Angleterre à liquider bon nombre de ces actifs, affaiblissant ainsi de façon permanente le rôle de Londres dans son rôle de capitale financière et modifiant considérablement les relations de l'Angleterre avec les États-Unis.

En août 1914, un petit Corps Expéditionnaire anglais fut envoyé pour combattre aux côtés des Français et des Belges, mais sous la pression de ses Alliés, l'Angleterre s'engage rapidement dans la création d'une énorme armée à l'échelle continentale. L'équipement et le ravitaillement d'une armée aussi nombreuse s'avérèrent être au-delà des capacités de l'industrie britannique. À l'automne 1914, l'Angleterre commença à passer des commandes d'armes à des entreprises américaines et, au fur et à mesure que les demandes de munitions de la nouvelle armée anglaise en France —particulièrement d'obus d'artillerie lourde— augmentaient de façon spectaculaire, les commandes britanniques aux États-Unis prenaient également de l'ampleur. En 1914, le Gouvernement anglais estimait que les commandes à des fournisseurs

²⁰ Et la monnaie internationale de référence avec l'or. [Note du traducteur]

²¹ Les financiers capitalistes ne sont intéressés que par le rendement de leur argent et par leur propre fortune, et non pas par le bien-être de leurs compatriotes. Aujourd'hui encore, les milliardaires concourent pour devenir l'homme le plus riche du monde, et pour cela ils font fabriquer leur pacotille par des femmes sous-payées au Bangladesh. Enrichir leurs compatriotes leur importe peu. [Note du traducteur]

américains pourraient coûter un maximum de 50 millions de dollars, mais, au début de 1917, les dépenses s'élevaient à environ 80 millions de dollars *par semaine*, et pendant les deux premières années de la guerre, les commandes s'élevèrent à 20 milliards de dollars. La faiblesse financière de certains de ses Alliés exerça une pression supplémentaire sur le budget anglais. En effet, à partir de septembre 1915, Londres fut responsable des commandes de munitions américaines effectuées par la Russie et l'Italie et, après mai 1916, de celles de la France également.²²

Ces achats aux Américains à grande échelle ne pouvaient être financés que par le transfert d'or aux États-Unis, par la vente de titres détenus par les Britanniques dans des sociétés américaines ou par des emprunts aux États-Unis. À l'automne 1914, la livre sterling perdait déjà de la valeur par rapport au dollar. Un an après le début de la guerre, les premiers titres, possédés par des investisseurs anglais dans des sociétés américaines, étaient vendus, suivis, à l'automne 1915, par le premier emprunt britannique contracté aux États-Unis. D'autres emprunts furent nécessaires tout au long de 1916, mais ne furent obtenus qu'à des taux d'intérêt croissants. À l'automne 1916, la situation devenait grave : 40% de l'effort de guerre des Anglais devait être financé aux États-Unis, mais le stock de titres anglais [*securities*] pouvant être vendus baissaient dangereusement ; les stocks d'or s'épuisaient aussi, et, sans la garantie du gouvernement américain, il devint de plus en plus difficile de contracter de nouveaux emprunts. Les incertitudes grandissaient quant à la capacité de l'Angleterre à poursuivre la guerre et Reginald McKenna, Chancelier de l'Échiquier [Ministre des Finances], avertit ses collègues de ce que : *"D'ici juin prochain, ou même plus tôt, le président de la République américaine sera en mesure, s'il le souhaite, de nous dicter ses propres conditions."*²³ Au printemps 1917, la situation

²² Les commandes groupées furent bien entendu remboursées au Trésor anglais. [Note du traducteur]

²³ K, Buerk, Les nerfs de la guerre, p.81

était désespérée. L'Angleterre n'avait plus que 219 millions de dollars-or en réserve, en incluant la valeurs des titres détenus aux États-Unis, qui s'ajoutaient à environ 530 millions de dollars-or détenus au Royaume-Uni. Les dépenses courantes d'environ 80 millions de dollars par semaine, suffisaient donc à financer la guerre pendant moins de 10 semaines. L'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917 épargna donc aux Alliés [en tout cas aux Anglais] la nécessité de négocier une paix de compromis avec le Deuxième Reich allemand.

La déclaration de guerre des États-Unis n'offrit qu'un répit temporaire à l'Angleterre. En juillet 1917, McKenna dut dire aux Américains que l'Angleterre était au bord du désastre : "Nos ressources disponibles pour les paiements de nos dettes américaines sont épuisées. À moins que le gouvernement des États-Unis ne puisse couvrir intégralement nos dépenses aux États-Unis... tout le tissu de l'Alliance s'effondrera."²⁴

La crise fut résolue quand les États-Unis, désormais alliés, se montrèrent prêts à jouer un rôle plus actif pour solutionner les difficultés financières des Anglais. D'abord, le Royaume-Uni emprunta quelque 180 millions de dollars par mois au gouvernement américain à partir du milieu de 1917. Puis, l'Administration américaine mit en place un *Bureau des Industries de l'Armement* pour diriger la mobilisation économique américaine. Les Alliés furent tenus d'y jouer un certain rôle en fonction duquel les autorités américaines décideraient quelle part de l'effort de guerre américain serait allouée à chacun.

À la fin de la guerre, l'Angleterre n'était plus la puissance financière prédominante dans le monde. Le point focal du système financier s'était déplacé vers New York. Le Royaume-Uni lui-même était apparu nettement plus faible que les États-Unis. Sa dette totale en faveur des Américains s'élevait à 1365 millions de livres sterling à laquelle s'ajoutait une dette nationale de 7435 millions de livres sterling

²⁴ Ibid., p.203.

(comparé à 650 millions de livres sterling *seulement* en 1914) ; c'était un énorme fardeau financier pour le pays. Les intérêts sur la dette nationale représentaient environ 40% du budget britannique après la guerre. Dans les années 1920, l'Angleterre possédait donc un Empire qui était devenu un handicap stratégique et sa capacité à compenser cet inconvénient par sa puissance financière avait été définitivement interrompue. Dans l'après-guerre immédiat, cette perte de puissance conduisit à un changement décisif dans la politique stratégique britannique, qui allait avoir un impact fondamental durant les 20 années suivantes et produire des difficultés que les gouvernements successifs —y compris celui de Churchill en 1940— furent impuissants à résoudre.

Depuis les années 1890, l'Angleterre²⁵ avait accepté l'idée qu'une guerre contre les États-Unis était impensable en raison de la puissance économique américaine et de la vulnérabilité de ses îles situées à proximité des États Unis. Après la Première Guerre mondiale, les Anglais durent prendre en considération la puissance croissante des États-Unis dans d'autres domaines également. En 1918, l'US Navy disposait d'une flotte de guerre de 16 dreadnoughts [16 cuirassés], qui équivalait aux flottes combinées de la France, de l'Italie et du Japon, et prévoyait une flotte de trente-neuf cuirassés qui dominerait à la fois le Pacifique et l'Atlantique, et éclipserait la Royal Navy. Lors d'une série de réunions angoissantes. Le Premier ministre Lloyd George fut forcé d'accepter que l'Angleterre n'avait tout simplement pas les moyens nécessaires pour rivaliser avec la flotte américaine, et que tenter d'égaliser une telle Marine de Guerre serait certainement économiquement ruineux, et probablement, aussi, politiquement désastreux. À contre-cœur, le gouvernement anglais dut admettre que la Royal Navy n'était plus la plus importante au monde.

²⁵ Le traducteur a privilégié l'expression "l'Angleterre" pour désigner "la Grande Bretagne", pour plusieurs raisons; d'abord les lecteurs de langue française utilisent communément la désignation de "l'Angleterre" pour le Royaume Uni" ou "la Grande Bretagne"...[Note du traducteur]

Ce ne fut donc pas une surprise que le gouvernement britannique accepte sans hésiter l'invitation des États-Unis d'assister à la *Conférence de Washington* en 1922. Il s'agissait d'un rassemblement de toutes les grandes puissances navales du monde qui devaient s'accorder sur la limitation des armements navals. Le résultat fut un accord de parité entre les marines américaine et britannique et l'acceptation par le Japon d'une infériorité de 3 à 5 dans la catégorie des principaux navires de guerre par rapport aux deux marines dominantes. En surface, le Traité de Washington semblait satisfaisant du point de vue de l'Angleterre. En fait, ce pays fut forcé, par la puissance américaine naissante, à faire une concession qui accrut la vulnérabilité de l'Empire : les États-Unis exigèrent que l'*Alliance anglo-japonaise* ne soit pas renouvelée. Selon cette entente, le Royaume Uni était l'allié du Japon depuis 1902 ; aussi, pendant la Première Guerre mondiale, la *Dai-Nippon Teikoku Kaigun*, la *Marine Impériale Japonaise* avait nettoyé l'Océan Indien de tout navire allemand et même patrouillé en Méditerranée, libérant ainsi la disponibilité des vaisseaux de la Royal Navy qui pouvaient ainsi surveiller ses propres eaux territoriales. Cette *Alliance anglo-japonaise* avait également assuré la sécurité des colonies britanniques du Pacifique, en particulier celle de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, et permis à l'Angleterre d'épargner une partie du coût de leur défense. Malgré la pression des dominions²⁶ pour renouveler cette Alliance anglo-japonaise, les Anglais estimèrent qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de suivre les ordres des États-Unis parce que les Américains étaient, en dernier ressort, plus importants pour l'Angleterre que les Japonais. Pourtant, l'Alliance avec le Japon avait été un point clé de la défense impériale anglaise, et le *Traité de Washington* [1922] allait créer des problèmes fondamentaux pour les vingt années suivantes.

²⁶ Les dominions étaient des colonies britanniques de peuplement, autonomes dans le domaine budgétaire, mais politiquement soumis aux décisions de Londres. C'était un double avantage pour Londres et un double inconvénient pour les "dominions". [Note du traducteur]

Bien que les Japonais aient accepté l'infériorité globale de leurs forces navales par rapport à celles de l'Angleterre, le rapport de forces convenu était suffisant pour leur donner la supériorité locale dans l'Océan Pacifique. S'ils voulaient s'affirmer militairement, leurs menaces causeraient de graves problèmes de défense régionale pour les intérêts britanniques en Extrême-Orient, pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Toute menace du Japon serait, selon les planificateurs militaires britanniques, principalement navale et devrait être contrée en envoyant une partie de la flotte à la base principale de Singapour, alors aux premiers stades de sa construction. Le problème était de savoir quelle partie de la flotte pouvait être envoyée en toute sécurité à l'autre bout du monde. La nouvelle limitation de la taille de la Royal Navy, associée à l'absence de tout engagement américain à aider l'Angleterre dans le Pacifique, signifiait que les Anglais devraient envoyer la majeure partie de leur flotte en Extrême-Orient pour neutraliser efficacement toute hostilité japonaise, une décision qui laisserait le pourtour de leur pays dangereusement dépourvu de toute défense navale contre la menace d'une puissance européenne. En cas d'hostilités simultanées en Europe et dans le Pacifique (ou même de menace d'hostilité), la responsabilité de l'Angleterre pour défendre l'Australie et la Nouvelle-Zélande pourrait être impossible à assumer. En principe, la règle centrale de la politique britannique jusqu'en 1939 prévoyait que la Royal Navy serait envoyée en Extrême-Orient, si nécessaire, même aux dépens d'autres nécessités. Alors que la menace japonaise contre les intérêts britanniques d'Extrême-Orient ne semblait rien de plus que théorique, il était tentant pour le Cabinet anglais d'adopter pour prétexte l'assurance de Churchill, qui avait affirmé en 1925, alors qu'il était Chancelier de l'Échiquier : *"Je ne crois pas que le Japon ait l'intention d'attaquer l'Empire britannique, ou qu'il y ait un danger quelconque qu'il le fasse avant au moins une génération."*²⁷

²⁷ M. Gilbert, *Churchill* Vol. 5, p.105. C'était une technique (Méthode Coué) pour expliquer son

Au début des années 1920, le monde réservait d'autres menaces possibles à long terme contre la position dominante britannique. Les États-Unis, dont l'intervention avait été cruciale dans la défaite de l'Allemagne,²⁸ refusèrent d'adhérer à la *Société des Nations* et se détournèrent des engagements politiques et militaires en Europe. La Russie, l'autre grande puissance potentielle qui avait été une menace substantielle pour l'Allemagne avant 1914, s'était repliée sur elle-même. Elle ne reconstruisait que lentement son économie détruite dans le chaos de la Révolution bolchévique et avait été rejetée par la plupart des autres puissances pour des raisons idéologiques. Cela laissa un "vide de pouvoir"²⁹ en Europe. Bien qu'affaiblie et désarmée par le Traité de Versailles, l'Allemagne restait une menace potentielle : elle avait toujours une population trois fois supérieure à celle de la France et possédait trois fois sa capacité sidérurgique. La puissance stratégique française était plus faible après la Grande Guerre qu'en 1914. Elle avait perdu 1,5 million de morts et un million de blessés [handicapés] (un quart de tous les hommes de moins de trente ans) et devait maintenant compter sur les États faibles nouvellement créés d'Europe orientale pour tenter de contrer toute renaissance de la puissance allemande. Un tel renouveau impliquerait directement les intérêts britanniques, en bouleversant le fragile équilibre des forces en Europe *et en menaçant une fois de plus la domination du continent par un seul pays*.³⁰

Comme les États-Unis, l'Angleterre s'était également détournée de l'Europe après les traités d'après-guerre. En 1922, le Cabinet convint que les principaux rôles de l'armée seraient désormais la sécurité *intérieure* et la défense de l'*Empire*, et qu'aucun projet ne serait fait de dé-

désintéresser de ce problème. [Note du traducteur]

²⁸ "Cruciale" au moins pour la fourniture de munitions et de projectiles divers. L'intervention américaine sur le champ de bataille, en 1918, n'eut qu'un impact psychologique sur les Allemands qui venaient d'éliminer les Russes par la révolution communiste. [Note du traducteur]

²⁹ "a power vacuum". Est-ce un "déséquilibre" de pouvoir ou "une absence" de pouvoir?

³⁰ Phrase ambiguë. Ponting ne précise pas quel pays domine le continent. Clive Ponting reste flou. [Note du traducteur]

pêcher un Corps Expéditionnaire sur le continent européen. En 1925, un peu comme ses prédécesseurs au XIX^e siècle, Austen Chamberlain, Ministre des Affaires étrangères, déclara à ses collègues que la seule menace qu'il pouvait envisager pour la sécurité britannique ou impériale était en Inde et en Afghanistan, en provenance de l'Union soviétique. Un an plus tard, le Chef de l'État-Major Général Impérial déclara devant ses collègues de l'État-Major que "la priorité en ce qui concernait les engagements de l'Armée britannique se concentraient sur les Indes."³¹ Aucune force armée n'était prévue pour mener une guerre européenne. Au cours de la Revue militaire annuelle de l'année 1926, il avait été déclaré par les Chefs d'État-Major que "en ce qui concernait les engagements militaires sur le continent européen, nos Services ne peuvent qu'en prendre connaissance."³²

Jusqu'au début des années 1930, la faiblesse de la position stratégique britannique resta bien dissimulée. L'Angleterre avait un énorme intérêt à préserver le *statu quo*. Comme Premier Lord de la Mer, l'amiral Chatfield déclara au chef du Trésor, Warren Fisher: "*Nous possédons déjà la majeure partie du monde, en tout cas les meilleures parties de celui-ci, et nous voulons seulement garder ce que nous possédons et empêcher les autres de nous l'enlever.*"³³ En Europe, l'Allemagne, sous la République de Weimar, semblait de plus en plus intégrée dans la structure du monde d'après-guerre. L'Italie, sous Mussolini, ne posait aucun problème en Méditerranée, et le Japon en Extrême-Orient restait tout aussi calme. Pourtant, en quelques années, le Royaume Uni dut faire face à la menace cauchemardesque de devoir combattre ces trois pays, soutenue seulement par une France affaiblie [par la Grande Guerre], et handicapé par l'impossibilité du gouvernement anglais de puiser dans les ressources économiques des États-Unis. Il était impos-

³¹ Bureau du Cabinet 53/ICOS 30e réunion (27.5.26) C'était le "splendide isolement !" [*Note du traducteur*]

³² Bureau du Cabinet 4/15, CID 701

³³ Chatfield à Fisher, Chatfield Papers CHT/3/1 (6.6.34)

sible de défendre l'Empire contre toutes ces menaces simultanées, et le danger était qu'un conflit, ne serait-ce qu'avec un seul ennemi, affaiblirait ailleurs les défenses de l'Angleterre à un point tel que cela inciterait une autre puissance à l'agresser.³⁴ La seule solution possible était d'essayer de réduire le nombre d'ennemis potentiels par des moyens diplomatiques. Mais cela aurait été difficile à réaliser sans offrir des concessions fondamentales qui saperaient la puissance et le prestige britanniques. Tous les gouvernements britanniques de la décennie du début des années 1930, eurent à se battre contre cette formidable combinaison de menaces multiples et de ressources insuffisantes. Aucun gouvernement ne put échapper ce problème, comme Churchill, malgré toutes ses critiques de la politique gouvernementale dans les années 1930, qui fut contraint de concéder en janvier 1942 lorsque les Japonais envahirent l'Empire britannique en Extrême-Orient :

"Il n'y a jamais eu un moment, il n'a jamais pu y avoir un moment, lorsque l'Angleterre ou l'Empire britannique, tout seul, pouvaient combattre l'Allemagne et l'Italie, pouvaient mener la Bataille d'Angleterre, la Bataille de l'Atlantique et la Bataille du Moyen-Orient — et, en même temps, se tenir bien prêt à toute éventualité en Birmanie, dans la Péninsule Malaise, et partout en Extrême-Orient..."³⁵

Les premiers signes de détérioration de la situation internationale devinrent apparents en septembre 1931, avec l'invasion japonaise de la Mandchourie, l'éviction des autorités chinoises, l'établissement d'un régime fantoche et **le défi** à la Société des Nations. La détérioration de la situation internationale n'aurait pu arriver à un pire moment d'un point de vue économique et financier. Le déclin économique relatif de l'Angleterre s'était poursuivi sans relâche depuis la Première Guerre mondiale. Dans les années 1930, sa part dans la production manufacturière mondiale était bien inférieure à celle de l'Allemagne et seulement

³⁴ Ainsi, en 1940, lorsque la France demanda un armistice à l'Allemagne, l'Italie déclara la guerre à la France et tenta sans succès d'envahir le territoire français.

³⁵ Chambre des communes, 27.1.42

un tiers du niveau américain. La part de ce pays dans le commerce mondial avait décliné de 14% en 1913 à moins de 10% en 1937. À la fin des années 1930, l'Angleterre tentait de contrôler environ un quart de la surface de notre planète avec seulement dix pour cent de sa force manufacturière. Cette disparité était la cause fondamentale de la faiblesse britannique. Cela signifiait que l'Angleterre ne disposait pas des ressources nécessaires pour édifier une défense indispensable destinée à protéger de manière adéquate le territoire de son Empire.

Au début de 1932, la situation parut sombre lorsque le Cabinet se réunit pour examiner un plan de défense de l'Empire élaboré par les Chefs d'État-Major. À la suite de la Gran Crise mondiale déclenchée par le *crash* de 1929, le monde s'enfonçait plus profondément encore dans la dépression et la crise financière. Au début des années 1930, l'économie britannique ressentait non seulement les effets d'un déclin relatif, mais aussi d'un effondrement de la demande mondiale. Au Royaume-Uni même, la construction navale n'atteignait que 7% de son niveau de 1913, l'industrie textile (responsable de 40 % des exportations jusque-là) était tombé à un tiers de son niveau des années 1920, la sidérurgie avait baissé de 45% et le charbon de 20%. La balance commerciale britannique avait aussi glissé dans le rouge. La pression exercée sur la livre sterling, surévaluée à l'été 1931, avait conduit à l'effondrement du gouvernement Travailleiste minoritaire, qui n'avait pas réussi à s'entendre avec d'autres partis sur un ensemble de réductions des dépenses publiques. Il fut remplacé par un autre gouvernement de coalition qui ne réussit pas non plus à maintenir l'Angleterre sur l'étalon-or. L'un des derniers vestiges de la domination britannique sur le commerce mondial —la foi dans le libre-échange— fut également bientôt abandonné au profit de droits de douanes et de préférence pour les marchandises de l'Empire britannique. Face à ce contexte, les Chefs de l'État-Major prirent position pour abandonner *la Règle de Dix Ans* (Ten Year Rule) et pour se lancer dans le Réarmement. La fameuse Règle avait été adoptée en 1919, lorsque les forces armées avaient reçu l'ordre

de planifier l'avenir en prenant pour acquis que l'Angleterre ne serait pas impliquée dans une guerre majeure pendant les 10 années suivantes. Les dépenses militaires avaient donc été coupées en conséquence, avec le plus grand enthousiasme, par Churchill qui se trouvait être *Chancelier de l'Échiquier* [Ministre des Finances] de 1925 à 1929. En 1928, le Cabinet, sous l'impulsion de Churchill, avait converti la règle en une hypothèse renouvelée, selon laquelle il n'y aurait pas de guerre pendant au moins 10 ans de plus. En 1932, sous la menace croissante du Japon en Extrême-Orient, le Cabinet accepta d'abandonner l'hypothèse de dix ans, mais, en raison de la situation économique précaire, refusa d'accepter tout programme de réarmement. Ce ne fut que le 15 novembre 1933, onze mois après l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, que l'autorisation fut accordée de commencer à évaluer ce qui devait être fait pour améliorer les défenses de l'Angleterre.

Le travail fut entrepris au sein du Comité des Besoins pour la Défense (DRC)³⁶, composé des trois Chefs d'État-Major, des chefs du Ministère des Affaires Étrangères et du Trésor et du Secrétaire du Cabinet. Le premier problème à résoudre était de savoir quelle menace devait être prioritaire. Le Cabinet s'était mis d'accord sur l'hypothèse que la France, les États-Unis et l'Italie ne devaient pas être considérés comme des ennemis potentiels, mais les militaires ne pouvaient pas s'accorder sur le poids respectif à accorder à la menace de l'Allemagne et du Japon. La Royal Navy favorisait le Japon parce que sur ce théâtre d'opérations, elle serait prédominante. L'Armée de Terre était toujours obnubilée par les Indes et reléguait l'Europe loin au bas de sa liste de priorités, tandis que la Royal Air Force optait pour l'Europe, où sa force de bombardement aurait un rôle majeur à jouer. L'argument fut résolu par les trois membres civils du Comité, qui imposèrent la seule conclusion raisonnable : l'Allemagne était *la menace ultime* contre laquelle le réarmement devait être dirigé car seule l'Allemagne était en mesure de

³⁶ Defence Requirements Committee.

vaincre l'Angleterre elle-même, alors que les autres ne pouvaient que conquérir un fragment de l'Empire. Comme le réarmement allemand n'était pas encore en cours à grande échelle, il était encore temps de prendre des mesures supplémentaires en Extrême-Orient pour tenter de contenir le Japon. Même sur cette stratégie, cependant, les trois Chefs d'État-Major ne furent pas en mesure de produire un programme de défense cohérent et ne purent que conseiller des augmentations de financements à peu près égaux en faveur des trois armes [Terre-Air-Mer] afin de pallier les pires lacunes.

En conséquence, lorsque le rapport du DRC fut examiné par le Cabinet en mars 1934, on constata qu'aucune réflexion stratégique claire n'était proposée sur le programme de développement de la défense. Quelques ministres, dirigés par le Chancelier de l'Échiquier, Neville Chamberlain, furent chargés de mettre un peu d'ordre dans la confusion. Ils acceptèrent les conclusions de la DRC sur les menaces auxquelles l'Angleterre était confrontée, mais établirent des priorités dans le programme de réarmement. Leur Analyse, approuvée par le Cabinet en juin 1934, décida que les préparatifs navals contre le Japon devaient se poursuivre, et que la construction de la *base militaire* de Singapour destinée à héberger et à entretenir et avitailler la flotte de guerre, dans le cas où elle serait dépêchée en Extrême-Orient, devrait être achevée à la fin de la décennie 1930. Les dépenses proposées pour la Royal Air Force furent accrues, mais l'accent fut mis sur les escadres basées en Métropole ; quant aux réserves, elles furent réduites. L'objectif était de constituer le plus rapidement possible une force de bombardiers de première ligne qui, espérait-on, impressionnerait les Allemands et aurait un effet dissuasif sur leur pugnacité.³⁷ Les principales réductions budgétaires touchèrent l'Armée de Terre, en faveur de laquelle les dépenses furent deux fois moins élevées que celles recommandées par la DRC. Une *Force de Campagne* (*Field Force* : le nom en fut soigneusement

³⁷ L'équivalent de la *Force de Frappe stratégique* d'aujourd'hui. [Note du traducteur]

choisi pour la distinguer d'un *Corps Expéditionnaire*) de cinq divisions devait être créée en 1939, mais la faible priorité accordée à son armement, et l'impossibilité de compléter les effectifs de cette troupe à partir d'une *garde nationale* qui n'existait pas³⁸, signifiaient que l'utilité de cette *Field Force* dans tout conflit européen serait très faible. Les ministres convinrent également que tous ces préparatifs de défense devraient être achevés au début de 1939, après quoi il fut estimé que l'Allemagne serait prête à se lancer dans la guerre.

La politique adoptée en 1934 était essentiellement défensive. Elle se concentra sur la *dissuasion* de toute menace dirigée contre l'Angleterre, et évita tout engagement à mener une guerre sur le continent avec une armée de l'ampleur de celle impliquée dans la Première Guerre mondiale. Le Plan définissait les priorités du réarmement des Forces Armées anglaises jusqu'au printemps 1939, mais le programme s'étendit régulièrement sous la pression d'une situation mondiale en pleine détérioration. Les sommes consacrées aux Forces Navales, qui jusqu'en 1938 absorbaient plus d'argent que la Royal Air Force ou l'Armée de Terre, furent encore augmentées lorsque le Cabinet approuva une *nouvelle norme* de Forces Navales de vingt gros navires de guerre, ce qui permettait l'envoi éventuel d'une Force de Dissuasion à la Base de Singapour, tout en laissant suffisamment de navires dans les eaux territoriales européennes pour faire face à toute menace nazie. Mais ces escadres ne seraient disponibles qu'au début de la décennie commençant en 1940. Au fur et à mesure que le réarmement allemand progressait, le renforcement de la Royal Air Force s'accéléra également et se prolongea jusqu'au milieu des années 1930, jusqu'à ce qu'un plan soit accepté de construire une force de 1000 bombardiers d'ici avril 1939. Jusqu'en 1938, l'accent pour le réarmement aérien était mis sur une force de bombardement, conformément à la doctrine acceptée de la Royal Air Force selon laquelle une force de bombardement stratégique

³⁸ Garde Nationale qui se serait appelée *Armée Territoriale*. [Note du traducteur]

serait capable de dévaster le territoire d'un adversaire, et, par sa simple présence, d'agir comme un moyen de dissuasion contre l'agression. Alarmé par le coût croissant du programme de réarmement et la difficulté de financer une marine de guerre plus importante, une aviation accrue et même une armée limitée, le Cabinet accepta, au milieu des années 1937, que le Ministre de la Coordination de la Défense, Sir Thomas Inskip, procède à un examen complet de l'effort de guerre et de la stratégie défensive. Les résultats de l'Étude renforcèrent les doutes déjà exprimés en 1934 sur l'envoi d'une armée combattre sur le continent européen. En novembre 1937, le Secrétaire d'État à la Guerre, Leslie Hore-Belisha, dit au Premier Ministre, Neville Chamberlain, que "notre armée devrait être organisée pour défendre notre pays et l'Empire, que l'organiser avec une prédisposition militaire en faveur d'un engagement continental est une erreur.³⁹ Un mois plus tard, le Cabinet approuva les résultats de l'examen stratégique d'Inskip. Les priorités de la politique britannique devaient désormais être la défense aérienne de l'Angleterre, suivie [de la défense] du Commerce et de la défense de l'Empire britannique, et ensuite : "Notre quatrième objectif, qui ne pouvait être traité qu'après que les autres objectifs avaient été atteints, devait être la coopération dans la défense territoriale de tous les Alliés que nous pourrions avoir en temps de guerre."⁴⁰

La décision de 1934, qui laissait ouverte la possibilité d'envoyer une armée plus petite sur le continent européen, fut donc annulée trois ans plus tard, et le Cabinet accepta qu'aucune préparation ne serait prévue pour créer un *Corps Expéditionnaire* [pour aider les Français]⁴¹. Les Anglais optaient désormais pour une politique fortement isolationniste. Elle comportait le risque que si le seul allié probable de

³⁹ R. Minney, *Papiers privés de Hore-Belisha*. p. 59 et 60

⁴⁰ Bureau du Conseil des Ministres 24/273, CP 316 (37) (22.12.37)

⁴¹ Ce fut une excellente nouvelle et un grand encouragement pour Adolf Hitler qui allait pouvoir se retrouver seul à seul devant les Français après 1939, année où l'URSS accepta de collaborer avec les Nazis. Rappelons que l'Allemagne comptait alors 80 millions d'habitants et la France 39 millions. [*Note du traducteur*]

l'Angleterre sur le continent, la France, insistait sur l'engagement d'une force britannique dans le cadre de tout effort de défense conjoint contre l'Allemagne, alors une armée majeure devrait être improvisée à court terme.⁴²

Bien que le réarmement soit en cours en 1935, le dilemme britannique —trop d'obligations et trop peu de ressources— n'était toujours pas résolu. La situation mondiale continue de se détériorer. Le Japon s'était emparé de la Mandchourie et semblait susceptible d'envahir en direction du sud vers la Chine proprement dite, où se trouvaient d'importants intérêts commerciaux britanniques. La Conférence du Désarmement de Genève avait échoué et le réarmement allemand clandestin avait été ouvertement avoué au mépris des clauses restrictives du Traité de Versailles de 1919. Il semblait maintenant clair que l'Allemagne d'Adolf Hitler était engagée dans une voie destinée à réaffirmer son rôle de grande puissance européenne. En soi, cela n'était pas nécessairement une cause d'opposition de la part des Britanniques, mais la possibilité de changements dans les frontières européennes, changements obtenus par l'intimidation par le risque de violence, et la menace ultime de domination du continent par l'Allemagne posait un défi direct à l'Angleterre.

L'objectif de chercher à réduire le nombre d'ennemis potentiels de l'Angleterre restait l'approche la plus fortement soutenue par le Trésor. En 1934, Neville Chamberlain, et le Responsable du Trésor, Sir Warren Fisher, firent savoir qu'en l'absence d'Alliés —à l'exception probable de la France—, et avec nos ressources limitées, *"nous ne pouvons pas envisager de soutenir des hostilités simultanées avec le Japon et l'Allemagne."*⁴³ Avec l'appui de quelques autres ministres, ils se dé-

⁴² Ce qui était impossible. Une grande armée ne peut s'improviser en quelques jours. La fuite anglaise de Dunkerque et l'écroulement français étaient donc prévisibles à partir de cette Décision anglaise de 1934 de laisser aux seuls Français toute la charge de la Bataille de France. [Note du traducteur]

⁴³ Journal de N. Chamberlain, 6.6.34

clarèrent favorables à la conclusion d'un pacte de non-agression avec le Japon qui, en fait, rétablirait l'Alliance de 1902. Le problème qui s'ensuivrait était que, bien que cette alliance puisse protéger l'Australie et la Nouvelle-Zélande, un Japon nouvellement belliciste voudrait une acceptation tacite par l'Angleterre de ses objectifs expansionnistes en Chine, ce à quoi et les Américains s'opposeraient vigoureusement. Sous la pression du Foreign Office, le gouvernement décida qu'il ne pouvait pas se permettre de risquer de s'aliéner les États-Unis, et, donc, la politique convenue à Washington en 1922, de ne pas conclure d'accord avec le Japon en raison des sensibilités américaines, fut poursuivie même s'il n'y avait aucun indice démontrant que les Américains soutiendraient la position britannique dans le Pacifique. Après avoir renoncé à un accord avec le Japon comme option politique, il restait aux Anglais l'alternative d'essayer de parvenir en Europe à un arrangement qui pourrait fournir une certaine marge de manœuvre pour faire face à la menace japonaise. L'accord naval anglo-allemand de 1935, qui limitait la taille de la marine de guerre allemande à 35% de celle de la Royal Navy, n'apporta qu'une mesure limitée de consolation. Tant que les Allemands s'en tinrent aux clauses de cet Accord Naval (ce qu'ils firent jusqu'en 1939), cela permit aux Britanniques de calculer les forces en présence en Europe pour, d'un côté, pouvoir contenir les Allemands, et donc de calculer la taille de l'escadre qui pourrait être dépêchée à Singapour pour contenir les Japonais, si cela s'avérait nécessaire.

L'amélioration marginale des perspectives stratégiques de plus en plus angoissantes pour l'Angleterre furent presque immédiatement contrebalancée par le développement des événements en Méditerranée. Là, Mussolini, illusionné par ses rêves de grandeur impériale romaine, décida en 1935 de conquérir l'Abyssinie. L'invasion italienne plaça Londres dans une position délicate. En tant que membre éminent de la *Société des Nations*, et sous la forte pression de l'opinion publique, le gouvernement anglais se sentit obligé de soutenir une action collective qui infligea des sanctions limitées à l'Italie qui avait violé la Charte de

la Société des Nations. Londres fut réticente à en faire plus car les Anglais n'avaient aucun intérêt économiques direct en Abyssinie et souhaitaient au contraire rester en bons termes avec l'Italie. En fin de compte, l'Angleterre se retrouva dans l'eau chaude. Les sanctions internationales qui furent imposées étaient suffisantes pour aliéner les Italiens sans être assez contraignantes pour les arrêter dans leur agression, et la tentative d'accord secret avec l'Italie (dans le plan franco-anglais Laval-Hoare), qui dut être abandonné sous la pression publique, jeta des doutes sur l'engagement de l'Angleterre en faveur de la sécurité collective. La conséquence de ce démêlé fut que l'Italie s'éloigna de sa vieille amitié avec la France et l'Angleterre pour se rapprocher de l'Allemagne. Tout cela fit que l'Italie dut être également ajoutée à la liste des ennemis potentiels de l'Angleterre. Cela laissait les Anglais avec la perspective de devoir faire face à trois ennemis, et, pour la première fois, il y avait une menace directe pour les intérêts britanniques en Méditerranée. Ces craintes conduisirent le Comité des Besoins pour la Défense (DRC) à avertir, en novembre 1935 :

"C'est une exigence cardinale pour notre sécurité nationale et impériale que notre politique étrangère soit menée de manière à éviter le développement possible d'une situation dans laquelle nous pourrions être confrontés simultanément à l'hostilité du Japon en Extrême-Orient, de l'Allemagne en Europe occidentale, et de toute puissance sur la principale ligne de communication entre les deux."⁴⁴

Au fur et à mesure que les problèmes auxquels l'Angleterre était confrontée s'accumulaient, les difficultés à trouver une solution diplomatique s'aggravaient également. En Extrême-Orient, la situation s'est rapidement envenimée après le milieu de 1937, lorsque les Japonais ont commencé une attaque à grande échelle contre la Chine. Cela constituait une menace directe pour le commerce et contre les autres intérêts anglais et américains, et amena Anthony Eden, Secrétaire des

⁴⁴ Bureau du Cabinet 4/24, RDC Troisième rapport (21.11.35)

Affaires étrangères, à s'opposer à ce qu'il décrivait comme *des nations émergentes* empiétant sur *les réserves raciales blanches*.⁴⁵ Pourtant, bien que le Cabinet ait sérieusement envisagé d'envoyer une escadre en Extrême-Orient après une attaque japonaise accidentelle contre des canonnières britanniques et américaines en décembre 1937, il s'avéra impossible de se mettre d'accord sur une action conjointe anglo-américaine pour contenir le Japon, bien que des pourparlers secrets de bas-niveau aient lieu pour organiser d'éventuelles opérations futures. En Méditerranée, les Italiens menaient une campagne de propagande contre la présence britannique au Moyen-Orient et soutenaient activement le Général Franco dans la Guerre Civile espagnole. Pourtant, aucun accord avec Mussolini n'était possible à moins que Londres ne reconnaisse la conquête italienne de l'Abyssinie.⁴⁶ L'Allemagne, qui avait réoccupé la zone démilitarisée de Rhénanie tandis que la France et l'Angleterre étaient empêtrées avec l'Italie au sujet de l'Abyssinie (début de 1936), se réarmait rapidement et semblait sur le point d'entrer dans une phase plus affirmée, constituant une menace directe pour ses voisins immédiats, l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

Pour résoudre cette situation, les Chefs d'État-Major exigèrent une solution diplomatique (fin de 1937):

"Nous ne pouvons pas prévoir le moment où nos forces de défense seront assez fortes pour protéger *simultanément* notre territoire, notre commerce et nos intérêts vitaux, contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Nous ne pouvons donc pas exagérer l'importance, du point de vue de la défense de notre Empire, de toute action politique ou internationale qui pourrait être entreprise pour réduire le nombre de nos ennemis potentiels, ou pour obtenir le soutien d'alliés éventuels."⁴⁷

⁴⁵ Prime Minister's Office 1/276, Eden à Chamberlain, 9.1.38

⁴⁶ L'Abyssinie était la partie septentrionale de l'Éthiopie actuelle, correspondant à l'Érythrée et au nord de l'Éthiopie. [Note du traducteur]

⁴⁷ Cabinet Office 4/26 Comparaison de la force de l'Angleterre avec celle de certaines autres nations en janvier 1938 (12.11.37)

Ce sont des commentaires comme celui-ci qui amenèrent Antony Eden à se plaindre privément auprès de Chamberlain (qui était devenu Premier Ministre en 1937) : "Je ne peux m'empêcher de croire que ce que les Chefs de l'État-Major aimeraient vraiment faire, c'est réorienter toute notre politique étrangère pour marcher avec les dictateurs, même si ce processus impliquait de nous séparer de la France et de mettre fin à nos relations avec les États-Unis."⁴⁸

Néanmoins, les deux hommes pensaient qu'une action diplomatique devrait être prise, bien que Chamberlain veuille aller plus loin et plus vite que le Ministre des Affaires Étrangères. Comme il l'écrivait en privé en janvier 1938 : "En l'absence de tout allié puissant, et jusqu'à ce que nos armements soient achevés, nous devons ajuster notre politique étrangère à notre convenance."⁴⁹ Un accord avec les Japonais fut exclus en raison de la sensibilité américaine. En tout état de cause, les Nippons représentaient une menace moins immédiate pour les intérêts anglais. Cela laissait la possibilité d'un arrangement avec l'Italie ou l'Allemagne. Antony Eden privilégiait une approche prudente, en mettant l'accent sur les relations avec l'Allemagne. Le Premier Ministre, qui voulait d'abord essayer d'obtenir un accord avec l'Italie, ouvrit sa propre ligne de communication privée avec les Italiens à l'insu d'Eden, qui démissionna lorsque le secret fut éventé en février 1938. Chamberlain put parvenir à un accord assez rapidement en troquant une acceptation anglaise de la colonisation italienne de l'Abyssinie contre une meilleure coopération des Italiens en faveur de l'ensemble des comportements des Anglais. Pourtant, il fut impossible de transformer ce désir en un accord global à long terme avec l'Italie.⁵⁰

⁴⁸ Prime Minister's Office 1/276, Eden à Chamberlain, 31.1.38

⁴⁹ K. Feiling, Neville Chamberlain, p.324

⁵⁰ Mussolini était certes trop désireux de s'entendre avec Adolf Hitler pour flirter avec les Anglais, dans son dos. Le mariage franco-anglais n'était qu'un mariage de convenance, d'ailleurs les Anglais abandonnèrent les Français [Dunkerque] dès qu'ils se rendirent compte que les Allemands étaient trop fort. Durant la Guerre de Succession d'Autriche, aussi, dès que les Anglais se rendirent compte que la Prusse était trop puissante pour eux, ils commencèrent à négocier secrètement avec

Parvenir à un accord avec l'Allemagne s'avérera encore plus complexe. Si Chamberlain avait négocié avec un homme d'État rationnel et raisonnable, il aurait probablement pu conclure l'accord en rétablissant une position allemande forte en Europe, en restaurant certaines colonies allemandes et en concédant la domination économique allemande sur l'Europe centrale et du Sud-Est, à condition que l'Angleterre n'ait eu que des intérêts limités. Au lieu de cela, Chamberlain dû faire face à Hitler, dont les objectifs étaient si grandioses, changeants et finalement inacceptables pour le reste de l'Europe, qu'aucun accord ne fut possible. En 1938, Hitler se sentit assez fort pour passer de la phase de consolidation de son pouvoir en Allemagne, par le réarmement et la réaffirmation du contrôle absolu de l'Allemagne en Rhénanie, phase plus agressive de redéfinition des frontières internationales convenues en 1919. Dans chaque cas, il s'appuya sur un grief légitime découlant du Traité de Versailles. En 1919, l'unification germano-autrichienne avait été interdite ; la population allemande des Sudètes fut placée sous domination tchèque pour donner au nouvel État des frontières défendables ; quant à la Prusse orientale, elle fut séparée du reste de l'Allemagne par un corridor polonais vers la Baltique : le Corridor de Dantzig. Après qu'Hitler ait procédé à la réunification de l'Autriche avec l'Allemagne lors de l'Anschluss, sa nouvelle cible fut clairement la Tchécoslovaquie et le contrôle des Sudètes.⁵¹ À la fin du mois de mars 1938, les Chefs d'État-Major [anglais] déclarèrent aux ministres que "aucune pression, que nous [Anglais] et nos éventuels alliés, pourrions exercer, que ce soit sur mer, sur terre ou dans les airs, ne pourrait empêcher l'Allemagne d'envahir et de se rendre maître de la Bohême, et

les Français (Alliés des Prussiens) au détriment de leurs alliés autrichiens. Puis, la paix revenue, ils s'allièrent avec les Prussiens contre la France et... l'Autriche. Ce fut la terrible guerre de Sept Ans. [Note du traducteur]

⁵¹ Tous ces groupuscules germanisés répandus à travers l'Europe de l'Est avant la Deuxième Guerre Mondiale, avait été installés par l'Empire d'Autriche-Hongrie dont les Empereurs souhaiter coloniser et germaniser la totalité du Saint-Empire Romain germanique. [Note du traducteur]

d'infliger une défaite décisive à l'armée tchécoslovaque."⁵² Ils ajoutèrent qu'il serait ensuite nécessaire de continuer la guerre pour écraser l'Allemagne afin de libérer la Tchécoslovaquie, et que cela impliquerait un risque substantiel que l'Italie et le Japon ne se joignent au conflit avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour l'Angleterre. Chamberlain s'engagea alors dans une voie dangereuse pour tenter de résoudre la *Question des Sudètes*, et, ainsi, éviter une guerre européenne. Le Premier Ministre anglais refusa jusqu'au dernier moment possible, de s'engager auprès de la France, qui était tenue par Traité d'aider la Tchécoslovaquie, à lui fournir la moindre assistance si elle était attaquée par l'Allemagne, augmentant ainsi la pression française sur les Tchèques pour qu'ils acceptent. Londres envoya également une mission diplomatique britannique à Prague pour tenter de résoudre le problème des Sudètes en persuadant les Tchèques d'accepter de faire des concessions. Cette mission échoua, comme échoua aussi la tentative de Chamberlain de négocier personnellement avec Hitler et de lui faire accepter l'idée d'un référendum dans le territoire contesté. Finalement, un Hitler mécontent, privé de la guerre qu'il souhaitait, accepta une proposition italienne de dernière minute, à la fin du mois de septembre 1938, pour une conférence des quatre puissances à Munich. En une semaine, la conférence se mit d'accord, sans consulter les Tchèques, et accepta le transfert des Sudètes à l'Allemagne. La guerre avait été évitée, mais les Accords de Munich n'ont pas procuré de paix à long terme avec l'Allemagne.

À la fin de 1938, la pression sur Londres augmentait rapidement. L'Empire britannique, largement dispersé sur la planète, devait encore faire face à trois ennemis potentiels, car aucun accord ne s'était révélé possible avec l'Allemagne, l'Italie ou le Japon pour réduire la menace à des proportions plus gérables. La fragile base industrielle et financière de l'économie de Grande-Bretagne fut également mise à rude

⁵² Bureau du Cabinet 53/37, COS 698 (28.3.38)

épreuve, quand le réarmement, axé sur la Royal Navy et la Royal Air Force, s'accéléra. De ce fait, dans les six mois qui suivirent la Conférence de Munich, la situation s'aggrava incommensurablement. Le seul Allié de l'Angleterre, la France, exigea que Londres fasse l'effort de construire une Armée de Terre pour participer aux combats sur le continent.⁵³ Lorsque les Britanniques se plièrent finalement aux demandes des Français, ce nouveau fardeau financier du réarmement, ainsi que les autres pressions concomitantes, commencèrent à soulever de sérieux doutes quant à savoir si l'Angleterre possédait la richesse économique ou financière nécessaire pour maintenir un tel programme longtemps ou mener une guerre longue et majeure, si la diplomatie échouait.

Comme les Anglais, les Français souffraient de faiblesse stratégique et économique dans les années 1930. Ils manquaient de main-d'œuvre et de puissance industrielle pour être au niveau de l'Allemagne, qui possédait une population plus importante⁵⁴ et dont la production industrielle était deux fois plus importante que celle de la France. La France dut adopter une stratégie de défense *avancée* [par rapport à ses frontières] car ses principaux centres industriels étaient proches des frontières allemande et belge, mais en 1936, les Belges abandonnèrent l'alliance des Français pour adopter une attitude de neutralité, et refusèrent toute discussion avec la France sur une éventuelle action commune, dans le cas où la Belgique serait envahie par les Allemands.⁵⁵ Les Fran-

⁵³ La seule partie de l'Empire britannique où la Conscription ne fut pas imposée avec menace de prison fut l'Angleterre. Combien de Canadiens se retrouvèrent en prison puis incorporés de force pour aller sauver la mère-patrie anglaise alors qu'ils savaient que, en Angleterre, ils ne seraient pas forcés de verser leur sang contre les Allemands. Il leur suffirait de s'engager dans la Défense Passive pour avoir l'air de combattre sans risquer leur vie. ? Voir ANNEXE en fin d'ouvrage pour la Première Guerre Mondiale. [Note du traducteur]

⁵⁴ La population de la Grande Allemagne équivalait à deux fois celle de la France : 80 millions contre 39 millions d'habitants. [Note du traducteur]

⁵⁵ La Belgique et l'Angleterre étaient terrorisées par l'Allemagne Hitlérienne qui se réarmait à grande vitesse. L'Allemagne avait littéralement ruiné l'Europe par la Grande Guerre (1914-1918), et en 1919 la France voulait la tenir enchaînée par les Réparations et par l'occupation de la Ruhr. Mais les États-Unis s'opposèrent à ce que l'Allemagne paye car les financiers de Wall Street avaient fortement investi dans l'Industrie allemande. Les Anglais aussi s'opposèrent à ce que les Français se fassent payer trop de Réparations (car seule la France avait été détruite) par jalousie.

çais, qui avaient un intérêt évident à combattre l'Allemagne en Belgique si possible, ne purent étendre la Ligne défensive Maginot, conçue pour compenser l'infériorité numérique française, le long de la frontière franco-belge. L'économie française des années 1930 avait souffert de la

voir The Anglo-American Establishment, Books in Focus, New York NY, 1981, "Chapitre Premier. De ce fait, par une volte-face brutale et totalement dépourvue de reconnaissance ou simplement d'empathie vis-à-vis d'un pays meurtri par quatre ans de guerre, l'Angleterre se retourna immédiatement contre la France, dès que les bruits de bottes germaniques parurent s'estomper. Ce fut donc en concordance avec cette stratégie que, dès la fin de la Première Guerre mondiale, la Diplomatie anglaise tenta de favoriser l'Allemagne non seulement pour frustrer la France du fruit de sa victoire totale mais aussi dans le but "d'obliger" l'Allemagne à son égard. L'Angleterre craignait que la France ne gagnât trop de puissance et trop de prestige par une victoire sur un pays beaucoup plus peuplé. Ce fut d'ailleurs pour cette raison spécifique, dans l'espoir que les deux nations (Allemagne et Angleterre) héréditairement ennemies de la France depuis les lointains temps médiévaux, feraient cause commune contre cette dernière, que, quelques années plus tard, Hitler afficha initialement l'espoir que les Anglais rejoindraient ses rangs en 1940.

En 1919, lors des pourparlers de Paix, ce fut donc dans le but de poursuivre cette stratégie de séduction diplomatique que le *think tank* anglais appelé Milner Group, s'opposa à pénaliser trop sévèrement l'Allemagne qui avait causé la Grande Guerre en poussant l'Autriche-Hongrie à l'intransigeance avec la Serbie. Carroll Quigley, membre en règle de ces *think tanks* occultes, confirmera clairement l'assertion selon laquelle les lobbies anglais du Groupe Milner s'opposèrent à ce que la France forçât l'Allemagne à payer des dommages de guerre (à la France). Ce comportement des négociateurs anglais, secrètement membres du *think tank* Milner, était motivé par deux raisons très différentes : d'abord, l'Allemagne pouvait, grâce à des investissements massifs venant des pays anglos-axons, redevenir un pilier du système capitaliste mondial face au monde communiste dans sa phase de développement. Il fallait donc faire obstacle à ce que la France n'affaiblisse l'Allemagne par ses "Réparations" agressives et punitives. Mais l'ultime objectif des lobbies anglais en sabordant les Réparations punitives est très clairement expliqué dans le même ouvrage de Carroll Quigley. Cette stratégie était destinée à abaisser la France : • Les buts du Cecil Bloc (qui fut l'un de ces *think tanks*) était d'influencer la politique anglaise dans les domaines politiques, éducatifs et journalistiques. L'Édition devait être surveillée afin que seuls puissent être publiés les ouvrages historiques *flatteurs* pour le patriotisme anglais. Aujourd'hui encore les éditeurs n'acceptent pas les ouvrages critiques sur l'*Histoire d'Angleterre* des deux derniers siècles. Dans le domaine éducatif, les enfants les plus doués de l'Establishment devaient recevoir les bourses d'étude du fondateur Cecil Rhodes, et des mariages devaient renforcer les liens entre les familles de ce milieu. Dans le domaine politique, des politiciens formés au sein du *Think Tank* devaient noyauter les Gouvernements successifs du Royaume Uni et des différents pays au sein de l'Empire qui devait se préparer à se transformer en *Commonwealth* afin de perpétuer l'influence de l'Angleterre. Sur l'échiquier européen, l'ancien système britannique de Balance-of-Power devait être ranimé : Under that old system which Britain had followed since 1500, Britain should support the second strongest power (l'Autriche jusqu'à la Guerre de Succession d'Autriche puis la Prusse) on the Continent against the strongest power (France), to prevent the latter from obtaining supremacy on the Continent and ainsi permettre à l'Angleterre de vaincre plus fort qu'elle. L'habituel système de la Balance of Powers était destiné à profiter hégémoniquement à la seule Angleterre En second lieu, "Their aim became the double one of keeping Germany in the fold of redeemed sinners by concessions, and of using this revived and purified Germany against Russia (Bolchévisme) and France (Militarisme)." Carroll Quigley, The Anglo-American Establishment. [NdT]

dépression plus longtemps que presque tout autres pays européens. En 1938, la richesse nationale était encore inférieure de 18% à celle de 1929 et la production industrielle était inférieure aux niveaux de 1928. Les exportations diminuaient, les importations augmentaient et la part de la France dans le commerce mondial se restreignait constamment. Le franc était gravement surévalué et sa dévaluation en 1936, suivie d'autres dévaluations, laissa les Français fortement dépendants de l'aide financière américaine et britannique [?!]. La dette et les engagements de pensions de guerre pour les anciens combattants de 1914-1918, absorbaient la moitié des dépenses publiques et laissaient peu de place aux exigences du réarmement. Néanmoins, un effort héroïque fut réalisé dans les années 1930 pour reconstruire les défenses françaises. En 1938, les dépenses militaires représentaient plus de 8 % de la richesse nationale, une proportion plus élevée qu'en Grande-Bretagne et plus du double du niveau de 1913, à l'ouverture de la Première Guerre mondiale. En 1939, les dépenses d'armement étaient encore plus élevées que lors de la dernière année de la Première Guerre mondiale.

La position stratégique de la France fut aggravée par l'effondrement de la Tchécoslovaquie, qui, à l'Est, avait fourni un contrepoids à l'Allemagne. Après Munich, les Français commencèrent à ressentir tout le poids du surarmement allemand. Bien que dans la dernière semaine de septembre, les Anglais aient finalement accepté de faire leur part pour se battre aux côtés des Français en cas d'attaque allemande, ils refusaient toujours d'engager une armée de terre pour combattre aux côtés de leur Alliée. Les Français, à *juste titre*, estimaient que les Anglais s'attendaient à ce qu'ils tiennent tout le front occidental et fournissent un effort aérien majeur pendant que les Anglais se concentreraient sur la défense de leur propre territoire. À l'automne 1938, les Français commencèrent à faire comprendre qu'ils s'attendaient à ce que les Anglais jouent un vrai rôle en fournissant une armée de terre majeure sur le continent, si "l'alliance" devait avoir un sens. Lord Halifax, Ministre des Affaires Étrangères, craignait que sans un tel engagement, les Fran-

çais n'abandonnent complètement et ne cherchent un rapprochement avec l'Allemagne aux dépens de l'Angleterre. D'autres, comme Sir Samuel Hoare, Ministre de l'Intérieur, étaient plus optimistes, arguant que *"quoique les Français puissent penser, leurs intérêts étaient tellement liés aux nôtres qu'ils ne pouvaient pas se permettre de rester à l'écart."*⁵⁶ En janvier 1939, le point de vue d'Halifax prévalant, les ministres convinrent que le Corps Expéditionnaire à quatre divisions (qui jusque-là n'avait été équipé que pour une guerre limitée extra-européenne), ainsi que ses formations logistiques, devait être équipé pour une guerre européenne —les Français n'avaient été informés de ne s'attendre qu'à une force symbolique de deux divisions.⁵⁷ Cela ne suffit pas à les satisfaire. Lorsque le "théâtre" européen s'assombrit encore plus en mars, après que les Allemands se furent emparés des restes de l'État tchèque, le gouvernement français exerça davantage de pression sur les Anglais. Chamberlain était déterminé à essayer d'éviter d'introduire la Conscription, mais ressentit la nécessité de faire un geste d'apaisement.⁵⁸ À la fin du mois de mars, un doublement de la taille du Corps Expéditionnaire fut annoncé. Ces décisions, qui n'avaient aucun sens, militairement parlant, furent prises par des ministres sans aucune consultation de l'armée. En fait, cette mesure de temporisation ne fit que gagner un mois de délai. Chamberlain fut ensuite contraint de s'incliner devant les pressions incessantes des Français et d'annoncer la toute première introduction de la Conscription du peuple anglais en temps de paix⁵⁹. Avec cette annonce, fin avril 1939, fut prise la décision

⁵⁶ Bureau du Cabinet 2/8, CID 341e réunion (15.12.38)

⁵⁷ La technique de négociant consistait à n'offrir que deux divisions et si l'Allié protestait et marchandait, on pouvait ajouter une ou deux divisions supplémentaires. Si les Français [130 Divisions] se contentaient des deux premières divisions anglaises, c'était autant d'économisé pour les Anglais.

⁵⁸ Qui était plutôt provoqué par la honte de se comporter comme un lâche ou un profiteur. [Note du traducteur]

⁵⁹ Au Royaume Uni, seuls les Anglais avaient libre choix de se battre pour leur pays ; la seule pression pouvait s'exercer par les filles qui, dit-on, méprisaient les couards ; quand c'était le cas. En Ulster et surtout en Écosse, les princes locaux étaient tenus de fournir des contingents impor-

d'équiper une armée, jusqu'à 32 divisions, pour combattre sur le continent : elle marque la fin de la politique adoptée depuis 1934 pour tenter d'éviter un engagement continental.

L'Angleterre était donc désormais engagée dans la création d'une armée à grande échelle, d'une force aérienne majeure, d'une marine, engagé aussi dans la défense de ses engagements mondiaux [la défense de son Empire et ses alliances avec la France et les États Unis]. Des doutes sur sa capacité à financer et à maintenir une telle grande armée apparurent aussitôt et prirent une importance grandissante dès le début du réarmement anglais. Les coûts croissaient à un rythme alarmant. En 1933, les dépenses militaires dépassaient à peine £100 millions. Le premier programme de Réarmement convenu en 1934 pour corriger *les pires lacunes* était estimé à un total de £70 millions, une somme que le Secrétaire du Cabinet, Sir Maurice Hankey, estimait "*farfouilleuse*". En quinze mois, le Cabinet avait approuvé un nouveau programme coûtant plus de £1000 millions entre 1936 et 1940. Au début de 1937, le Livre Blanc du gouvernement prévoyait des dépenses de £1,5 milliard en 1942, mais un an plus tard, le programme prévu avait été accéléré pour couvrir des dépenses de près de £1,6 milliard en 1941. À partir de 1935, les dépenses militaires ont augmenté rapidement d'environ 40% par an, de sorte qu'en 1939, les sommes dépassaient 700 millions de livres sterling, soit sept fois plus qu'en 1933. En proportion de la richesse nationale, les dépenses de défense passent de 3% au début des années 1930 à 18% en 1939. C'était un effort prodigieux à tous les points de vue, d'autant plus que l'Angleterre devait également faire face à la dette par habitant la plus élevée au monde, causée par la Première Guerre mondiale. L'impôt sur le revenu passa de 22 pences pour une livre en 1934 à 27 pences au printemps 1939.⁶⁰ En outre, un prêt spécial pour la défense fut introduit en 1937 et porté à £800 millions à

tants au roi et l'incorporation se faisait généralement sans tenir compte des goûts des garçons.

[Note du traducteur]

⁶⁰ Tous les chiffres ont été convertis en monnaie décimale.

l'automne 1938. Le réarmement causa d'autres problèmes à l'économie. Comme la production industrielle était de plus en plus consacrée à l'armement, celle disponible pour l'exportation diminuait d'autant, d'autant plus que la production d'armement elle-même nécessitait plus de matières premières et donc plus d'importations. Les premiers signes de problèmes de balance des paiements apparurent en 1936 avec un léger déficit de £18 millions, mais ce déficit tripla pour atteindre £55 millions en 1937 et £250 millions en 1939.

Le programme de réarmement commença rapidement à trahir à la fois les déficiences de l'industrie anglaise et la dépendance de l'Angleterre vis-à-vis des sources d'approvisionnement ultramarines ; cela manifestait une faiblesse stratégique fondamentale qui allait être d'une importance vitale en 1940. Dans deux domaines cruciaux — la production d'acier et les machines-outils — l'Angleterre possédait un parc industriel largement insuffisant. L'histoire officielle de la production de munitions pendant la Première Guerre mondiale a identifié cette faiblesse lorsqu'elle a conclu que : "Ce ne fut que l'aptitude des Alliés d'importer d'Amérique des obus et de l'acier à obus... qui permit d'éviter la victoire décisive de l'ennemi."⁶¹ La situation ne fut pas différente dans les années 1930 : 80% des hauts-fourneaux britanniques étaient obsolètes, avec une production moyenne par haut-fourneau inférieure à celle des États-Unis en 1910. À la fin des années 1930, la production d'acier britannique était à la moitié du niveau de l'Allemagne, mais, contrairement à celle de l'industrie allemande, la production du Royaume Uni était presque à pleine capacité. 30% de tous les aciers spéciaux devaient être importés des États-Unis et la plaque de blindage des navires de guerre de Tchécoslovaquie. (Pendant la guerre, 25% des besoins anglais devaient être importés, et l'acier était la plus grosse importation en 1940.) La situation dans l'industrie des machines-outils, clé de la production moderne, était encore pire. L'Angleterre ne produi-

⁶¹ C. Barnett, *Audit de la guerre*, p. 95

sait que les types de machines les plus simples, et même là, la moitié des besoins devaient venir de l'étranger. Avec le réarmement, le niveau des importations augmenta de plus de 400% entre 1935 et 1937. En ce qui concernait les machines-outils spécialisées, l'Angleterre était totalement dépendante des importations. La production de moteurs Merlin pour les Spitfire, et la fabrication de divers types de soupapes et de fusibles se faisait sur machines-outils américaines. Certains types de bombes et d'obus étaient manufacturés sur machines-outils allemandes.

L'industrie aéronautique fournissait plus encore d'exemples de faiblesse inhérente. L'industrie était douée pour la conception mais faible sur la production, lorsque son échelle trop petite et sa structure fragmentée créaient des handicaps majeurs. À cela s'ajoutait un manque de main-d'œuvre qualifiée, résultat d'une formation professionnelle dans le domaine industriel tout à fait insuffisante : en 1937, il fallait 70000 ouvriers mais 4500 seulement purent être trouvés.. Là encore, les importations jouèrent un rôle capital. Les altimètres, les tableaux de bord et les mitrailleuses venaient des États-Unis, les fusibles de Suisse et la chaîne révolutionnaire de stations d'alerte radar dépendait des soupapes néerlandaises et américaines. Le *Spitfire* était un avion trop compliqué à construire, prenant trois fois plus d'heures de travail que le chasseur allemand équivalent, le *Me-109*. Il était un an plus tard en service opérationnel, et au début de 1938, seulement 5% du nombre prévu d'avions Hurricane avaient été livrés. Ce n'est qu'en 1939 que la production d'avions britanniques égala les niveaux allemands et, même alors, une grande partie comprenait des modèles obsolètes tels que le Battle, le Blenheim et le Whitley.

Compte tenu de la position de faiblesse de l'Angleterre, le problème auquel le gouvernement fut confronté dès le début du réarmement (en 1934) était de concilier les exigences militaires avec la capacité économique et financière du pays. Cela exigeait un jugement pointu pour désigner le moment où le Royaume Uni serait fin prêt pour la guerre. Un choix de date trop précoce entraînerait la présence de forces

obsoletes au début de la guerre, et une date trop tardive engendrerait des forces insuffisamment équipées. Le gouvernement prit la bonne décision. Dès 1934, il choisit le début de 1939 comme date d'ouverture et il s'est tenu à ce choix. Il était tout aussi difficile de décider du niveau de forces qui pouvaient être fournies. Si ce jugement était erroné, les niveaux de force atteindraient en 1939 un niveau que l'économie ne pourrait pas maintenir à long terme, ce qui entraînerait des réductions assez rapides, avec un effet néfaste sur la diplomatie et la dissuasion. Au début de 1938, inquiet de la viabilité du programme de réarmement en constante expansion, le Trésor lança un avertissement selon lequel, si la situation internationale ne s'améliorait pas, *"nous serions confrontés dans les deux années à venir à un choix entre des programmes de défense que nous ne pouvons pas nous permettre, et l'incapacité de faire des préparatifs de défense à une échelle adéquate."*⁶² Après Munich et la décision de renforcer de 30% l'aviation de chasse de la RAF, le Chancelier [de l'Échiquier, c'est-à-dire du Ministre des Finances] a lancé un nouvel avertissement : *le programme du Ministère de l'Air est... si coûteux qu'il soulève de sérieux doutes quant à sa capacité à être financé au-delà de 1939-40, sans créer le plus grand danger pour la stabilité du pays.*⁶³

Les décisions prises au printemps 1939 d'introduire la Conscription et de constituer une grande armée ne fit que rendre la situation encore plus alarmante. Ce nouvel engagement majeur ne pouvait être financé par les méthodes normales de temps de paix. Il ne pouvait non plus être réalisé sans se saisir de contrôles rigoureux sur l'économie pour assurer la répartition nécessaire des matières premières, des financements et de la main-d'œuvre. Jusqu'en 1939, le gouvernement avait refusé de s'emparer du pouvoir d'orienter l'industrie vers la fabrication d'armements ou de négocier avec les syndicats ouvriers sur les pro-

⁶² Bureau du Conseil des Ministres 24/274, CP 24 (38).

⁶³ Bureau du Cabinet 27/648, CP 247 (38)

blèmes de main-d'œuvre, dans l'espoir, plutôt, que le fonctionnement des forces du marché suffirait à régler ces problèmes d'eux-mêmes. Au printemps 1939, fut créé un *Ministère de l'Approvisionnement*, mais les pouvoirs de ce Ministre étaient limités et la question des *contrôles* ne fut pas abordée. Néanmoins, le Trésor indiqua clairement que, d'ici l'automne, le financement et les contrôles du temps de guerre seraient essentiels, que l'Angleterre soit ou non en guerre. Si les hostilités n'éclataient pas à l'automne, le gouvernement serait confronté à des décisions très difficiles.

Au printemps 1939, l'Angleterre s'engagea dans un programme de réarmement massif, qui dépassait les ressources du pays, et d'une Mobilisation à grande échelle. Le pays était en outre, toujours confrontée à un grand nombre d'engagements mondiaux non viables. Cela signifiait qu'un choix difficile devait être fait quant à la priorité relative à accorder à la défense contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Compte tenu des ressources limitées de l'Angleterre, cela signifiait qu'un risque majeur devrait être couru dans au moins un domaine. La nécessité impérieuse d'assurer la défense du Royaume-Uni contre la menace allemande signifiait que la Méditerranée ou le Pacifique devraient être laissés pratiquement sans défense. Les problèmes liés à ce choix ne furent jamais résolus avant l'effondrement final de l'Empire britannique en 1942. L'Italie avait été défalquée de la liste des pays amis en 1937, mais, à ce stade, n'avait pas été ajoutée à la liste des ennemis potentiels. L'échec ultérieur de la conclusion d'un accord à long terme avec l'Italie et l'incapacité de Chamberlain et Halifax à changer la situation lors de leur visite à Rome au début de l'année 1939, signifiaient que l'Angleterre allait être forcée d'envisager la possibilité que l'Italie participerait à une future guerre à un moment donné⁶⁴.

⁶⁴ La phrase n'est pas claire. L'Italie participerait à une guerre *contre l'Angleterre*. [Note du traducteur].

En Extrême-Orient, l'expansion japonaise constituait une menace croissante pour les intérêts britanniques. Jusqu'en 1939, l'essentiel de la stratégie britannique se situait en Extrême-Orient. En 1937, les dominions⁶⁵ avaient été rassurés par le fait que : *"L'existence même du Commonwealth britannique des Nations, tel qu'il est maintenant constitué, repose sur notre capacité d'envoyer notre flotte en Extrême-Orient... Aucune inquiétude ou aucun risque lié à nos intérêts en Méditerranée ne peut être autorisé à interférer sur l'envoi d'une flotte en Extrême-Orient."*⁶⁶ La base navale de Singapour était conçue pour tenir 70 jours jusqu'à l'arrivée de la Flotte de Guerre. En 1937, la stratégie était de laisser quatre gros vaisseaux de guerre en Europe pour contrer l'Allemagne, et d'en envoyer 8 du même type en Extrême-Orient, un nombre inférieur à la flotte japonaise mais suffisant, estimait-on, pour faire face à toute menace. En 1939, ce plan stratégique commença à évoluer sous la pression des événements alors que l'Italie devenait de plus en plus menaçante, et que le seul allié de l'Angleterre, la France, envisageait de mettre rapidement l'Italie hors de combat en cas de guerre. L'Angleterre modifia sa stratégie : la période de secours de Singapour fut portée à 90 jours⁶⁷ et le nombre de navires à envoyer en Extrême-Orient fut réduit. Un sous-comité du Comité de Défense impériale rapporta en avril 1939 qu'il n'était *"pas possible de dire avec certitude combien de temps après une agression japonaise une escadre anglaise pourrait être dépêchée en Extrême-Orient. Il n'était pas non plus possible d'énumérer précisément la taille de l'escadre que nous pourrions nous permettre de dépêcher."*⁶⁸

⁶⁵ Rappelons, pour les jeunes générations que le mot *dominion* se rapporte aux pays (de peuplement) de l'Empire britannique, peuplés d'une population de race blanche, comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et même l'Union Sud-Africaine aux temps où seule comptait la population blanche. [Note du traducteur].

⁶⁶ Bureau du Cabinet 132/28, 5e réunion de la Conférence impériale (24.5.37) et Bureau du Cabinet 53/51 (31.5.37)

⁶⁷ Au lieu de 70. C'était le délai nécessaire pour que la Royal Navy porte secours à la base navale de Singapour. Les réserves de la base navale devaient durer 90 jours désormais. [Note du traducteur].

⁶⁸ Bureau du Cabinet 16/209, document du SAC n° 16 (5.4.39)

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ne furent pas informées de ce changement de stratégie.

Une façon possible de compenser pour la faiblesse britannique était d'essayer d'impliquer les États-Unis dans une politique plus active, dans le Pacifique. En avril 1939, les Américains furent persuadés qu'ils devaient transférer à Pearl Harbor leur flotte qui se trouvait alors dans l'Atlantique, une décision qui, espérait-on, pourrait avoir un effet dissuasif sur le Japon. Les pourparlers d'État-Major anglo-américain furent eux-mêmes réouverts. Mais les Anglais se rendirent vite compte que les États-Unis n'étaient pas prêts à défendre les intérêts de l'Empire britannique en Extrême-Orient, et qu'ils ne pouvaient compter sur aucune assistance de leur côté. En juin 1939, lorsque les Japonais bloquèrent la concession britannique et attaquèrent les Anglais à Tientsin, certains ministres envisagèrent d'envoyer une flotte en Extrême-Orient. En raison de la situation en Méditerranée, ils estimèrent que deux gros vaisseaux seulement pouvaient être épargnés pour se rendre à Singapour, un nombre nettement insuffisant pour faire face à la flotte japonaise. Comme Chamberlain l'a proposé à ses collègues, la solution diplomatique était essentielle : *"Nous ne pouvions envoyer une flotte efficace en Extrême-Orient qu'au prix de l'abandon de notre position navale en Méditerranée. Cela nous confirmait que nous devons mettre tout en œuvre pour parvenir à un règlement rapide du différend de Tientsin."*⁶⁹ Un mois plus tard, cependant, lorsque les ministres envisagèrent d'adopter une stratégie consistant à essayer d'éliminer⁷⁰ l'Italie le plus rapidement possible dans une guerre, en courant le risque de perdre deux ou trois grands navires de guerre, ils ont convenu avec les Chefs d'État-Major qu'une telle stratégie était trop dangereuse : *S'il y a le moindre doute sur l'attitude du Japon et des États-Unis d'Amérique, nous ne pouvons pas, avec nos forces actuelles, nous permettre de ris-*

⁶⁹ Bureau du Cabinet 27/625, Commission de la politique étrangère (20.6.39)

⁷⁰ *Éliminer* : le terme péjoratif employé en anglais est *knock out Italy as quickly as possible* : mettre l'Italie KO aussi vite que possible. [Note du traducteur].

*quer la perte de ces navires... nous n'aurions pas assez de navires à envoyer en Extrême-Orient, même si nous abandonnions la Méditerranée orientale.*⁷¹

Le gouvernement était complètement coincé, ne voulant pas risquer une stratégie forte dans une région de peur de ne pas pouvoir régler un problème dans une autre. Il restait donc pratiquement paralysé en Méditerranée et dans le Pacifique. L'aspect du Cabinet anglais, en 1939, impuissant à agir contre le Japon ou l'Italie, même après cinq ans de réarmement, illustre de manière dramatique les problèmes rencontrés par les décideurs politiques britanniques impuissants à concilier un Empire trop étendu menacé de toute part avec des moyens militaires insuffisants.

Bien que les Britanniques aient tenu à essayer d'impliquer les États-Unis dans l'intimidation du Japon, la relation globale entre les deux pays restait ambivalente. Aucun des deux gouvernements n'avait beaucoup de connaissance directe de l'autre, et leurs dirigeants se rencontraient rarement, voire jamais. Ce qu'ils savaient ne favorisait guère une meilleure coopération. Bien que le Président Roosevelt ait été personnellement sympathique aux tentatives britanniques et françaises de contenir l'Allemagne et de parvenir à un accord avec ce pays, la plupart des Américains pensaient que les deux pays européens étaient assez forts pour se débrouiller seuls⁷². En effet, le gouvernement américain considérait les Britanniques comme beaucoup trop dominants, en particulier après l'échec des tentatives internationales de 1933 pour convenir d'un programme de redressement mondial après *la Grande Dépression* et *l'émergence du Bloc Stirling et de la préférence commerciale* au sein de l'Empire britannique. Ces deux événements furent considérés

⁷¹ Bureau du Cabinet 53/52, COS 946 (18.7.39)

⁷² Il ne faut pas perdre de vue aussi, que la principale minorité aux États-Unis est germanique, et non plus anglaise. Les Allemands constituent le premier groupe ethnique avec 42,5 millions ou 13% ; les Noirs 40 millions avec 12% ; les Mexicains 36,5 millions ou 11,2% ; les Irlandais 31,5 millions soit 9,6% ; Les Anglais 25 millions ou 7,7% ; les Amérindiens 9,6 millions ou 2,91% ; et les Français 9,4 millions ou 2,9%. [Note du traducteur].

comme une menace directe pour les intérêts économiques américains. L'opinion publique américaine ne voyait pas la nécessité d'une implication américaine dans les querelles de l'Europe et la possibilité d'une intervention directe ne se présentait pas. Les Britanniques avaient tendance à considérer les Américains comme une puissance junior non formée aux réalités de la diplomatie mondiale, *forte en paroles mais faible en action et en aide*. Rab Butler, Ministre Adjoint au Foreign Office et pilier de l'establishment Conservateur, écrivait en juillet 1939. "*Dans ma vie politique, j'ai toujours été convaincu mais nous ne pouvons pas plus compter sur l'Amérique que sur le Brésil.*"⁷³ Les Britanniques eux-mêmes étaient opposés à l'ingérence américaine dans la diplomatie européenne, car ils craignaient qu'une telle intervention n'entraîne un prix, en termes de satisfaction des intérêts américains, un prix qu'ils ne voulaient pas payer.

Pourtant, à mesure que la menace de guerre avec l'Allemagne grandissait, la possibilité que l'aide américaine puisse être nécessaire à un moment donné était concédée à contrecœur par les décideurs politiques de Whitehall. L'un des résultats d'une telle réflexion fut la signature d'un accord commercial entre les deux pays, impliquant d'importantes concessions britanniques, en 1938. L'année suivante, le roi George VI fit la toute première visite d'un monarque anglais à cette ex-colonie. Le gouvernement britannique, douloureusement conscient du fait que l'aide financière et industrielle des États-Unis avait été essentielle à la victoire durant la Première Guerre mondiale, dû faire face au fait qu'il n'y avait aucune garantie qu'ils recommenceraient. Les législateurs américains avaient introduit un certain nombre d'obstacles dans l'intervalle : *La loi Johnson* de 1934 interdisait aux pays qui n'avaient

⁷³ Ministère de l'Intérieur 371/22814. En réalité, les Anglais semblent bien s'être attendus à une certaine fraternité et à une aide fraternelle de la part de ces puissants Nord-Américains, comme indiqué sur Peace Arch, construit par les Anglais en 1921 en territoire canadien (mais servant aujourd'hui de frontière) pour séduire les Américains : "Children of a Common Mother." Et Brethren dwelling together in unity." [*Enfants d'une mère commune et Frères demeurant ensemble dans l'unité*]. Lire à ce sujet Carroll Quigley. [Note du traducteur].

pas remboursé leurs dettes de la Première Guerre mondiale, d'emprunter d'autres fonds. Comme l'Angleterre n'avait pas encore remboursé en 1931, cela signifiait que tout achat futur devrait être payé en espèces, sans crédit. Pire encore, les *Lois sur la Neutralité* [Neutrality Act] de 1935-1936, qui avaient été adoptées en raison du sentiment répandu aux États-Unis selon lequel c'était bien les achats Alliés d'armement qui avaient entraîné les États-Unis dans la guerre, *en dépit de leur réticence*. Ce Neutrality Act imposa en fait un embargo total sur les ventes d'armes américaines à tout belligérant. La tentative du Président Roosevelt de modifier cette loi afin que les pays en guerre puissent acheter des armes *payées comptant*, et les transporter eux-mêmes dans leurs propres navires, et non dans des navires américains, fut rejetée par le Congrès durant l'été 1939. Bien que l'Angleterre puisse espérer que des mesures d'amendement nécessaires seraient prises une fois la guerre commencée, il n'y avait aucune garantie de succès. Pourtant, les multiples menaces auxquelles l'Angleterre était confrontée ont forcé le gouvernement à admettre au début de 1939 qu'une aide américaine allait vraisemblablement redevenir cruciale en cas de guerre. À cette occasion, les Chefs d'État-Major avertirent que l'Angleterre devrait combattre pour préserver l'indépendance des Pays-Bas, mais en même temps, ils reconnurent que le succès final dépendrait d'une longue guerre avec l'Allemagne et que cela inciterait probablement l'Italie et le Japon à se joindre à eux. Cela créerait, avertirent-ils, *"une situation plus grave que l'Empire britannique n'en avait jamais connue auparavant. Le résultat final... pourrait bien dépendre de l'intervention d'autres puissances, en particulier des États-Unis."*⁷⁴

La position de faiblesse de l'Angleterre —découlant d'un Empire trop étendu, de menaces multiples, d'un seul Allié [la France] et de ressources industrielles inadéquates— était maintenant aggravée par la dépendance à l'égard des États-Unis, même s'il n'y avait aucune garan-

⁷⁴ Bureau du Cabinet 24/282

tie que leur aide fût disponible. Au cours du dernier mois avant le déclenchement de la guerre, les dernières forces travaillant à saper la puissance britannique —les budgets trop limités— devinrent de plus en plus évidentes.

Les doutes des Britanniques sur leur capacité à soutenir une guerre longue augmentaient rapidement en 1939, même si les planificateurs militaires pensaient qu'une longue guerre était non seulement probable mais essentielle pour la victoire. Le déficit de la balance des paiements augmentait, et les réserves d'or et de dollars américains, qui avaient atteint un sommet de £825 millions en mars 1938, avaient chuté de 25% pour s'abaisser à un peu plus de £600 millions un an plus tard, et £500 millions en juin 1939. Un mois plus tard, le Trésor fit rapport au Cabinet sur la situation financière.⁷⁵ Ils soulignèrent qu'en plus des réserves, l'Angleterre ne disposait plus que de 200 millions de livres sterling de titres étrangers qui pouvaient être réquisitionnés et vendus, totalisant un actif total de 700 millions de livres sterling pour des achats étrangers, principalement aux États-Unis. Pourtant, tout au long de la guerre de 1914-1918, l'Angleterre avait dû vendre de l'or et des titres pour acheter des matières premières et des armements, et, en outre, contracter plus d'un milliard de livres sterling d'emprunt auprès des Américains. Comme de tels prêts étaient désormais interdits, l'Angleterre se retrouvait avec la perspective de ressources terriblement insuffisantes pour soutenir l'effort de guerre. Ils conclurent que l'hypothèse militaire —selon laquelle la *guerre durerait trois ans*— était très probablement beaucoup trop optimiste et ils soulignèrent à nouveau le rôle clé des Américains : "*À moins que, le moment venu, les États-Unis ne soient disposés à nous prêter ou à nous donner de l'argent selon les besoins, les perspectives d'une longue guerre sont extrêmement sombres.*"

⁷⁵ Bureau du Conseil des Ministres 24/287, CP 149 (39 (3.7.39)

Le langage codé de Whitehall masquait une clairvoyance terrifiante. L'Angleterre pourrait manquer d'argent pour continuer la guerre avant que la victoire militaire ne puisse être obtenue. Si les États-Unis ne venaient pas à la rescousse, une défaite militaire ou une paix de compromis en seraient la conséquence inévitable.

De mars jusqu'au 2 septembre 1939, le gouvernement anglais fit une dernière tentative pour parvenir à un accord avec l'Allemagne et éviter la guerre. Après l'occupation allemande de Prague et la désintégration de ce qui restait de l'État tchèque après Munich, la prochaine cible serait clairement la Pologne. Hitler voulait une révision du Traité de Versailles, qui avait créé l'anormal corridor polonais vers la ville libre de Dantzig, coupant la Prusse-Orientale du reste de l'Allemagne. Pour de nombreux commentateurs, la décision britannique d'étendre sa garantie à la Pologne le 31 mars, élargie début avril à la Roumanie et à la Grèce, marqua la fin de l'apaisement et le début d'une politique de résistance à Hitler. Ce ne fut pas ainsi que le gouvernement vit sa décision à l'époque. Pour eux, ce fut une dernière tentative pour éviter la guerre. La garantie accordée à la Pologne fut élaborée à la hâte et annoncée en dépit des conseillers militaires qui souhaitaient ne pas aller de l'avant. Le Cabinet espérait que la garantie anglaise les mettrait en mesure de faire pression sur les Polonais pour qu'ils puissent arracher un accord aux Allemands. Pour cette raison, "la garantie" ne couvrait que l'*indépendance* et non l'*intégrité territoriale* de la Pologne.

Les Alliés constatèrent que les Polonais étaient des négociateurs expérimentés qui ne souhaitaient pas faire de concessions. Cette garantie (au profit des Polonais) créa un problème sur la façon dont la France et l'Angleterre pouvaient aider les Polonais s'ils étaient attaqués. Une possible solution consistait à impliquer le paria de la politique européenne, l'Union soviétique, dans une alliance antiallemande.⁷⁶ Les

⁷⁶ Cela se passait le 20 mai 1939, et au même moment Adolf Hitler et Staline négociaient le Pacte Germano-Soviétique qui allait être signé trois mois après, le 23 août 1939. [Note du traducteur].

Français étaient enthousiastes, mais Chamberlain et la plupart des membres du gouvernement britannique ne l'étaient pas, et ils firent de leur mieux pour freiner les négociations. Sir Alexander Cadogan, le chef du Foreign Office, rapporta en mai : "*Dans son humeur actuelle, le Premier ministre dit qu'il démissionnera plutôt que de signer une alliance avec l'Union soviétique* [sic !].⁷⁷

Un obstacle insurmontable était que les Polonais ne voulaient pas de l'aide soviétique. Ils savaient que les troupes soviétiques devraient se déplacer en Pologne *pour attaquer les Allemands*⁷⁸ et doutaient [avec raison] qu'elles partiraient ensuite. L'antagonisme entre la Pologne et l'Union soviétique dans un passé immédiat remontait à 20 ans, aux combats acharnés qui avaient suivi la Première Guerre mondiale. Beck, Ministre polonais des Affaires Étrangères, avait averti les Anglais qu'ils pouvaient négocier avec la Russie soviétique s'ils le souhaitaient. Ils pouvaient même prendre des obligations envers la Russie. Ces obligations n'obligeraient jamais les Polonais à faire de même.⁷⁹ Sous la pression française, les Anglais finirent par accepter l'idée d'un pacte avec l'Union soviétique mais résistèrent à une alliance contraignante. Ils préféraient plutôt un arrangement selon lequel l'aide soviétique serait disponible à la demande, et les petits États d'Europe de l'Est décideraient s'ils veulent faire appel ou non à l'aide soviétique. Il n'est pas surprenant que l'Union soviétique n'ait pas été enthousiasmée par cette idée, et que les pourparlers se soient rapidement retrouvés dans une impasse. Pour sortir du blocage, l'Union soviétique suggéra le commencer des conversations militaires sur les mécanismes d'aide. Les Français et les Britanniques acceptèrent, mais ils envoyèrent leurs délégués par la route la plus lente possible vers Leningrad.

⁷⁷ Journal de Cadogan, p.182 (20/5/39)

⁷⁸ Les Russes ne venaient pas pour attaquer les Allemands mais pour se partager la Pologne avec eux. Ils venaient de signer, une semaine auparavant, le Pacte Soviëto-Nazi, les Hitlériens envahirent la Pologne le 1^{er} septembre 1939, et les Russes le 17 septembre.

⁷⁹ A.J.P. Taylor, *Origines de la Seconde Guerre mondiale*, p.262

Parallèlement à ces actions, le gouvernement britannique fit une nouvelle tentative pour rechercher un accord avec l'Allemagne hitlérienne. Au cours de pourparlers de quatre jours à Londres, à la mi-juillet [1939], les Anglais proposèrent un accord global basé sur un prêt massif du Royaume-Uni pour aider l'économie allemande pendant la transition vers un État de paix à la suite d'un arrangement général européen.⁸⁰ La perspective d'un traité de non-agression et de non-ingérence anglo-allemand fut évoquée, liée au désarmement et à la coopération dans le commerce extérieur. Des indices indiquèrent également que l'Angleterre était disposée à abandonner les Polonais pour obtenir cet accord. Mais c'était avec un Adolf Hitler que l'Angleterre voulait transiger, et non avec un politicien normal aux objectifs limités. Hitler, lui, préférait une solution militaire. Le 3 avril 1939 (trois jours après la garantie britannique à la Pologne), Hitler avait déjà ordonné à son armée d'être prête à envahir la Pologne à tout moment à partir du 1^{er} septembre.

Des événements graves prirent place à Moscou à la mi-août. Le 14 août 1939, lorsque les pourparlers Alliés débutèrent avec l'Union soviétique, les négociateurs soviétiques posèrent une question cruciale : *la Pologne et la Roumanie laisseraient-elles entrer chez elles les troupes soviétiques dans leur pays afin qu'elles puissent attaquer les Allemands ?* Les Français et les Anglais, sachant que la réponse était négative, tentèrent d'éluder le problème. Trois jours plus tard, les Soviétiques ajournèrent les pourparlers. Déjà, le gouvernement soviétique avait reçu des indications selon lesquelles les Allemands leur offraient ce que les Alliés ne pouvaient pas se permettre d'offrir : un partage de l'Europe orientale et une expansion de l'Union soviétique vers l'ouest pour qu'ils récupèrent les zones perdues au lendemain de la Première

⁸⁰ Bien entendu, Hitler ne se laissa pas acheter par cet énorme butin proposé, que les Anglais étaient d'ailleurs bien incapables de payer eux-mêmes et qu'ils devraient emprunter aux Américains à un taux plus bas. La transaction aurait été très fructueuse pour la Banque d'Angleterre qui était encore une institution privée. [Note du traducteur].

Guerre mondiale et de la Révolution soviétique vingt ans auparavant. Le 23 août, le fameux *Pacte de Non-Agression Hitler-Staline* fut annoncé, mais certaines clauses restèrent secrètes : le partage cynique du territoire situé entre les deux pays.⁸¹

La guerre étant désormais presque inévitable, la garantie en faveur de la Pologne fut étendue à une alliance à grande échelle. Mais au cours de la dernière semaine de paix, le gouvernement britannique exerça une forte pression sur les Polonais pour qu'ils envoient un représentant à Berlin afin de négocier, ou plutôt pour y être terrorisés au point de capituler, comme cela s'était produit avec les Autrichiens et les Tchèques.⁸² Des contacts, par l'intermédiaire d'un médiateur suédois (Dahlerus), eurent lieu entre l'Angleterre et l'Allemagne et, le 29 août, Hitler accepta de négocier avec les Polonais. Le lendemain, l'ambassadeur américain à Londres, Joseph Kennedy, rapporta que *Chamberlain était plus préoccupé par le fait que les Polonais se montrent raisonnables que les Allemands*.⁸³ Le 31 août, les exigences allemandes pour la restitution de Dantzig, et la demande d'un plébiscite dans le corridor polonais vers la mer furent transmises aux Britanniques. Ces derniers exercèrent une pression supplémentaire sur les Polonais pour les faire céder, mais ceux-ci restèrent inflexibles. Aussi, le 1^{er} septembre, commença l'invasion allemande. Pendant deux jours, les Britanniques et les Français ignorèrent les exigences de leur alliance avec la Pologne alors qu'ils tentaient eux-mêmes de parvenir à un accord avec l'Allemagne. Puis, le 3 septembre, ils déclarèrent la guerre à contrecœur.

⁸¹ D'autres clauses aussi : par exemple que le régime communiste allait fournir aux Nazis les matières premières et les vivres qui leur permettraient de contrecarrer le blocus franco-anglais de l'Allemagne. Cette entente fut la cause essentielle de l'attaque nazie contre la France, la Belgique et les Pays-Bas. [Note du traducteur].

⁸² Clive Ponting semble indiquer que les Anglais essayaient de calmer Adolf Hitler en poussant les Polonais à tout accepter des nazis. "But in the last week of peace, the British government put extensive pressure on the Poles to send someone to Berlin to negotiate or be browbeaten into surrender, as had happened with the Austrians and Czecks." [Note du traducteur].

⁸³ Relations étrangères des États-Unis, 1939. Vol.1 (Kennedy à Hull, 30.8.39)

Bien que le Royaume Uni soit en guerre, les pires craintes du gouvernement ne se réalisèrent pas. Mussolini avait été pris de panique au dernier moment et refusé de se joindre à l'Allemagne. Le Japon, qui avait été allié à l'Allemagne et à l'Italie dans un *Pacte anti-soviétique*, fut tellement choqué par le Pacte Hitler-Staline qu'il s'en tint également à l'écart. En définitive, la situation à laquelle l'Angleterre était confrontée était bien pire qu'en 1914 : son seul ennemi majeur avait été l'Allemagne⁸⁴ [en 14-18] et il avait fallu une terrible guerre de quatre ans impliquant la France, la Russie et les États-Unis pour assurer la victoire. En 1939, le Royaume Uni faisait face au même ennemi, mais il n'était soutenu que par une France affaiblie, les États-Unis étant amicaux mais neutres et n'offrant aucune perspective d'assistance militaire, et l'Union Soviétique neutre et hostile. Outre cela, deux Alliés de 1914-1918, l'Italie et le Japon, semblaient susceptibles de se joindre à l'autre camp cette fois-ci. Les Anglais devaient planifier en supposant que l'Italie entrerait probablement en guerre à la première occasion favorable,⁸⁵ et également faire face à la possibilité que la menace japonaise s'accroît en Extrême-Orient dans la mesure où l'Angleterre subirait des revers militaires en Europe.

L'Angleterre entra donc dans la Seconde Guerre mondiale dans une position extrêmement faible. Les gouvernements successifs n'avaient trouvé aucun moyen de résoudre l'amalgame potentiellement fatal de pressions sapant la capacité du Royaume Uni à se défendre et à défendre l'Empire britannique. L'Angleterre était toujours responsable de la défense du territoire et des intérêts dans toutes les parties du monde.⁸⁶ Elle devait faire face à un ennemi réel et à deux ennemis pro-

⁸⁴ Ponting oublie l'Empire d'Autriche-Hongrie et l'Empire Ottoman qui combattirent aux côtés des Allemands durant la Grande Guerre. [Note du traducteur].

⁸⁵ Ce qu'elle fit puisque l'Italie déclara la guerre à la France le lendemain du jour où la France demanda un armistice à l'Allemagne. Mais l'Armée italienne fut incapable de percer la frontière française. [Note du traducteur].

⁸⁶ Comme le dit le dicton : *Qui trop embrasse, mal étreint. He that too much embraceth, holds little. Do not bite off more than you can chew.* [Note du traducteur].

ables, mais n'avait que les ressources économiques et industrielles nécessaires pour assurer une défense adéquate contre l'un d'entre eux. Le grand programme de réarmement en cours depuis 1934 mettait déjà l'économie à rude épreuve mais n'avait pas eu d'effet dissuasif efficace. L'Angleterre ne fut pas en mesure de trouver un moyen de réduire le nombre d'ennemis auxquels elle devait se confrontée. Sa diplomatie fut limitée par l'opinion publique, la nécessité de ne pas aliéner les États-Unis, et l'impossibilité de trouver une base d'accord avec des dictateurs expansionnistes et irrationnels. Son seul allié était la France. L'Union soviétique fut rejetée pour des raisons idéologiques et la réticence des autres États à permettre à l'armée Rouge de se déplacer vers l'ouest. Le rôle des États-Unis fut reconnu comme vital, mais l'étendue de leur aide dans l'effort de guerre est restée obscure.⁸⁷ Leurs ressources étaient absolument nécessaires pour compenser les insuffisances anglaises en fournissant des matières premières essentielles, de la nourriture, des biens industriels et des armes. Même si les Américains avaient changé leur politique restrictive pour permettre à l'Angleterre d'acheter ces biens dès la déclaration de guerre, il est peu probable que l'Angleterre ait pu le faire très longtemps avant que ses réserves d'or et de dollars n'aient été épuisées. Le gouvernement britannique n'avait pas commencé à réfléchir sur ce qui pourrait alors advenir, car il n'y avait aucune garantie que les Américains sauveraient ce pays d'une faillite vraisemblable.

Les décideurs politiques britanniques des années 1930 étaient douloureusement conscients de toutes ces faiblesses. Ils étaient dans la position peu enviable de présider au déclin de la puissance et de l'influence britanniques, tout en étant incapables d'arrêter le processus. Compte tenu de la faiblesse stratégique écrasante de l'Angleterre dans les années 1930, peu d'options restaient disponibles. Le gouvernement anglais avait choisi une approche à deux volets. *Le réarmement* en tant

⁸⁷ Curieux commentaire exprimant frustration et vindicte. [Note du traducteur].

que moyen de dissuasion était associé à *des négociations* pour voir si un accord pouvait être conclu avec l'Allemagne, l'Italie et le Japon, afin de leur accorder un statut et un pouvoir accrus tout en préservant autant que possible l'influence et la puissance britanniques. C'était vraisemblablement la meilleure option disponible, mais elle a échoué. L'Angleterre a échoué parce que les trois puissances⁸⁸ n'étaient pas satisfaites du peu que l'Angleterre était prête à leur offrir. L'alternative de concessions importantes offertes par l'Angleterre était impensable si ce pays souhaitait conserver son statut de puissance mondiale et, de ce fait, ne fut jamais envisagée par le gouvernement de Londres. Mais la perspective d'une guerre pour défendre la position de l'Angleterre était également potentiellement désastreuse. L'une des principales raisons pour lesquelles le gouvernement anglais essaya si fort d'éviter de faire la guerre était de savoir qu'une guerre mondiale signifierait presque certainement la fin de la puissance du pays. Ou bien l'Angleterre serait vaincue, ou alors, dans la tentative d'assurer sa victoire, les deux nations les plus puissantes du monde — l'Union soviétique et les États-Unis — viendraient s'y impliquer. Une fois qu'ils y seraient impliqués, les premiers [les Russes] pourraient bien finir par dominer l'Europe, et l'Angleterre deviendrait économiquement et politiquement dépendante des seconds [des Américains].⁸⁹ En 1940, la combinaison dévastatrice de facteurs qui avaient contribué à saper la position de l'Angleterre était réunie. Leur impact fut de mettre fin à la longue histoire de l'Angleterre en tant que puissance indépendante dans le monde.

Le désastre imminent qui menaçait l'Angleterre devint douloureusement clair aux yeux des membres du Cabinet de Guerre, une semaine seulement après la déclaration de guerre. Ils examinèrent un document du Chancelier de l'Échiquier [le Ministre des Finances] sur la situation financière du pays ; c'était une prévision si alarmante que

⁸⁸ Les trois puissances ennemies de l'Angleterre : l'Allemagne, l'Italie et le Japon, bien sûr. [Note du traducteur].

⁸⁹ Ponting joue au visionnaire clairvoyant un demi-siècle après les faits. [Note du traducteur].

toutes les copies durent être retournées aux Secrétaires du Cabinet de Guerre immédiatement après la réunion.⁹⁰ Il était précisé que les réserves totales du pays pour financer la guerre étaient d'environ 700 millions de livres sterling, et qu' *il n'y avait aucune chance réelle d'ajouter à cette somme*. Le document précisait que les ressources totales étaient largement inférieures à celles disponibles en 1914 *et extrêmement insuffisantes pour le financement d'une longue guerre*. L'article ne pouvait que conclure qu'il était évident que nous courions un grave danger d'épuisement de nos réserves d'or à un rythme qui nous rendrait incapables de faire la guerre si la guerre se prolongeait.⁹¹ Ce sombre avertissement résonnait dans leurs oreilles, lorsque les membres de ce gouvernement se lancèrent dans une guerre pour la survie nationale.

⁹⁰ Car ces informations démoralisantes devaient être tenues secrètes afin de ne pas encourager l'ennemi et accabler le moral de la population britannique. [*Note du traducteur*].

⁹¹ Bureau du Cabinet 66/1, WP (39) 15 (8.9.39)

3 Échec

La guerre qui commença le 3 septembre 1939 n'était pas une guerre mondiale ; ce n'était même pas une guerre européenne à grande échelle. Les seuls pays impliqués étaient l'Allemagne, la France et l'Empire britannique, et la Pologne (vaincue en un mois). Un certain nombre de nations qui avaient pris part à la Première Guerre mondiale —la Russie, les États-Unis, le Japon, l'Italie, la Turquie et la Belgique— sont restées neutres.⁹² Ce n'est que progressivement que d'autres pays ont été entraînés dans le conflit : le Danemark et la Norvège en avril 1940 ; la Belgique, la Hollande et le Luxembourg en mai ; l'Italie en juin ; la Grèce à l'automne, puis les Balkans et l'Union soviétique au début de l'été 1941. Ce conflit européen n'est devenu une guerre mondiale qu'en décembre 1941, avec l'entrée en guerre du Japon et des États-Unis.

Jusqu'en mai 1940, la base de la stratégie anglo-française était de limiter le conflit autant que possible et d'éviter une guerre mondiale. La planification détaillée avait commencé au printemps 1939 avec un accord pour recréer la structure qui existait à la fin de la Première Guerre mondiale : un *Conseil Suprême de la Guerre* composé des Premiers Ministres et d'autres Ministres de haut rang de chaque pays ; un Commandement Suprême par les Français de la stratégie *terrestre* en Europe occidentale, avec la petite armée britannique en France sous commandement français ; et une série de comités chargés de superviser la coopération militaire et les *achats conjoints* d'armements. La planifi-

⁹² La Russie communiste était loin d'être neutre. Elle approvisionnait les Nazis, et, surtout, Staline avait donné l'ordre au Parti Communiste français de saboter la défense de la France ; des grèves avaient donc éclaté dans les usines d'armement françaises sous l'égide de la CGT au moment où les Nazis envahissaient la France (1940). [Note du traducteur].

cation alliée était basée sur un principe fondamental, qui devait également dominer la stratégie britannique tout au long de 1940. Les experts du renseignement avaient évalué, à partir du milieu des années 1930, que l'économie allemande était pleinement mobilisée pour une *guerre totale*. En septembre 1939, ils estimèrent qu'elle fonctionnait à plein régime et à un rythme insoutenable de façon permanente. "Les experts" pensaient que les Allemands ne pourraient survivre au blocus naval allié (qui avait été très efficace pendant la Première Guerre mondiale pour empêcher les approvisionnements d'atteindre l'Allemagne) que pendant un maximum de 18 mois, avant que les pénuries de matières premières et de vivres, ainsi que les restrictions sur la production d'armement ne dépriment tellement la consommation intérieure que l'Allemagne s'effondrerait *par implosion* comme ils l'avaient fait à l'automne 1918. Cette opinion se révéla totalement erronée : en fait, l'économie allemande disposait de nombreuses capacités excédentaires et se trouvait loin d'être pleinement mobilisée dans la première moitié de la guerre.

Sur la base de cette fausse évaluation, les Alliés décidèrent que la meilleure stratégie consistait simplement à attendre que l'Allemagne s'effondre. La première étape se résumait à survivre à tout assaut allemand immédiat et à démontrer ainsi qu'une victoire allemande rapide et facile n'était pas possible. Cela donnerait aux Alliés le temps d'utiliser leur contrôle des mers et leurs ressources supérieures à l'étranger, ainsi que la production des États-Unis, de telle sorte que, *au cours de la deuxième année de guerre, ils seraient en mesure de construire des armées capables d'attaquer et éventuellement de vaincre ce qui serait probablement alors une Allemagne gravement affaiblie, si ce pays ne s'était pas déjà effondré*.⁹³ La "drôle de guerre", dans laquelle les armées alliées et allemandes se sont observées en Europe occidentale de sep-

⁹³ Ponting ne précise pas si cette "rêverie absurde" était le fruit de son propre esprit ou celle de l'État-Major britannique qui aurait ainsi cherché à "expliquer et à excuser" l'Armée-croupion fournie par l'Angleterre. [Note du traducteur].

tembre 1939 au printemps 1940, sans prendre aucune action offensive, n'était pas une aberration de la part des Alliés, mais reflétait la conviction qu'ils mettaient en œuvre *leur meilleure stratégie*.⁹⁴ La suprématie navale fut rapidement établie et le blocus de l'Allemagne commença. Les Allemands ne tentèrent pas un *matraquage* depuis les airs⁹⁵ (principale crainte des planificateurs d'avant-guerre) et les Français semblaient bien établis au sol dans une position défensive forte. La première étape de leur plan ayant été accomplie, *les Alliés commencèrent le long processus de construction d'armées capables d'attaquer l'Allemagne*.⁹⁶ Chamberlain fut fortement critiqué en avril 1940 et par la suite pour avoir dit, juste avant l'invasion de la Scandinavie, que *Hitler avait raté le bus* en n'attaquant pas au cours des six premiers mois de la guerre. Mais son opinion reflétait le point de vue des Alliés [des Anglais], selon lequel plus les combats seraient reportés à plus tard, mieux ce serait pour l'Angleterre et la France. De telles opinions optimistes étaient en fait universelles au sein du gouvernement britannique. Dès la fin d'octobre 1939, Antony Eden déclara que *Hitler avait déjà perdu l'initiative*, et à la fin de janvier 1940, Churchill était convaincu qu'*Hitler avait perdu sa meilleure chance*.

La *stratégie minimaliste* [ou de modération] reflétait également les craintes quant à la capacité de l'Angleterre à une guerre soutenue et totale. À la base des mesures de plus en plus désespérées d'avant-guerre pour maintenir la paix, il y avait la conviction que toute guerre, même si l'Angleterre en sortait victorieuse, saperait fatalement la puissance

⁹⁴ Tous les vrais stratèges d'aujourd'hui considèrent cette inaction de la "Drôle de Guerre" comme une erreur tactique et stratégique mise allègrement sur le dos du Général Gamelin (généralissime des armées alliées), mais en fait causée par le refus d'attaquer des politiciens anglais du *Conseil Suprême de la Guerre*, puis par la fuite de l'Armée anglaise à Dunkerque. Lire à ce sujet l'ouvrage de Christophe Aknouche, Gamelin ou la stratégie entravée, H&C Histoire & Collections, ISBN 979-10-380-1287-5 [Note du traducteur].

⁹⁵ *Matraquage* pour *knock out blow*. [Note du traducteur].

⁹⁶ En fait, les seuls qui durent commencer à créer une armée furent les Anglais. Ponting cache la responsabilité de l'Angleterre sous le nom collectif de : *les Alliés*. Les Français avaient une Armée de Terre de plusieurs millions de soldats. Cette absence d'Armée anglaise était inexcusable. [Note du traducteur].

britannique. Après le déclenchement de la guerre, le gouvernement britannique espérait que la pression économique pourrait déstabiliser l'économie allemande et conduire à la chute du régime nazi. Ils espéraient alors qu'il serait possible de conclure un accord avec le régime qui succéderait en Allemagne, pour obtenir un nouvel accord européen. Tout cela éviterait une guerre totale et les conséquences, à la fois internes et externes, qu'une telle guerre entraînerait. Les politiciens anglais espéraient de cette façon éviter les risques sociaux et politiques associés au passage à une économie de guerre à grande échelle en Grande-Bretagne : la menace d'un effondrement financier, la satellisation de l'Angleterre par les États-Unis et l'implication possible de la *Russie soviétique* dans la guerre. *En tant que stratégie, ce n'était pas héroïque, mais adapté à la fragilité de l'Angleterre, qui devenait de plus en plus évidente pour le gouvernement anglais.* Peu après le début des hostilités, le Cabinet de Guerre anglais convint que leur objectif devrait être de créer *une armée anglaise de 55 divisions*.⁹⁷ Le Chancelier de l'Échiquier, Simon, accepta cette décision mais déclara à ses collègues que l'équipement d'une armée de cette ampleur impliquerait d'importantes importations de matières premières, de machines-outils et d'armements. Les États-Unis avaient maintenant levé leur embargo sur les exportations d'armes, mais l'Angleterre devrait toujours payer en espèces sonnantes et trébuchantes. Si l'on ajoute à cela les grands programmes navals et aériens déjà en cours, le coût était probablement supérieur à ce que l'Angleterre pouvait se permettre de déboursier et ne pouvait qu'entraîner de *très graves difficultés financières* à la fin de la deuxième année de guerre⁹⁸. En février 1940, le Ministre des Finances Simon⁹⁹ fit circuler le document parmi ses collègues sur *Our National Resource in Relation to War Effort*.¹⁰⁰ Il donna une évaluation pessi-

⁹⁷ Par comparaison, l'Armée française mettait en ligne 130 divisions. [Note du traducteur].

⁹⁸ Cabinet Office 66/1, WP (39) 42 (22.9.39)

⁹⁹ John Allse Brook Simon, 1^{er} Vicomte Simon (1873-1954). [Note du traducteur].

¹⁰⁰ Cap. 66/5, WP (40) 45 (9.2.40)

miste des perspectives à long terme auxquelles le pays était confronté. Le déficit de la balance des paiements au cours de la première année de la guerre était susceptible d'atteindre au moins 400 millions de livres sterling et il s'accroîtrait au fur et à mesure que la production d'armement augmenterait. Ce déficit ne pouvait être financé qu'en puisant dans les réserves d'or, de dollars et d'investissements étrangers, et John Simon avertit le Cabinet de Guerre que "la mesure dans laquelle on peut recourir à ces derniers actifs fiscaux doit dépendre principalement de la durée probable de la guerre." Même dans les hypothèses les plus optimistes, le Trésor prévoyait qu'elles ne dureraient pas plus de deux à trois ans. John Simon en conclut que le projet d'une armée de 55 divisions ne pouvait être mis en œuvre dans son intégralité, et que le programme global de réarmement anglais n'était pas finançable. Il termina son évaluation avec des mots qui donnaient à réfléchir : *"C'est un tableau sombre et obscur, qui montre trop clairement le limite que les seules considérations financières imposent nécessairement à notre effort de guerre."*

Lorsque le Cabinet de Guerre discuta du document, le Premier Ministre, Neville Chamberlain, synthétisa la situation en précisant : "Nous empiétons déjà sur nos réserves financières d'échange au-delà de notre marge de sécurité."¹⁰¹ En quelques semaines, les responsables du Trésor avaient conclu que les réserves ne pouvaient pas durer trois ans et qu'après deux ans de guerre, la perspective était au mieux de réduire grandement notre effort de guerre.¹⁰²

¹⁰¹ CAP 65/5, WM (40) 40th Conclusions (13.2.40)

¹⁰² T177/52, Procès-verbal de Sir F. Phillips, 28.2.40. Ces pages de Ponting révèlent quel point tous ces politiciens raisonnaient comme des marchands et non pas en termes de soldats prêts au grand sacrifice, ou de patriotes décidés au combat ultime. Ce livre pourrait se caricaturer par ces mots : on ne veut pas trop s'endetter pour se défendre ; nous devons trouver un pigeon pour se battre pour nous et payer la note. Les Français ont perdu leurs forces pour nous en 14-18, les Américains doivent venir les remplacer pour se battre pour nous, ou nous nous livrerons aux Nazis. [Note du traducteur].

Au cours de ses six premiers mois de conflit à l'ouest, même sans combats à grande échelle, la guerre se transformait en concours de longévité pour savoir quelle économie s'effondrerait la première. Les Alliés [en fait, les Anglais], convaincus que l'économie allemande en arrivait au point de rupture et soucieux d'éviter de combattre sur le front de l'Ouest, cherchaient des moyens d'exercer une pression supplémentaire dans les zones périphériques. Cela les conduisit à passer l'hiver 1939-1940 en Scandinavie dans une série de projets plus ou moins hasardeux, qui aboutirent aux premiers combats sérieux avec les Allemands en Norvège en avril 1940. À l'automne 1939, les Alliés se convainquirent rapidement que leur meilleure option était d'empêcher l'Allemagne d'importer du minerai de fer de Suède. Ils basèrent cette conclusion sur l'idée que la moitié des importations allemandes provenaient des mines du grand-nord de la Suède autour de Gällivare. En fait, ces importations suédoises étaient beaucoup moins importantes que les Alliés ne l'imaginaient, puisqu'elles ne représentaient qu'environ un quart de la consommation totale allemande. L'Allemagne disposait également d'un important stock de minerai et d'un accès à d'autres sources de production sur le continent. Quoi qu'il en soit, 40 % de la production allemande d'acier était encore destinée au secteur civil ; il était donc très facile de la transférer vers le secteur militaire si nécessaire. Le blocus des importations en provenance de Suède n'aurait donc, au mieux, qu'un impact à long terme, et n'allait certainement pas entraîner une fin prématurée et rapide de la guerre. Néanmoins, les Alliés [les Français et les Anglais] commencèrent à chercher des moyens de couper les importations. Pendant les mois d'été, le minerai de fer était expédié par mer à partir du port de Lulea vers le golfe de Botnie, et par la Baltique jusqu'en Allemagne. Churchill, entré au gouvernement anglais en tant que Premier Lord de l'Amirauté au début de la guerre, s'était laissé aller à un nombre considérable de rêves irréalisables concernant l'envoi de la Royal Navy dans la Baltique pour couper cette route d'approvisionnement des Nazis. Mais il n'était pas possible d'envoyer des navires de

guerre, sans couverture aérienne, dans une zone dominée par les Allemands. Toutefois, pendant l'hiver, la Baltique était gelée et le minerai était acheminé par voie ferrée jusqu'au port norvégien de Narvik, puis par la mer du Nord jusqu'en Allemagne. Cette route permettait aux flottes alliées d'arrêter le ravitaillement. Le problème était que les navires allemands transportant le minerai restaient normalement dans les eaux territoriales norvégiennes, pendant leur voyage vers le sud, et ne pouvaient donc être attaqués qu'en violation de la neutralité norvégienne. Dès la mi-septembre, Churchill proposa de poser des champs de mines dans les eaux territoriales norvégiennes pour forcer les navires à déporter leur itinéraire vers la haute mer, où ils pouvaient être attaqués par les Alliés. Le Cabinet de Guerre rejeta la proposition pour deux raisons : à cause de son illégalité¹⁰³ et aussi pour la simple raison qu'à l'automne, aucun navire n'empruntait la route. Ils convinrent de remettre cette opération à plus tard dans l'année.

L'attaque soviétique contre la Finlande à la fin du mois de novembre 1939 et la résistance finlandaise ouvrirent de nouvelles perspectives d'intervention en Scandinavie. Bien que la Société des Nations, presque moribonde, ait expulsé l'Union soviétique dans sa dernière réaction de quelque importance, de nombreux membres du gouvernement britannique voulaient aller plus loin. Ce désir reflétait l'opinion répandue, apparente bien avant l'attaque contre la Finlande, selon laquelle le véritable ennemi n'était pas l'Allemagne mais l'Union soviétique. "Chips" Channon, le député Conservateur mondain qui se trouvait être le Secrétaire Parlementaire privé de Rab Butler,¹⁰⁴ écrivit le jour où la guerre fut déclarée : *"J'ai l'impression que notre monde, ou tout ce qu'il en reste, est en train de se suicider, tandis que Staline rigole et que le Kremlin triomphe."*¹⁰⁵ Le secrétaire particulier de Neville Chamber-

¹⁰³ Il était illégal de miner des eaux territoriales neutres. [NdT]

¹⁰⁴ Rab était l'abréviation de Richard Austen Butler. Il était le baron Lord Butler de Saffron Walden (1902-1963). Il fut vice-Premier Ministre de Harold Macmillan de 1962 à 1963. [NdT]

¹⁰⁵ Journal de Channon, p.215 (3.9.39)

lain alla encore plus loin cinq semaines plus tard : *Le communisme est maintenant le grand danger, plus grand encore que l'Allemagne nazie... nous devons jouer notre jeu très prudemment avec la Russie, et ne pas détruire la possibilité de nous unir, si nécessaire, avec un nouveau gouvernement allemand contre le danger commun.*¹⁰⁶ Les hauts responsables du gouvernement voyaient la menace de l'Union soviétique de la même manière. Comme lord Halifax le dit aux ministres des dominions au début de novembre :

"Un résultat important de l'accord [nazi-soviétique] était le danger de voir le bolchevisme se propager en Europe occidentale... C'était un danger auquel nous devions faire face, et nous devions décider si nous devions l'affronter en nous séparant de la Russie ou même en lui déclarant la guerre... La politique alternative consistait à se concentrer d'abord sur la menace allemande, et ce fut cette politique que le gouvernement britannique décida d'adopter."¹⁰⁷ L'opinion française sur la menace soviétique était similaire. Daladier, le Premier ministre, a déclaré aux Américains en 1938 qu'il craignait que l'Allemagne ne soit vaincue dans la guerre... car les seuls gagnants seraient les bolcheviks ; il y aurait une révolution sociale dans chacun des pays d'Europe... Les cosaques régneront sur l'Europe.¹⁰⁸

L'attaque soviétique suscita une sympathie généralisée en faveur des Finlandais, accrue par leur vaillante résistance tout au long de l'hiver. Le Pacte nazi-communiste et l'accord de fourniture soviétique de matières premières à l'Allemagne nazie ne firent qu'intensifier l'hostilité envers l'Union soviétique. Pour beaucoup, la lutte menée par la Finlande fournit l'occasion exceptionnelle de leur venir en aide et d'at-

¹⁰⁶ J. Colville, *Fringes of Power*, p.40 (13.10.39)

¹⁰⁷ D. Carlton, *Anthony Eden*, p.156

¹⁰⁸ *Relations étrangères des États-Unis*, 1938. Vol.1, p.687

taquer l'Union Soviétique en même temps. Lord Cork and Orrery¹⁰⁹, directeur des usines de l'Amirauté responsable de la politique scandinave, avoua à Churchill, l'un des plus fervents partisans de l'intervention alliée contre les bolcheviks après la Première Guerre mondiale, que la guerre d'aide britannique à la Finlande pouvait fournir une merveilleuse chance —et peut-être la dernière— de mobiliser les forces anti-bolcheviques du monde de notre côté.¹¹⁰ Bien que le gouvernement sût que ses ressources pour combattre l'Allemagne étaient insuffisantes, il se mit néanmoins, au cours de l'hiver 1939-40, au bord de la guerre avec l'Union soviétique. Cela reflétait non seulement une forte aversion idéologique pour le gouvernement soviétique, mais aussi un dédain pour la force militaire soviétique qui sembla se confirmer par leur performance inepte contre la Finlande.¹¹¹ L'idée d'attaquer l'Union soviétique était justifiée par le fait que cela aidait l'Allemagne économiquement, mais il se peut que les ministres aient espéré que l'Allemagne (sous un autre gouvernement) retrouverait la raison et s'unirait contre l'ennemi commun. Un certain nombre de plans absurdes furent donc envisagés pour attaquer l'Union soviétique. Jusqu'à la fin du mois de mars 1940, quinze jours après le Traité de Paix finno-soviétique, le Conseil Suprême de Guerre, réuni à Londres, examina les plans détaillés d'une attaque aérienne à partir du Moyen-Orient avec pour objectif les champs pétrolifères soviétiques de Bakou sur la mer Caspienne. De tels bombardements, pensaient les stratèges, "auraient le double avantage de paralyser la structure économique de la Russie, et de l'empêcher effectivement de mener des opérations militaires en dehors de son

¹⁰⁹ John Boyle, 15^e Comte de Cork et 15^e Comte et baron d'Orrery. Il était Pair d'Angleterre et membre de droit de la Chambre des Lords. Le comté de Cork et la baronnie d'Orrery sont en Irlande.[NdT]

¹¹⁰ Aamiralty 199/1928, Procès-verbal du 5.12.39

¹¹¹ Cela reflétait surtout la haine des lobbies capitalistes de la City contre ces communistes qui rêvaient de tuer le capitalisme. Les lobbies londoniens étaient prêts à faire la paix avec l'Allemagne nazie considérée comme un bouclier contre le communisme. À partir de juillet 1941, l'Allemagne fut considérée comme la grande protection contre le mal infini du communisme. [NdT]

propre territoire".¹¹² À une autre occasion, les Français suggérèrent d'envoyer une escadre de navires de guerre en Mer Noire pour arrêter les approvisionnements soviétiques à destination de l'Allemagne, un plan également proposé par Churchill en octobre 1939, mais cette idée dut être abandonnée en raison de l'hostilité turque au passage des vaisseaux de guerre franco-anglais à travers le détroit des Dardanelles.

Ces chimères fantaisistes furent écartées, mais tout au long de l'hiver 1939-40, les Alliés continuèrent de revenir sur la question de savoir comment intervenir en Scandinavie, où pouvaient être combinées des opérations pour interrompre les exportations suédoises de minerai de fer vers l'Allemagne, des expéditions pour aider la Finlande, ainsi que des attaques directes contre la Russie soviétique. Le 19 décembre 1939, les Français évoquèrent la possibilité d'une expédition alliée pour prendre le contrôle du port norvégien de *Narvik* et des mines de fer suédoises, sous le prétexte d'aider la Finlande. La question initiale était de savoir si les Finlandais demanderaient l'aide des Alliés, et deuxièmement, si la Norvège et la Suède, deux États neutres, autoriseraient le passage des troupes alliées et les lignes de ravitaillement à travers leurs pays. Lorsque le gouvernement britannique discuta de ce projet, le lendemain, ces objections n'inquiétèrent pas Churchill, qui était en faveur d'une approche plus autoritaire : "Nous devrions faire une offre amicale d'aide militaire aux pays scandinaves, comme l'ont proposé les Français, mais nous devrions laisser clairement entendre que, qu'ils l'acceptent ou non, nous devons venir prendre possession des *mines de fer*"¹¹³. Le Cabinet de Guerre n'appuya pas la suggestion de Churchill, mais il convint que les Chefs d'État-Major devraient commencer à planifier une intervention en Scandinavie.

¹¹² Bureau du Cabinet 99/3, réunion du Conseil suprême de guerre 28.3.40

¹¹³ Bureau du Cabinet de Guerre 83/1, réunion du Comité de coordination militaire 20.12.39. Une erreur s'est glissée ici ; l'auteur a écrit *minefields* (champs de mines) alors qu'il s'agit de *zones minières* avec des mines de fer. [NdT]

Dans les premiers jours de 1940, le Cabinet de Guerre examina deux plans de débarquement en Scandinavie. La première consistait en un débarquement à Narvik et une progression à travers la Norvège jusqu'aux mines suédoises. La seconde impliquait *la mise en état de défense du sud de la Suède*, bien que la menace contre ce danger fut moins évident. Cette dernière idée n'alla pas plus loin qu'un plan pour la section D du MI6 visant à faire sauter le port d'Oxelösund, juste au sud de Stockholm. L'opération fut approuvée le 17 janvier par les principaux ministres mais découvert et déjoué par les Suédois. Le 12 janvier, le Cabinet de Guerre accepta de laisser momentanément de côté l'option de débarquement à Narvik (destiné à interrompre le transport ferroviaire du minerai de fer en provenance de Suède) jusqu'à ce que soit prête la grande stratégie d'intervention en faveur des Finlandais. Au début du mois de février, le Conseil Suprême de Guerre se réunit à Paris pour discuter de politique future. Les Finlandais avaient alors demandé des vivres et 30 000 hommes pour aider leur armée en difficulté. Les alliés décidèrent de préparer 3 ou 4 divisions (total de 30 000 à 40 000 soldats) pour leur venir en aide. La Finlande devait être invitée à lancer un appel à l'aide, après quoi la France et l'Angleterre exigeraient des droits de transit à travers la Norvège et la Suède. Le plan stratégique était que les Finlandais devaient faire leur *appel* le 5 mars et les troupes Alliées [en fait des troupes françaises] débarqueraient à Narvik le 20 mars. Des discussions préliminaires avec les Norvégiens et les Suédois révélèrent cependant que la coopération ne serait pas au rendez-vous et que seul un petit nombre de *volontaires* serait autorisé à passer. Pendant le reste du mois, une pression intense fut exercée sur les deux gouvernements neutres pour permettre aux troupes alliées d'attaquer les Soviétiques, mais sans succès. Le 12 mars, le gouvernement britannique décida finalement que les objections des neutres devaient être ignorées. Le débarquement [français] à Narvik se poursuivrait, les troupes se déplaceraient le long de la ligne de chemin de fer vers la Suède, sécuriseraient la zone des mines et aideraient ensuite les Finlan-

dais. Seuls des *combats très sérieux* arrêteraient l'opération ; la résistance limitée des Norvégiens serait surmontée. Les Britanniques et les Français furent sauvés de leur propre folie, d'une guerre probable avec l'Union soviétique, de l'invasion et de la violation de la neutralité norvégienne et suédoise, que par la décision finlandaise de rechercher la paix le 13 mars. Churchill voulait quand même aller de l'avant et s'emparer des zones minières, mais le Cabinet de Guerre ordonna la dispersion des troupes assemblées pour cette expédition mal préparée et potentiellement désastreuse.

Bien que les préparatifs pour les opérations terrestres en Scandinavie aient été temporairement abandonnés par les Alliés, ils conservèrent le projet de mouiller des champs de mines dans les eaux territoriales norvégiennes pour entraver le passage de cargos transportant du minerai de fer à destination de l'Allemagne. Le principal partisan de ce genre d'opération était Churchill, mais la forte opposition de milieux différents conduisirent à des renvois réitérés du projet. Le 6 janvier, les Norvégiens furent informés des intentions des Alliés, mais leur opposition, ainsi que celle des Suédois et de certains dominions, fut telle que le projet fut annulé six jours plus tard. Après que la Royal Navy eut porté secours à des marins capturés du cargo marchand allemand *Altmark* dans un fjord norvégien le 16 février, Churchill et l'Amirauté reprirent le projet de mouillage de champs de mines. Lorsque les chefs des partis Libéral et Travailleiste, Sinclair et Attlee, furent consultés, seul le premier fut en faveur de l'opération. Le 29 février, le Cabinet de Guerre, inquiet de l'opinion des pays neutres —particulièrement de celle des États-Unis—, décida une fois de plus de ne pas poursuivre l'opération de mouillage. Churchill eut plus de chance un mois plus tard lorsque le Conseil Suprême de Guerre approuva l'idée et la lia à un plan visant à mouiller aussi des mines flottantes sur le Rhin pour perturber le trafic fluvial allemand. Au bout de trois jours, les Français abandonnèrent le projet sur le Rhin par crainte que les Allemands ne l'utilisent comme excuse pour lancer une campagne de bombardement

général. Churchill, toujours en train de faire pression pour appliquer cette stratégie, se rendit à Paris pour essayer de les faire changer d'avis, mais il finit par changer d'opinion et accepta les objections françaises. Pendant ce temps, le Cabinet de Guerre britannique avait décidé, en l'absence de Churchill, de poursuivre la mouiller les mines en Norvège de toute façon. L'opération commença le 8 avril. Le fait que ce soient les Anglais qui aient été les premiers à violer la neutralité norvégienne allait causer des problèmes majeurs aux Procureurs Alliés lors des procès pour crimes de guerre de Nuremberg à l'issue de la guerre, quand ils accusaient les Allemands de planifier des actions de guerre en violation des traités internationaux dans leur attaque contre la Norvège.

L'intérêt des Alliés pour la Scandinavie avait attiré l'attention des Allemands à partir de la fin de 1939. Après l'incident de l'*Altmark* et l'interception des messages entre les Alliés et la Finlande, Adolf Hitler, inquiet d'une éventuelle intervention Alliée, autorisa le 21 février 1940 la planification d'une invasion du Danemark et de la Norvège. L'opération fut menée avec une grande rapidité le 9 avril. Le Danemark fut envahi en quelques heures et les troupes allemandes s'emparèrent d'Oslo dans la matinée et commencèrent à débarquer le long de la côte norvégienne, y compris Trondheim et Narvik au nord. Cette décision aurait dû faire le jeu des Alliés en leur permettant d'utiliser leur supériorité navale, ainsi que les plans d'intervention déjà élaborés, pour réagir rapidement et contrer l'invasion allemande. En pratique, la réponse britannique, bien que handicapée par la supériorité aérienne allemande, démontra une pensée stratégique confuse, des objectifs changeants et un mauvais commandement au sol. Le résultat de toutes ces faiblesses, combinées à des tactiques allemandes brillantes et imaginatives, engendra une défaite britannique décisive et un retrait ignominieux, suivi d'une pression politique croissante sur le gouvernement Chamberlain, de même qu'une demande pour un contrôle plus efficace de la guerre. Le bénéficiaire de ces critiques fut Churchill qui, ironiquement, était le

principal responsable des mauvaises décisions prises au début de la campagne.

Malgré près de six mois de grand intérêt pour les événements de Norvège et de Scandinavie en général, les Britanniques furent pris au dépourvu par l'invasion allemande. La première alerte concernant les intentions allemandes vint un mois avant l'attaque, d'agents secrets établis en Allemagne. Au cours des semaines suivantes, la menace allemande fut confirmée par divers rapports de préparatifs militaires avancés, terrestres et navals. Ces rapports furent écartés par les États-Majors militaires et de renseignement à Londres en raison de la certitude selon laquelle les Allemands ne tenteraient pas d'invasion face à la suprématie navale britannique. Cet excès de confiance fut au cœur de la première erreur commise par Churchill. Lorsque parvinrent à Londres les rapports sur des navires allemands se déplaçant de la Baltique vers le sud de la mer du Nord, il fut de qu'il s'agissait d'un mouvement purement naval destiné à pénétrer dans l'Atlantique. Il ordonna donc le retrait des troupes britanniques des mouilleurs de mines destinés à établir des champs de mines flottantes en Norvège, troupes qui auraient pu, soit empêcher soit anéantir rapidement les débarquements allemands le long de la côte. Dès le début, les Anglais se retrouvèrent donc dans une position où ils devaient répondre aux actions allemandes. Le renseignement resta un handicap majeur tout au long de l'opération. Le manque de préparation anglais parut douloureusement évident lorsque la RAF dut utiliser un *Guide Baedeker de 1912* en Norvège pour trouver ses cibles de bombardement. Certains signaux de la Luftwaffe furent interceptés, mais le très efficace système de diffusion de ces renseignements cruciaux aux commandants sur le terrain, qui fut développé plus tard dans les combats, n'était pas encore disponible. En fait, l'information n'eut pas d'impact sur la campagne. Les Allemands, pour leur part, lisaient environ un tiers des signaux navals britanniques et disposaient d'informations préalables sur les débarquements Alliés le long de la côte.

L'autre problème britannique fondamental était un système de *prise de décision* trop compliqué qui ne produisait pas de leadership décisif. Le premier niveau était le Comité des Chefs d'État-Major, qui fournissait des conseils militaires aux ministres. Immédiatement au-dessus d'eux siégeait le Comité de Coordination Militaire, composé des ministres en charge des trois services [Terre, Mer, Air], qui faisait des recommandations sur les actions possibles au Cabinet de Guerre, dans lequel les trois mêmes ministres siégeaient également avec leurs collègues plus anciens. Cette structure élaborée de comités rendait presque impossible la prise de décisions rapides et ne fournissait pas non plus un moyen clair de donner des orientations politiques à l'Armée. Dans ce système inadéquat, la personnalité dominante de Churchill causait plus de problèmes encore. Bien qu'il ne soit que *Premier Lord de l'Amirauté*, il croyait qu'il devait avoir le dernier mot dans l'ensemble des décisions concernant la guerre. Il présidait le Comité de Coordination et donnait souvent des directives sans sérieusement consulter les Chefs d'État-Major ou ses collègues politiques. Plus encore, sa tendance à changer de décisions de façon erratique et aléatoire aggrava rapidement les problèmes. Churchill était également déterminé à essayer d'effacer le fantôme de son échec apparent, aux Dardanelles et à Gallipoli, dans la planification et le contrôle des opérations navales et des débarquements qui suivirent, au cours de la Première Guerre mondiale. Cela avait conduit à sa démission du gouvernement Libéral et à une réputation de mauvais leadership et de prise de décision trop impulsive. Le fait que l'Angleterre soit en guerre ne signifiait pas que l'ambition politique fut oubliée, et Churchill —dans la soixantaine et avec une carrière en échec relatif jusqu'en 1939—, nourrissait toujours un intense désir d'être Premier ministre. Poussé par une combinaison de ces deux forces stimulantes, Winston Churchill vit dans sa campagne de Norvège *réussie*, un moyen d'améliorer sa réputation passée et éventuellement un piédestal vers de plus grandes réalisations encore.

Lorsque la nouvelle de l'invasion allemande parvint à Londres, le Cabinet de Guerre se réunit à 8h30 le 9 avril. L'ambiance était confiante. Churchill remarqua : "*Nous avions les Allemands là où nous les voulions*". La Royal Navy reçut l'ordre de nettoyer Bergen et Trondheim, et des troupes de débarquement se préparèrent à reprendre ces deux ports aux Allemands et aussi à prendre Narvik. En quelques heures, la gravité de la situation devint claire. À midi, le Cabinet de Guerre savait que les navires de la Royal Navy au large de Narvik n'avaient pas réussi à empêcher 4 000 soldats allemands de capturer le port. L'attaque sur Bergen fut annulée parce que les Allemands étaient jugés trop fortement retranchés. Ce soir-là, les ministres se mirent d'accord sur une recommandation des Chefs d'État-Major de se concentrer sur Narvik et de reprendre le port (avec l'idée d'atteindre les zones minières suédoises encore en arrière-plan). Le lendemain, les forces allemandes repoussèrent une attaque navale sur Narvik et Churchill fut forcé d'admettre en privé à l'amiral Pound, Premier Lord de la Mer : "*On s'est fait avoir complètement*."¹¹⁴ Le 11 avril, il fit une très mauvaise performance à la Chambre des communes pour tenter d'expliquer sa position. L'un de ses plus fervents partisans, Harold Nicolson, écrivit à cette occasion :

"Il a commencé par un pastiche de lui-même en train de faire un discours, et il s'est livré à un vague laïus associé à des railleries de collègien. Je l'ai rarement vu aussi déphasé... Il hésitait, mettait ses notes dans le mauvais ordre, prenait une mauvaise paire de lunettes, tâtonnait pour trouver sa bonne paire, continuait de parler de *Suède* en voulant dire *Danemark*... en un mot, il fit une performance lamentable"¹¹⁵.

Néanmoins, l'expédition britannique, avec l'armée [française] maintenant embarquée, était en route pour reprendre Narvik. Ce soir-là (11 avril), Churchill, dans un état décrit par un membre de l'État-Major

¹¹⁴ Admiralty116/4471 (10.4.40)

¹¹⁵ Journal de Nicolson, p.70 (11.4.40)

de la Marine comme étant à *moitié bourré*,¹¹⁶ commença à envisager de détourner l'attaque vers Namsos, à 430^{km} au sud de Narvik, pour tenter de capturer Trondheim à 130^{km} au sud. C'était le premier signe de l'évolution constante des objectifs de la stratégie britannique qui allaient gâcher toute la campagne.

Le 13 avril, une attaque navale sur Narvik fut brillamment réussie et sept destroyers allemands furent coulés, mais il n'y avait pas de troupes disponibles immédiatement pour exploiter en capturant le port. Au Cabinet de Guerre à Londres, les ministres, pensant que Narvik était déjà pratiquement entre leurs mains, souhaitaient détourner des troupes vers Trondheim bien que Churchill s'y opposât désormais. Cependant, tôt le lendemain matin, il fit pression sur le Chef de l'État-Major de l'Empire britannique, le général Dacier, pour qu'il détourne l'arrière-garde du convoi de troupes destiné à Narvik vers le port de Namsos comme première phase d'une opération à Trondheim. Un jour plus tard, le débarquement à Narvik eut lieu, mais à une certaine distance de la ville. Aucune tentative ne fut faite pour capturer le port. Les troupes n'étaient pas équipées pour un assaut et des équipements antiaériens cruciaux furent détournés vers Namsos, où aucun débarquement n'avait lieu. À Londres, les Chefs d'État-Major —Churchill étant fortement dissident—, repoussèrent toute tentative de capturer Trondheim pendant une semaine.

Le 16 avril, la confusion et l'absence de plans fermes dans l'opération britannique avaient produit le chaos. Les Allemands avaient ainsi pu occuper tous les ports clés de la côte norvégienne et aucune riposte efficace n'avait été lancée. Les seules troupes britanniques débarquées étaient près de Narvik et là, le commandant, le Général Mackesy, refusa d'avancer sur la ville et décida d'attendre au moins jusqu'à la fin du mois, lorsqu'il espérait que la neige fondrait, avant de tenter de s'emparer du port. Les pressions désespérées des Chefs d'État-

¹¹⁶ Half-tight = à moitié ivre, "bourré" en argot. Tight signifie cool aujourd'hui, en argot. [NdT]

Major et du Cabinet de Guerre ne le firent pas changer d'avis. Whitehall était en révolte contre les méthodes erratiques et idiosyncrasiques de Churchill pour mener la guerre. Les Chefs d'État-Major estimaient qu'on ne leur demandait pas sérieusement leur opinion, et les autres ministres du Comité de Coordination et du Cabinet de Guerre aussi se sentaient ignorés et "snobés". Ce matin-là, Churchill fut contraint de demander à Chamberlain de prendre la présidence du Comité de Coordination afin de désamorcer la querelle à grande échelle sur sa conduite de la campagne.

Il s'est toutefois avéré impossible de donner une quelconque cohérence aux opérations militaires en Norvège. Le 17 avril, les Chefs d'État-Major décidèrent d'attaquer directement Trondheim le 22 avril, pour annuler l'opération deux jours plus tard. Le 18 avril, les débarquements à Namsos et Andalsnes se poursuivent avec l'idée de monter une attaque en tenaille sur Trondheim. En trois jours, d'autres débarquements à Namsos durent être annulés en raison de lourdes attaques aériennes allemandes et parce que les troupes à Andalsnes ne progressaient pas vers Trondheim. Le 22 avril, alors que les débarquements dans le Sud étaient sur le point d'échouer, Churchill soutint qu'ils devaient revenir en arrière et se concentrer sur Narvik (où 10 jours plus tôt il avait réduit les forces en les déplaçant vers le sud), bien qu'il souhaitât toujours une attaque directe sur Trondheim par la Royal Navy, sans troupes d'infanterie. Le 26 avril, le Cabinet de Guerre décida finalement, dans le centre de la Norvège, d'évacuer toutes les troupes ; une décision à laquelle s'opposa Churchill, qui voulait maintenant se battre autour de Trondheim afin d'éviter [d'ajouter à sa carrière] les stigmates de la déroute. À la fin du mois, l'évacuation était en cours. À Narvik, le Général Mackesy refusa toujours d'attaquer et bien que le Cabinet de Guerre ait été tenté de lui ordonner d'attaquer quand même contre sa volonté, ils ne le firent pas, ne voulant pas être blâmés en cas d'échec. Mackesy fut finalement relevé de son commandement le 13 mai, mais aucune attaque ne fut lancée avant la fin du mois. Les ministres décidè-

rent alors que le port devait être occupé (ce qui coûta la vie à 150 hommes)¹¹⁷ même s'ils avaient décidé de l'abandonner immédiatement après sa chute. Ce fut une conclusion futile mais appropriée pour une campagne désastreuse.

Les dimensions du fiasco militaire en Norvège étaient claires, tant pour les ministres que pour le public, à la fin du mois d'avril, à la suite de la décision de se retirer du centre de la Norvège et de l'absence d'action à Narvik. Des explications étaient absolument nécessaires. Lors de la réunion qui décida du retrait du secteur de Trondheim, les ministres essayaient déjà de trouver des excuses pour se justifier. La réputation du gouvernement et des ministres était gravement dégradée alors que tout ce beau monde cherchait à se trouver de bonnes justifications et à attribuer le blâme à d'autres. Le général Dacier commenta leur comportement par ces mots : "Ils ont tous, y compris le Premier ministre, commencé à inventer des mensonges qu'ils pouvaient raconter au public ; par exemple, ils ont laissé croire que notre coup contre Trondheim était de repousser les Allemands de Narvik."¹¹⁸

Churchill a peut-être été soulagé, plus tôt dans le mois, de renoncer à la présidence du Comité de Coordination Militaire et de réduire ses propres responsabilités, au moment même où l'opération se heurtait à de réelles difficultés. Il se montra également désireux d'utiliser le même fiasco pour améliorer le système de direction de la guerre et, en même temps, il renforça ses propres pouvoirs et sa position personnelle. Le 24 avril, il rédigea la lettre à Chamberlain disant qu'il était heureux de ne plus présider le Comité de Coordination Militaire et qu'il ne reprendrait pas cette charge tant qu'il ne disposerait pas de véritables pouvoirs de décision. La lettre ne fut pas envoyée, mais les deux hommes se sont rencontrés ce soir-là pour discuter de la situation.

¹¹⁷ Sans compter les pertes allemandes. [NdT]

¹¹⁸ Journal d'Ironside, p.285 (26.4.40)

Chamberlain savait qu'il ne pouvait pas se permettre de laisser Churchill démissionner à cause de la conduite de la guerre, car cela pouvait bien entraîner la chute de son propre gouvernement. D'autre part, il ne pouvait pas lui donner le pouvoir effectif de diriger la guerre par lui-même, sans diminuer irrémédiablement sa propre position de Premier ministre. Au cours des jours suivants, un compromis fut élaboré. Churchill obtint la charge de présider le Comité de Coordination Militaire, qui donnait des conseils aux Chefs d'État-Major et pouvait les convoquer à tout moment, et il pourrait aussi présider les réunions des Chefs d'État-Major. Il reçut également un petit État-Major militaire, dirigé par le général Ismay, lequel, en tant que membre du Comité des Chefs d'État-Major, serait en mesure de veiller à ce que les instructions de Churchill soient exécutées. Tout en conservant le titre de Premier Lord de l'Amirauté, Churchill était en effet devenu un quasi-Ministre de la Défense, plus puissant que ses deux collègues en charge de l'Armée de Terre et de l'Aviation, bien que toujours soumis au contrôle général du Cabinet de Guerre. Il n'est pas surprenant que les deux autres ministres du service, Hoare (Ministre de l'Air) et Stanley (Ministre de la Guerre), s'opposent fortement à ce que leur nouveau poste soit sous contrôle de Churchill. Ce ne fut que lorsque Chamberlain menaça de démissionner et de laisser Churchill devenir Premier ministre à sa place qu'ils acceptèrent ces nouveaux arrangements. Cette nouvelle voie hiérarchique, qui n'aurait pas résolu le problème de Churchill revendiquant trop de pouvoir sans responsabilité, n'eut pas le temps de fonctionner.

La Campagne de Norvège, en fait tout l'épisode scandinave, ne fut, en termes d'histoire générale de la Seconde Guerre mondiale, rien de plus qu'une péripétie secondaire d'importance stratégique médiocre.¹¹⁹ Il est important, cependant, non seulement en tant qu'illustra-

¹¹⁹ Péripétie médiocre pour les stratèges anglais, sauf que les 10 000 soldats français, allemands, polonais, écossais qui furent tués inutilement. Toutes les opérations militaires furent sous com-

tion de l'incompétence militaire britannique (qui devait également être illustrée plus tard en 1940), mais en tant que procureur de la crise politique qui devait amener Churchill au pouvoir au début du mois de mai, malgré son rôle capital de Churchill dans l'échec norvégien. Fin avril, l'avenir du gouvernement était clairement en jeu, alors que la controverse politique sur la Norvège se développait. De nombreux membres du gouvernement essayèrent de rejeter la responsabilité du fiasco norvégien sur Churchill personnellement, car il avait après tout pris un certain nombre de décisions clés. Chips Channon rapporta le 25 avril que le secrétaire parlementaire privé de Chamberlain, Lord Dunglass (plus tard Sir Alec Douglas-Home), se demandait "si *Winston devait être dégonflé*"¹²⁰. À la fin du mois, Harold Nicolson nota : «*Les whips font croire que tout est de la faute de Winston, qui a encore une fois échoué lamentablement.*»¹²¹ Conscient de cette menace, Churchill manœuvrait adroitement en faveur de son propre avenir en restant en contact étroit avec les principaux membres des partis d'opposition : Attlee et Alexander (Travailliste), et Sinclair (Libéral). Ces prises de contact ne passèrent pas inaperçues, comme l'écrivit Chips Channon dans son journal, le 25 avril : *Winston, semble-t-il, a eu des conversations et des réunions secrètes avec Archie Sinclair, A.V. [Albert - Victor] Alexander et M. [Clement] Attlee, et ils sont en train de composer un gouvernement alternatif.*¹²² Et six jours plus tard : "*Ce soir, Churchill était assis à plaisanter et à boire dans le fumoir, entouré d'A.V. Alexander et d'Archie Sinclair, le nouveau cabinet fantôme.*"¹²³

Beaucoup de ses collègues politiques et de hauts responsables de Whitehall avaient des doutes quant à savoir si Churchill devait être

mandement anglais en Norvège, comme elles furent sous commandement français en France, en Belgique et en Hollande. [NdT]

¹²⁰ He should be deflated signifie : Il devrait se sentir moins confiant. [NdT]

¹²¹ Nicolson, op cit, p.74 (30.4.40)

¹²² Channon, op cit, p.242 (25.4.40)

¹²³ Ibid., p.244 (1.5.40)

Premier ministre. À l'automne 1939, l'ancien secrétaire particulier d'Anthony Eden écrivit qu'A.E. "commençait à douter que Churchill puisse jamais être Premier ministre, tant son jugement était mauvais."¹²⁴ Sir Alexander Cadogan, Chef du Foreign Office, pensait que le Churchill était inutile.¹²⁵ Lord Hankey, ancien Secrétaire du Cabinet et maintenant Membre du Cabinet de Guerre, qui avait observé de près la performance de Churchill pendant la Première Guerre mondiale fit écho aux doutes sur ses qualités de leader lorsqu'il a décrit Churchill comme "un dictateur dont les réalisations passées, bien qu'inspirées d'une certaine dose d'imagination, n'ont jamais été couronnées de succès."¹²⁶ La recherche d'autres candidats de remplacement devint de plus en plus désespérée. À la Chambre des Communes, au début du mois de mai, les rumeurs se concentrèrent sur le formidable leader de la Première Guerre mondiale, comme le nota Nicolson : "Les gens sont tellement bouleversés par tout cela qu'ils parlent de Lloyd George comme d'un possible Premier ministre. Eden est hors-jeu. Churchill est miné par le caucus Conservateur."¹²⁷ Halifax est considéré (à juste titre) comme un homme fatigué."¹²⁸

La crise politique anglaise, découlant de l'échec de la Campagne de Norvège et de ce qui était largement perçu comme une direction inadéquate de la guerre, débuta la première semaine de mai par un débat de deux jours à la Chambre des Communes. Lorsque la crise commença, son issue n'était pas claire, il n'y avait pas de consensus sur la question de savoir si le gouvernement de Chamberlain pouvait ou devait tomber, ni sur ce qu'il fallait mettre à sa place. Lorsque la crise se termina, les conséquences étaient profondes. Un nouveau régime était

¹²⁴ Journal de Harvey de 1818, p.326 (30.10.39)

¹²⁵ Cadogan, op cit., p.277 (8.5.40)

¹²⁶ P. Addison, La route vers 1945, p.103

¹²⁷ Caucus : le caucus est une réunion au cours de laquelle les membres locaux d'un parti politique font connaître leur préférence parmi les candidats qui se présentent à une élection. [NdT]

¹²⁸ Nicolson, op cit, p. 75 (4.5.40)

mis en place ; il dura jusqu'à la fin de la guerre et influença la politique britannique durant des décennies après 1945.

4

Le Nouveau Régime

Le déclenchement de la guerre ne mit fin ni aux manœuvres politiques ni aux ambitions personnelles des politiciens individuels. En effet, à bien des égards, la guerre intensifia ces luttes et produisit de nouveaux problèmes que les politiciens purent exploiter pour en tirer profit. La crise politique provoquée par l'absurde gestion gouvernementale de la Campagne de Norvège dut être résolue dans le cadre d'une structure politique d'avant-guerre reflétant la longue domination des Conservateurs après l'effondrement en 1922 du gouvernement de coalition du temps de guerre. Au cours des 18 années qui suivirent, il n'y a eu que deux gouvernements travaillistes minoritaires de courte durée, et le second s'effondra en 1931, en ne réussissant pas à se mettre d'accord sur les coupes dans les dépenses sociales exigées par les instances financières internationales en échange de son soutien à la livre sterling. À partir de 1931, le Royaume Uni fut dirigé par un gouvernement de coalition, dirigé d'abord par l'ancien Premier Ministre Travailliste Ramsey MacDonald, mais en pratique sous contrôle des Conservateurs. MacDonald avait été remplacé en 1935 par le leader Conservateur Stanley Baldwin, puis, lorsque Baldwin prit sa retraite en 1937, par Neville Chamberlain. Les Travaillistes et les Libéraux étaient des partis très divisés en 1931, avec une faible représentation (à l'échelle nationale) des Travaillistes et des Libéraux dans le "*gouvernement de coalition*", la majorité restant dans l'Opposition. Le gouvernement de la nation avait été réélu à une écrasante majorité en 1935, remportant 432 sièges, et bien que le Parti Travailliste se soit remis de sa quasi-annihilation en 1931, il n'avait que 154 députés, et les Libéraux indépendants moins de 20. Le gouvernement restait très populaire et, si la guerre n'était pas venue tout bouleverser, il n'y a pas de raison que Neville Chamberlain

et le gouvernement national n'aient pas été facilement réélus lors des élections prévues en 1940.

Au début de la guerre, les Travaillistes ont clairement indiqué qu'ils soutiendraient l'effort de guerre, mais qu'ils n'étaient pas prêts à entrer dans un gouvernement dirigé par Chamberlain, en partie à cause de son mépris mal dissimulé pour l'Opposition. Les Libéraux rejetèrent l'offre d'un poste de rang ministériel, mais en dehors du Cabinet de Guerre. Cinq jours après la déclaration de guerre, les partis politiques acceptèrent de permettre au parti au pouvoir une réélection incontestée dans toute élection partielle, mais il n'y eut pas de trêve politique générale. Cette situation générale convenait à Chamberlain, étant donné sa double détermination à (1) éviter si possible une guerre totale, et (2) à renverser Adolf Hitler essentiellement par pression économique. Si ces tactiques réussissaient dans un délai relativement bref, comme le prévoyaient les experts des Services Secrets, alors une restructuration de la politique britannique pourrait être évitée, et la domination Conservatrice —et l'avenir de Chamberlain—, seraient assurés. Le principal risque du point de vue de Chamberlain était qu'une victoire rapide et relativement indolore se révélerait impossible, et qu'une mobilisation à grande échelle de l'industrie et de la main-d'œuvre du pays serait nécessaire. Compte tenu de la complexité de cette tâche et de la nécessité d'un large consensus pour la mettre en œuvre efficacement, une coalition nationale englobant tous les groupes politiques serait vraisemblablement nécessaire, et Chamberlain pourrait ne pas survivre à des changements politiques aussi fondamentaux. Les problèmes politiques provoqués par la guerre totale avaient eu un effet similaire sur le gouvernement Libéral pendant la Première Guerre mondiale lorsque, après six mois de conflit, en mars 1915, il avait été obligé de faire entrer l'Opposition Conservatrice au gouvernement.

Au cours des six mois qui suivirent septembre 1939, en l'absence d'une crise de confiance politique similaire, les partis d'Opposi-

tion ne purent guère faire rien d'autre que d'attendre l'évolution de la situation. Les Libéraux n'étaient en grande partie pas pertinents en tant que force politique, mais ils devaient être inclus si une véritable Coalition Nationale devait être construite. Le Parti Travailleiste accepta des contacts entre les ministres et leurs porte-parole de l'Opposition, mais se réserva le droit d'offrir des critiques constructives sur la conduite de la guerre. Ils avaient été en contact avec le petit groupe de Conservateurs qui étaient en désaccord avec la politique étrangère du gouvernement, en particulier après Munich, mais sans mécontentement à grande échelle des députés Conservateurs d'arrière-ban, il n'y avait aucun moyen pour le Parti Travailleiste de faire tomber le gouvernement. L'un des principaux problèmes auxquels le Parti Travailleiste était confronté était que sa direction semblait faible et inefficace. Le parti parlementaire avait choisi Clement Attlee comme chef avant les élections de 1935, mais il était largement considéré comme un palliatif, le seul choix disponible parmi la cinquantaine de députés qui avaient survécu au désastre électoral de 1931.

Avec une majorité de plus de 200 voix et une faible opposition, Chamberlain ne pouvait être renversé que par une révolte au sein de son propre parti. Au début de la guerre, sa domination sur son parti était presque totale. Il avait été le successeur incontesté de Baldwin en 1937 ; et le parti, à l'exception de quelques insignifiants députés d'arrière-ban, avait soutenu cette politique avec enthousiasme pendant les deux années et demie qui suivirent. En 1939, il n'avait plus de rivaux évidents. Anthony Eden avait perdu sa chance de succession précoce avec sa démission en 1938 ; Sir Thomas Inskip avait été un échec en tant que Ministre Coordonnateur de l'Effort de Défense ; et Sir Samuel Hoare ne se remit pas de son échec en tant que Ministre des Affaires Étrangères. La seule autre possibilité était Lord Halifax, mais il semblait être exclu en vertu de sa pairie¹²⁹. Chamberlain lui-même avait un sens aigu de la

¹²⁹ Autrement dit, il était pair d'Angleterre et se trouvait exclus par le fait même. (NdT)

mission et de son aptitude à la tâche. En mars 1939, il écrivit à sa sœur Ida : "Comme Chatham, je sais que je peux sauver ce pays¹³⁰ et je ne crois pas que quelqu'un d'autre le puisse... Sauf accident... Je devrais être bon pour au moins un autre parlement après cela."¹³¹

Le déclenchement de la guerre changea ce calcul sur un point important : le poids des attentes de l'opinion publique l'obligea à trouver une place dans le Cabinet de Guerre avec Churchill, dont l'opposition à la politique étrangère du gouvernement et la lutte pour le réarmement furent justifiées par les événements. Jusqu'en 1939, la longue carrière politique de Churchill avait été marquée par des échecs persistants. Son ascension rapide au sein du gouvernement libéral avant la Première Guerre mondiale s'était terminée par une démission à la suite du fiasco des Dardanelles et de Gallipoli. Bien qu'il ait été sauvé d'être relégué à l'arrière-ban par son vieil ami Lloyd George, Winston Churchill n'avait été, jusqu'en 1922, qu'une figure relativement mineure du gouvernement de coalition. En tant que Chancelier de l'Échiquier sous Baldwin, de 1924 à 1929, sa décision de rétablir la livre sterling à son taux d'avant 1914 avait été en grande partie responsable de la chute désastreuse de l'économie britannique. Depuis 1929, il n'était plus en fonction. On le considérait tout à fait comme étant à l'extrême droite du Parti Conservateur avec ses opinions anti-bolcheviques et pro-Mussolini, ainsi que son opposition absolue à la décision du gouvernement anglais d'accorder aux états des Indes une forme d'autonomie limitée. Son jugement était considéré comme erratique et impulsif, un point de vue découlant de sa mauvaise direction des opérations contre la Turquie¹³², renforcé par son soutien à Édouard VIII dans la crise de

¹³⁰ William Pitt, le Vieux, 1^{er} Comte de Chatham, Vicomte Pitt de Burton-Pynsent, avait dit "Je suis sûr que je peux sauver ce pays (l'Angleterre) et que personne d'autre ne le peut." Il mourut de crise cardiaque en 1778 durant la Guerre d'Indépendance Américaine à l'issue d'un discours contre les Français qui aidaient les Américains à mettre l'Angleterre à genoux et à lui arracher l'indépendance des Treize-Colonies américaines. (NdT)

¹³¹ 11 M. Cowling, *L'impact d'Hitler*, p.367

¹³² Durant la Grande Guerre. [NdT]

l'abdication.¹³³ On se méfiait également de lui parce qu'il était le seul politicien à avoir réussi à changer de parti politique deux fois (il avait été élu sous la bannière Conservatrice, s'était joint aux Libéraux au sujet du libre-échange, les avait abandonnés lorsqu'ils s'effondrèrent après 1918, puis revint dans le giron Conservateur). Baldwin, lorsqu'il fut Premier Ministre dans les années 1930, le décrivit comme "*un aventurier militaire qui vendrait son épée à n'importe qui*".¹³⁴

L'exclusion de Churchill de ses fonctions dans les années 1930 fut en grande partie auto-infligée, bien que chaque fois qu'une vacance dans le domaine de la Défense se produisit — d'abord Premier Lord de l'Amirauté en 1935, puis Ministre de la Coordination de la Défense et enfin Ministre de l'Approvisionnement en 1939 — il espérait un rappel. L'élite Conservatrice, pourtant, ne vit aucun intérêt à s'encombrer d'un gros-bonnet aussi perturbateur et difficile à contrôler alors qu'il n'y avait pas de nécessité particulière de le faire. Isolé au sein de son propre parti, Churchill avait des partisans parmi les députés d'arrière-ban ou de l'Opposition. En 1936, il chercha à faire cause commune avec des éléments des partis Travailleiste et Libéral, qui étaient également en désaccord avec la politique étrangère du gouvernement, mais le succès de Chamberlain à éviter la guerre à Munich le laissa comme l'un des rares opposants à cet accord, politiquement isolé. Attlee garda ses distances, tout comme Eden, et Churchill ne reçut que le soutien de quelques députés d'arrière-ban non-conformistes, tels que Harold Macmillan et Bob Boothby, de même que de partisans de la ligne dure impérialiste Leo Amery et Lord Lloyd, ainsi que de ses anciens amis tels que Brendan Bracken. Son opposition à Munich entraîna des problèmes majeurs avec sa circonscription et, pendant une grande partie de l'année 1939, il

¹³³ Édouard VIII était favorable à Adolf Hitler. Alors qu'il était héritier de la couronne britannique, il assistait aux Conseils Stratégiques franco-anglais puis renseignait les Allemands. Lorsqu'il devint roi d'Angleterre, les Anglais profitèrent de son mariage avec une Américaine divorcée pour le forcer à abdiquer. [NdT]

¹³⁴ 22 A. Howard, RAB, p.64 (Journal de Butler, 20-21.7.35)

participa peu à la politique, préférant terminer son *Histoire des Peuples de langue anglaise*. Néanmoins, comme Eden et d'autres dissidents tels que Duff Cooper, il fit clairement savoir à Chamberlain qu'il souhaitait rejoindre le gouvernement.

Le retour de Churchill au poste de Premier Lord de l'Amirauté en septembre 1939 fut clairement sa dernière chance de sauver sa carrière politique et il fut vite déterminé à profiter de cette occasion pour atteindre le sommet. Deux facteurs ont joué en sa faveur : *tout d'abord*, le vide au sommet autour de Chamberlain fit que Churchill réussit à s'imposer rapidement comme un Premier ministre *alternatif*,¹³⁵ en dépit du fait qu'on se méfiait fortement de lui au sein de Whitehall et de *l'establishment* politique. Néanmoins, Churchill avait encore un long chemin à parcourir pour évincer Chamberlain, qui restait très populaire auprès du public. Et un sondage d'opinion, à la fin de 1939, montrait que plus de 50% préféraient Chamberlain comme Premier ministre, contre moins d'un tiers pour Churchill, et, en avril 1940, près de 60% approuvaient encore la performance de Chamberlain en tant que Premier ministre. *En second lieu*, Churchill eut la chance d'être nommé responsable politique de la Royal Navy. En l'absence d'action militaire sur le front occidental, et une RAF réduite à larguer des tracts de propagande au-dessus de l'Allemagne, Churchill était le seul ministre capable de rendre compte d'actions militaires, y compris de batailles aussi spectaculaires que l'attaque du cuirassé allemand *Graf Spee* dans l'Atlantique Sud. Churchill démontrait un excellent flair pour la publicité et *insistait toujours pour annoncer personnellement toutes les bonnes nouvelles*. Il était également capable d'aller plus loin encore et à faire des déclarations exagérées pour améliorer sa situation personnelle. Par exemple, le 20 janvier 1940, il déclara que la moitié de la flotte allemande de sous-marins allemands avait déjà été détruite, alors que les chiffres officiels de l'Amirauté évaluent ce chiffre à un maximum de

¹³⁵ Alternatif = de substitution, de rechange... [NdT]

neuf sur soixante-six.¹³⁶ Un mois plus tard, il revendiquait la destruction de 45 sous-marins, soit plus des deux tiers des forces allemandes.

La Campagne de Norvège donna à Churchill l'occasion de faire progresser sa carrière jusqu'au poste de Premier ministre, mais cette campagne devait être gérée avec précaution. De nombreux Conservateurs loyalistes essayèrent de lui faire porter le blâme pour les échecs, avec une certaine justification, et il devait s'assurer qu'il ne serait pas le bouc émissaire. Ses contacts avec les partis d'opposition, bien développés à la fin du mois d'avril, devaient être *discrets* pour éviter les accusations de déloyauté envers son propre gouvernement et son Premier ministre. Churchill navigua dans ce champ de mines avec habileté, aidé tout au long par le mécontentement croissant des parlementaires à l'égard de la conduite de la guerre et par leur désir grandissant d'un leadership plus déterminé. Plus tôt dans le déroulement de la guerre, un *Comité de Surveillance* composé de pairs et de députés, sous la présidence d'un pilier de l'establishment Conservateur —Lord Salisbury— fut mis en place et Churchill resta en contact avec Salisbury au cours des dix derniers jours d'avril. Il discuta également de la construction d'une éventuelle coalition nationale avec son vieil ami Archie Sinclair, le leader des Libéraux, ainsi qu'avec d'éminents dirigeants Travailleurs.

Le mécontentement à l'égard du gouvernement atteignit son paroxysme, les 7 et 8 mai, lors d'un débat de deux jours sur la Campagne de Norvège à la Chambre des Communes. Le Parti Travailleur ne s'attendait pas à faire tomber le gouvernement, et bien qu'il y ait eu du mécontentement dans les arrières-bans Conservateurs, il était encore indécis quant à ses objectifs. Il y avait un sentiment croissant que certains changements dans la direction de la guerre étaient nécessaires, mais aucun désir irrésistible de faire de Churchill un Premier ministre ou d'amener le Parti Travailleur dans une coalition nationale. Au début, Chamberlain pensait qu'il pourrait rester Premier ministre. Alors qu'il

¹³⁶ 13 ou 14% seulement. [NdT]

se préparait à ouvrir le débat, il dit à l'un des membres du personnel du N°10 : « *Je suis tout à fait confiant que nous nous en tirerons bien.*¹³⁷ Il s'attendait à ce que sa majorité tombe, mais son secrétaire parlementaire privé, Lord Dunglass, dit à Rab Butler que Chamberlain se maintiendrait tant que la majorité serait supérieure à soixante. Le débat du premier jour comprenait des discours médiocres de Chamberlain et Attlee, mais l'intérêt arriva grâce à l'Amiral Keyes —un vieil ami de Churchill qui se présenta en uniforme complet pour critiquer l'opération de Trondheim—, et à un discours puissant de Leo Amery qui cita les mots de Cromwell au parlement à son *Parlement "croupion"*: " Vous êtes resté assis trop longtemps pour tout le bien que vous avez fait. Partez, dis-je, et finissons-en avec vous. Au nom de Dieu, allez-vous-en !"

Le matin du deuxième jour du débat, l'humeur optimiste au N°10 s'était transformée en découragement. La crise politique dominait tout. Comme l'écrivait l'un des secrétaires privés : "Tout le monde concentre son énergie sur une crise interne au lieu de penser pour le lendemain à la prochaine action d'Hitler."¹³⁸ Témoin du mécontentement croissant des Conservateurs à l'encontre de Chamberlain, le Parti travailliste dut décider s'il devait prendre le risque de transformer le débat en un vote de défiance contre le gouvernement. Un important membre du parti, Hugh Dalton, dit à Rab Butler, qui transmet le message à Halifax, que le Parti Travailliste ne soutiendrait pas à un gouvernement qui comprendrait Chamberlain, Hoare et Simon, qu'ils considéraient comme des *conciliateurs excessifs*.¹³⁹ Le *comité de surveillance* se réunit ce matin-là, mais hésita à suggérer un vote contre le gouvernement. Au début du débat de la deuxième journée, Morrison annonça la décision de forcer un *vote de confiance*. Chamberlain commisit l'erreur tactique de dire qu' *il avait encore des amis dans cette maison*, ce qui en a

¹³⁷ 33 C. King, Avec malice envers personne, p.76

¹³⁸ Colville, op. cit., p. 118 (8.5.40)

¹³⁹ Des *arch-appeasers*, des conciliateurs excessifs, avec Hitler, comme l'a fait Neville Chamberlain avec Adolf Hitler après Munich, au lieu de prendre le taureau par les cornes. [NdT]

fit un vote de confiance *personnel*. Dans un effort déterminé pour acheter les rebelles Conservateurs, il offrit des concessions et utilisa la menace d'une participation Travailleuse à une coalition pour les empêcher de voter contre le gouvernement. Chamberlain promit à Leo Amery qu'il pourrait obtenir n'importe quel emploi souhaité dans le gouvernement (à l'exception du poste de Premier ministre, bien entendu) si la contestation se calmait. Lord Dunglass déclara aux députés Conservateurs rebelles que Chamberlain était également prêt à abandonner ses amis et à renvoyer Hoare et Simon, s'ils soutenaient le gouvernement. Après un dernier discours de Churchill défendant la gestion de la Campagne de Norvège par le gouvernement, le vote eut lieu. Le gouvernement l'emporta par 281 voix contre 200. Plus des trois quarts des députés Conservateurs avaient loyalement soutenu Chamberlain. 41 avaient voté contre et environ 50 s'étaient abstenus, réduisant la majorité du gouvernement, normalement de plus de 200, à 81.

Chamberlain accepta rapidement de ne plus pouvoir se maintenir, mais il fallut deux jours pour résoudre la question de savoir qui le remplacerait, et ce ne fut que le soir du 10 mai que Churchill devint Premier ministre. Il réalisa son ambition, selon A.J.P. Taylor, *en faisant appel au peuple contre les hommes du sommet*.¹⁴⁰ En fait, le peuple n'eut rien à voir avec la décision. C'était le résultat de manœuvres et de haute politique qui n'auraient pas été déplacées dans un cabinet ministériel du milieu du XIX^e siècle. Les seules alternatives à Chamberlain étaient Halifax ou Churchill. La *pairie* qui jusque-là entravait Halifax n'était plus un obstacle, car l'élite politique acceptait que, en raison de la guerre, Halifax serait autorisé à siéger aux Communes. Halifax était le favori de l'écrasante majorité de l'élite politique, y compris du roi Georges VI, Chamberlain, Margesson (Whip des Conservateurs ; il exposait les opinions du parti à la Chambre des Communes), le favori aussi de la plupart des membres du Cabinet et, du côté Travailleuse, le

¹⁴⁰ A.J.O. Taylor, *Histoire anglaise 1914-1945*, p.475

favori de Dalton, Attlee et Morrison. À part Churchill, la seule personne qui ne voulait pas qu'Halifax devienne Premier Ministre était Halifax lui-même. En fin de compte, ce n'est que son refus de servir qui permit à Churchill de devenir Premier Ministre.

Le matin du jeudi 9 mai, le lendemain du scrutin à la Chambre des Communes, Sir Alexander Cadogan nota que Lord Halifax¹⁴¹ "était très sombre —il pensait que le Premier Ministre allait partir et craignait qu'on lui demande de prendre la suite."¹⁴² Chamberlain passa la matinée à essayer en vain de persuader Halifax de devenir Premier Ministre. Churchill déjeuna avec Eden et Kingsley Wood. Ce dernier était un loyaliste de Chamberlain depuis le début de sa carrière en tant que Ministre-adjoint sous les ordres du Ministère de la Santé dans les années 1920. Mais ce jour-là, Kingsley Wood changea de camp et offrit à Churchill des conseils sur la façon de *jouer sa main*¹⁴³. Il lui dit que Chamberlain voulait que Halifax lui succède et qu'il avait l'intention de demander à Churchill de servir sous Halifax. Si Churchill acceptait, la pression exercée sur Halifax pour accepter le poste serait écrasante. Wood conseilla donc à Churchill de ne pas répondre à la question de Chamberlain concernant "servir sous Halifax" et de laisser la réticence [ou sa côte d'amour ou son choix personnel] de ce dernier être le facteur déterminant. La rencontre cruciale entre Chamberlain, Halifax, Churchill et Margesson eut lieu au No.10 à 16h30. Le Premier Ministre Chamberlain déclara qu'il essaierait de faire en sorte que les Travailleurs siègent dans une coalition nationale sous sa direction, et que s'ils refusaient, comme il s'y attendait, il démissionnerait. On devrait alors résoudre la question vitale de savoir qui devrait essayer de former un gouvernement national si Chamberlain avait échoué. Dans ses mémoires de guerre, Churchill raconte de manière dramatique comment il est resté silencieux pendant quelques minutes et a remporté la succes-

¹⁴¹ Edward Frederick Lindley Wood, 1^{er} Comte de Halifax. [NdT]

¹⁴² Cadogan, op. cit., p. 277 (9.5.40)

¹⁴³ *Jouer sa main : jouer ses meilleures cartes.* [NdT]

sion. Mais cette version fut écrite six ans après l'événement, et le récit contemporain d'Halifax est plus fiable. Selon Halifax, Chamberlain suggéra qu'il devrait essayer, mais Halifax s'inquiétait de ne pas avoir le contrôle effectif des opérations militaires (sans doute convaincu que Churchill insisterait pour jouer un rôle dominant) ; Halifax dit : «Je vais rapidement devenir un premier ministre plus ou moins honoraire.»¹⁴⁴ Son journal se terminait ainsi : "Le Premier ministre, à contrecœur, et Winston évidemment avec beaucoup moins de réticence, ont fini par accepter mon point de vue."¹⁴⁵

À 18 h 30, le chef du Parti Travailleiste, Clement Attlee, et son adjoint, Arthur Greenwood, furent appelés au No 10 pour voir Chamberlain, Halifax et Churchill. Chamberlain leur demanda d'abord s'ils coopèreraient avec un gouvernement national sous sa propre direction. Attlee, qui plus tôt dans la journée avait été persuadé par Greenwood et le député Libéral Clement Davies de ne pas accepter de servir sous les ordres de Chamberlain si Hoare et Simon étaient limogés, refusa. Chamberlain demanda ensuite s'ils coopèreraient sous un autre Premier Ministre. Attlee déclara qu'il pensait que sa propre réponse était *oui*, mais qu'il serait nécessaire de consulter le Comité Exécutif National de son parti [Travailleiste] le lendemain à Bournemouth (où ils se réunissaient pour la Conférence du Parti Travailleiste pendant le week-end de la Pentecôte). À aucun moment les dirigeants syndicaux n'eurent leur mot à dire sur le choix entre Churchill et Halifax. Ce soir-là, lors d'un dîner avec Sinclair, Eden et ses deux plus proches conseillers, Brendan Bracken et le professeur Lindemann, Churchill commença à attribuer des postes dans le gouvernement qu'il prévoyait former sous peu.

Tôt le matin du vendredi 10 mai, les Allemands attaquèrent la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la France. La première action de Chamberlain fut qu'il *était désormais sauvé*. Il écrivit à Lord Bea-

¹⁴⁴ Lord Birkenhead, Halifax, p. 454-455

¹⁴⁵ Ibid., p.455

verbrook : "Nous ne pouvons pas envisager de changements au sein du gouvernement pendant que nous sommes en proie à la bataille."¹⁴⁶ Ses plus proches partisans, Hoare et Hankey, adoptèrent le même point de vue et même un opposant, Sinclair, publia un communiqué de presse acceptant qu'aucun changement ne puisse être apporté. Ce fut le protégé déchu de Chamberlain, Kingsley Wood, qui fit valoir que la crise militaire ne faisait que rendre plus impératif pour lui de démissionner immédiatement. Pendant la majeure partie de la journée, rien ne fut résolu. Lord Dunglass tenta de persuader Rab Butler d'user de son influence pour amener Halifax à reconsidérer sa décision, mais sans résultat. Il y eut deux réunions au Cabinet et deux au Comité de Coordination pour diriger les opérations. Ce fut en fin d'après-midi qu'un message, reçu au N° 10 à partir d'une cabine téléphonique de Bournemouth, indiquait que le Parti travailliste ne servirait pas sous Chamberlain mais serait prêt à servir sous quelqu'un d'autre. *Chamberlain se rendit immédiatement au palais royal pour présenter sa démission et convaincre le roi réticent qu'il n'y avait pas d'autre alternative que d'envoyer chercher Churchill.*

En début de soirée, à son retour du palais royal, Churchill écrivit à Chamberlain pour lui offrir les postes de Président du Conseil et de Leader de la Chambre des Communes. Halifax fut également sollicité pour demeurer au Ministère des Affaires Étrangères. Churchill rencontra plus tard Attlee et Greenwood à leur retour de Bournemouth et leur offrit des postes dans le Cabinet de Guerre aux côtés de Chamberlain et Halifax. Cependant, ils s'opposèrent fermement à ce que Chamberlain devienne le chef de la Chambre des communes, arguant qu'il était devenu irrecevable pour les députés Travaillistes d'arrière-ban. Churchill fut contraint à céder et retira son offre précédente. Ce même soir, Churchill put également annoncer au roi les noms des nouveaux ministres des "départements de service de guerre". Les trois départe-

¹⁴⁶ A.J.P. Taylor, Beaverbrook, p.410

ments furent soigneusement divisés entre les partis, Alexander (Travailleuse) à l'Amirauté, Eden (Conservateur) au Ministère de la Guerre [Armée de Terre] et Sinclair (Libéral) au Ministère de l'Air. Ces postes ne devaient plus participer au Cabinet de Guerre. Plus tôt dans l'année, Churchill avait fait valoir qu'il était essentiel qu'ils soient *membres*, une opinion qui fut peut-être influencée par le fait qu'il occupait l'un des postes à l'époque.¹⁴⁷

Pendant les trois jours suivants, alors que les Allemands avançaient à travers la Hollande et la Belgique, l'attention des politiciens et des bureaucrates de Whitehall fut presque entièrement concentrée sur la composition du nouveau gouvernement. Un ancien membre du Cabinet de Guerre, Lord Hankey, trouva déplorable cette négligence devant la détérioration de la situation militaire. Il écrivit à Hoare le 12 mai : "J'ai trouvé le chaos complet ce matin. Personne ne saisisait la guerre dans sa crise. Le Dictateur, au lieu de dicter, était engagé dans une querelle sordide avec les politiciens de gauche au sujet des postes secondaires. NC [Chamberlain] était en plein désespoir à propos de tout cela."¹⁴⁸

La première mesure prise par Churchill dans la construction du gouvernement fut de résoudre les problèmes de longue date sur la direction politique des opérations militaires en se nommant Ministre de la Défense. Ses pouvoirs furent intentionnellement mal définis, mais il présidait le nouveau Comité de Défense ainsi que les réunions informelles avec les Chefs d'État-Major, et donnait des instructions par l'intermédiaire du général Ismay, qui était également membre du Comité des Chefs d'État-Major. De plus en plus, le Cabinet de Guerre déléguait son autorité à Churchill et lui laissait le contrôle politique incontesté des opérations. De plus, Chamberlain, Halifax et d'autres membres de l'ancien gouvernement restaient en poste. Simon fut transféré du

¹⁴⁷ Clive Ponting se perd inutilement dans le grenouillage, la cuisine interne des politiciens pour montrer à quel point les politiciens anglais vivaient en vase clos par rapport aux préoccupations de la population. [NdT]

¹⁴⁸ Ibid., p.411. En l'occurrence, le fameux "Dictateur" n'était autre que Churchill.

Trésor à la Chancellerie. Le nouveau Chancelier de l'Échiquier, Kingsley Wood, fut dûment récompensé pour avoir changé de camp et soutenu Churchill. Des trois précédents non-politiciens, Sir John Anderson resta Ministre de l'Intérieur, Lord Hankey quitta le Cabinet de Guerre mais resta Chancelier du Duché de Lancastre pour superviser la coordination des Services Secrets ; Lord Chatfield fut limogé. Lord Reith, ancien Directeur Général de la BBC, que Churchill détestait pour l'avoir empêché de passer à la radio dans les années 1930, fut transféré de l'Information aux Transports. Sir Samuel Hoare fut limogé (et envoyé à l'ambassade britannique de Madrid), tandis qu'Oliver Stanley démissionna plutôt que de passer au Bureau des Dominions.

Churchill put attribuer un poste à la plupart de ses anciens partisans au sein du Parti Conservateur, mais aucun, à l'exception d'Eden qui avait rejoint le gouvernement en 1939, n'eut de position importante. Leo Amery fut nommé Secrétaire d'État pour les Indes, Lord Lloyd fut chargé du Ministère des Colonies et Duff Cooper fut envoyé à l'Information. Les autres — Bob Boothby, Harold MacMillan et Harold Nicolson — devinrent de simples ministres adjoints. Lord Beaverbrook fut chargé de mettre sur pied le nouveau Ministère de la Production Aéronautique, qui fut séparé du Ministère de l'Air. Attlee et Greenwood obtinrent des postes non ministériels dans le Cabinet de Guerre, mais le Parti Travailleiste n'obtint que quatre postes importants : Alexander entra à l'Amirauté ; Ernie Bevin, chef du Syndicat du Transport and General Workers, devint Ministre du Travail pour diriger la mobilisation de la main-d'œuvre ; Hugh Dalton fut nommé Ministre de la Guerre Économique, et Herbert Morrison, après beaucoup d'hésitations, devint ministre de l'Approvisionnement. Morrison décida de ne pas diriger l'Opposition au gouvernement à la Chambre des Communes, une tâche qui incombait par défaut à Manny Shinwell, qui refusa l'offre de Ministre de l'Alimentation.

Comme les autres Premiers Ministres, Churchill aménagea rapidement avec son personnel au N° 10. Sir Horace Wilson, l'éminence

grise de Chamberlain, n'eut que deux heures pour déguerpir, bien qu'il restât à la tête du Trésor et de la Fonction Publique. Il fut remplacé par le professeur Lindemann, confident de Churchill pendant de nombreuses années, et Brendan Bracken, son secrétaire parlementaire privé qui devint son conseiller *en matière de favoritisme et d'honneurs*. Desmond Morton, chef du Centre d'Espionnage Industriel qui avait produit les évaluations erronées sur l'état de l'économie allemande et se trouvait être la source des fuites d'informations très-secrètes à Churchill dans les années 1930, fut nommé conseiller en matière de renseignement. Churchill put également "s'occuper" de sa propre famille. Son gendre, le député Duncan Sandys, fut nommé au Ministère de la Défense pour prendre en charge la Défense du Territoire, son frère Jack l'accompagna souvent lors de visites officielles, et son polisson de fils, Randolph, qui s'était présenté comme candidat anti-Conservateur dans les années 1930, trouva finalement un siège, en octobre, en tant que député Conservateur de Preston.

La caractéristique la plus remarquable du nouveau gouvernement Churchill fut peut-être le peu de changements apportés. À l'exception du Ministère de la Défense et du nouveau Ministère de la Production aéronautique, la structure de Whitehall et l'appareil gouvernemental restèrent inchangés. La Fonction Publique continua comme auparavant, comme les États-Majors militaires. Le résultat net ne fut rien de plus qu'un remaniement de la meute de politiciens en place, avec quelques nouveaux visages. Dans l'ensemble, le gouvernement resta intensément Conservateur, reflétant l'équilibre de l'ancienne Chambre des Communes, plutôt qu'une coalition de toutes les forces nationales. À l'exception de deux sièges dans le Cabinet de Guerre, le Parti Travailliste n'avait pas obtenu grand-chose, et les Libéraux acceptèrent ce qu'ils avaient rejeté en 1939, lorsque Chamberlain leur avait offert : un poste en dehors du Cabinet de Guerre. Dans le nouveau gouvernement, les Conservateurs détenaient 52 postes, les Travailleurs 16 et les Libéraux 3. Le Parti Travailliste ne put non plus réussir à atteindre son ob-

jectif principal : le retrait des hommes qui avaient auparavant dirigé la politique britannique. Chamberlain, Halifax et Simon restèrent en poste, les deux premiers demeurant des influences cruciales au sein du nouveau gouvernement.

Le nouveau gouvernement fut accueilli avec moins que de l'enthousiasme. La mythologie ultérieure dissimula le fait que Churchill n'avait pas été choisi comme Premier ministre pour sauver le pays. Le choix avait été fait avant le début de l'attaque allemande, et personne ne s'attendait à ce que dans les trois semaines l'armée britannique batte en retraite, vaincue, hors du continent, et que six semaines après, les Français sortent de la guerre. Churchill devient premier ministre en raison du mécontentement suscité par la Campagne de Norvège et parce que Halifax avait refusé d'accepter le poste. Les membres du Parti Conservateur se montrèrent immédiatement hostiles au nouveau régime. Chips Channon décrit le 10 mai comme *peut-être le jour le plus sombre de l'Histoire d'Angleterre*,¹⁴⁹ et ce soir-là, il rejoignit les piliers de l'ancien régime de Chamberlain, Lord Dunglass, Rab Butler et Jock Colville (Secrétaire particulier de Chamberlain), au Foreign Office pour porter, avec du Champagne, "*le toast du Roi au-dessus de l'eau*."¹⁵⁰ À cette occasion, Butler, un descendant de l'establishment Conservateur, qui avait précédemment décrit les discours de guerre de Churchill comme *au-delà de la vulgarité*,¹⁵¹ dénonça furieusement Churchill, déclarant que *la bonne tradition propre de la politique anglaise... avait été vendue aux plus grands aventuriers de l'histoire politique moderne... un métis Américain*.¹⁵² Halifax aussi était mécontent de Churchill et de

¹⁴⁹ Channon, op. cit., p. 248

¹⁵⁰ Pour porter un toast à la santé du Roi, les participants tenaient un verre de Champagne au-dessus d'un verre d'eau ou d'un bol d'eau. [NdT]

¹⁵¹ Colville, op. cit., p.51

¹⁵² Ibid., p.122. Jennie Jérôme, la mère de Winston Churchill, est une Américaine francophone, aimant les mondanités et ayant vécu à Paris de 1867 à 1873 où elle a approché la cour impériale du neveu de Napoléon I^{er} et connu l'opulence des derniers feux du Second Empire. On compte

son entourage, comme Butler l'a rapporté dans une conversation avec lui, le 14 mai : "C'est vraiment dommage, n'est-ce pas ?" J'ai répondu : "C'est parce que vous n'avez pas pris le poste de Premier Ministre vous-même." Il a dit : "Vous connaissez mes raisons, il ne sert à rien d'en discuter, mais les gangsters auront bientôt le contrôle absolu."¹⁵³ L'opinion à l'étranger n'était généralement pas favorable non plus. Le président Roosevelt n'avait pas été impressionné non plus. Il n'avait pas aimé Churchill pour son impolitesse la seule fois où il l'avait rencontré, juste après la Première Guerre mondiale. Il fit remarquer à son Cabinet : "Apparemment, Churchill est très peu fiable lorsqu'il est sous l'influence de l'alcool. Je suppose qu'il est trop âgé."¹⁵⁴

Les députés Conservateurs d'arrière-ban se repentirent bientôt de leur décision hâtive de se révolter contre Chamberlain, comme le mentionna à Butler le 13 mai Hely-Hutchinson, Président du Comité 1922 d'Arrière-ban: "Vous ne devez pas sous-estimer la grande réaction qui a été provoquée parmi les membres Conservateurs, parmi lesquels vous en trouverez plus des trois quarts qui veulent déjà que Chamberlain revienne."¹⁵⁵ Lorsque Churchill a fait sa première apparition à la Chambre des Communes en tant que Premier Ministre le 13 mai (à l'occasion de son fameux discours sur le *sang, le labeur, les larmes et la sueur*) Channon décrivit ainsi la scène :

"Il [Churchill] entra dans la Chambre des Communes et fut accueilli par quelques acclamations, mais quand, un instant plus tard, Neville [Chamberlain] entra avec sa petite manière timide habituelle,

dans la généalogie de Winston Churchill des ascendants français à la fois du côté de son père et de sa mère : son grand-père maternel est issu d'une famille huguenote française immigrée aux États-Unis; du côté paternel, d'après l'historien français François Bédarida, l'un des ancêtres des Churchill serait le fils d'un certain Othon de Leon, châtelain de Gisors, qui aurait pris les armes sous Guillaume le Conquérant et se serait, par la suite, établi en Angleterre après la bataille d'Hastings à laquelle il aurait participé. [François Bédarida, *Churchill*, Paris, Fayard, 13 octobre 1999. (ISBN 978-2-7028-3687-3)] [NdT]

¹⁵³ Journal de Butler, 14.5.40

¹⁵⁴ Journal d'Ickes, 12.5.40 (pas dans la version publiée)

¹⁵⁵ Journal de Butler, 13.5.40

les députés perdirent la tête. Ils criaient. Ils applaudissaient. Ils brandissaient et agitaient leur Ordre-du-Jour, et sa réception fut une ovation particulière. Le nouveau Premier ministre a bien parlé, même de manière dramatique... mais il n'a pas été bien reçu."¹⁵⁶

L'accueil froid à Churchill se poursuivit à chacune de ses apparitions à la Chambre des Communes, y compris lors de son célèbre discours du 4 juin ("*Nous nous battons sur les plages...*") jusqu'à ce qu'il ait été en poste durant près de deux mois. Puis, après que les journalistes dans le hall se soient plaints à Chamberlain de ce que l'hostilité affichée à l'encontre de Churchill avait un mauvais effet à l'étranger, le whip en chef, Margesson, poussa les députés d'arrière-ban à se lever pour acclamer Churchill le 4 juillet, lorsqu'il annonça l'attaque anglaise contre une escadre française mouillée à Oran [Mers El-Kébir]. Malgré cela, les émotions intérieures de nombreux députés Conservateurs restèrent inchangées. Tard à la fin du mois de septembre, après le fiasco de Dakar, Channon rapporta que *le sentiment au Carlton Club était élevé contre lui* [Churchill].¹⁵⁷

La stabilité politique de Churchill resta fragile jusqu'à l'automne 1940, en particulier durant la période précédant juillet 1940, alors qu'il n'avait pas encore été définitivement décidé si l'Angleterre continuerait de résister seule. Au sein du Cabinet de Guerre, Churchill ne pouvait compter sur l'appui automatique de Chamberlain et de Halifax. Au lieu de cela, il dépendait d'Attlee et de Greenwood et, à une occasion cruciale, de Sinclair, leader Libéral qui ne faisait pas partie du Cabinet de Guerre. La principale cause de cette faiblesse venait de ce que Chamberlain restait le chef du parti conservateur, et beaucoup con-

¹⁵⁶ Channon, op. cit., p.252

¹⁵⁷ Ibid., o.268 (26.9.40). Le *Carlton Club* est un club privé situé à St James's, à Londres. C'est la maison d'origine du Parti conservateur avant la création du Bureau central Conservateur. Le club subit un coup direct de la Luftwaffe pendant le Blitz, le 14 octobre 1940 ; peut-être pour punir Churchill.

sidéraient Churchill comme un expédient temporaire dont on pourrait se débarrasser après la guerre de la même manière que Lloyd George l'avait été en 1922. Le lendemain de la nomination de Churchill au poste de Premier Ministre, Lord Davidson, un ancien pilier du parti, écrivit à Stanley Baldwin pour lui dire que les Conservateurs ne faisaient pas confiance en Winston.¹⁵⁸ Bien qu'il ait été déplacé, Chamberlain n'abandonnait pas l'espoir de redevenir Premier Ministre en août après son opération pour un cancer. Il écrivit ensuite dans son journal sur *"la nécessité de m'adapter à la nouvelle vie d'un homme partiellement invalide ; ce que je suis. Tout désir d'un autre poste de Premier Ministre après la guerre a disparu. Je sais que c'est hors de question."*¹⁵⁹ Ce ne fut qu'à la mort de Chamberlain en octobre que Churchill devint chef du parti. Ceci, associé à sa popularité dans le pays, a assuré son avenir politique.

Dès le début, Churchill se rendit compte qu'il n'avait pas de soutien substantiel au sein du parti Conservateur, et que, s'il voulait rester en fonction, il dépendait du soutien des députés d'arrière-ban, dont la plupart avaient fortement appuyé Chamberlain pendant des années. Churchill resta reconnaissant à l'égard de Chamberlain pour son attitude magnanime d'ancien Premier Ministre qui accepta de servir sous ses ordres, contrairement à Asquith, en 1916, lorsqu'il fut remplacé par Lloyd George. Jusqu'à sa maladie [mortelle], Chamberlain, joua un rôle crucial dans le gouvernement en tant que l'un des conseillers les plus fiables de Churchill et c'est lui, plutôt qu'Attlee, qui fut le véritable vice-Premier Ministre. Ce fut ce besoin d'apaiser la grande masse du Parti conservateur qui amena Churchill à garder Halifax au Ministère des Affaires étrangères, à octroyer à Simon une charge au gouvernement et à conserver le grand nombre de Ministres hérités de Chamberlain. Quand, après Dunkerque, la presse se retourna contre l'homme

¹⁵⁸ M. Gilbert, Churchill : L'heure de la fin, p.327

¹⁵⁹ Papiers Chamberlain, NC/2/24A (9/9/40)

prétendument *coupable de la défaite britannique* et exigea le renvoi d'anciens ministres, et de Chamberlain en particulier, Churchill répliqua aux journalistes qu'il n'accepterait pas et qu'ils devaient annuler leur campagne. De même, lorsqu'il envisagea d'inclure ou non Lloyd George dans son gouvernement, il consulta d'abord Chamberlain (les deux étaient des ennemis mortels de la Première Guerre mondiale, lorsque Lloyd George avait congédié Chamberlain pour avoir échoué en tant que directeur de la Conscription), et lorsque Chamberlain offrit de laisser sa place à Lloyd George, Churchill préféra garder son collègue de confiance. Ce ne fut qu'à la fin de 1940 que le nouveau Premier Ministre se sentit assez fort pour commencer à remodeler son propre gouvernement.

La première action [indépendante] de Churchill eut lieu en août avec l'insertion de son conseiller de confiance, Beaverbrook, dans le Cabinet de Guerre. La démission de Chamberlain à la fin du mois de septembre, quand il apprit que son cancer était terminal, sembla pour Churchill être un moment propice pour commencer à apporter des changements à des postes clés. Churchill nomma Eden au Foreign Office et demanda à Halifax de prendre la fonction de Chamberlain en tant que Lord Président du Conseil. Halifax, réticent, demanda l'aide de Chamberlain et ce dernier dit à Churchill que "*le changement au Ministère des Affaires Étrangères allait être interprété comme un changement de politique et une condamnation de ma politique.*"¹⁶⁰ Churchill ne se sentit pas assez fort pour passer outre au veto de l'ancien Premier Ministre, et Halifax resta à son poste. Au lieu de cela, Sir John Anderson reprit l'ancien poste de Chamberlain et la responsabilité de la Coordination de la Politique sur le front intérieur. Son départ du Ministère de l'Intérieur fut essentiel après la planification chaotique et inadéquate de la Défense Civile au moment du Blitz sur Londres, et le manque évident de confiance des Londoniens pour ceux qui dirigeaient les Inter-

¹⁶⁰ Une condamnation de la politique de Chamberlain. [NdT] Journal de Chamberlain, 30.9.40

ventions d'Urgence. Anderson fut remplacé par Herbert Morrison, qui avait la confiance de la population de la capitale. Les seuls autres changements furent la promotion de Kingsley Wood au Cabinet de Guerre (en reconnaissance de son aide cruciale à Churchill les 9 et 10 mai) et, en guise d'équilibre politique pour cette nomination, l'inclusion d'Ernest (Ernie) Bevin.¹⁶¹

L'occasion de nouveaux changements se présenta le 12 décembre avec la mort inattendue de Lord Lothian, ambassadeur anglais à Washington. La survivance des Anglais dépendait de l'aide américaine. Le nouvel ambassadeur pouvait donc jouer un rôle vital dans l'obtention de cette aide. Churchill, à cette occasion, fut surtout préoccupé par son souci d'écarter l'un de ses principaux rivaux de la scène politique. Son premier choix pour l'ambassade à Washington était Lloyd George. Bien qu'il n'ait pas été en poste pendant près de 20 ans, Lloyd George n'avait pas perdu son ambition politique et, en 1940, il aurait été le choix presque certain comme Premier Ministre, si Churchill avait échoué et que la paix avec l'Allemagne¹⁶² était devenue inévitable. En tant que leader acclamé de la Première Guerre mondiale, Lloyd George aurait pu jouer le rôle du Maréchal Pétain en Grande-Bretagne et tenter de rallier la nation dans la défaite. Il s'était montré pessimiste dès le début quant à la possibilité d'une victoire. Au début de 1940, Lloyd George parla à Cecil King du **DAILY MIRROR** de *cette foutue guerre*,¹⁶³ dans laquelle il ne s'attendait pas à ce que l'un ou l'autre camp remporte la victoire après un conflit de longue haleine. Il préféra garder sa liberté d'action plutôt que de rejoindre le gouvernement de Churchill. King rapporta, après une conversation avec lui le 15 mai, qu'il s'attendait à ce que Churchill se retrouve dans le pétrin et que lui, le vainqueur de la Grande Guerre, soit appelé trop tard et n'ait

¹⁶¹ Wood était Conservateur et Bevin Travailliste. [NdT]

¹⁶² "la paix avec l'Allemagne", euphémisme ou litote pour "la capitulation devant l'Allemagne".

¹⁶³ cit., pp.11-14 (3.1.40)

d'autre choix que de demander la paix.¹⁶⁴ Lloyd George était convaincu que sa stratégie *d'attente dans les coulisses* serait couronnée de succès à long terme. Après la chute de la France, il rédigea un mémorandum privé sur la situation à laquelle l'Angleterre était confrontée, établissant des comparaisons avec la Première Guerre mondiale. À l'époque, il avait fallu quatre ans, une guerre sur deux fronts et des pertes massives pour vaincre l'Allemagne. Désormais, la France était sortie de la guerre, il n'y avait pas de front occidental et l'Union soviétique était neutre. Cette fois-ci, il ne s'attendait pas à une aide américaine substantielle et ne voyait pas comment l'Angleterre pourrait, à elle seule, envahir à nouveau le continent et vaincre l'Allemagne[!!!] Il préconisa donc une paix de compromis dans un avenir proche, avant que l'Angleterre ne soit rendue handicapée par la guerre.¹⁶⁵ Lloyd George vit que sa meilleure chance était de ne rien faire jusqu'à ce qu'il soit appelé pour sauver le pays. Comme il le dit à cette secrétaire au début du mois d'octobre, "J'attendrai que Winston se fasse virer."¹⁶⁶

Churchill était conscient de ces envieux qui guettaient son poste. À la fin du mois de mai, Chamberlain l'entendit révéler qu'il n'avait aucune confiance en Lloyd George et se demandait s'il n'était pas défaitiste.¹⁶⁷ Au début du mois de juin, alors que la France était sur le point de sortir de la guerre, Chamberlain retira son veto à la participation de Lloyd George au gouvernement, mais ce dernier demanda alors du temps pour réfléchir à la question de savoir s'il voulait ou non se joindre à eux. Le 18 juin, le lendemain de la demande française d'armistice, et sans réponse de Lloyd George, Chamberlain fit remarquer à Churchill : "*Peut-être s'attend-il à être le Maréchal Pétain de Grande-Bretagne !*" et reçut la réponse suivante : "*Oui, il le pourrait, mais il*

¹⁶⁴ Ibid., p.41 (15.5.40)

¹⁶⁵ Lloyd George Papers, G/81, Mémorandum, 12.9.40

¹⁶⁶ A.J. Sylvester, 3.10.40

¹⁶⁷ Chamberlain Diary, 28.5.40

n'en aura pas l'opportunité."¹⁶⁸ Alors que Lloyd George attendait toujours sa chance, la mort de Lothian fournit une excuse idéale à Churchill pour le destituer en tant que menace. Churchill demanda à Roosevelt si le choix était acceptable, mais le jour où le président américain accepta, Lloyd George refusa l'offre, apparemment sur les conseils de son médecin. Une explication plus probable, avec les perspectives d'avenir de l'Angleterre encore sombres et sans espoir de victoire visible, était que Lloyd George sentait que son heure pouvait encore tarder.

Après le refus de Lord George, Churchill dut envisager d'autres possibilités. En quelques jours, il décida de mettre en œuvre le plan qu'il n'avait pas réussi à mettre en marche à l'automne. Cette fois, Halifax n'avait pas Chamberlain pour le protéger et Churchill tenait à écarter un autre opposant à sa politique de continuer à se battre. Il essaya de déguiser le changement en un nouveau départ, faisant valoir, comme il l'a dit à sa secrétaire particulière, que Halifax :

"ne pourrait jamais faire oublier sa réputation de pacifiste que lui et le Foreign Office s'étaient taillée ici. Il n'avait aucun avenir dans ce pays. D'un autre côté, il avait une opportunité glorieuse en Amérique, car, à moins que les États-Unis n'entrent en guerre, nous ne pourrions pas gagner, ou du moins nous ne pourrions pas gagner une paix vraiment satisfaisante."¹⁶⁹

Lorsque Halifax et sa femme rencontrèrent Churchill dans une tentative avortée de le dissuader de le "virer", ils reconnurent les véritables motivations du Premier Ministre. Comme l'a écrit Cadogan : "Ils l'avaient trouvé inutile... avait réalisé que l'objectif du Premier Ministre était en réalité de se débarrasser de Halifax." Et trois jours plus tard, il trouva Halifax "résigné et plutôt rancunier".¹⁷⁰ Avec Halifax à l'écart,

¹⁶⁸ Ibid., 18.6.40

¹⁶⁹ Colville, op. cit., p.321 (20.12.40)

¹⁷⁰ Cadogan, op cit., p.342 (20.12.40) et p.343 (23.12.40)

Churchill put enfin ramener Eden à son ancien emploi au Foreign Office. Selon Eden, on lui dit que "la succession devait être la sienne et que le Premier Ministre ne ferait pas l'erreur de Lloyd George de continuer après la guerre."¹⁷¹ D'autres étaient beaucoup moins impressionnés par le potentiel d'Eden et plus méfiants quant à la raison pour laquelle Churchill le voulait au Foreign Office plutôt qu'à Halifax, plus indépendant d'esprit. Harry Hopkins, l'envoyé personnel de Roosevelt en Grande-Bretagne au début de 1941, a écrit de manière désobligeante à propos du ministre des Affaires étrangères : "Je suis sûr que l'homme n'a pas d'endurance morale profondément enracinée... J'imagine que Churchill lui donne de hautes fonctions parce qu'il ne pense pas, n'agit pas —et encore moins ne dit pas— quoi que ce soit d'important."¹⁷²

Ce ne fut qu'à la fin de 1940 que l'avenir politique de Churchill fut assuré. À ce moment-là, ses principaux adversaires, Chamberlain et Halifax, n'étaient plus au gouvernement, et sa position de chef national était fermement établie. Nommé deuxième meilleur candidat en mai, il s'est vu imposer le rôle de sauveur national plus tard dans l'année. Pour beaucoup, en particulier au sein du Parti conservateur, il n'était, pendant une grande partie de l'année 1940, rien de plus qu'un expédient désagréable qui serait abandonné à l'issue de la guerre. Au cours des deux premiers mois de son activité politique, la question de savoir si l'Angleterre demanderait un armistice à l'Allemagne restait ouverte et, à au moins deux reprises, l'option fut envisagée. Ce ne fut qu'en juillet que Churchill put imposer sa politique de continuer le combat dans l'espoir que les États-Unis viendraient sauver l'Angleterre. Si la paix avait dû être conclue en 1940, soit au moment de la chute de la France, soit à la suite d'un refus américain à sauver les Anglais de l'effondrement militaire et financier, alors Churchill serait entré dans l'histoire et

¹⁷¹ 30 Lord Avon, *Le Jugement*, p.145

¹⁷² D. Irving, *Churchill's War*, pp. 477-8 (omis dans la version publiée des Hopkins Papers)

n'aurait connu qu'un courageux échec à court terme. La marge de succès était très étroite.

Bien que les changements réels apportés au gouvernement en mai 1940 aient été mineurs, les répercussions de la formation du nouveau régime allaient avoir de profondes conséquences sur la politique britannique pour les décennies à venir, tant en termes de politique que de destinée pour chacun des politiciens. Cela signifiait l'intégration du Parti Travailleiste dans le système politique britannique. Mai 1940 marqua le moment où l'establishment politique a finalement accepté que le Parti Travailleiste joue un rôle vital dans l'État et que sa participation au gouvernement soit essentielle à la survie nationale. Jusque-là, ils n'avaient été au pouvoir que pendant deux courtes périodes, toutes deux sans majorité absolue, et leur scission et leur effondrement en 1931 semblaient susceptibles de les écarter du pouvoir pour une génération. Une victoire Conservatrice aux élections, qui auraient eu lieu en 1940 si la guerre n'était pas intervenue, semblait acquise d'avance. Cependant, la nécessité de mobiliser les ressources du pays, à la fois matérielles et humaines, et d'assurer le consentement sans réserve de la population, signifiait qu'un effort de guerre à grande échelle ne pouvait être réalisé sans la participation du Parti travailleiste au gouvernement. Après tout, près de 40% du pays avait voté pour eux en 1935. La création de la coalition, en mai 1940, avait rendu cette coopération possible ; son symbole le plus puissant avait été la nomination d'Ernie Bevin, un membre éminent du mouvement syndical, au poste de Ministre du Travail chargé de mobiliser la main-d'œuvre en vue de l'effort national.

Le fait que les Travailleistes aient partagé le pouvoir pendant cinq ans après 1940 entraîna des conséquences importantes sur la politique du gouvernement. Churchill étant immergé dans la direction de la guerre et de la stratégie militaire, les ministres Travailleistes jouirent d'une liberté considérable sur le front intérieur pour mettre en œuvre certaines de leurs idées. Cette liberté, combinée aux niveaux sans précédent d'intervention gouvernementale dans les domaines économique

et social requis par l'effort de guerre ; la nécessité de construire un consensus au sein de la société sur les résultats positifs qui découleraient de la paix à la suite des sacrifices des temps de guerre, produisît des politiques radicalement différentes de celles du gouvernement Conservateur d'avant-guerre. Les premiers signes en sont apparus très rapidement en 1940. En juin, le lait gratuit pour les mères et les enfants de moins de cinq ans fut introduit, suivi en juin par des repas scolaires gratuits. Bevin a également pu utiliser sa position pour améliorer les conditions de travail des employés. Plus tard durant la guerre, des politiques fondamentalement nouvelles furent élaborées : l'engagement en faveur du plein emploi, les propositions Beveridge sur la Sécurité Sociale et l'idée d'un Service National de Santé. Celles-ci devaient constituer la base du gouvernement Travailliste d'après-guerre (bien que les deux premières idées aient, toutes deux, été conçues par les Libéraux). Le partage du pouvoir eut également des conséquences importantes pour le Parti travailliste lui-même, en particulier dans les domaines de la Défense et des Affaires Étrangères. Les hypothèses de coalition en temps de guerre (l'acceptation de la satellisation presque totale de l'Angleterre par les États-Unis, l'auto-conviction que l'Angleterre reste une grande puissance et un solide allié des Américains), ces hypothèses de coalition devaient constituer la base de la politique étrangère et de défense bipartite d'après-guerre. Le gouvernement Travailliste de 1945-1951 fit de l'Angleterre une puissance nucléaire ; maintint des bases militaires et des alliances dans le monde entier ; contribua à la création de l'OTAN ; impliqua les États-Unis dans la défense de l'Europe, et accepta le stationnement de forces américaines au Royaume-Uni, en temps de paix. Toutes ces politiques furent la conséquence directe de cette participation à la coalition [anglo-étatsunienne] en temps de guerre, aussi essentielle pour le consensus d'après-guerre que l'accord sur d'importants aspects de la politique sociale et économique.

La coalition créée en mai 1940 fut également cruciale pour la carrière ultérieure des politiciens Travaillistes et Conservateurs. Elle

assura à Attlee la direction du Parti Travailliste. En 1940, il semblait encore l'homme inadéquat choisi en 1935 uniquement parce qu'il n'y avait pas de meilleur candidat au Parlement. Le Travail Pénible [Hard Labour] a perdu les élections de 1940 ; comme cela semblait probable, Attlee aurait probablement perdu son poste. Au lieu de cela, il fut vice-Premier Ministre de 1940 à 1945 et le seul homme, autre que Churchill, à siéger au Cabinet de Guerre pendant toute cette période. En 1945, devenu une figure nationale, il dirigea le parti pendant 10 ans encore. Au sein du parti Conservateur, les événements de 1940 relancèrent la carrière d'Eden et amorcèrent l'ascension de Macmillan au poste de Premier Ministre. Plus important encore, sans la guerre, Churchill ne serait pas revenu au gouvernement, et, sans l'échec norvégien et le refus d'Halifax, il ne serait pas devenu Premier Ministre. Son leadership durant la guerre lui a donné une position inattaquable, et, malgré son rejet écrasant aux élections de 1945, il resta chef du parti. Il reprit le pouvoir en 1951 et resta Premier Ministre jusqu'à sa démission en 1955. Ses quinze années à la tête du parti et ses deux périodes en tant que Premier Ministre auraient été inimaginables en 1939, alors qu'il était un député d'arrière-ban erratique évité par presque tous ses collègues.

5

Effondrement

L'attaque allemande vers l'ouest, qui commença le 10 mai, fut la campagne la plus brillante et la plus réussie de l'histoire militaire moderne. En cinq jours, le front Allié fut irrémédiablement détruit. Après cinq jours supplémentaires, les armées alliées furent coupées en deux, lorsque l'armée allemande atteignit la côte de la Manche, et à la fin du mois de mai, l'armée britannique s'enfuit honteusement du continent. Les Allemands se retournèrent alors contre les restes de l'armée française et, à la mi-juin, la campagne se termina lorsque les Français demandèrent un armistice. Cette victoire éclatante en six semaines coûta aux Allemands 27 000 morts, soit moins que ceux tués certains jours de la Première Guerre mondiale.¹⁷³

Les professionnels de l'armée, les politiciens et la presse, qui s'attendaient à une longue bataille d'usure comme lors de la Première Guerre mondiale, popularisèrent l'idée d'une nouvelle forme de guerre révolutionnaire —*Blitzkrieg*— pour expliquer la défaite et l'humiliation complète des Alliés. Ce nouveau concept, disaient-ils, était *basé sur une armée allemande mécanisée très mobile*. De grandes concentrations de chars modernes furent utilisées pour percer les défenses, suivies d'avancées rapides pour exploiter les lacunes résultantes et perturber toute tentative de contre-attaque. L'armée allemande, pensaient-ils, était non seulement plus nombreuse que les Alliés, mais devait être équipée et organisée pour mettre en œuvre cette nouvelle doctrine. En fait, le

¹⁷³ Des études récentes estiment les pertes militaires entre le 10 mai et le 30 juin 1940 à 30 000 **Allemands** tués sans compter 18 000 disparus, probablement tués aussi ; d'autres sources annoncent 63 000 **Allemands** tués). **Français** : 58 000 soldats français tués (dont environ 2000 tirailleurs sénégalais prisonniers assassinés par les Allemands.). **Anglais** : 4000 tués principalement dans la panique de Dunkerque, et 47 000 prisonniers. [NdT]

terme *blitzkrieg* n'était pas une invention allemande et les Allemands ne croyaient pas avoir développé un nouveau type d'opération militaire. Le terme (littéralement *guerre éclair*) a été utilisé pour la première fois par un journaliste du **TIME** pour décrire la campagne allemande en Pologne en septembre 1939. La défaite rapide de la Pologne ne fut pas le résultat d'une nouvelle forme de guerre, mais des immenses problèmes auxquels la Pologne était confrontée. L'armée polonaise, avec seulement 200 chars obsolètes et du matériel datant de la Première Guerre mondiale, était déployée le long de la frontière allemande de près de 5 000^{km} (sans ligne de défense acceptable) et devait également garder quelques troupes en réserve pour faire face au *coup de poignard dans le dos* attendu de l'Union soviétique (qui se produisit à la mi-septembre). La décision polonaise d'utiliser une défense linéaire mince tout le long de la frontière assura alors une défaite rapide sans que les Allemands aient à fournir autre chose qu'une campagne normale.

Aucune des opinions Alliées au sujet de l'armée allemande n'étaient en fait correctes. L'armée qui remporta un triomphe aussi inattendu au début de l'été 1940 était, en fait, une force mal équipée et délabrée, et aussi réticente que toute autre armée à adopter de nouvelles idées. En vertu du traité de Versailles, l'armée allemande était limitée à 100 000 soldats maximum. Le réarmement rapide après 1935 la porta à 103 divisions et à trois millions d'hommes mobilisés en 1939. Il n'est pas surprenant que ce taux d'expansion ait entraîné d'énormes problèmes dans la formation et l'équipement de la nouvelle armée. Elle souffrait déjà d'un manque d'officiers et de sous-officiers formés. Son organisation était très conventionnelle. Bien que, dans l'Entre-Deux-Guerres, l'armée allemande ait eu ses partisans d'une guerre de blindés, très mobile, comme Guderian, ils étaient minoritaires comme leurs homologues en Grande-Bretagne (Fuller et Liddell-hart) et dans l'armée française (le colonel de Gaulle). En 1939, les Allemands avaient,

comme les Français et les Britanniques, créé de petits contingents blindés, mais cela n'impliquait pas de révolution tactique ou stratégique.

L'armée allemande qui affronta les Alliés en 1940 était en mauvais état. Seulement 5% de ses effectifs étaient des divisions blindées de Panzer, et 90% des chars de ces divisions étaient des modèles d'entraînement obsolètes datant du début des années 1930 ou repris à l'armée tchèque en 1939. Seuls les Panzer Mark III et Mark IV modernes correspondaient aux modèles Alliés, et l'Allemagne n'en produisit que 45 Mark IV pendant toute l'année 1939. Au sein des divisions Panzer, seul un cinquième des véhicules étaient à chenilles et donc capables de suivre les chars. Et seules quatre divisions d'infanterie étaient motorisées pour pouvoir assaillir en compagnie des divisions Panzer. La production de camions pour l'armée était insuffisante pour remplacer l'usure normale en temps de paix. La moitié de l'armée allemande dépendait (pour le transport) de véhicules civils réquisitionnés et le reste utilisait 500 000 chevaux pour se déplacer. (Pendant l'ensemble de la guerre, l'armée allemande utilisa 2,7 millions de chevaux, soit deux fois plus que pendant la Première Guerre mondiale.) Le fusil ordinaire était basé sur le modèle de 1898, la moitié des divisions n'étaient pas dotées de pistolets-mitrailleurs, de mortiers légers ou lourds, et il y avait d'énormes pénuries de munitions : les stocks de 1930 étaient inférieurs de 70% aux besoins, et suffisants pour durer environ un mois de combat. L'armée allemande était également en infériorité numérique. En mai 1940, elle compte 135 divisions avec 2,7 millions de soldats employés contre une force alliée (française, belge, néerlandaise et britannique) de 130 divisions et 3,7 millions d'hommes. Le nombre de chars allemands était inférieur à celui des Alliés¹⁷⁴ —2 000 contre 3 600— tout comme l'artillerie —7 700 contre 11 500—. Le seul domaine où les Allemands possédaient la supériorité était dans les airs, où la Luftwaffe était plus

¹⁷⁴ Certes, mais les tanks allemands étaient *regroupés en divisions blindées compactes* tandis que les tanks français étaient généralement dispersés en appui-feu dans toute l'Infanterie (un char d'appui par régiment d'Infanterie). La tactique allemande fit ses preuves. [NdT]

importante en nombre, en qualités aéronautiques, et en qualité de tactique pour opérer en appui au sol de la Wehrmacht.¹⁷⁵

Les Allemands réussirent à transformer cette situation difficile en une *victoire décisive*¹⁷⁶ en grande partie grâce à la chance et à un superbe leadership sur le champ de bataille. Ils ont également eu la chance d'être empêchés par le mauvais temps de l'automne et de l'hiver 1939-40 de mettre en œuvre un plan peu inspiré. À la fin du mois de septembre 1939, Hitler ordonna la planification d'une attaque à l'ouest avec l'intention de la mener en novembre. Les généraux se montrèrent fortement opposés au timing, arguant que l'armée ne s'était pas remise de la Campagne de Pologne. Au début du mois d'octobre, il n'y avait que suffisamment de munitions pour approvisionner 1/3 de l'armée pendant 14 jours. Hitler ne fut pas impressionné par ces arguments, et ce fut que le mauvais temps de l'automne et de l'hiver qui provoqua 29 reports jusqu'à ce que l'opération scandinave reporte l'attaque jusqu'au mois de mai. Le plan opérationnel allemand pour une attaque d'automne ou d'hiver, n'aurait presque certainement pas produit de résultat décisif. Il s'agissait d'une version sans imagination et réduite du *Projet d'invasion Schlieffen* de la Première Guerre mondiale : il envisageait une attaque à travers la Hollande et la Belgique, pour repousser les Alliés hors des Pays-Bas et du nord de la France. Les Allemands affirmaient que cela leur permettrait de gagner des aérodromes précieux, mais ils ne s'attendaient pas à ce que le plan conduise à la défaite immédiate de la France. C'était en effet exactement l'attaque à laquelle les Alliés s'attendaient et ils étaient optimistes quant à leur capacité à battre en retraite en ordre, en gardant leur ligne intacte, pour rétablir une posi-

¹⁷⁵ Malheureusement, comme on le verra dans cet ouvrage, l'aviation britannique refusa d'envoyer un nombre suffisant d'avions sur les champs de bataille, voulant garder ses meilleurs avions et le plus grand nombre pour protéger son île, en cas. [NdT]

¹⁷⁶ La victoire, lors de cette première bataille de la guerre à l'Ouest, ne fut pas *décisive* puisque les Allemands finirent par perdre la guerre. [NdT]

tion défensive quelque part près des anciens champs de bataille de la Première Guerre mondiale.

Les retards interminables, cependant, permirent aux Allemands de développer un plan brillant qui plaçait leur plus grande force aux points de plus grandes faiblesses des Alliés. Le 10 janvier 1940, un avion allemand dévia de son itinéraire à cause du mauvais temps et atterrit près de Malines en Belgique. Le passager, un officier d'état-major allemand, tenta de détruire les documents qu'il transportait, mais fut arrêté par la police belge. Les documents étaient le plan stratégique allemand d'invasion de l'Ouest. Les Belges, encore neutres, les passèrent discrètement aux Français et aux Anglais. Même si Hitler soupçonnait que les plans étaient compromis, il s'en tint à la stratégie existante pendant une semaine supplémentaire. Ce ne fut qu'après un énième report dû au mauvais temps qu'une remise en question eut lieu. Hitler avait envisagé pendant un certain temps l'idée de déplacer la principale poussée allemande à travers la région vallonnée et boisée des Ardennes pour attaquer le centre de la défense française à Sedan sur la Meuse, théâtre de la victoire décisive de la Prusse sur les Français en 1870. Le Groupe d'Armées A allemand, qui était responsable de ce secteur du front, avait conçu un tel plan mais avait eu du mal à le faire prendre au sérieux par les planificateurs du Haut-Commandement de l'Armée. Par hasard, Hitler entendit parler du plan du Groupe d'Armées A à la mi-février et décida d'adopter la nouvelle approche. Vers la fin du mois de février, une stratégie radicalement différente fut adoptée : Selon le nouveau plan, environ 30 divisions allemandes se jetteraient sur la Belgique et la Hollande, pour engager les armées Alliées et les empêcher de se désengager. Pendant ce temps, le gros des forces allemandes (45 divisions, dont sept divisions blindées de panzers), attaquerait vers le sud, en attaque concentrée sur Sedan, traverserait le nord de la France jusqu'à la Manche, coupant les armées alliées en deux. Les unités restantes seraient déployées en face de la Ligne Maginot (fortifiée), des Ardennes à la frontière suisse, pour retenir les troupes françaises qui

occupaient cette ligne de défense dans leurs positions retranchées. C'était un plan audacieux et imaginatif, même si les Allemands ne s'attendaient pas à ce qu'il produise des résultats aussi dévastateurs sur les Alliés. En effet, le principal problème allemand en mai était de savoir comment garder son sang-froid et exploiter les opportunités ouvertes par la désintégration des Alliés.

Le problème pour la France et l'Angleterre était de savoir comment concevoir une réplique efficace à l'attaque allemande, que les deux Alliés s'attendaient à déclencher à travers les Pays Bas et la Belgique, alors que ces deux derniers pays restaient neutres tout en attendant l'aide des Alliés français et anglais s'ils étaient attaqués. Les Belges refusaient même les conversations d'État-Major [officielles] pour ne pas contrarier les Allemands, mais aussi parce qu'ils n'attendaient pas une grande aide des Alliés. Les Français et les Anglais pensaient avoir résolu le problème en planifiant, selon le désir des Français, pour que les combats se déroulent aussi loin que possible de la frontière nord de la France, en acceptant d'avancer en Belgique lorsque les Allemands attaqueraient et d'aller combattre aussi loin que possible de la France. Le problème était qu'il n'y avait aucune position défensive évidente en Belgique où les Français pouvaient attaquer les envahisseurs allemands. Après de longues discussions à l'automne 1939, un plan secret avait été adopté pour une avancée vers la Dyle au beau milieu de la Belgique. Cette stratégie aurait été un contrepoids efficace à la stratégie allemande initiale, mais avec l'attaque *révisée*¹⁷⁷ au centre de la ligne Alliée, ce fut un désastre. Les Allemands purent ainsi éloigner les forces alliées du secteur central crucial ce qui leur permit d'encercler plus facilement

¹⁷⁷ Rappelons que le 10 janvier 1940e plan tactique allemands avait été découvert par les Français lorsque un avion allemand dévié de son itinéraire à cause du mauvais temps avait atterri près de Malines en Belgique. Le passager, un officier d'état-major allemand, avait tenté de détruire les documents secrets qu'il transportait, mais il fut arrêté par la police belge. Les documents étaient le plan stratégique allemand d'invasion de l'Ouest. Les Belges, encore neutres, les passèrent discrètement aux Français et aux Anglais. Même si Hitler soupçonnait que les plans étaient compromis, il s'en tint à la stratégie existante pendant une semaine supplémentaire. [NdT]

les armées alliées qui avançaient en Belgique. Même après la découverte des plans allemands originaux en janvier, les Alliés n'ont pas changé de stratégie, tout en sachant que les Allemands étaient susceptibles d'apporter des révisions à leur stratégie. Tout au long des mois de mars et d'avril, les reconnaissances aériennes et les renseignements de sources suisses indiquèrent que la masse de l'attaque allemande se déplaçait de plus en plus vers le centre¹⁷⁸ et s'éloignait du nord, mais les Alliés s'en tenaient strictement à leurs idées initiales. Le résultat fut que seules 9 divisions, dont 3 divisions françaises de troisième ordre au passage vital de Sedan, furent laissées à la charnière des armées alliées sur la Meuse entre les défenses statiques de la ligne Maginot et les armées qui avanceraient en Belgique. Ces neuf divisions devaient faire face à toute la force de l'attaque allemande.¹⁷⁹

Lorsque l'attaque allemande commença le 10 mai, les Pays Bas furent rapidement envahis et les principales défenses belges noyées et capturées par des troupes nazies embarquées sur des planeurs. Les armées françaises et anglaises s'élancèrent alors vers la Belgique comme prévu et atteignirent la rivière Dyle en Belgique. Mais des événements cruciaux se déroulaient derrière eux dans les Ardennes, à travers lesquelles les colonnes de Panzers allemands avançaient vers la Meuse, vers le sud. Le 13 mai, les premières unités d'infanterie allemandes réussirent à franchir la Dyle, puis, soutenus par des attaques aériennes massives, les chars traversèrent la Meuse. Sous cette attaque intense, les défenses françaises mal commandées se désintégrèrent. Le soir du 15 mai, les Allemands étaient à 60km au-delà de Sedan et se déplaçaient rapidement vers l'ouest alors que les Français s'effondraient sous les divisions blindées sur un front de 70km. Le lendemain matin, l'ampleur du désastre devint évidente pour le gouvernement français. Le Premier Ministre, Paul Reynaud, téléphona à Churchill et lui a dit : "Nous avons

¹⁷⁸ Au lieu de dire *centre*, nous devrions plutôt dire vers le *sud* (vers les Ardennes). [NdT]

¹⁷⁹ Le généralissime Maurice Gamelin n'était pas à la hauteur. Il fut jugé à Riom en 1942 et condamné à la prison à perpétuité pour incompétence. [NdT]

perdu la bataille. Un Churchill sidéré s'est envolé pour Paris cet après-midi-là pour découvrir que les Français, s'attendant à ce que les Allemands avançaient directement sur Paris, brûlaient déjà les papiers secrets du Quai d'Orsay. Il trouva également le Haut-Commandement français dans un état de confusion qui devait durer les 10 jours suivants et rendre impossible toute contre-attaque efficace contre l'invasion allemande.

Le système de commandement Allié, basé sur celui utilisé dans les dernières étapes de la Première Guerre mondiale, était lent et lourd, avec des responsabilités divisées et trop de niveaux. Les communications militaires françaises étaient généralement médiocres : le centre de commandement de Vincennes n'utilisait pas la radio et dépendait d'estafettes motocyclistes qui furent bientôt submergées par l'innombrable marée de réfugiés¹⁸⁰ sur les routes. Le système était adapté à la lenteur d'une guerre de tranchées, mais il s'est effondré sous la pression de l'attaque allemande rapide. D'autres problèmes de commandement découlaient de rivalités entre les généraux et leurs partisans politiques. Le général Gamelin, commandant en chef, était soutenu par le Ministre de la Guerre Édouard Daladier (de Gauche) mais ne l'était pas par le Président du Conseil Paul Reynaud (de Droite), qui tenta de le limoger la veille du début de l'attaque allemande. Reynaud préférait l'adjoint de Gamelin, Georges, mais n'avait pas le pouvoir de le promouvoir. Le problème militaire était que Gamelin avait déployé la majeure partie de l'armée française *en première ligne et disposait de peu de réserves disponibles pour contrer la percée allemande*. Ce ne fut que le 20 mai que Gamelin fut limogé et remplacé par Weygand (bras droit de Foch dans les batailles cruciales de 1918), qui avait maintenant 73 ans et se trouvait alors stationné au Levant. Malgré la crise causée par la perte de 15 divisions, avec 45 autres presque encerclées en Belgique,

¹⁸⁰ Des réfugiés des pays envahis par les Nazis : Néerlandais, Belges, Luxembourgeois, Français, Juifs, Allemands, Polonais réfugiés en France et soucieux de fuir en voyant arriver les criminels sanguinaires nazis sur le sol de France... [NdT]

et une trouée de 150^{km} béante entre les deux forces, Weygand abandonna les plans de contre-attaque que Gamelin formulait et passa le 20 mai à dormir après son vol éreintant du Proche-Orient. Puis, le 21 mai, il s'envola vers le nord pour évaluer la situation, mais dans le chaos produit par les armées en retraite, il ne parvint pas à rencontrer les commandants sur place. Le 22 mai, Gamelin était de retour à Paris pour élaborer des plans pour une attaque simultanée des armées du nord et du sud, afin d'essayer d'isoler les blindés allemands qui progressaient dans le nord de la France. Ce plan fut approuvé par Reynaud et Churchill le 23 mai, *mais il était alors trop tard* : la situation s'était détériorée au-delà de toute possibilité de reprise alliée, et il s'avéra impossible de coordonner les armées alliées pour mener une action commune. Un temps précieux avait été perdu et, avec lui, la bataille.

Si les Alliés avaient pu prendre des contre-mesures rapides, l'effet aurait été dévastateur pour les Allemands en raison de leur position exposée. En fait, dès que les divisions blindées allemandes eurent percé les positions françaises sur la Meuse, elles n'eurent aucune opposition d'importance devant elles¹⁸¹ tandis qu'elles avançaient vers la Manche. Certains jours, les Allemands pouvaient avancer de 40 miles. Le problème pour eux était un manque d'infanterie très mobile pour consolider l'avance des chars d'assaut. Ils craignaient donc constamment que les blindés ne prennent trop d'avance et ne soient facilement coupés par des contre-attaques venant du nord et du sud de la brèche entre les armées alliées. Loin de se délecter de cette *guerre d'un nouveau style*, Hitler et ses généraux restaient profondément méfiants à l'égard des commandants des divisions blindées allemandes sur le terrain. Ils essayaient d'agir trop rapidement. Le 17 mai, Hitler et le Haut-Commandement allemand ordonnèrent la première d'une série d'arrêts afin de se consolider. L'avance reprit le 18 mai, lorsqu'elle atteignit Cambrai. Deux jours plus tard, Amiens tomba sous les chars nazis ; et les armées alliées

¹⁸¹ Puisque Gamelin n'avait prévu aucune Réserve. [NdT]

du nord furent coupées lorsque les chars allemands de tête, parcourant 60 miles en une journée, atteignirent la côte de la Manche à Abbeville. Le lendemain, le 21 mai, montra ce qui aurait pu se passer si les Alliés avaient pu coordonner leur réponse. Une force britannique de deux bataillons territoriaux, 74 chars et un bataillon de motos attaqua l'unité avancée allemande près d'Arras. *Les Allemands, croyant faire face à une contre-attaque massive de cinq divisions Alliées, paniquèrent et il fallut une action décisive de Rommel pour stabiliser la situation.*¹⁸² Les Allemands se remirent rapidement et, le 22 mai, ils avancèrent encore de 60 miles en une journée pour atteindre les faubourgs de Calais et de Boulogne. Une fois de plus, Hitler et le Haut-Commandement étaient inquiets de leur succès et de la position trop étendue et très vulnérable qu'il avait créée. Le 24 mai, les divisions de panzers s'arrêtèrent de nouveau¹⁸³ à 20^{km} de Dunkerque, pour permettre aux troupes de soutien de consolider leur position. L'avance ne reprit que le 26 mai, puis à un rythme beaucoup plus lent tandis que le poids de l'attaque allemande était transféré aux forces avançant sur les troupes alliées encerclées par le nord.

Les relations de l'Entre-Deux-Guerres entre l'Angleterre et la France étaient loin d'être heureuses et, bien que les fissures aient été colmatées, l'étonnant succès allemand fit ressortir toute l'hostilité latente entre les deux pays. Jusqu'en 1939, l'Angleterre avait adopté une politique quasi-isolationniste et s'était concentrée sur la défense intérieure et le réarmement aérien. Ce ne fut que durant la dernière semaine de la crise tchécoslovaque, en septembre 1938, qu'ils garantirent aux Français qu'ils se battraient à leurs côtés, en cas d'attaque allemande. Ce

¹⁸² L'importance de ce combat d'arrière-garde est artificiellement grossi par Ponting mais il feint d'ignorer totalement le combat des blindés lourds de Charles de Gaulle à Montcornet le 17 mai. La phrase a été mise en italique par le traducteur. [NdT]

¹⁸³ Momentanément, par ordre de Hitler. [NdT]

ne fut, aussi, qu'au printemps 1939, sous la pression intense de la France, que les Britanniques introduisirent la conscription et commencèrent lentement à construire une armée à grande échelle. Beaucoup de politiciens français se méfiaient des Britanniques et ne les aimaient pas.¹⁸⁴ En février 1939, le Premier Ministre, Daladier, exprima à l'ambassadeur américain à Paris, William Bullitt, sa véritable opinion sur les Anglais :

"Daladier considérait Chamberlain comme un bâton desséché, le Roi comme un crétin, et la reine comme une femme excessivement ambitieuse qui serait prête à sacrifier tous les autres pays du monde, afin de pouvoir rester la reine Elizabeth d'Angleterre... Il considérait Eden comme un jeune idiot... Il estimait que l'Angleterre était devenue si *faible et sénile* que les Britanniques abandonneraient tous les intérêts de leurs amis plutôt que de tenir tête à l'Allemagne et à l'Italie."¹⁸⁵

En mai 1940, la contribution britannique aux forces alliées était minuscule —seulement 7 % du total—. Le corps expéditionnaire britannique (BEF) dans le nord de la France totalisait 9 divisions (moins que l'armée néerlandaise et seulement 40 % de la taille de l'armée belge) par rapport à l'armée française de 88 divisions, issue d'une population moins importante que celle de l'Angleterre. *Cette divergence confirmait les soupçons français de longue date selon lesquels l'Angleterre s'attendait à ce que ses Alliés supportent le poids des combats, et rendait les relations tendues avant même les événements de mai 1940.* Sous la pression de la guerre et la perspective soudaine d'une défaite, les intérêts nationaux contradictoires passèrent rapidement au premier plan. Les Français, tout naturellement, considéraient la bataille dans le nord

¹⁸⁴ Comment penser positivement d'un Allié qui ne veut pas mobiliser une armée et compte sur les autres pour le défendre. [NdT]

¹⁸⁵ La dernière phrase résume précisément l'impression que laisse la lecture de cet ouvrage. [NdT]
La citation provient de A. Adamthwaite, *La France et l'avènement de la Seconde Guerre mondiale*, p.xv

de la France comme le moment décisif de la guerre et estimaient que tous les efforts devaient être faits d'abord pour contenir puis vaincre les Allemands. Pour les Britanniques, ce n'était pas une bataille cruciale ; ils pensaient qu'il était plus important de préserver leurs forces afin de pouvoir continuer la guerre par eux-mêmes. Au cours des trois dernières semaines de mai, les conflits interalliés se concentrent sur deux questions clés : l'implication de la Royal Air Force dans la défense de la France et le rembarquement des forces anglaises à Dunkerque à la fin du mois.

Le support-aérien durant les combats terrestres était crucial. La Luftwaffe avait très rapidement établi sa suprématie sur le champ de bataille. Les forces aériennes néerlandaises et belges furent anéanties le 10 mai, et après trois jours, la RAF et l'Armée de l'Air française avaient subi 50% de pertes, principalement causées par l'utilisation d'avions obsolètes contre des chasseurs modernes. Pourtant, si les opérations terrestres alliées voulaient avoir une chance de réussir à arrêter les chars allemands traversant les plaines du nord de la France, il était vital d'arracher la suprématie aérienne à la Luftwaffe. *Or, l'écrasante majorité des chasseurs modernes de la RAF étaient basés en Angleterre et la question était de savoir si le gouvernement anglais accepterait d'engager un nombre suffisant d'avions modernes dans la bataille de France pour avoir une chance de vaincre la Luftwaffe, ou s'il les conserverait pour défendre l'Angleterre.* Leurs délibérations étaient d'autant plus compliquées que les Anglais changeait constamment d'avis sur le nombre d'avions nécessaires pour défendre l'île de Grande-Bretagne ; ils dissimulaient le nombre dont ils disposaient réellement, et donc le nombre qu'elle pouvait envoyer en France, en toute sécurité pour eux-mêmes. Même si ce problème avait été clarifié, le Cabinet de Guerre anglais démontra qu'il était incapable d'adopter une politique cohérente et, au lieu de cela, passa d'un expédient à l'autre sous la pression contradictoire des Français qui exigeaient plus de support, et de la Royal Air Force qui souhaitait les garder pour eux.

Au début de la bataille du 10 mai,¹⁸⁶ le Cabinet de Guerre anglais décida de réduire le nombre d'avions de chasse se déplaçant vers la France. Il décida que deux escadres seulement de la RAF devaient partir, au lieu des quatre précédemment autorisés à intervenir au début des combats à grande échelle. Alors que la situation se détériorait, les Anglais changèrent leurs priorités. Lors d'une réunion du Cabinet de Guerre le 13 mai, la RAF affirma qu'elle n'avait que 39 escadrons de chasse disponibles pour la défense du territoire anglais, alors qu'elle pensait avoir besoin de soixante escadrons pour se défendre contre les attaques aériennes allemandes lancées depuis l'Allemagne. Si les Allemands venaient des aérodrômes des Pays-Bas ou de France, la RAF faisait valoir qu'elle aurait besoin d'encore plus d'avions. Churchill admit que les chasseurs disponibles devaient être conservés pour la défense du territoire anglais et qu' *"il ne fallait pas croire que, en toutes circonstances, il serait possible d'envoyer un grand nombre d'avions-chasseurs en France."*¹⁸⁷ Le lendemain, Reynaud rapporta l'attaque allemande à Sedan et demanda 10 escadrons de chasseurs supplémentaires, mais Churchill confia à nouveau à ses collègues que *"nous devrions hésiter avant de dénuder encore plus le cœur de l'Empire."*¹⁸⁸ Le 15 mai, lors de la réunion des Chefs d'État-Major, Dowding soutint que les 39 escadrons existants étaient suffisants pour la défense du territoire anglais (un point de vue très différent de celui exprimé deux jours plus tôt) mais que, même si d'autres étaient envoyés de l'autre côté de la Manche, *ils n'obtiendraient pas de résultats décisifs en France, et ceux qui restaient seraient trop faible pour continuer ici.*¹⁸⁹ Une demi-heure plus tard, le Cabinet de Guerre anglais se réunit et convint qu' *aucun*

¹⁸⁶ Début de l'invasion allemande. C'est-à-dire au moment précis où l'appui aérien devenait indispensable pour aider les chars de combat. [NdT]

¹⁸⁷ Bureau du Cabinet 65/13, WM (40) 120e conclusions (13.5.40)

¹⁸⁸ Bureau du Cabinet 65/7, WM (40) 122e conclusions (14.5.40)

¹⁸⁹ Bureau du Cabinet 79/14, COS n° 133 de 1940 (15.5.40)

*autre escadron de chasse ne serait, pour le moment, envoyé en France.*¹⁹⁰

Le lendemain, 16 mai, à la suite d'un appel téléphonique dramatique de Reynaud à Churchill tôt le matin, prévoyant un effondrement imminent des Alliés, et demandant, une fois de plus, 10 escadrons de chasse supplémentaires pour tenter de sauver la bataille, le Cabinet de Guerre décida de revenir sur sa décision antérieure. Churchill voulait envoyer six escadrons, mais il fut finalement convenu d'en envoyer quatre avec des préparatifs pour en envoyer deux autres (bien que les Français n'aient pas été informés de cette dernière possibilité). Lorsque Churchill arriva à Paris cet après-midi-là, les différents intérêts nationaux étaient douloureusement apparents après moins d'une semaine de guerre réelle. Paul Reynaud fit valoir qu'il s'agissait de la bataille décisive dans laquelle toutes les ressources disponibles devaient être jetées : *Le destin de l'Angleterre est scellé dans ce fait saillant... L'Angleterre ne peut pas envoyer une division de plus en France... parce que leurs hommes ne sont pas formés au combat... alors que l'Angleterre nous envoie au moins des avions. Londres doit être défendue depuis le continent.*" Pour sa part, Churchill indiqua clairement qu'en dernier ressort, les Anglais pourraient se débrouiller sans les Français : *"Tant que les Britanniques pourraient contrôler l'espace au-dessus de l'Angleterre et les mers du monde, ils étaient confiants dans les résultats finals, et il serait toujours possible de continuer."*¹⁹¹ Les Français, confrontés à une conquête immédiate, étaient, sans surprise, insensibles à l'argument et à la rhétorique de Churchill. Afin d'apaiser la colère française croissante, Churchill estima qu'il devait consulter ses collègues sur la modification de la décision prise ce matin-là. Il téléphona à Londres et demanda 6 autres escadrons aériens (ce qui, avec les escadrons envoyés ce matin-là,

¹⁹⁰ Bureau du Cabinet 65/13, WM (40) 123e conclusions (15.5.40)

¹⁹¹ Ils pourraient se débrouiller *sans les Français*, certes, mais en implorant l'aide des Américains qui allaient en profiter pour les satelliser. [NdT] Source de cette citation : Bureau du Cabinet 99/3, 11e réunion du Conseil suprême de guerre 1939-40 (16.5.40)

répondrait à la demande initiale des Français pour 10), *ajoutant qu'il "ne serait pas bon historiquement que leur demande soit refusée."* Le Cabinet de Guerre se réunit à 23h00 mais refusa d'accepter la demande de Churchill, et même d'envoyer les deux escadrons aériens supplémentaires précédemment alloués ce matin-là. Ils pouvaient seulement convenir que, les six escadrons demandés par Churchill devraient *seraient disponibles pour des opérations en France* mais resteraient basés en Angleterre.¹⁹² Compte tenu de la portée limitée des Spitfire et des Hurricane, cela signifiait qu'ils seraient inefficaces sur les zones cruciales du nord-est de la France.

C'était tout ce que les Anglais étaient disposés à faire, malgré la situation qui continuait de se détériorer en France. Le 18 mai, les Chefs d'État-Major [anglais] firent circuler un document au Cabinet de Guerre affirmant qu'ils avaient besoin d'un minimum de 52 escadrons aériens pour défendre l'Angleterre (et non les 60 et plus, ou 39 mentionnés précédemment), mais qu'ils n'en avaient que 37 disponibles (bien que d'après les calculs effectués le 16 mai, il aurait dû être de 35 à ce jour). Le document concluait que *nous avons déjà atteint la limite absolue de l'assistance aérienne à la France que nous pouvions nous permettre.*¹⁹³ Le Cabinet de Guerre anglais discuta au sujet de ces chiffres deux jours plus tard et tomba d'accord qu'il ne fallait plus envoyer d'avions. Les ministres adoptèrent un point de vue très différent lorsque fut en jeu l'évacuation de l'armée anglaise (le BEF) à partir de Dunkerque. Ils autorisèrent le soutien total des chasseurs de la Royal Air Force, un fait qui ne passa pas inaperçu aux yeux des Français. Immédiatement après Dunkerque, les Français lancèrent deux autres demandes d'appui aérien, qui furent toutes deux rejetés. Dès que l'armée anglaise se fut réfugié sur son île en toute sécurité, les Anglais ne furent plus directement impliqués contre l'invasion allemande, comme Churchill le déclara au

¹⁹² Bureau du Conseil des Ministres 65/7 WM (40) 125e conclusions (16.5.40)

¹⁹³ Bureau du Cabinet 6/7, WP (40) 159

Comité de Défense du Cabinet le 8 juin : "Nous devrions reconnaître que, bien que la bataille terrestre actuelle soit de grande importance, elle ne sera pas décisive pour l'Angleterre, dans un sens ou dans l'autre ... Si ce pays est vaincu, la guerre sera perdue pour la France pas moins que pour nous-mêmes."¹⁹⁴

La faiblesse de l'appui aérien apporté à la France et l'absence de volonté politique d'en faire plus peuvent être jugées non seulement par l'absence d'envoi de chasseurs pendant les jours cruciaux du mois de mai, mais aussi par la situation au début du mois de juin. À l'époque, l'Angleterre avait trois escadrons de chasse opérant en France (6% de l'effectif total britannique), moins que ce qui était disponible le 10 mai au début de la bataille. Et ce, malgré le fait que la production était supérieure aux pertes. Par conséquent, le nombre d'escadrons disponibles pour la défense de l'île était passé à 45.

L'autre question qui aigrit les relations entre la France et l'Angleterre au cours de ces semaines était le rôle du BEF (de l'armée anglaise venue combattre en France) et sa fuite à Dunkerque. Le BEF n'était qu'une faible partie des forces Alliées placée, comme les forces belges, sous commandement français. Le 10 mai, l'armée anglaise commença à avancer, comme ordonné, vers la Dyle en Belgique, *bien que sa première action ait été, malheureusement, d'attaquer la 10e division belge en retraite*¹⁹⁵. La déroute des Anglais de la Dyle vers Dunkerque commença le 16 mai, lorsqu'ils décrochèrent subrepticement sans en informer les Belges sur leur flanc. Le lendemain, Lord Gort, le commandant britannique, refusa d'accepter les ordres français de se battre sur la Senne et continua de retraiter. Cela laissait aux Belges le

¹⁹⁴ Une phrase de vrai politicien. Bureau du Cabinet [NdT] 69/1, Comité de la défense 14 (40) (8.6.40)

¹⁹⁵ Le seul problème qu'il y eut fut le suivant : Dès que les Allemands eurent envahi la Hollande et la Belgique neutre, les Anglais et les Français rejoignirent la 10^e Division d'Infanterie belge sur la Ligne de la Dyle ou *Ligne K-W* (Koningshooikt-Wavre) pour résister aux Nazis. Mais Lord Gort, le chef anglais, refusait d'obéir aux ordres des Français, et finalement la 2^e Division anglaise s'enfuit vers le sud face aux Allemands, laissant le flanc belge totalement découvert. [NdT]

choix de garder la ligne alliée intacte ou d'abandonner une plus grande partie de leur pays aux Allemands. Ils supportèrent les Français et commencèrent à retraiter en suivant les Anglais. Le 19 mai, Gort rejeta [de nouveau] l'ordre des Français de combattre aux côtés de la 1^{re} Armée française, et la retraite des Anglais se poursuivit. Les Britanniques ne combattirent pas pour retourner sur la côte (en fait ils ne subirent que 500 "casualties"¹⁹⁶ au cours des onze premiers jours de la campagne), laissant l'essentiel des combats aux Belges et aux Français. Le 20 mai, le Cabinet de Guerre anglais ordonna à Lord Gort d'attaquer vers le sud pour perturber la marche des Allemands qui se dirigeaient vers la côte et faire la jonction avec les armées françaises de l'autre côté du saillant allemand. Cela conduisit à l'attaque britannique limitée autour d'Arras le 21 mai (la seule action offensive du BEF de la campagne), mais lorsque cela échoua, Gort mit l'accent sur l'évacuation par les ports de la Manche. *Le décrochage des environs d'Arras se fit aussi sans consulter les Français et convainquit ces derniers que les Anglais ne s'intéressaient qu'à se sauver eux-mêmes.* Cette opinion fut renforcée par les événements de Boulogne. Les Anglais occupèrent ce port le 22 mai 1940. Ils furent évacués par mer dans les 24 heures (des marins armés durent empêcher les soldats ivres de se précipiter dans les navires) et ils *laissèrent les Français défendre le port contre les Allemands pendant encore 30 heures.* Le 24 mai, il y a eu des scènes similaires à Calais. Les dockers britanniques refusèrent de travailler sous les bombardements allemands sporadiques et durent être tirés de leur cachette par des soldats en armes. Mais, alors que les Britanniques étaient sur le point d'abandonner le port après avoir résisté pendant 48 heures, les Français protestèrent formellement. Le commandant britannique eut ordre de ne pas se rendre "*au nom de la solidarité alliée*" et reçut un message plein de rhétorique churchillienne, destiné principalement à être publié. En

¹⁹⁶ Casualties ou pertes incluent les tués, les mortellement blessés, les disparus et les prisonniers de guerre... et même les déserteurs. [NdT]

privé, Churchill était cinglant sur les performances de l'armée britannique et il télégraphia à Gort¹⁹⁷ : "*Bien sûr, si un côté se bat et l'autre ne se bat pas, la guerre est sur le point de devenir quelque peu inégale.*"¹⁹⁸ Churchill omit la phrase lorsqu'il publia le texte de ce message dans ses Mémoires de Guerre.

L'intérêt des Britanniques à vouloir retirer l'Armée anglaise (le BEF) du continent commença très tôt dans la campagne. Au retour de sa visite à Paris le 16 mai, Churchill demanda à Chamberlain de commencer à planifier l'évacuation, et les militaires reçurent également l'ordre de commencer les préparatifs. Gort eut ses premiers plans de décrochage prêts le 19 mai, et une semaine plus tard, avant le début de l'évacuation de Dunkerque, les Anglais avaient déjà ramené 28 000 hommes au Royaume-Uni. Alors que les armées Alliées encerclées se concentraient dans une poche autour du port de Dunkerque, *les Britanniques comptaient sur leurs alliés pour retenir les Allemands sans proposer d'évacuer leurs partenaires.* Les Belges furent encouragés à continuer à se battre et à trois reprises tinrent des positions de résistance pour permettre aux Anglais de décrocher, bien que du 24 au 26 mai, les Anglais rejetèrent 5 appels des Belges pour contre-attaquer les Allemands. Les Anglais montrèrent peu de respect pour les prouesses militaires belges et encore moins d'intérêt pour leur sort. Le général Pownall,¹⁹⁹ chef d'État-Major de Gort, les a décrits dans son journal comme "*pourris jusqu'à la moelle et, à la fin, on [les Anglais] doit s'occuper de nous-mêmes.*" Interrogé sur une éventuelle évacuation des Belges, Pownall répondit, "*On se fout comme d'un sodomite de ce qui peut*

¹⁹⁷ Le field marshal John Standish Surtees Prendergast Vereker Gort (plus connu sous le nom de John Gort), 6^e vicomte Gort (1886–1946). [NdT]

¹⁹⁸ On remarque la délicatesse de l'accusation pour adresser un reproche à un aristocrate de haute lignée, même pour lâcheté, même si le réprobateur est lui-même un aristocrate. [NdT]

¹⁹⁹ Lieutenant General Sir Henry Royds Pownall (1887-1961). Ce fut sans doute pour ce comportement de galopin qu'il fut anobli en 1940, et fait Chevalier-Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique. Norton-Taylor, Richard. *The Ponting Affair*. Cecil Woolf, 1985. ISBN 0-900821-73-6

arriver aux Belges.²⁰⁰ Tôt le matin du 25 mai, Gort annonça à Antony Eden, Secrétaire d'État à la Guerre, qu'il ramenait le gros de l'Armée anglaise sur la côte pour l'évacuer. Antony Eden répondit : "*Il me semble évident que vous ne devriez pas parler de ces mouvements avec les Français ou les Belges.*" Le lendemain, Gort refusa encore d'obéir à un ordre du Grand-Quartier-Général français *d'attaquer vers le sud et de sortir en force de la poche* ; il s'appuya plutôt sur la forte résistance opposée par la 1^{ère} Armée française autour de Lille qui repoussa jusqu'au 1^{er} juin les Allemands qui l'encerclaient. Le soir du 26 mai, Gort demanda que la Division d'Infanterie canadienne stationnée dans l'île de Grande-Bretagne soit envoyée en France pour tenir la tête de pont [de Dunkerque] pendant que les Anglais évacueraient. Cette demande fut rejetée grâce aux fortes pressions canadiennes contre le sacrifice de leurs seules troupes entraînées.²⁰¹

²⁰⁰ Journal de Pownall, pp342-5 (26.5.40) "*We don't care a bugger what happens to the Belgians "On se fout comme d'un sodomite de ce qui peut arriver aux Belges!*" [NdT]

²⁰¹ Tradition anglaise d'exposer surtout les troupes coloniales, même si les généraux venaient principalement d'Angleterre. Exemple des tués durant la Grande Guerre : [NdT]

PREMIÈRE GUERRE MONDIALE 1914-1918				
Pays	population	pop. mobilisée	killed	% tués dans popul. mobil.
FRANCE avec ses colonies			1,697,800	
France sans ses colonies	39,000,000	9,000,000	1,615,800	17,95 %
EMPIRE BRITANNIQUE				
EMPIRE BRITANNIQUE total			800 000	
P.DE GALLES	1,200,000	133,200	40,000	30.03%
ÉCOSSE	4,748,167	527,000	147,000	27.89%
NOUV-ZÉLANDE	1,100,00	100,00	18,050	18.70%
AUSTRALIE	4,500,000	331,000	61,928	18.70%
IRLANDE	4,400,000	200,000	35,000	17.5%
CANADA	7,200,000	620,000	66,944	
ANGLETERRE seule	36 070 492	4 003 824	258,676	6.46%
AUTRES COLONIES BRITANNIQUES			156,798	10.80%
USA	92,000,000	2,061,000	126,000	6,10

L'évacuation à grande échelle des soldats de Dunkerque commença le 27 mai. Les Britanniques ne reçurent [des Français] qu'une petite partie de la tête de pont de Dunkerque à défendre parce que les Français ne s'attendaient pas à ce qu'ils se battent. Lorsque les Belges se rendirent tard dans la soirée, les Français prirent le contrôle de leur partie du front. L'officier supérieur de la Royal Navy à Dunkerque, Captain Tennant, commenta ainsi ce 29 mai : *"L'État-Major français à Dunkerque était convaincu qu'ils défendaient Dunkerque pour que nous puissions évacuer, ce qui était en grande partie vrai."* Ce jour-là, des soldats français ont été repoussés des navires britanniques et les soldats des deux armées ont failli se tirer dessus. Le 29 mai, 73 000 soldats avaient été évacués, 655 seulement étaient des Français. L'une des raisons en fut que les Français n'avaient pas été informés de l'évacuation anglaise. Churchill n'avait pas informé Paul Reynaud de sa décision lors de la visite de ce dernier à Londres le 26 mai et ne l'a fait que le 29 mai. Les deux jours suivants, 83 000 soldats anglais quittèrent Dunkerque, mais seulement 23 000 étaient français. Lors de la réunion du Conseil Suprême de Guerre à Paris le 31 mai, Churchill, devant les protestations françaises sur la situation, leur offrit la moitié des futures places d'évacuation [sur les vaisseaux]. Comme à ce stade, il ne restait plus que 50 000 soldats britanniques contre 200 000 Français, c'était une offre moins généreuse qu'en apparence. Ce ne fut que durant les derniers jours, lorsque pratiquement toutes les troupes britanniques eurent été embarquées, que le nombre de Français qui put embarquer dépassa celui des Anglais. Lors de la réunion du 31 mai à Paris, Churchill avait insisté pour que les Britanniques agissent comme arrière-garde le plus longtemps possible. Cependant, à Dunkerque, le commandant britannique, le général Alexander (qui avait pris la relève après que Gort fut relevé de ses fonctions²⁰²), bien que nominalement sous

²⁰² Le field marshal John Standish Surtees Prendergast Vereker Gort (plus connu sous le nom de John Gort), 6e vicomte Gort (10 juillet 1886 – 31 mars 1946), est un militaire britannique qui participa aux deux guerres mondiales, fut élevé au rang de field marshal et obtint la croix de

commandement français, convint avec Antony Eden ce soir-là que les Anglais ne devaient pas être laissés derrière et décamperaient dans les 24 heures. Les Français tinrent la tête-de-pont deux jours encore après le retrait final des Anglais, puis ils capitulèrent le 4 juin.

L'un des mythes de Dunkerque est que les troupes anglaises furent évacuées à partir des plages par une armada de petites embarcations menées par des *volontaires* venant de toute l'Angleterre. En fait, les 2/3 des personnes évacuées furent transportées directement sur des navires de la Royal Navy depuis le môle-est du port de Dunkerque. Aucune information sur l'évacuation ne fut rendue publique par le Gouvernement anglais jusqu'au soir du 30 mai, alors que près des 3/4 de l'armée anglaise étaient déjà partis.²⁰³ Ce ne fut qu'alors que les *volontaires* purent se manifester et jouer un rôle dans l'opération de sauvetage. Au cours des quatre derniers jours de l'opération, les petites embarcations aidèrent à évacuer 26 000 soldats des plages, soit environ 8% du total des fuyards de Dunkerque.

Le mythe entourant l'opération fut également présenté comme un épisode héroïque de l'Histoire Militaire britannique.²⁰⁴ Comme celui

Victoria, une semaine après la fin de la Première Guerre Mondiale.. Quelques historiens britanniques, les plus objectifs, considèrent la fuite de Gort et de l'Armée anglaise devant les Allemands en 1940 et son abandon de ses Alliés français, belges et hollandais comme totalement condamnable. [NdT] [*Moure, Kenneth; Alexander, Martin S. (2001). Crisis and Renewal in Twentieth Century France. Berghahn Books. 2001. ISBN 978-1-57181-297-1. p. 24.*]

²⁰³ Pour éviter que les Allemands ne s'acharnent sur eux, et que les Français ne se rendent compte du stratagème de fuite de l'Armée anglaise. [NdT]

²⁰⁴ Cette habitude, de garder la flotte à portée de fuite n'était pas une recommandation de Sun Tsu qui avait constaté que les soldats combattaient avec d'autant plus de courage qu'ils n'avaient pas de chemin de fuite. Certes, il eut été préférable que l'Angleterre combattit contre les Allemands aux côtés des Français plutôt que de fuir à Dunkerque. On peut rappeler ce que Churchill a dit en privé du rembarquement anglais de Dunkerque [1940]: "There is a tendency... to call the withdrawal a victory and there will be disagreement on that point." Churchill connaissait l'Histoire, et il savait que presque chaque guerre voyait ainsi une armée anglaise rembarquer en panique, au prix d'immenses pertes : rembarquements de **Camaret** [18 juin 1694], de **Saint-Cast**, [11 septembre 1758], de **Léogane** [août 1794], de **La Coruña**, [16 janvier 1809], et enfin de **Dunkerque** [1940]. Ces fuites ont été la cause directe de massacres. En effet, sachant toujours ce refuge (la Royal Navy) derrière elle, le commandement anglais décidait de rembarquer précipitamment en face des

des autres armées en retraite, le moral et la cohésion du BEF étaient médiocres alors qu'il se déplaçait à travers la France et la Belgique vers la côte de la Manche. Les problèmes commencèrent le 10 mai lorsque l'attaque allemande prit l'Armée anglaise par surprise et que de nombreux membres du personnel clé se trouvaient en congé. (???). Cette confusion fut aggravée par la décision du Général Lord Gort de déplacer son quartier général près de Lille tout en laissant ses États-Majors Opérationnels et de Renseignement à Arras. Cette confusion fut aggravée par l'effondrement presque total du système de liaison-communication pendant la retraite anglaise: le système sans fil (TSF) tomba en panne et les téléphones ne fonctionnaient pas. En 10 jours, il ne restait aux Anglais que trois jours de rations alimentaires (bien que beaucoup de munitions en raison de l'absence de combats) et les troupes pillaient chez les paysans ce dont elles avaient besoin. Dans la panique au sujet des espions de *la cinquième colonne*, il y a eu un grand nombre de fusillés parmi les gens suspectés, dont beaucoup n'avaient rien de plus suspicieux que de posséder des cheveux blonds. Les troupes britanniques utilisaient également des *balles doum-doum*,²⁰⁵ interdites par la Convention de Genève, et avaient ordre de ne pas faire de prisonniers, sauf pour les interroger. Les Allemands ont répliqué par deux massacres par les SS d'un total de 170 prisonniers britanniques. Lorsque les premières troupes anglaises arrivèrent à Dunkerque, la discipline faillit s'effondrer complètement. Pendant les deux premiers jours de l'évacuation, l'ordre dut être maintenu par du personnel naval armé jusqu'à l'arrivée d'un régiment plus discipliné le 29 mai. Même à ce moment-là, les hommes se précipitaient sur les vaisseaux dans leur anxiété de s'enfuir. Le général Alexander fut choqué par le comporte-

Français. Les soldats ne se battent jamais mieux que lorsqu'ils n'ont aucun chemin de fuite. Sun Tzu a bien dit que «lorsqu'il n'y a pas de retraite possible, ils sont inébranlables.» [Chap.XI, Principe 33]. [Note du Traducteur]

²⁰⁵ Les balles doum-doum ont la pointe plate ou un peu sciee en X. Ce son des balles à expansion qui créent des blessures énormes, toutes mortelles. [NdT]

ment des soldats. Plus tard dans l'année, au cours d'une session secrète de la Chambre des Communes, plusieurs députés racontèrent comment un grand nombre d'officiers anglais s'étaient enfuis et avaient déserté leurs troupes afin de se précipiter sur le premier bateau. Privément, le Ministère de la Guerre s'alarmait de l'état déplorable de l'armée. Comme le directeur des statistiques le dit plus tard à un rédacteur en chef de journal : *"L'épisode de Dunkerque fut bien pire que ce qui a été présenté par Fleet Street :²⁰⁶ Les hommes, à leur retour en Angleterre, étaient si démoralisés qu'ils jetaient leurs fusils et leur équipement par les fenêtres des wagons de chemin de fer. Certains ont envoyé chercher leur femme avec leurs vêtements civils, les ont endossés et sont rentrés chez eux à pied.²⁰⁷* En privé, Churchill avoua à ses ministres subalternes que Dunkerque resterait la plus grande défaite militaire britannique depuis de nombreux siècles.²⁰⁸

"Rien de tout cela, ont décidé le gouvernement et l'Armée, ne pouvait être avoué au public." Cette décision put être imposée par Churchill car aucun journaliste n'était présent à Dunkerque. Quand il fut constaté que l'Armée anglaise avait été sauvée, le Général Mason McFarlane, chef du Renseignement Militaire, convoqua les journalistes le 28 mai et leur dit : "Je crains un choc considérable pour le public britannique. Il est de votre devoir d'agir comme amortisseurs. J'ai donc préparé [...] une déclaration qui peut être publiée, sous réserve de censure."²⁰⁹ *Les journalistes ont également reçu l'ordre de blâmer les Français en les accusant de ne pas vouloir combattre et de dire que l'Armée anglaise était invaincue.* Les deux déclarations étaient des mensonges éhontés [travesties of truth]. Pas un mot des événements de Dunkerque

²⁰⁶ *Fleet Street* est la synecdoque de *La Presse* puisque jadis, tous les journaux avaient leur bureau-chef dans cette rue londonienne. La signification est : "Étant donné que Churchill avait ordonné à la Presse anglaise de cacher la lâche fuite de Dunkerque, la réalité dépassa la description des journaux anglais." [NdT]

²⁰⁷ King, op. cit., p.85 (1.11.40)

²⁰⁸ Dalton Diary, p.27 (28.5.40).

²⁰⁹ N. Harman, Dunkerque, p.187

n'a été rendue publique avant le 30 mai à 18h00 sur BBC-News, cinq jours après le début de l'évacuation et alors que près des 3/4 de l'Armée anglaise étaient déjà en sécurité en Grande-Bretagne. Le public a ensuite été informé que *cette déclaration était approuvée* par le Ministère de l'Information : "*Les soldats du Corps Expéditionnaire Britannique, vaincus, étaient revenus au pays, en provenance de France. Ils ne sont pas revenus dans le triomphe, ils sont revenus dans la gloire.*"

Lorsque l'Armée anglaise eut achevé son *saute-qui-peut* de Dunkerque, le 3 juin, les Alliés [franco-belges] avaient perdu un total de 61 divisions et 3/4 de leur équipement moderne.²¹⁰ Il ne restait plus que 51 divisions, 200 chars et 175 combattants pour faire face à 104 divisions allemandes. L'armée allemande se regroupa rapidement et commença à attaquer le 5 juin vers le sud à travers la Somme. Les Français opposèrent une forte résistance pendant un certain temps mais, en grande infériorité numérique, ils furent dépassés. Le 10 juin, le gouvernement français évacua Paris, qui est déclarée ville ouverte. Mussolini décida que le moment était venu d'entrer en guerre contre la France et, espérait-il, de ramasser pour l'Italie une partie du butin de la victoire remportée par les Nazis. Le 11 juin, Churchill s'envola pour Briare pour une conférence avec les Français au cours de laquelle la différence nationale de perception de la situation était devenue frappante. Une fois de plus, Churchill rejeta les arguments français selon lesquels il s'agissait d'une *bataille décisive* et soutint "que l'assaut allemand contre l'Angleterre était crucial : si l'Angleterre survit pendant trois ou quatre mois, les Anglais seront en mesure de continuer la guerre *"et nous la gagnerons pour vous."* Ces gestes rhétoriques²¹¹ ne réussirent pas à impressionner

²¹⁰ Tout le matériel lourd et léger de l'Armée anglaise gisait sur les plages et dans le port de Dunkerque : chars d'assaut, artillerie lourde et légère, DCA, camions, véhicules légers, roulantes, ambulances, mitrailleuses, fusils et mousquetons... Tout était abandonné pour le bénéfice des Allemands. Des centaines de milliers d'armes. Jamais aucune armée n'avait fui comme cela en abandonnant tout son armement. Churchill annonça que l'armée anglaise était sauvée. Une armée sans arme n'est qu'une multitude. [NdT]

²¹¹ Un verbiage totalement insensé. [NdT]

le gouvernement français confronté à une défaite irrémédiable. Lorsque Churchill parla d'envoyer une division supplémentaire pour s'ajouter aux deux divisions encore sur le continent, n'en offrant pas plus avant 1941, il rappela les jours sombres de mars et avril 1918 ; alors le Maréchal Pétain, qui avait été rappelé au Cabinet français, rétorqua : « *En 1918, je vous ai donné 40 divisions pour sauver l'Armée britannique. Où sont les 40 divisions britanniques qui seraient nécessaires pour nous sauver aujourd'hui ?*²¹² En fait, les Anglais étaient sur le point d'arrêter toute autre troupe d'aller en France, et, au contraire, de commencer à évacuer les derniers qui restaient. Les Français firent pression pour qu'ils envoient plus d'avions de chasse, mais à son retour en Angleterre, Churchill fit savoir à Paul Reynaud que les avions resteraient en Grande-Bretagne et opéreraient dans les limites du rayon d'action. Ce n'était qu'un faux-fuyant, car les combats en France étaient désormais hors de portée des avions basés dans le sud de l'Angleterre.

De retour à Londres le 12 juin, Churchill déclara au Cabinet de Guerre qu'il était clair que la France était proche de la fin de sa résistance organisée.²¹³ La dernière semaine avant la demande française d'armistice fut une semaine de confusion et de mauvaise communication entre les deux gouvernements [français et anglais], alors que l'armée allemande se préparait à occuper les 3/4 du territoire de la France. Au début, on espérait que le président Roosevelt interviendrait pour sauver les Alliés. Le 10 juin, Reynaud demanda l'assistance américaine. La réponse de Roosevelt, le 13 juin —qui disait que tout était mis en œuvre pour approvisionner les Alliés et exhortait les Français à poursuivre le combat—, fut considérée²¹⁴ comme très encourageante. Ce soir-là, à Londres, les ministres étaient *euphoriques*. Beaverbrook soutint qu'il était inévitable que les États-Unis déclarent la guerre à

²¹² Bureau du Cabinet des Ministres, 99/3, 13^e réunion du Conseil Suprême de Guerre 1939-40 (11.6.40)

²¹³ Bureau du Cabinet des Ministres, 65/7, WM (40) 163e conclusions (12.6.40)

²¹⁴ Par qui?

l'Allemagne et Churchill convint que le message *se rapprochait le plus possible d'une déclaration de guerre* et qu'il s'attendait à ce que les Américains soient en guerre dans les quinze jours.²¹⁵ Cet optimisme s'effondra lorsque les Alliés demandèrent à Roosevelt la permission de publier son message. Il refusa, ajoutant que sa réponse précédente n'était en aucun cas destinée à s'engager, et n'engageait pas son gouvernement à participer militairement à soutenir les gouvernements alliés.²¹⁶

Le 13 juin, Churchill effectua un dernier vol vers la France pour voir Paul Reynaud à Tours. Reynaud demanda à être libéré de l'accord anglo-français de ne pas rechercher une paix séparée, notant avec amertume qu'il *était tout à fait naturel pour l'Angleterre de continuer son propre chemin, étant donné que jusqu'à aujourd'hui elle n'avait pas beaucoup souffert*. La délégation anglaise refusa de discuter de la demande française²¹⁷ et repartit pour l'Angleterre. Paul Reynaud avait omis de dire à Churchill que le Cabinet français l'attendait, et l'absence de ce dernier ne fit que renforcer leur opinion selon laquelle l'Angleterre n'était plus intéressée par le sort de la France et plaidait pour un armistice séparé. Le matin du 16 juin, les Britanniques proposèrent de libérer les Français de l'accord *à condition que* la flotte française se réfugie immédiatement dans les ports britanniques.²¹⁸ En début d'après-midi, les détails d'un *projet d'union anglo-française* furent transmis au gouvernement français. Lorsque le Cabinet français se réunit à 17h00, la demande britannique d'union fut lue, mais pas les exi-

²¹⁵ Ibid., WM (40) 165e conclusions ((13.6.40, 22h15)

²¹⁶ PREM 3/468, Message du Président Roosevelt 15.6.40, 1 h 30

²¹⁷ Demande d'envoyer au moins des avions pour l'appui des combats au sol. En fait *La pénurie presque fatale de pilotes pendant la bataille d'Angleterre était une situation entièrement créée par la Royal Air Force elle-même pour servir de refuge aux aristocrates "planqués"*, voir à ce sujet la page 199 du présent ouvrage. [NdT]

²¹⁸ Il peut paraître curieux que les Anglais, qui venaient d'abandonner les Français sur le champ de bataille et avaient, par cette action, violé l'Accord de Coopération franco-anglais, aient voulu tirer profit du même Accord pour forcer les Français à leur remettre la Marine Nationale. Cela trahit une morgue surprenante. [NdT]

gences concernant la flotte.²¹⁹ L'opinion dominante du gouvernement français était que la France était livrée à elle-même et que le meilleur accord possible pour la France devait être trouvé, indépendamment de l'opinion des Anglais. L'éventualité de continuer la guerre à partir de l'Afrique du Nord fut rejetée en faveur de la demande aux Allemands pour savoir quelles seraient leurs conditions d'armistice. Reynaud démissionna et fut remplacé par le Maréchal Pétain. Le lendemain, 17 juin, les Français demandèrent un armistice. Les conditions allemandes, qui laissaient aux Français le contrôle sur une *zone libre*, sur la *flotte* et sur l'*Empire ultramarin*, étaient suffisamment généreuses pour assurer l'adhésion du gouvernement français. *Certains en Grande-Bretagne étaient heureux que les Français se soient effondrés*. Chips Channon a écrit dans son journal, lorsque Pétain mit en place le gouvernement de Vichy en juillet : "La troisième République française a cessé d'exister et je m'en fiche. Elle était gangrenée par la corruption, l'incompétence gauchiste corrompue et avait trop longtemps vécu."²²⁰

Après six semaines de combats, l'Alliance s'était effondrée au milieu de récriminations et d'amertume. Les Anglais se convainquirent qu'ils avaient été abandonnés par les Belges et les Français,²²¹ et dès la première semaine de campagne, ils prévoyaient un effondrement français. Les Français se sont sentis trahis par la participation britannique insignifiante et par le fait que l'Angleterre plaçait constamment son intérêt national avant les besoins de l'Alliance. Les plaintes françaises avaient beaucoup de fondement. Les pertes anglaises *en trois semaines de combat* furent de 3 500 tués, presque autant que les Hollandais per-

²¹⁹ Cette fameuse union des deux pays ne fut, vraisemblablement, qu'un stratagème qui permettrait à l'Angleterre de récupérer la flotte française et de l'intégrer à la Royal Navy. En désespoir de cause, les Anglais attaquèrent l'escadre de Mers El-Kébir mais ne réussirent à détruire qu'un seul cuirassé. Ils réitérèrent leur agression contre l'escadre de Dakar, mais subirent un échec plus cuisant encore.

²²⁰ Channon, op. cit., p.261 (10.7.40)

²²¹ L'inversion accusatoire des responsabilités est-elle la principale caractéristique de la fameuse perversion narcissique ? [NdT]

dirent en quelques jours. Cela se compare aux pertes françaises de 120 000 tués, 250 000 blessés et 1,5 million de prisonniers : une échelle équivalente à certaines des pires phases du massacre de Verdun pendant la Première Guerre mondiale. Les Anglais envoyèrent des forces pitoyablement insignifiantes sur le continent et payèrent le prix de leurs mauvaises décisions des années 1930 *de ne pas fournir d'armée pour soutenir la France en voyant leur Alliée submergée*. Au moment crucial, ils refusèrent d'envoyer leurs escadrons aériens de chasse de l'autre côté de la Manche pour tenter de gagner la suprématie aérienne sur le champ de bataille. À long terme, cette décision préserva la RAF pour la bataille aérienne au-dessus de l'Angleterre ; mais ce ne fut qu'une maigre consolation à l'époque pour les Français, qui faisaient face à une défaite catastrophique. Les actions britanniques à Dunkerque renforcèrent l'opinion française selon laquelle leur alliée était principalement intéressée à se préserver elle-même.

Les Anglais, rejetés sur leurs propres ressources douloureusement limitées, devaient maintenant prendre des décisions déchirantes. Pourraient-ils continuer la guerre avec une perspective raisonnable de survie, sans parler de continuer jusqu'à la victoire ? Devaient-ils faire leur propre paix avec l'Allemagne avant que leurs perspectives ne se détériorent davantage ? Le gouvernement britannique avait déjà commencé à discuter de ces questions au cours de la dernière semaine de mai, alors qu'il faisait face à l'humiliation de Dunkerque. La demande française d'un armistice remit la paix de l'Angleterre avec l'Allemagne à l'ordre du jour. À plusieurs reprises, à la fin du mois de mai et à la mi-juin, le Cabinet de Guerre discuta de la possibilité de paix avec l'Allemagne.

6

La Paix?

Le gouvernement anglais était entré en guerre en septembre 1939 avec un manque évident d'enthousiasme. Deux jours durant, après l'invasion allemande de la Pologne, les Anglais essayèrent d'esquiver la déclaration de guerre. Ils espéraient que les Allemands acceptaient de se retirer, auquel cas une conférence européenne à quatre puissances parrainée par Mussolini serait en mesure d'élaborer un accord aux dépens des Polonais. Mais Adolf Hitler resta obstiné et le gouvernement anglais, sous l'immense pression de la Chambre des Communes, se résolut à déclarer la guerre 72 heures après l'attaque allemande contre son Allié polonais. Jusqu'à l'été 1940, les Anglais continuèrent d'explorer de nombreuses approches diverses, pour voir si la paix avec l'Allemagne était possible. Les principaux défenseurs de cette politique après le déclenchement de la guerre fut le Foreign Office ou Ministère des Affaires Étrangères,, en particulier ses deux ministres —Lord Halifax et Rab Butler— ainsi que le Premier Ministre Neville Chamberlain. Le remplacement de Chamberlain par Churchill n'entraîna que peu d'effet sur cet aspect de la politique anglaise, et l'armistice de la France en 1940 força le gouvernement anglais à envisager, sérieusement et en détail, une éventuelle paix. Même Churchill était prêt à céder une partie de l'Empire britannique à l'Allemagne si une paix raisonnable était proposée par Adolf Hitler. Ce n'est qu'en juillet 1940 qu'une politique alternative —poursuivre la guerre dans l'espoir que les Américains viendraient secourir l'Angleterre- s'établit fermement.

Les efforts britanniques en faveur de la paix, durant la période 1939-40, restent un sujet très sensible pour les gouvernements britanniques, même si tous les participants sont maintenant morts. Les tentatives diplomatiques permanentes pour parvenir à la paix avec l'Alle-

magne ne font pas partie de la *mythologie de 1940*,²²² et ont été éclipsées par la rhétorique *belliqueuse* de l'époque. Toute brèche dans la croyance que l'Angleterre a fait preuve d'un *esprit de bouledogue intransigeant* tout au long de 1940 et n'a jamais envisagé d'autre possibilité que de se battre pour une victoire totale fut toujours considérée comme gravement préjudiciable à l'image narcissique de l'Angleterre et au mythe des *Heures de Gloire*. Les mémoires politiques des participants, ou bien ils évitent soigneusement le sujet, ou ils sont délibérément trompeurs. Normalement, les documents gouvernementaux sont disponibles pour la recherche après 30 ans d'oubli, mais certains des dossiers britanniques les plus sensibles concernant ces tergiversations de paix, y compris les décisions clés du Cabinet de Guerre, resteront masqués une bonne partie du XXI^e siècle. Il est cependant possible de reconstituer ce qui s'est réellement passé à partir de diverses sources différentes et de reconstituer la réalité qui se dissimule derrière l'illusion.

La défaite rapide de la Pologne en septembre 1939 laissa les Anglais dans un dilemme. Ils voulaient s'éviter une guerre à grande échelle en raison de leur faible situation stratégique et financière, mais un accord avec Adolf Hitler semblait invraisemblable, comme leur expérience avant la guerre l'avait démontré. Ils voulaient croire que la pression économique sur l'Allemagne [le blocus], ainsi que ce qu'ils espéraient être la fragilité de l'économie allemande, pourraient conduire à ce qu'Hitler soit remplacé par un dirigeant plus modéré avec lequel un accord serait possible. Chamberlain a parlé privément d'avoir *le pressentiment* que la guerre serait terminée au printemps parce que les Allemands céderaient tout simplement. En dehors du gouvernement, aussi,

²²² *La mythologie anglaise de 1940* est donc l'ensemble des contrevérités et des mensonges créés par les politiciens et les Historiens anglais pour dissimuler les lâchetés et les bassesses perpétrées par les politiciens et les militaires anglais en 1940 et autour, pour en faire porter la responsabilité aux Français. Ce fut justement contre cette mythologie, cette poudre-aux-yeux patriotique que l'Historien "lanceur-d'alerte" Clive Ponting s'éleva durant sa vie. Il fut traîné devant les tribunaux d'Angleterre et dut s'expatrier en Australie où il mourut. [NdT]

la population avait le sentiment général que la guerre serait bientôt terminée. À ce stade, seulement 20 % du public pensaient qu'elle durerait jusqu'à trois ans. Au début d'octobre, Joseph Kennedy, l'ambassadeur américain à Londres, rapporta à Washington que Churchill parlait d'accepter un armistice avec l'Allemagne, si ce pays lui offrait des conditions raisonnables.²²³ Quel genre d'accord le gouvernement avait-il en tête ? En d'autres termes, quels étaient les objectifs de guerre de l'Angleterre à l'automne 1939 ? Le gouvernement britannique n'a jamais réussi à définir clairement ce qu'il voudrait obtenir ou céder lors d'une Conférence pour la Paix : La restauration de la Pologne, cause ostensible de la guerre, était essentielle sous une forme ou une autre, bien que le statut de Dantzig et du corridor pouvait être modifié. Mais comment recréer la Pologne quand l'Union soviétique occupant la partie orientale du pays ? Et qu'en était-il de la Tchécoslovaquie ? L'accord de Munich et la prise de pouvoir allemande de mars 1939 devaient-ils être annulés ? À condition que ces questions puissent être résolues de manière satisfaisante, le gouvernement anglais estimait qu'il avait peu de causes de dissensions avec l'Allemagne et qu'il serait tout à fait disposé, si les Allemands renonçaient à toute agression future, à concéder une domination allemande effective sur l'Europe centrale et du Sud-Est.²²⁴

Après la défaite de la Pologne à la fin du mois de septembre 1939, Adolf Hitler offrit publiquement la paix à la France et à l'Angleterre, bien qu'à des conditions soigneusement définies. La réponse anglaise tout aussi vague, fut en partie rédigée par Churchill et, comme il le dit à Chamberlain, *"elle ne ferme la porte à aucune véritable offre"* de l'Allemagne.²²⁵ Lorsque Chamberlain répondit à Hitler le 12 octobre, utilisant les suggestions de Churchill, tout ce qu'il dit à la Chambre des

²²³ Relations étrangères des États-Unis, 1939. Vol. 1, p.45 (Kennedy au département d'État 2.10.39)

²²⁴ Les petits pays étaient abandonnés par les grands aux mains des Nazis, pourvu que les grands pays soient épargnés de la guerre par Hitler.

²²⁵ PREM 1/395, Churchill à Chamberlain 9.10.39

Communes fut que : "La paix que nous sommes déterminés à obtenir, cependant, doit être une paix réelle et stable, et non une trêve précaire interrompue par des alarmes constantes et des menaces répétées. Qu'est-ce qui s'oppose à une telle paix ? C'est le gouvernement allemand et le gouvernement allemand seul."²²⁶ La politique britannique en 1939, et tout au long de 1940, était de ne pas insister sur une reddition inconditionnelle de l'Allemagne.²²⁷ Ce n'est qu'en 1943, au cours de la Conférence de Casablanca, et sur l'insistance des États-Unis, que la politique Alliée en arriva à vouloir forcer l'Allemagne à la reddition inconditionnelle, poursuivre la guerre jusqu'à ce que l'Allemagne s'effondre, et qu'aucun pays ne veuille négocier un armistice. Les guerres précédentes s'étaient terminées, comme la Première Guerre mondiale en 1918, par une partie cherchant un armistice puis négociant la paix. En 1939 et 1940, c'est ainsi que les Britanniques ont supposé que la guerre avec l'Allemagne se terminerait. En effet, les Anglais n'avaient aucun intérêt à provoquer l'effondrement de l'Allemagne, qu'ils souhaitent garder comme un rempart contre le communisme.

À l'automne 1939, le gouvernement anglais essaya au moins cinq différentes approches, officiellement approuvées, pour explorer les conditions de paix possibles avec l'Allemagne. Les plus durables de ces diverses tentatives furent les contacts établis dans les derniers jours d'août 1939 par l'intermédiaire d'un homme d'affaires suédois, Dahlerus. Il servait d'intermédiaire à Goering, sur lequel les Anglais plaçaient une grande confiance comme possible remplaçant modéré d'Adolf Hitler. Les efforts de Dahlerus pour éviter la guerre en août, incluant des visites en Grande-Bretagne au nom de Goering, échouèrent, mais Chamberlain et Halifax le revirent à la fin de septembre et lui firent clairement comprendre que l'Angleterre souhaitait un nouveau régime en Allemagne, suivi de la reconstitution d'une Pologne et d'une Tchécoslo-

²²⁶ Chambre des communes, 12.10.39

²²⁷ Curieux commentaire au moment où l'Allemagne était triomphante partout et l'Angleterre pusillanime. [NdT]

vaquie "indépendantes," à travers les frontières. Tout cela n'eut aucune suite. La mission de Dahlerus se poursuivit, sans succès, jusqu'à une réunion finale le 19 octobre, et ne fut annulée, sur l'insistance des Allemands et non des Britanniques, que le 11 novembre. Les contacts les plus désastreux entre l'Allemagne et l'Angleterre eurent lieu à la fin du mois d'octobre. Les agents britanniques du MI6 aux Pays-Bas prirent contact avec des officiers de la Wehrmacht qu'ils pensaient être des conspirateurs désireux de remplacer Adolf Hitler, sous réserve de garanties sur la politique anglaise envers le gouvernement qui suivrait. Chamberlain et Halifax, sans consulter le Cabinet avant qu'il ne soit trop tard pour se rétracter, passèrent un temps considérable à rédiger diverses assurances et à espérer qu'ils seraient bientôt en mesure de négocier avec le gouvernement allemand conservateur et pacifiste qu'ils souhaitaient depuis longtemps. L'épisode se termina ignominieusement lorsque les "conspirateurs" se révélèrent être des agents de renseignement allemands. Ces derniers piégèrent les espions anglais en leur faisant franchir la frontière de l'Allemagne, où ils furent arrêtés, et le réseau du MI6 aux Pays-Bas fut démantelé.

Les principaux contacts de l'automne 1939 furent, comme en 1940, établis par l'intermédiaire de différents pays neutres, qui pouvaient encore servir d'intermédiaires entre l'Angleterre et l'Allemagne. Au début d'octobre, des contacts furent établis avec l'ambassadeur allemand à Ankara, von Papen, mais ceux-ci n'aboutirent pas. Une approche plus substantielle fut faite par l'intermédiaire des Irlandais. Le 3 octobre, le Ministère irlandais des Affaires Étrangères déclara à l'Ambassade d'Allemagne à Dublin que Chamberlain et son entourage voulaient la paix, "*à condition que le prestige britannique soit préservé.*" Cette approche n'était pas une initiative irlandaise mais représentait une tentative anglaise d'explorer une base possible pour la paix anglo-allemande. *Le sujet reste toujours considéré comme très sensible et tous les dossiers anglais restent bloqués jusqu'en 2016.* Une preuve du genre de conditions que les Britanniques avaient peut-être à l'esprit est fournie

par la conversation de l'Anglais Rab Butler avec l'Ambassadeur italien à Londres le 13 novembre 1939. Butler, ayant manifesté l'intention que son message soit transmis à Adolf Hitler, déclara que *les Allemands n'auraient pas à se retirer de Pologne* avant le début des négociations pour mettre fin à la guerre. Il a également précisé que *Churchill, avec ses déclarations publiques les plus belliqueuses, ne parlait que pour lui-même et ne représentait pas les vues du gouvernement britannique.*

La possibilité d'une paix était également à l'ordre du jour au printemps 1940 avant l'attaque allemande contre la Scandinavie. Des personnes influentes au sein de l'establishment anglais pensaient que la paix devait être faite. Lorsqu'on demanda au plus grand expert militaire indépendant du pays, Sir Basil Liddel-Hart, début mars, ce que, selon lui, l'Angleterre devrait faire, il répondit : *"En venir aux meilleures conditions possibles dès que possible... Nous n'avons aucune chance d'éviter la défaite."*²²⁸ Lord Beaverbrook, propriétaire des journaux de l'Express Newspapers, était même prêt à soutenir les candidats *pacifistes* présentés par le Parti Travailleiste Indépendant lors d'élections partielles. Il offrit 500 £ par candidat et le soutien des journaux, mais le projet ne décolla jamais. Au sein du gouvernement, on trouvait des aspirations similaires pour la paix. Le 24 janvier 1940, Halifax et son secrétaire permanent, Sir Alexander Cadogan, eurent une longue conversation sur les conditions de paix possibles. Cadogan rapporta que *"Halifax était d'humeur pacifiste ces jours-ci. Moi aussi, en ce sens que je voudrais faire la paix avant que la guerre ne commence."* Les deux hommes pensaient que la paix n'était pas possible avec Adolf Hitler dans des conditions qu'il trouverait acceptables et craignaient que le Pape ou le Président Roosevelt n'intervienne avec leurs propres propositions. S'ils le faisaient, il faudrait alors proposer les conditions des Alliés, mais ni Halifax ni Cadogan ne pouvaient imaginer ce qu'elles devraient être. Cadogan conclut : *"Nous nous sommes quittés complè-*

²²⁸ King, op. cit., p. 25 (9.3.40)

tement perplexes.²²⁹ Les Britanniques subirent également des pressions de la part des dominions²³⁰ pour faire la paix. Cela fut demandé par la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Le Premier ministre australien, Robert Menzies, écrivit à son Haut-Commissaire à Londres, Bruce, que *Churchill était une menace et un chercheur de publicité*, et que l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie devaient faire la paix avant qu'une véritable guerre ne vienne durcir les conditions d'une paix et s'allient ensuite contre le véritable ennemi : le bolchevisme.

Les Anglais lancèrent, au printemps, un ou deux *appels-du-pied* pour la paix. Le ministre suédois à Londres, Bjorn Prytz, rapporta à Stockholm en janvier que l'opinion grandissait au sein du Ministère anglais des Affaires étrangères que la Suède devrait jouer le rôle de médiatrice. Le 27 janvier, des contacts officiels entre les ministres anglais et allemand à La Haye furent autorisés par Londres. Ces contacts n'aboutirent à rien, mais en février, les Anglais durent faire face à un développement qu'ils avaient à la fois prévu et craint. Le Président Roosevelt, confronté à une élection en novembre à laquelle il n'avait toujours pas décidé de se présenter pour un troisième mandat sans précédent, envoya le Secrétaire d'État adjoint, Sumner Welles, en Europe pour explorer les possibilités de paix. Si sa diplomatie européenne réussissait, Roosevelt quitterait ses fonctions dans la gloire ou disposerait d'une base solide à partir de laquelle il pourrait être réélu. Si Welles échouait, Roosevelt pourrait revendiquer le mérite d'avoir essayé. Certes les Anglais souhaitaient la paix, si des conditions adéquates pouvaient être trouvées, mais ils ne la voulaient pas à la suite des efforts de Roosevelt, et ils ne désiraient certainement pas qu'il participât à une Conférence de Paix et influençât les conditions finales. L'idée britannique était donc, selon Halifax, *d'énoncer les conditions qui, sans être*

²²⁹ Cadogan, op. cit., p.249 (24.1.40)

²³⁰ Les *dominions* sont alors les pays constitutionnellement dominés par la monarchie londonienne. Le terme est aujourd'hui tombé en désuétude. Ces pays ne sont pas représentés à Londres par une ambassade mais par un Haut-Commissariat. [NdT]

de nature à inviter le rejet par des éléments considérables en Allemagne, étaient telles que Hitler se trouverait dans l'impossibilité d'accepter.²³¹ C'était la vieille politique qui consistait à essayer de tenter les éléments conservateurs en Allemagne : renverser Hitler et faire la paix.

Lorsque Welles vint en Europe à la fin de février et au début de mars, il visita Rome, Berlin, Paris et Londres, mais n'obtint rien. Néanmoins, une conversation qu'un membre de son équipe, Moffat, eut avec Rab Butler est éclairante sur les points de vue du Foreign Office, et jusqu'où l'Angleterre ait pu être prête à aller pour obtenir la paix. Rab Butler déclara que *quelques aspects* du nazisme, seulement, pourraient figurer dans un traité de paix et qu'il y avait *des éléments plus rationels* à Whitehall que Winston Churchill et Antony Eden. Si Hitler partait, il n'y aurait pas de *ré-édition* du Traité de Versailles, et les termes en seraient très généreux. Butler s'attendait à une *offensive allemande en faveur de la paix*, bientôt, mais il cogitait tristement qu'il "*en venait à la conviction que l'Allemagne serait sincère dans sa demande, mais que personne en Angleterre ou en France à présent ne la croirait.*"²³² Plus tard dans l'après-midi (du 13 mars), Butler s'adressa à Lord Halifax et nota dans son journal : «*J'ai dit que je n'exclurais pas une trêve si Mussolini, le Pape et Roosevelt entraient !*» À quoi Halifax répondit : "Vous êtes très fort ! Quelle déclaration difficile, mais je suis d'accord avec vous."²³³ La mission de paix de Welles s'essouffla, mais cela ne découragea pas Rab Butler. Même après la conquête de la Norvège et du Danemark par les Allemands, il tâcha de tâter le terrain plus encore à la fin du mois d'avril par l'intermédiaire de l'Ambassadeur du Royaume Uni à Berne, Sir David Kelly, pour attirer dans la dissidence des éléments allemands dirigés par le prince von Hohenlohe dans l'espoir qu'ils pourraient être encouragés à mener un coup d'État contre

²³¹ Foreign Office, 800/324, Halifax à Lothian 2.2.40

²³² D. Reynolds, La création de l'alliance anglo-américaine, p.82.

²³³ Journal de Butler, 13.3.40. Insignificant babbling !

Hitler et ainsi rendre possible la paix avec un nouveau régime conservateur.

Toutes ces tentatives de contacts illustrent un désir perpétuel de paix au sein du gouvernement anglais et dénotent la difficulté de trouver la bonne formule. Les événements stupéfiants qui se déroulèrent en France en mai et juin changèrent complètement la donne. Alors que son Allié s'effondrait, le gouvernement anglais devait décider s'il pouvait continuer la guerre ou s'il devait rechercher la paix, non pas comme un compromis pour éviter une vraie guerre, mais comme une nécessité à la suite d'une défaite militaire.

L'armistice de la France fut un coup dévastateur pour les Anglais car il désintégra le rempart central de leur stratégie de défense. *Tout au long des années 1930, les Anglais ont vu l'Armée française comme le bastion protégeant l'Occident contre toute agression germanique, laissant les Anglais se concentrer sur la défense navale et aérienne tout en apportant un soutien symbolique à l'armée française.* Même en 1939, après la décision britannique de commencer à équiper une grande armée en vue d'une guerre continentale,²³⁴ les Français fournissaient encore l'écrasante masse des forces terrestres : environ 90 divisions contre 9 pour le Royaume-Uni. Toute l'expérience anglaise de la Première Guerre mondiale croire que c'était une politique raisonnable à adopter. Puis l'armée française avait résisté à toutes les crises : la Marne en 1914, Verdun, les mutineries de 1917 et la dernière grande offensive allemande au printemps 1918. En mai 1940, les Anglais durent soudainement s'adapter au fait qu'en une semaine, l'armée française avait été mise en déroute et que l'effondrement complet de la France était l'issue la plus probable de la bataille. Quinze jours après le début de la campagne, les Anglais durent faire face à la perte des ports de la Manche,

²³⁴ Commencer à équiper une grande armée le jour de la déclaration de guerre est un stratagème destiné à forcer son allié, la France, à se battre à sa place. Les soldats indiens étaient morts pour l'Angleterre en 14-18, les mercenaires allemands mouraient pour l'Angleterre avant 1870 et pendant des siècles. Les Français sont morts pour ce pays pendant la Grande Guerre. [NdT]

ce qui n'était jamais arrivé pendant la Première Guerre mondiale, et au fait que la plupart des soldats anglais sur le continent auraient la chance de pouvoir s'enfuir et se réfugier de l'autre côté de la Manche. C'était une catastrophe d'une telle ampleur qu'elle laissa le gouvernement anglais stupéfait.²³⁵

En décembre 1939, Lord Halifax avait dit au Cabinet de Guerre anglais que, si le gouvernement français signait un jour la paix avec les Allemands, alors *nous ne serions pas en mesure de continuer la guerre par nous-mêmes*.²³⁶ Le 14 mai, à la suite du message du Premier ministre français Paul Reynaud à Churchill au sujet de la percée allemande de Sedan, les ministres essayèrent de s'adapter au fait que la France était susceptible de sortir de la guerre dans les quelques semaines à venir. Cette nuit-là, Joseph Kennedy²³⁷ fit savoir à Washington que Churchill, Eden, Sinclair et Alexander étaient en mauvais état : *"Ils étaient très déprimés ce soir, bien qu'ils soient habituellement coriaces et combatifs."* Kennedy ajouta à leur morosité en leur annonçant que l'Italie semblait prête à déclarer la guerre, et rapporta que Churchill considérait que *les chances des Alliés étaient minces avec l'entrée de l'Italie* [sic].²³⁸ Chamberlain donna une indication directe sur certains points de vue au sein du Cabinet de Guerre anglais, alors que la crise s'approfondissait, lorsqu'il écrivit dans son journal intime, le lendemain, que : *Si la France s'effondrait, l'Angleterre ne se battrait que pour de meilleures conditions, pas pour la victoire*, et que : *Notre seule chance d'échapper à la destruction serait si Roosevelt lançait un appel à armistice*, bien qu'il doutait qu'Hitler ait pu accepter un tel appel.²³⁹ Le 15 mai 1940, dans son premier message en tant que Premier ministre,

²³⁵ Cette catastrophe aurait été évitée si l'Armée anglaise avait combattu aux côtés des Français. [NdT]

²³⁶ Bureau du Cabinet des Ministres, 65/2, WM (39) 107e Conclusions 7.12.39

²³⁷ C'était le père du futur président John Fitzgerald Kennedy. [NdT]

²³⁸ Relations étrangères des États-Unis, 1940. Vol.1 (Kennedy au département d'État 15.5.40, 2 heures du matin)

²³⁹ Journal de Chamberlain, 15.5.40

Winston Churchill avertit Roosevelt que : *"Vous pourriez avoir une Europe nazifiée complètement subjuguée, établie avec une rapidité étonnante, et d'un poids plus lourd, peut être, que nous ne pourrions supporter."*²⁴⁰

Les événements de la quinzaine suivante créèrent un état de panique à Whitehall. Alors que les Allemands déferlaient vers la Manche, capturaient Boulogne et Calais et encerclaient les armées françaises et britanniques, le gouvernement anglais s'attendait à ce qu'ils se retournent ensuite contre l'Angleterre, avant même d'achever les Français. Ni les ministres ni l'armée ne s'attendaient à sauver plus de 40 000 à 50 000 hommes de l'Armée anglaise (par rapport aux 330 000 soldats alliés réellement sauvés). Le 22 mai, le gouvernement adopta à la hâte des pouvoirs draconiens pour *contrôler et administrer tous les patri-moines, entreprises et particuliers*. Dans un état d'incertitude sauvage, environ une *"cinquième colonne,"* pratiquement tous les étrangers furent internés, un Exécutif Spécial de Sécurité fut mis en place, des pouvoirs spéciaux furent établis pour fermer les journaux, mettre sur écoute le téléphone de n'importe, et ouvrir leur courrier. Le 26 mai, le Chancelier de l'Échiquier, Kingsley Wood, força l'adoption de dispositions d'urgence pour expédier au Canada tous les stocks d'or et de valeurs financières de la Banque d'Angleterre.²⁴¹ Le 27 mai, le gouvernement canadien fut avisé qu'il devait s'attendre à l'arrivée prochaine de la famille royale.

Ce fut dans cette atmosphère fiévreuse que le Cabinet de Guerre anglais réfléchit officiellement sur l'opportunité pour l'Angleterre de rechercher une paix de compromis avec Adolf Hitler. Rien de tout cela n'a été rendu public, bien que le gouvernement américain ait été très rapidement mis au courant de ce qui se passait au sein du Cabinet de Guerre. En public, Churchill avait déclaré, dans son premier discours en

²⁴⁰ W. Kimball, Churchill et Roosevelt, vol.1, p.64

²⁴¹ La Banque d'Angleterre était encore une institution privée. Elle devint nationale après la guerre. [NdT]

tant que Premier ministre, que la politique du gouvernement était *"la victoire à tout prix, la victoire en dépit de toute terreur, aussi longue et difficile que soit la route, car sans victoire, il n'y a pas de survie."*²⁴² Après la guerre, Churchill se montra déterminé à maintenir vivants les *mythes héroïques*, les illusions, qui baignaient déjà les jours dramatiques du début de l'été 1940. Il écrivit dans ses mémoires de guerre : "Les futures générations estimeront sans doute qu'il convient de noter que la question suprême de savoir *si nous devons continuer de nous battre seuls* n'a jamais trouvé place dans l'ordre du jour du Cabinet de Guerre... Nous étions beaucoup trop occupés pour perdre notre temps sur des questions académiques aussi irréelles."²⁴³ La première partie de cette déclaration est à peu près techniquement correcte car la plupart des discussions au sein du Cabinet de Guerre sur l'opportunité de solliciter la paix étaient sous le titre *"Italie : Suggestion d'approche directe à Signor Mussolini."* Mais ceci est un exemple du fait que *Churchill était extrêmement singulier avec la Vérité*. La deuxième partie de la déclaration est carrément fausse et vise à dissimuler les cinq réunions tenues par des ministres importants au cours des trois jours du 26 au 28 mai, durant lesquelles la question de la paix et la question de savoir si l'Angleterre devait se battre seule fut longuement débattue.

Alors que la situation en France se désintérait, les gouvernements français et britannique craignaient de plus en plus que l'Italie ne profite de la victoire allemande pour entrer en guerre afin d'en tirer bénéfice. Le 23 mai, les Français suggérèrent que Roosevelt fut invité à approcher Mussolini pour découvrir ce que l'Italie attendait des Alliés. Cette idée correspondait aux vues de Lord Halifax sur le rôle que les Américains pouvaient jouer. Il dit à Kennedy le 23 mai que : *"il était certainement d'avis que si quelqu'un était capable d'éviter une débâcle chez les Alliés, si on en arrivait là, c'était bien le président améri-*

²⁴² Chambre des communes, 13.5.40

²⁴³ W. Churchill, *Leur heure de gloire*, p.157

cain."²⁴⁴ Le Cabinet de Guerre se réunit le 24 mai et convint qu'une intervention de Roosevelt devrait être sollicitée, bien qu'il doive donner l'impression qu'il le faisait de sa propre initiative. L'idée était qu'il dise à Mussolini que la France et l'Angleterre étaient prêtes à examiner les revendications italiennes raisonnables à la fin de la guerre et que l'Italie pourrait être présente à la Conférence de la Paix²⁴⁵. Il était peu probable que cela aboutisse à grand-chose, car *Mussolini n'était pas assez naïf pour croire que si les Alliés gagnaient la guerre, ils seraient prêts à lui donner une partie de leur territoire colonial*. Mais c'était une première tentative pour ouvrir des négociations avec les Italiens.

Le soir du 25 mai, Lord Halifax vit l'ambassadeur italien, qui laissa entendre que les Italiens seraient prêts à organiser une conférence générale européenne pour convenir de la Paix. C'était une continuation du rôle que l'Italie avait joué dans la mise en place de la Conférence de Munich en 1938, et de la tentative ratée de réunir une conférence similaire sur la Pologne et ainsi d'éviter la guerre en août 1939. Mais si la France et l'Angleterre devaient maintenant accepter une conférence, elles devraient (en supposant qu'Hitler soit suffisamment coopératif pour accepter des pourparlers), faire un certain nombre de concessions concernant le désastre militaire qui se développait dans le nord de la France. Sans aucun doute Mussolini pensait qu'il pourrait obtenir sa part du gâteau sans même avoir à se donner la peine de déclarer la guerre. Halifax dit prudemment à l'ambassadeur italien que le Royaume-Uni examinerait toute proposition de paix "*à condition que notre liberté et notre indépendance soient assurées*", une formule qui n'excluait certainement pas des concessions territoriales.

Le matin du 26 mai, Paul Reynaud s'envola pour Londres pour voir Churchill. La situation avait pris une tournure majeure pour le pire. La tentative de contre-attaque alliée contre les forces allemandes, qui

²⁴⁴ Reynolds, op. cit., p. 103

²⁴⁵ BUREAU DU CABINET 65/7, WM (40) 137e conclusions (24.5.40)

avaient percé jusqu'à la Manche, avait échoué. La décision anglaise de retraiter à partir des environs d'Arras et de se décrocher en direction de Dunkerque fut considérée par les Français, selon les notes de Reynaud pour sa rencontre avec Churchill, comme la *"goutte d'eau qui avait fait déborder le vase."* Lors d'une réunion du Cabinet de Guerre français la veille au soir, la question d'un armistice avec l'Allemagne avait été ouvertement discutée. Le Cabinet de Guerre britannique fut convoqué à la hâte à une réunion à 9 heures du matin avant l'arrivée de Paul Reynaud à Londres. *Churchill annonça qu'il s'attendait à ce que Reynaud dise que les Français abandonnaient le combat* et il avait donc demandé aux chefs d'État-Major de dresser un bilan de la situation. Plus précisément, on leur demanda leur point de vue sur la question de savoir si l'Angleterre pouvait ou non se battre contre l'Allemagne et l'Italie, et de dire s'ils pouvaient "avoir des espoirs raisonnables d'empêcher une invasion sérieuse," en gardant à l'esprit, non pas les chances de victoire, mais qu'une prolongation de la résistance britannique pourrait être très dangereuse pour l'Allemagne engagée dans le maintien de la plus grande partie de l'Europe." Halifax rendit compte de sa discussion de la veille avec l'ambassadeur d'Italie au sujet d'une Conférence de Paix initiée par Mussolini, et ajouta que la situation était si sombre que "nous devons nous rendre à l'évidence, mais qu'il ne s'agissait pas tant d'imposer une défaite complète à l'Allemagne que de sauvegarder l'indépendance de notre propre Empire et, si possible, celle de la France."²⁴⁶ La discussion fut ensuite détournée vers la question de savoir quel genre de conditions d'armistice les Allemands pourraient imposer à la France.

Le Cabinet de Guerre se réunit brièvement, à nouveau à 14 heures, après que Churchill ait vu Paul Reynaud. Le Premier ministre français, rapporta Churchill, était extrêmement pessimiste. Les Alliés étaient largement inférieurs en nombre sur terre, aucune nouveau ren-

²⁴⁶ Bureau du Conseil des Ministres, 65/13, WM (40) 139e conclusions (26.5.40, 9 heures)

fort n'était attendu des Anglais jusqu'en 1941, le blocus de l'Allemagne ne fonctionnait plus, maintenant que, suite à leurs conquêtes nordiques, les Allemands avaient accès à de nouvelles sources de matières premières, et aucune aide pratique n'était probable de la part des Américains. Paul Reynaud pensait que la France ne serait peut-être pas en mesure de continuer la guerre, mais qu'il serait peut-être possible d'acheter les Italiens, de les empêcher d'entrer dans le conflit et d'aggraver encore la situation. Il pensait que les Italiens pourraient être satisfaits en obtenant le contrôle effectif de la Méditerranée, grâce à la neutralisation de Gibraltar, de Suez et de Malte, et à la limitation des forces navales alliées dans la région. Il n'y eut que très peu de temps pour discuter de l'opportunité d'approcher ou non Mussolini avec cette idée, que Halifax favorisait, avant que Churchill ne doive mettre fin à la réunion afin de revoir Paul Reynaud²⁴⁷.

Les cinq membres du Cabinet de Guerre — Churchill, Chamberlain, Halifax, Attlee et Greenwood — se réunirent plus tard dans l'après-midi pour ce qui devait être une discussion essentielle sur l'avenir de l'Angleterre.²⁴⁸ Il y a eu quelque débat sur la tentative de soudoyer Mussolini pour qu'il reste en dehors de la guerre. Chamberlain dit simplement qu'il n'aimait pas l'idée française²⁴⁹ et préférait jouer sur les craintes italiennes d'une Allemagne qui les dominerait et espérait de ce fait qu'ils voudraient un règlement européen général. Au lieu de cela, le débat se concentra sur une question beaucoup plus fondamentale soulevée par Paul Reynaud. Il avait demandé, pour le lendemain, l'avis des Anglais sur la question de savoir si les Italiens devaient ou non être invités à approcher les Allemands pour savoir quelles seraient leurs conditions de paix dans le cadre d'un règlement européen général. Les

²⁴⁷ BUREAU DU CABINET 65/13, WM (40) 140e conclusions (26.5.40, 14 heures)

²⁴⁸ Ibid.

²⁴⁹ Les Français pensaient que les Italiens pourraient se satisfaire d'obtenir le contrôle effectif de la Méditerranée, grâce à la neutralisation de Gibraltar, de Suez et de Malte, et à la limitation drastique des forces navales alliées dans la région.

Français pressaient l'Angleterre, qui avait le plus à offrir à l'Italie en Méditerranée, de faire la majeure partie des concessions alliées, et on leur avait dit que l'Angleterre serait disposée à le faire dans le cadre d'un règlement général. Les membres Travaillistes contribuèrent peu au débat. Attlee dit simplement qu'il pensait qu'Hitler visait à terminer la guerre d'ici à la fin de l'année (reflétant la vieille illusion anglaise qui estimait que l'économie allemande ne pourrait pas résister à une guerre longue) et laissa entendre que le Royaume-Uni pourrait être en mesure de tenir jusque-là. Greenwood craignait que Mussolini ne demande Malte, Gibraltar et Suez, mais "il ne voyait aucune objection à ce que cette approche soit essayée." Churchill, qui n'était Premier ministre que depuis quinze jours et dont la position politique était encore extrêmement fragile, ne dominait pas encore le débat. Il ne soutint pas que l'Angleterre devait se battre jusqu'à la victoire totale. Sa position était que *"la seule chose à faire était de lui montrer [à Adolf Hitler] qu'il ne pouvait pas conquérir ce pays"* et qu'aucune approche pour des conditions de paix ne devait être faite à ce stade : *"Nous ne devons pas nous empêtrer dans une position de ce genre, avant d'avoir été impliqués dans de sérieux combats."* Le débat fut en fait dominé par Halifax, désireux d'explorer la possibilité d'obtenir une paix raisonnable. Il était favorable *"à permettre à la France d'essayer les possibilités d'un équilibre européen"* et fit valoir qu'en négociant maintenant , *"il pourrait être possible de sauver la France du naufrage"*. Il était très clair qu'il faudrait dire à Mussolini que *"s'il y avait une suggestion de conditions qui affectaient notre indépendance, nous ne devrions pas les examiner pour l'instant, mais [malgré cela] nous pourrions considérer les revendications italiennes"*. Halifax résuma ces points de vue par ces mots : *"Si nous en arrivions au point de discuter des conditions d'un règlement général et que nous trouvions que nous pouvions obtenir des conditions qui n'impliqueraient pas la destruction de notre indépendance, nous serions idiots de ne pas les accepter"*. Chamberlain parla peu, mais appuya généralement Halifax.

La réunion considéra également que l'Angleterre pourrait devoir renoncer à quelque avantage pour obtenir un règlement. Il y avait un accord général sur le fait que Mussolini voudrait Gibraltar, Malte et Suez, et Chamberlain pensait qu'il pourrait bien ajouter le Somaliland, le Kenya et l'Ouganda à la liste. Il était plus difficile de voir ce qui pourrait être concédé à Adolf Hitler. Le Cabinet de Guerre était d'accord pour convenir que l'Angleterre ne pouvait accepter aucune forme de désarmement dans un accord de paix, mais que la restitution des anciennes colonies allemandes enlevées durant la Paix de Versailles était acceptable. À un moment donné, Halifax demanda directement à Churchill *"s'il était convaincu que les questions vitales pour l'indépendance de ce pays n'étaient pas touchées, il serait prêt à discuter des conditions"*.²⁵⁰ La réponse de Churchill ne montre aucun des signes de l'attitude hardie qu'il afficha en public et de son image affinée après la guerre. Il révèle peu de différences entre ses opinions et celles de Halifax et montra qu'il était prêt à abandonner certaines parties de l'Empire si un accord de paix était possible. Il répondit à la question de Halifax en disant qu'il "serait reconnaissant de sortir de nos difficultés actuelles à de telles conditions, à condition que nous conservions l'essentiel et les éléments de notre force vitale, même au prix d'une cession de territoire." Le journal de Neville Chamberlain relate la réponse en des termes plus précis que les procès-verbaux de la fonction publique. Il cite Churchill disant que "si nous pouvions nous sortir de cette impasse en abandonnant Malte et Gibraltar, et certaines colonies africaines, il sauterait sur l'occasion."²⁵¹

Alors que le débat, qui durait quatre heures, se poursuivait, Churchill commença à avoir le dessous dans le débat sur la question de savoir s'il fallait ou non demander à Mussolini de servir de médiateur. Il

²⁵⁰ Cabinet Office 65/13, WM (40) 142e conclusions (27.5.40, fait référence à la discussion du 26.5.40)

²⁵¹ Journal de Chamberlain, 26.5.40

essaya de retarder une décision finale en disant qu' *'il valait mieux ne rien décider jusqu'à ce que nous sachions quelle partie de l'armée anglaise nous pourrions rapatrier d'Europe*. Le Cabinet de Guerre accepta finalement de reprendre la discussion le lendemain, lorsque Sinclair serait présent. Ce dernier fut invité à y assister, non pas en raison de son poste de Secrétaire d'État à l'Air, mais en tant que chef du Parti Libéral. Compte tenu de la gravité des questions discutées, les membres du Cabinet de Guerre exigèrent clairement que tous les partis politiques représentés dans la coalition soient présents. Churchill voulait peut-être aussi l'appui de Sinclair pour l'aider à contrebalancer les arguments de Halifax et de Chamberlain. Le Cabinet de Guerre accepta également que Halifax fasse circuler le texte d'une éventuelle prise de contact avec l'Italie, ce qu'il fit plus tard dans la soirée²⁵². Il suggéra que les Alliés disent à Mussolini qu'en échange pour son appui à obtenir une pacification générale, *"nous comprenons qu'il désirait solutionner certains problèmes en Méditerranée ; et si Mussolini voulait bien leur révéler dans le plus grand secret quels sont ces problèmes agaçants, la France et l'Angleterre feront immédiatement leur possible pour répondre à ses désirs*. Halifax fut assez réaliste pour faire remarquer à ses collègues que cette tentative de corruption *n'avait que très peu de chances de succès*.²⁵³

Lorsque le Cabinet de Guerre anglais (avec Sinclair également présent) se réunit dans l'après-midi du 27 mai 1940, la situation avait considérablement changé. D'abord, les Français avaient suggéré, selon les termes euphémiques des procès-verbaux de la fonction publique, qu'il devrait y avoir une plus grande *précision géographique* dans l'approche alliée de l'Italie. En clair, cela signifiait que les alliés offriraient en fait un territoire à Mussolini *dès le début du processus de corruption*. Toutes les personnes présentes, y compris Halifax, rejetèrent la sugges-

²⁵² Bureau du Conseil des Ministres, 66/7, WP (40) 170 (26.5.40)

²⁵³ Car Mussolini savait fort bien qu'Adolf Hitler saurait tôt ou tard qu'il l'avait trahi, et le Nazi avait horreur d'être trahi.

tion française.²⁵⁴ Le deuxième facteur était que le Président Roosevelt avait désormais noué avec Mussolini un contact que le Cabinet de Guerre anglais avait décidé le 24 mai de lui demander de nouer. Churchill et ses trois partisans —Attlee, Greenwood et Sinclair— s'opposaient à toute tentatives des Alliés de tenter de corrompre l'Italie et affichaient certaines des attitudes déjà évidentes sur le continent, *alors que l'Armée anglaise tentait de fuir devant la débâcle*. Ils disaient que les Français étaient battus de toute façon, que garder l'Italie hors de la guerre ne ferait aucune différence, et ils laissaient entendre que l'Angleterre devait simplement s'occuper de ses propres intérêts.²⁵⁵ Personne, cependant, ne voulait démoraliser davantage les Français et en conséquence augmenter leurs chances de sortir plus vite encore de la guerre (car les Anglais avaient besoin d'autant de temps que possible pour terminer leurs préparatifs de défense)²⁵⁶ en refusant catégoriquement de parler à Mussolini. Pour cette raison, le Cabinet de Guerre accepta la suggestion de Chamberlain, mais les Français devaient être priés d'attendre que les résultats de l'initiative de Roosevelt soient connus.

La question de savoir si l'Angleterre devrait aller plus loin et demander à l'Italie de servir de médiatrice et de s'informer sur les conditions de paix allemandes, n'avait pas été solutionnée le 26 mai. Or, au cours du débat du 27 mai, Lord Halifax était effectivement isolé en promouvant cette possibilité. Churchill plaidait en faveur non pas de la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire, mais de la nécessité d'essayer de patienter durant les deux ou trois prochains mois avant de prendre

²⁵⁴ Parce que, en Méditerranée, les petits territoires qui pouvaient servir de subornation des Italiens étaient tous anglais : Malte, Gibraltar, Chypre... Ce serait donc les Anglais qui en feraient les frais. [NdT]

²⁵⁵ C'est-à-dire garder ses colonies pour elle-même. [NdT]

²⁵⁶ Il fallait totalement réarmer l'Armée anglaise qui avait abandonné **tout** son armement en France pour fuir plus vite. [NdT]

une décision sur l'opportunité de demander ou non la paix.²⁵⁷ Il était tout à fait prêt à faire des concessions pour parvenir à la paix : "Si Herr Hitler était prêt à faire la paix selon les termes de la restauration des colonies allemandes et de leur suzeraineté sur l'Europe centrale, c'était une chose."²⁵⁸ Mais, comme Churchill le souligna, l'acceptation par Hitler d'une restauration aussi limitée de la puissance allemande²⁵⁹ après leur victoire militaire stupéfiante était *plus qu'improbable*. Néanmoins, il révéla que bien qu'il ne soit pas prêt à demander à Hitler des conditions de paix, lui [Churchill] discuterait de toute offre qui lui serait faite. Halifax pensait que la situation était maintenant si mauvaise qu'il valait mieux essayer de voir si une offre raisonnable serait faite par l'Allemagne avant que la position alliée ne s'effondre irrémédiablement. Il était agacé par les longs monologues et les arguments émotionnels de Churchill. À la fin de la réunion, il menaça de démissionner et dit ensuite à Cadogan : "*Je ne peux plus travailler avec Winston !*"²⁶⁰ Mais après une longue conversation avec le Premier ministre dans le jardin du N° 10, Halifax accepta de continuer d'occuper le poste de Ministre des Affaires Étrangères.

Le Cabinet de Guerre, avec Sinclair, se réunit de nouveau à 16 heures le 28 mai dans le bureau de Churchill à la Chambre des communes²⁶¹. Le compromis convenu la veille avait été dépassé par l'échec de la tentative de Roosevelt de corrompre Mussolini. Ce dernier n'était clairement pas intéressé par les pots-de-vin alliés destinés à garder son pays en dehors de la guerre. Cependant, des contacts directs entre Vansittart, Conseiller Diplomatique en Chef du gouvernement, et l'ambassadeur italien avaient révélé que Mussolini voulait une *indica-*

²⁵⁷ Son but secret était d'apitoyer les Américains pour qu'ils viennent au secours des Anglais maltraités par les Allemands. Si les Américains n'intervenaient pas, les Anglais mettraient bas les armes. [NdT]

²⁵⁸ Bureau du Cabinet, 65/13, WM (40) 142e conclusions (27.5.40)

²⁵⁹ Autrement dit Hitler ne se contenterait pas de quelques colonies africaines et océaniques. [NdT]

²⁶⁰ Cadogan, op. cit., p.291 (27.5.40)

²⁶¹ Bureau du Cabinet, 65/13, WM (40) 145e conclusions (28.5.40)

tion claire quant à savoir si les Alliés aimeraient voir une médiation de l'Italie. Les Français avaient également demandé un contact direct des Alliés avec l'Italie. Une fois de plus, Halifax soutint qu'il n'y avait pas de risque à essayer, et que si Mussolini pouvait négocier immédiatement un règlement général, les conditions seraient meilleures qu'après un effondrement de la France et le bombardement de l'Angleterre. Les autres ministres n'étaient pas d'accord. Greenwood et Sinclair craignaient qu'une fois les pourparlers commencés, ils ne s'élargissent très rapidement à de véritables négociations de paix, et qu'il soit alors très difficile de revenir en arrière. La discussion n'était pas dominée par Churchill mais par Chamberlain. Il fit valoir que l'Angleterre se trouvait *dans une situation délicate* et que se battre était un grand "*coup de poker*", mais que, essayer de trouver une médiation l'était tout autant. Chamberlain considérait, comme Halifax, que si on leur proposait des conditions *"même graves, mais qui ne menacent pas leur indépendance"*, elles devraient être envisagées favorablement. Mais ce n'était pas le bon moment pour approcher Mussolini, même si cela pouvait éventuellement se produire la semaine suivante. Chamberlain voulait garder en tête "les concessions qui avaient été envisagées pouvoir être faites, *par exemple* en ce qui concerne Malte et Gibraltar," pour un règlement général avec l'Allemagne plutôt que de les gaspiller avec Mussolini. Chamberlain plaida pour l'envoi aux Français d'un message assez alarmant, expliquant clairement que l'Angleterre prenait en compte ses propres intérêts et continuerait la guerre pendant un certain temps afin d'obtenir de meilleures conditions de paix. Il suggéra de dire que "nous, dans ce pays, sentons qu'il nous reste des ressources dont nous pouvions faire bon usage. Si, comme nous le croyions, nous pouvions tenir bon, nous serions en mesure d'obtenir des conditions qui n'affecteraient pas notre indépendance." Churchill contribua peu, sauf pour soutenir la suggestion de Chamberlain de continuer à se battre pendant une période limitée. Il dit à ses collègues : "Le temps pourrait venir où nous sentirons que nous devons mettre fin à la lutte, mais les conditions ne se-

raient pas alors plus mortelles que celles qui nous sont offertes aujourd'hui."

La réunion fut ajournée pendant que Chamberlain et Halifax rédigeaient un message aux Français. Dans l'intervalle, Churchill discuta avec des ministres *sans portefeuille*²⁶² qui ne faisaient pas partie du Cabinet. Il ne leur mentionna pas les arguments évoqués au sein du Cabinet de Guerre, mais parla simplement de la poursuite de la guerre. Cette réunion fut souvent décrite comme *cruciale* pour soutenir Churchill contre ses collègues du Cabinet de Guerre. En fait, ce fut en grande partie sans importance. Le 28 mai 1940, il n'y avait guère de différence d'approche entre les principaux ministres ; et le Cabinet de Guerre s'était déjà mis d'accord sur la façon de répondre aux Français. Cette réponse fut envoyée plus tard dans la soirée, sans modification du projet de Chamberlain et Halifax.

Dans ces longs débats de trois jours pour décider si l'Angleterre devait demander elle aussi des conditions de paix, deux perspectives peuvent nous éclairer : La première est que *Churchill n'a pas préconisé une politique de résistance absolue et de lutte jusqu'au bout*. Il préférerait se battre pendant *quelques mois*, une ligne de conduite qui, avec un peu de chance, démontrerait à Adolf Hitler qu'il ne pouvait pas conquérir l'Angleterre. Il acceptait qu'il soit donc nécessaire de faire la paix, mais estimait que l'Angleterre devait être en mesure d'obtenir de meilleures conditions à ce stade que lorsque la France s'effondrait. Et pour obtenir cette paix, Churchill était tout à fait prêt à payer l'Allemagne et l'Italie avec des territoires de l'Empire britannique. Les objectifs limités de Churchill émergent le 29 mai quand il demande à tous les ministres de garder le moral et de continuer le combat jusqu'à ce que soit brisée la volonté des Allemands de mettre toute l'Europe sous sa botte.²⁶³ Cela

²⁶² Ministres sans portefeuille traduit ici l'expression *junior Ministers*, même si l'expression signifie plutôt *Ministres subalternes qui ne faisaient pas partie du Cabinet*. [NdT]

²⁶³ Papiers Beaverbrook, D 414/3 (29.5.40)

n'avait rien à voir avec une victoire anglaise sur l'Allemagne. La problématique de Churchill à la fin du mois de mai portait sur la question de savoir si Hitler exigerait un règlement général (ce que Halifax pensait possible), ou s'il était plus vraisemblable qu'il exigerait une paix reflétant les conquêtes militaires allemandes. *Le deuxième point* qui ressort de ces longues discussions est que l'escapade de l'Armée anglaise à Dunkerque n'eut aucune influence sur la décision de poursuivre la guerre. Le 28 mai, le jour où le Cabinet de Guerre accepta de rejeter toute approche de Mussolini (et par conséquent de ne pas rechercher la paix), seuls 17 000 soldats anglais avaient été évacués vers le Royaume-Uni. Bien que le retour de plus de 180 000 soldats au début du mois de juin remontât le moral, il ne résolut pas les problèmes militaires causés par la défaite en France. L'Armée anglaise avait abandonner tous ses principaux équipements sur le continent et pendant l'été 1940, ce fut le manque d'équipement, et non d'hommes, qui fut le point crucial de la faiblesse militaire britannique.

Après le 28 mai, la question de la paix n'est pas réapparue pendant trois semaines à l'ordre du jour du Cabinet de Guerre. Pourtant, certains éléments d'opinion importants poussaient à la paix. À la fin du mois, le Premier ministre australien, Menzies, suggéra que Roosevelt soit invité à organiser une conférence pour formuler un accord de paix. Churchill rejeta la demande. Au sein du Parlement, il y avait aussi un groupe en faveur d'une fin négociée de la guerre. Il était composé d'environ 30 députés et 10 pairs de tous les partis, et mené par le député travailliste Richard Stokes. Ils considéraient Lloyd George comme un possible Premier ministre et soutenaient qu'une fois toute menace d'invasion repoussée, l'Angleterre devait alors rechercher la paix, puisque les seuls bénéficiaires de la poursuite de la guerre seraient les États-Unis et l'Union soviétique. La détérioration continue de la situation militaire sur le continent ramena toutefois la question de la paix au premier rang des priorités. Alors que l'armée allemande envahissait la

France vers le sud, il était évident que l'Angleterre serait bientôt laissée seule pour faire face à l'Allemagne, à l'Italie et à une Europe hostile. Les Américains n'allaient clairement pas entrer en guerre immédiatement et Roosevelt avait même refusé de permettre la publication d'un message vaguement sympathique. Le 14 juin, le député Conservateur Chips Channon *rumina* contre Roosevelt et la terrible perspective qui attendait l'Angleterre : *"S'il refuse de venir [nous aider], il semble bien que la guerre doive prendre fin, et que ce grand Empire aura été vaincu et humilié."*²⁶⁴

Les événements des trois jours du 17 au 19 juin, suite à la demande française d'armistice, restent très sensibles. Certains documents anglais essentiels couvrant cette période restent encore *verrouillés*, contrairement à ceux sur les discussions de la fin mai, probablement parce que, contrairement à la fois précédente, *l'Angleterre a clairement indiqué qu'elle était prête à entamer des négociations de paix*. Le dilemme auquel ce pays fut confronté le 17 juin était peut-être le pire de son histoire. Son seul allié était sur le point de sortir de la guerre et le sort de la flotte française n'était toujours pas clair ; si elle passait sous contrôle nazi, la supériorité navale britannique serait difficile à maintenir. Le seul espoir possible était l'intervention des Américains, mais ils semblaient avoir éliminé l'Angleterre et la France et se concentrer sur leur seule défense. La question capitale était de savoir si l'Angleterre devait ou non se joindre à la France pour négocier la paix alors qu'elle était *encore invaincue*²⁶⁵ et qu'elle disposait de certains moyens militaires (la flotte et la RAF) et avant que de nouveaux revers militaires, y compris une éventuelle invasion, ne sapent la position de négociation de ce pays. Churchill reconnut que c'était une période cruciale pour décider de la voie à suivre. Dans l'après-midi du 17 juin, il vit l'ambas-

²⁶⁴ Channon, op cit, pp.257-8 (14.6.40)

²⁶⁵ Toute la question est de savoir si l'on peut être invaincu sans avoir combattu. [NdT]

sadeur américain, Kennedy, qui rapporta à Washington : «Je crois qu'il y a un certain nombre de décisions prises ici [sur] leur ligne de conduite ». Il ajouta que Churchill voulait savoir sur quoi il pouvait compter de la part des Américains.²⁶⁶

Ailleurs à Whitehall, des événements encore plus importants se produisaient. Rab Butler, l'adjoint de Halifax, demanda à l'Ambassadeur de Suède à Londres, Bjorn Prytz, de venir au Ministère des Affaires Étrangères. Il n'est pas surprenant qu'il n'y ait aucune trace britannique de leur conversation. De plus, en 1946 et à nouveau en 1964, le Royaume-Uni intervint pour arrêter la publication de la version suédoise de cette entrevue. En 1965, Bjorn Prytz publia finalement à Stockholm son télégramme sur la réunion. Dans celui-ci, il est noté que : "L'attitude officielle de Monsieur Rab Butler est que la guerre doit continuer pour l'instant, mais il doit être assuré qu'aucune possibilité de compromis ne devrait être manquée si des conditions raisonnables pouvaient être obtenues, et qu'aucun intransigeance ne devra barrer le chemin." L'interprétation britannique standard de ces paroles est que Butler a peut-être parlé un peu imprudemment, et que Bjorn Prytz a peut-être cru lire dans ses paroles plus que Rab Butler n'avait voulu dire. Cette interprétation ne saurait être retenue. Les points de vue consignés par Bjorn Prytz sont cohérents à la fois avec le fort plaidoyer de Butler en faveur d'une paix de compromis à partir de l'automne 1939 et avec sa méfiance à l'égard de Churchill, d'Eden et d'autres en tant qu'*intransigeants*. La référence à son *attitude officielle*, à savoir que la guerre devait continuer *pour le moment*, suggère que son attitude intime, à laquelle il a peut-être fait allusion dans son entretien avec Bjorn Prytz, était différente et favorisait la paix. Et pourquoi Rab Butler aurait-il pris l'initiative, à ce moment-clé de la guerre, de parler de paix aux Suédois

²⁶⁶ Archives nationales des États-Unis 740.0011 Guerre européenne 1939 38821/2. Rappelons que l'ambassadeur Kennedy, père du Président, était très favorable aux Allemands.

qui, en tant que neutres, étaient le moyen le plus évident de contacter les Allemands, s'il ne s'était pas attendu à ce que des mesures soient prises ?

L'interprétation, selon laquelle ce sondage des Suédois n'était pas simplement une malheureuse remarque frivole d'un ministre subalterne, est confirmée par d'autres indices. Vers la fin de sa conversation avec Bjorn Prytz, Rab Butler fut convoqué par Lord Halifax. Ils discutèrent évidemment de la visite du Suédois car, à son retour, Rab Butler donna à Bjorn Prytz un message de Lord Halifax selon lequel le bon sens et non la bravade dicterait la politique du gouvernement anglais. Armé de ces informations d'un membre du Cabinet de Guerre sur la volonté du Royaume Uni d'envisager la paix, Bjorn Prytz retourna dûment à son ambassade pour informer Stockholm de ce nouveau développement. Le ministère des Affaires étrangères ne laissa cependant pas l'initiative entièrement entre les mains de Bjorn Prytz. Tard dans la soirée du 17 juin, un télégramme fut envoyé à l'ambassadeur d'Angleterre à Stockholm, Sir Victor Mallet. Le texte du télégramme est encore tenu très secret pour éviter toute consultation publique.²⁶⁷ Néanmoins, il est possible d'en déduire le contenu.

Lorsque le Cabinet de Guerre se réunit à 12 h 30 le 18 juin, Churchill n'était pas à la présidence. Il était occupé à écrire un discours qui devait être prononcé à la Chambre des Communes cet après-midi-là, un discours qui comprenait la phrase mémorable "*Leur heure de gloire.*" En son absence, le Cabinet de Guerre était présidé par Neville Chamberlain. Le procès-verbal officiel d'un point non identifié à l'ordre du jour de la journée reste enfermé dans le secret absolu.²⁶⁸ Pourtant, Sir Alexander Cadogan, chef du Foreign Office, était présent, et il nota dans son journal le passage suivant sur la réunion, qui ne peut faire

²⁶⁷ Mon Dieu, certaines nationalités sont si soucieuses d'apparaître pures. [NdT]

²⁶⁸ Bureau du Cabinet des Ministres, 65/7, WM (40) 171e Conclusion Point 5 (18.6.40)

référence à aucun des autres points discutés : *Winston n'est pas là – il écrit son discours. Pas de réponse des Allemands.*²⁶⁹ La seule explication possible de cette note énigmatique était que les Affaires Étrangères attendaient une réponse des Allemands au sujet des initiatives envoyées via Bjorn Prytz et l'ambassade anglaise à Stockholm, sur d'éventuelles conditions de paix. Le procès-verbal secret fait présumément référence à ces initiatives. Ce qui s'est passé à Stockholm ce jour-là montre clairement que c'est la bonne interprétation. Sir Victor Mallet a vu le Ministre suédois des Affaires étrangères, Christian Ernst Gunter, transmettre un message qu'il avait reçu la veille au soir de Londres. Le Secrétaire-Général du Ministère (fonctionnaire de haut-rang), Bohemann, demanda alors à l'ambassadeur d'Italie, Francesco Frasoni, de l'appeler. À son tour, Frasoni rapporta la séquence des événements et la décision anglaise au ministre italien des Affaires étrangères, le comte Ciano, à Rome :

"Le représentant britannique [Mallet] demanda une entrevue avec le ministre suédois des Affaires étrangères et l'informa que le gouvernement anglais avait l'intention d'entamer des négociations de paix avec l'Allemagne et l'Italie. Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères m'en a immédiatement informé et, en réponse à ma demande, a confirmé expressément que cette déclaration du représentant anglais avait un caractère officiel."²⁷⁰

Ce télégramme italien montrait clairement que Mallet agissait sur instructions de Londres, qui étaient distinctes de la conversation de Bjorn Prytz ; et que le premier pas dans l'ouverture des négociations de paix avait été fait. Les Suédois, à juste titre, informèrent les Italiens d'une initiative aussi importante. L'Italie, cependant, n'était que le partenaire le moins important de son alliance, et toute négociation se ferait

²⁶⁹ Cadogan, op cit, p.304 (18.6.40)

²⁷⁰ B. Martin, Initiatives de paix et politique de puissance dans la Seconde Guerre mondiale, p.272

principalement avec l'Allemagne. La décision la plus importante de la Suède, le 18 juin, fut de convoquer à Stockholm son ambassadeur de Berlin, Richert, pour une brève consultation. Il retourna à Berlin le lendemain pour informer un incrédule von Weizacker, fonctionnaire haut-gradé du ministère allemand des Affaires étrangères, de la demande des Anglais. La raison de l'incrédulité de von Weizacker était que l'initiative semblait en totale contradiction avec le discours si belliqueux de Churchill à la Chambre des Communes le 18 juin.

L'explication de cette contradiction s'expliquait par ce qui s'était passé à Whitehall. Il semble clair que l'initiative prise par Halifax et Butler avec les Suédois n'avait pas été acceptée par l'ensemble du gouvernement anglais. Ils espéraient peut-être qu'en ouvrant un canal de communication avec les nazis, via Stockholm, ils contourneraient Churchill et obtiendraient une offre définitive de conditions de la part des Allemands. L'offre éventuelle serait présentée ensuite comme un *fait accompli* au Cabinet de Guerre anglais, et forcerait ainsi une discussion sur l'acceptation ou non des conditions. Bien qu'il n'ait pas assisté à la réunion du Cabinet de Guerre du 18 juin, Churchill aurait appris ce qui s'y était passé, par le procès-verbal de la réunion ou par ses alliés politiques qui se trouvaient là. Dès qu'il fut mis au courant de la situation, Churchill semble être intervenu rapidement pour arrêter l'initiative de son Ministère des Affaires Étrangères. Il profita sans doute de la réunion du Cabinet de Guerre du 19 juin, pour opposer son veto à l'initiative. Encore une fois, un point du procès-verbal reste bloqué dans le secret absolu, probablement parce qu'il fait référence à l'action de Churchill et à la discussion de la veille.²⁷¹

Cet abandon soudain de l'initiative de paix britannique laissa un désordre diplomatique à éclaircir. Le 19 juin, Christian Ernst Gunter, le

²⁷¹ Bureau du Cabinet des Ministres, 65/7, WM (40) 172^c Conclusions Point 7 (19.6.40).

Ministre suédois des Affaires étrangères, revit Mallet pour rendre compte des progrès réalisés dans l'ouverture d'une voie de communication avec les Allemands. Lors de cette réunion, Mallet montra pour la première fois le télégramme de Bjorn Prytz, une *confirmation supplémentaire qu'il agissait sur instructions de Londres en soulevant, le jour précédent, la question de la paix*. Christian Gunter demanda spécifiquement si les Anglais voulaient maintenant que les Allemands fassent une offre formelle de conditions de paix. Mallet, qui était maintenant au courant de ce qui se passait à Londres (ce qui laisse croire que Churchill agit rapidement le 18 juin pour empêcher ses Affaires Étrangères d'engager le gouvernement trop loin), répondit que son gouvernement ne voulait plus d'action en ce sens pour le moment. Lorsque Churchill vit le télégramme de Mallet du 19 juin 1940 (qui rapportait cette conversation avec Christian Ernst Gunter, ainsi que le texte du télégramme de Prytz du 17 juin au sujet de sa conversation avec Rab Butler), il écrivit à Lord Halifax pour se plaindre de la *forte impression de défaitisme de Rab Butler*. C'était aussi une critique implicite de Lord Halifax pour son implication. Les deux ministres des Affaires étrangères décidèrent donc de faire front commun face à la colère de Churchill. Rab Butler écrivit une note explicative à Halifax et admit qu'il avait dit à Bjorn Prytz que *si nous voulions négocier, nous devons le faire par la force*. Rab Butler offrit sa démission, mais Halifax se garda bien de la transmettre à Churchill, craignant qu'elle ne soit acceptée.²⁷² Churchill, cependant, n'oublia pas l'incident. En décembre 1940, Lord Halifax fut expédié à Washington et, en 1941, Rab Butler fut muté pour prendre en charge la politique de l'éducation, une promotion nominale mais bien loin du centre de l'élaboration des politiques du temps de guerre. Il y resta jusqu'à la fin de la guerre.

²⁷² Ministère de l'Intérieur, 800/326

Les mesures prises par les Anglais le 19 juin visaient²⁷³ également à atténuer l'enthousiasme des Suédois d'avoir été utile aux négociations de paix. Le Cabinet de Guerre fit saisir quatre destroyers suédois aux îles Féroé alors qu'ils rentraient chez eux. Le prétexte de l'opération fut qu'ils *pourraient tomber aux mains des Allemands*, bien que, comme l'a expliqué Churchill, il valait mieux *s'emparer d'abord des navires et plus tard réfléchir à l'explication que nous devrions offrir*.²⁷⁴ Lorsque les Anglais s'emparèrent de leurs navires, les Suédois protestèrent en disant qu'ils considéraient l'incident comme très grave parce qu'ils avaient organisé avec les Allemands le passage de leurs navires en toute sécurité. Dès lors, le Foreign Office craignit que les Allemands n'utilisent l'incident pour exiger de contrôler la Suède. À ce stade (23 juillet 1940), le Cabinet de Guerre anglais n'avait pas l'intention de rendre les navires. Pourtant, après de nouvelles protestations suédoises, les Anglais acceptèrent de les rendre le lendemain. Il fut décidé que cette restitution devait être faite *sous le prétexte de nouvelles informations en provenance de Suède*, et accompagné de la version mensongère selon laquelle l'Angleterre n'avait saisi les vaisseaux que provisoirement et *en attendant le résultat d'enquêtes*.²⁷⁵ Un commentaire subsidiaire à cette histoire est que les Allemands avaient clairement quelque espoir sur ce qui se passait chez les Anglais après leur demande de négociations de paix transmise à Berlin par l'intermédiaire des Suédois. Goebbels écrivit le 22 juin dans son journal : "Cette semaine va voir un grand tournant en Angleterre. Naturellement, Churchill ne pourra pas y

²⁷³ Contrairement à ce que cette phrase veut laisser croire, le but de cette saisie de vaisseaux de guerre n'avait pas pour objectif d'abaissier l'enthousiasme des Suédois à aider au retour de la paix, mais à renforcer la Royal Navy à peu de frais et à empêcher la Kriegsmarine de se renforcer en saisissant ces mêmes vaisseaux. Des vaisseaux français qui mouillaient dans les ports anglais furent aussi saisis, au moment de l'agression presque ratée de Mers El-Kébir où un seul gros vaisseau fut neutralisé. Au total, deux contre-torpilleurs, sept torpilleurs, quatre sous-marins, dix avisos et plus d'une centaine de bateaux de tous types furent saisis par la ruse dans les ports anglais. [NdT]

²⁷⁴ Bureau du Cabinet, 65/7, WM (40) 172^e conclusion (19.6.40)

²⁷⁵ Ibid, WM (40) 177^e conclusions (24.6.40)

résister. Un gouvernement de compromis sera formé.²⁷⁶ Les Allemands ne se rendaient pas compte de la rapidité avec laquelle Churchill avait pu raffermir son contrôle.

Bien que Churchill ait désormais repris les rênes du Cabinet de Guerre et qu'un consensus ait finalement émergé sur la poursuite de la guerre (une résolution démontrée de manière tangible par l'agression au début de juillet contre une escadre française démobilisée à Mers El-Kébir), il existait encore beaucoup de personnes influentes qui voulaient la paix. En juillet, les Australiens maintinrent leur pression pour un compromis. Le Premier ministre australien Robert Gordon Menzies voulait que l'Angleterre définisse ses objectifs de guerre (qui restaient indéfinis sous Churchill comme ils l'avaient été sous Chamberlain) comme point de départ d'une conférence de paix. Stanley Bruce, le haut-commissaire australien à Londres, ne perdit aucune occasion de faire valoir ces points de vue lorsqu'il rencontra des ministres britanniques. À l'ambassade de Madrid, Sir Samuel Hoare était un fervent défenseur de la paix. Le 4 juillet, il aurait *"plaidé avec force en faveur d'un compromis"* et, une semaine plus tard, il déclara au ministre espagnol des Affaires étrangères, en réponse à son offre de médiation, *"qu'il était possible qu'on y vienne."*²⁷⁷ À la mi-juillet, l'ambassadeur anglais à Berne, Sir David Kelly, relança ces contacts avec le prince Max von Hohenlohe. Lors d'une réunion secrète, il dit à l'Allemand que Churchill n'était pas raisonnable car sous influence éthylique, mais que Lord Halifax et Rab Butler étaient beaucoup plus réalistes. Ces contacts n'aboutirent à rien. Halifax resta également attaché à l'idée du compromis. Cadogan nota dans son journal intime à la date du 2 juillet que "le

²⁷⁶ M. Balfour, La propagande en temps de guerre, p.197

²⁷⁷ B. Martin, op. cit., p.277

Pape²⁷⁸ fait des tentatives de suggestion à moitié cuites pour trouver un accord. C'est ce vieux cinglé d'H[alifax] qui veut ça ardemment.¹²⁷⁹

La dernière tentative d'obtenir des conditions de paix tourna autour du discours d'Adolf Hitler au Reichstag le 19 juillet, présenté à l'avance comme un grand discours de paix, au cas où il ne contiendrait rien de substantiel. Les contacts à cette occasion se firent par l'intermédiaire de Lord Lothian, ambassadeur d'Angleterre à Washington, qui tout au long des années 1930 avait été un fervent défenseur de l'*apaisement*. Le 18 avril 1940, il s'exprima ouvertement en faveur d'une paix de compromis devant des diplomates allemands. Le 19 juillet, un intermédiaire quaker, Malcolm Lovell, transmet à Lothian un message du *chargé d'affaires allemand* disant que des conditions de paix allemandes étaient disponibles si l'Angleterre souhaitait les connaître. Lorsque Lothian rapporta cela à Londres, Churchill ordonna à Halifax de dire à l'ambassadeur de ne pas répondre au message allemand. Lord Halifax ne transmet pas cette instruction et semble avoir envoyé un message très différent. Lorsque Lothian revit Lovell, il lui dit que *des dissidents* du Cabinet de Guerre lui avaient demandé de savoir "*ce que l'Allemagne se proposait d'offrir à une nation fière et invaincue.*" Cette approche fut transmise à Berlin, bien que les documents allemands sur le sujet aient disparu lorsqu'ils sont passés aux mains des Alliés, après la guerre. Cependant, le haut fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, von Weizacker, écrivit dans son journal intime du 23 juillet : "*Un étrange sentiment de paix apparaît, de la part de l'ambassadeur britannique à Washington... Lothian a fait des propositions pour les-*

²⁷⁸ Comme son père, Lord Halifax était un militant anglo-catholique, dans la tradition du Mouvement d'Oxford et se qualifiait de « catholique dans l'Église anglicane » (Winston Churchill le surnommait Holy Fox, le Saint Renard). L'Église anglicane (ou Catholique londonienne) était jadis tiraillée par deux mouvements centrifuges ; l'un cherchait à imiter les rites catholiques romains, l'autre voulait imiter le protestantisme. N'oublions pas que le roi d'Angleterre est Défenseur de la Foi *catholique*. [NdT]

²⁷⁹ Cadogan, op. cit., p. 309 (2.7.40)

quelles il aurait dû obtenir une autorisation, s'il était un ambassadeur normal.²⁸⁰ À Londres, Churchill s'assura que Halifax donnait la réponse officielle au discours d'Hitler au Reichstag, rejetant la paix. Bien que Lothian ait essayé de faire en sorte que Halifax ne claque pas complètement la porte, l'initiative s'est essoufflée. D'autres membres du gouvernement, cependant, étaient au courant de ce qui se passait à Washington et jusqu'où Lothian était allé avec les Allemands. Harold Nicolson nota le 22 juillet que *Lothian affirmait qu'il "connaissait les conditions de paix allemandes et qu'elles étaient très satisfaisantes."*²⁸¹

Il est clair, d'après les nombreuses preuves de discussions et d'approches du Cabinet de Guerre via les Suédois et les Américains, en mai et juin 1940, que non seulement l'Angleterre envisageait sérieusement de faire la paix avec l'Allemagne, mais qu'un membre du gouvernement anglais est allé jusqu'à demander quelles conditions les Allemands offriraient. Au sein du Cabinet de Guerre, il y avait tout un éventail de points de vue : de Halifax, qui préférait essayer de faire la paix avant que la situation militaire ne s'aggrave encore ; à Churchill, qui voulait continuer à se battre pendant quelques mois. Il ressort clairement, aussi, des discussions au sein du Cabinet de Guerre qu'en mai et juin 1940, leur politique *n'était pas* un engagement *absolu* à se battre jusqu'à la victoire. Au lieu de cela, ils adoptèrent un objectif à plus court terme de se préparer à résister à toute invasion allemande dans l'espoir que l'Allemagne pourrait s'effondrer rapidement ou, si ce n'était pas le cas, que le Royaume Uni serait en mesure d'obtenir de meilleures conditions de paix plus tard dans l'année, une fois qu'une invasion aurait été repoussée, plutôt qu'immédiatement après l'armistice de la France. La position de Churchill était très différente de l'image héroïque qu'il aimait projeter en public pendant ou après la guerre. En privé, il ne plaidait pas pour la victoire à tout prix, mais s'accordait plutôt avec ses collègues

²⁸⁰ B. Martin, op. cit., p. 283

²⁸¹ Nicolson, sur cit (22.7.40)

sur une politique visant à voir si le RU [Royaume Uni] pouvait continuer pendant quelques mois. Si des négociations avec l'Allemagne étaient nécessaires, il était tout à fait prêt à céder du territoire britannique afin d'obtenir la paix. Personne n'est allé jusqu'à établir jusqu'à quelles limites pouvait aller le RU dans des négociations ; au lieu de cela les Anglais ont plutôt utilisé un langage hermétique [énigmatique] sur le maintien de l'indépendance pour dissimuler le fait qu'ils *étaient prêts à concéder un transfert majeur du territoire impérial britannique à l'Allemagne et à l'Italie*. À l'époque, le plus grand secret entourait évidemment ces discussions, mais il est difficile de comprendre la justification qui poussa ultérieurement les Anglais à essayer de prétendre qu'elles n'avaient jamais existé.²⁸²

Le point de vue de Churchill en 1940 (plutôt que les mensonges ultérieurs au sujet de ces discussions), est bien illustré par sa réponse à une initiative du Roi de Suède au début du mois d'août 1940 d'organiser une conférence pour examiner les possibilités de la paix. Churchill a modifié le brouillon de la réponse du Ministère anglais des Affaires étrangères pour le rendre beaucoup plus général, quand il a écrit : "Une réponse ferme du genre de celle que j'ai ébauchée est notre seule chance d'arracher à l'Allemagne une offre qui ne soit pas fantaisiste."²⁸³ Mais si Churchill avait été vraiment *déterminé à se battre jusqu'au bout*, comme il l'a soutenu avec force en public, pourquoi aurait-il montré le moindre intérêt à essayer d'obtenir des offres de l'Allemagne ? Toute proposition faite par l'Allemagne à ce stade devait nécessairement être basée sur sa position dominante en Europe et exiger de la part de l'Angleterre l'acceptation de la plus grande partie de ce qui avait été réalisé par la conquête militaire

²⁸² La *vanité nationale*, érigée en obligation puisque les ouvrages critiques de cette fausse fierté nationale sont systématiquement refusés en Grande Bretagne, au Canada, et peut-être en Australie par les éditeurs; à défaut de quoi ils perdent les subventions gouvernementales. [NdT]

²⁸³ Premier Ministre. 4/100/3 (3.8.40)

À la fin du mois de juillet 1940, la possibilité de paix n'était plus à l'ordre du jour. L'Angleterre avait décidé de poursuivre la guerre pour le moment dans l'espoir que quelque chose pourrait se produire (l'effondrement de l'Allemagne ou peut-être l'aide des États-Unis), ou à défaut, l'espoir d'établir une meilleure position à partir de laquelle négocier la paix. La survie était désormais la priorité absolue. Les semaines suivantes montreraient si les partisans de "*la paix tout de suite*," ou ceux de "*la guerre maintenant, la paix plus tard*" avaient raison. Si l'Angleterre ne pouvait repousser aucune tentative d'invasion, alors il serait préférable pour une Grande-Bretagne "*invaincue*" de rechercher la paix avant que les Allemands ne tentent une invasion, et le pays ferait alors face aux horreurs d'une défaite totale et de l'occupation allemande. Les préparatifs que l'Angleterre avait faits dans les années 1930 devaient maintenant être mis à l'épreuve, mais le facteur crucial serait la façon dont les Allemands mèneraient la bataille. Disposaient-ils des forces nécessaires pour vaincre l'Angleterre et étaient-ils prêts pour tenter une invasion à grande échelle ?

Survie

L'effondrement de la France à la mi-juin 1940 a laissé l'Angleterre dans une situation *simple*²⁸⁴ mais épouvantable. Toute idée de victoire finale semblait simplement chimérique, et tous les efforts devaient être concentrés sur la tâche immédiate de survie. Les craintes des Anglais selon lesquelles l'Allemagne se retournerait contre eux après Dunkerque et avant la défaite finale de la France ne s'étaient pas réalisées : Hitler n'avait jamais envisagé d'autre option que la victoire sur le vieil ennemi de l'Allemagne [la France]. Le grand triomphe de cet homme qui avait été un simple soldat, gazé dans les tranchées pendant la Première Guerre mondiale, est venu lorsqu'il a réussi à forcer les Français à signer l'armistice à Compiègne dans le même wagon de chemin de fer dans lequel le maréchal Foch avait humilié les Allemands en novembre 1918. (Le film d'Hitler faisant un pas de gigue devant le wagon avant la signature *est un faux*, faisant partie d'un film de propagande canadien). Après l'armistice avec la France, l'Allemagne était la nation la plus puissante que l'Europe ait connue depuis Napoléon. Elle occupait la Norvège, le Danemark, la Belgique, le Luxembourg, l'Autriche et une bonne partie de la France, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Elle était alliée à l'Italie (un privilège équivoque) ; des pays neutres comme l'Espagne et l'Union soviétique étaient amis, et d'autres comme la Suède et la Suisse s'adaptaient rapidement à la puissance écrasante de l'Allemagne. Hitler était également sur le point de redessiner la carte de l'Europe du Sud-Est en faveur de ses amis – la Hongrie et la Bulgarie – aux dépens de la Roumanie. Du côté des Alliés lors de

²⁸⁴ Le sens de cet adjectif (*simple*) est mystérieux. Exprime-t-il la solitude de l'Angleterre sans allié ? Sans doute.

la Première Guerre mondiale, les Roumains avaient été bénéficiaires des traités d'après-guerre,²⁸⁵ mais devaient maintenant payer le prix d'un changement fondamental dans l'équilibre des forces. Peu de gens en Allemagne, dans le reste de l'Europe, aux États-Unis ou au Japon pensaient qu'il ne faudrait pas beaucoup de temps avant que l'Angleterre ne soit occupée ou forcée de composer avec une Allemagne victorieuse.

Le temps passé par une Grande-Bretagne sans allié contre une Allemagne apparemment toute-puissante avait mal commencé avec l'invasion, pour la première fois depuis des siècles, de l'archipel anglo-normand. Les îles anglo-normandes étaient une possession personnelle du roi d'Angleterre depuis le XII^e siècle²⁸⁶ et, bien qu'elles ne fassent pas partie du Royaume-Uni, l'Angleterre était responsable de leur défense. Cette responsabilité sera oubliée en juin 1940. Alors que les Allemands envahissaient la France, la question de l'archipel anglo-normand, généralement l'objet d'une certaine négligence de la part de Whitehall, fit irruption dans l'ordre du jour du Cabinet de Guerre anglais. Le matin du 12 juin, peu après la chute de Paris, les ministres ont convenu d'envoyer des bataillons de l'armée (deux à Jersey et à Guernesey), pour les défendre contre toute invasion. Ils ont également convenu d'entamer des consultations avec les autorités de l'île sur l'évacuation éventuelle des civils. Cinq heures plus tard, après que Churchill soit revenu de France convaincu que les Français ne tiendraient que quelques jours de plus, Anthony Eden, Secrétaire d'État à la Guerre, contremanda l'envoi de troupes et déclara au Cabinet de Guerre qu'il souhaitait reconsidérer la question de la défense des îles. Le lendemain, les chefs d'état-major convinrent qu'aucune troupe britannique ne devait être envoyée, que les forces en garnison là devaient être évacuées dès que les troupes anglaises auraient évacué la France et que l'île devrait

²⁸⁵ La province de Dobroudja du Sud occupée par la Bulgarie pendant la guerre était redevenue roumaine au Traité de Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919. [NdT]

²⁸⁶ Jusqu'au XIII^e siècle, le roi d'Angleterre était duc de Normandie. Après la reconquête par les Français, il ne lui resta que cet archipel. [NdT]

alors être totalement démilitarisée. Ayant en fait envisagé l'occupation allemande des îles, les chefs d'état-major décidèrent alors que l'évacuation des civils était *inutile et non souhaitable*. Le gouvernement britannique n'informa pas les autorités de l'île de la décision de ne pas les défendre pendant six jours qui suivirent.²⁸⁷ Le retard rendit presque impossible toute évacuation planifiée de la population.

La garnison anglaise et le personnel de la Royal Air Force avaient commencé à abandonner les îles, immédiatement après le 13 juin, mais ce ne fut que le 19 juin que les Chefs d'État-Major demandèrent l'autorisation officielle d'abandonner l'archipel.²⁸⁸ Lors de la réunion du Cabinet de Guerre anglais, Churchill parla en termes romantiques des îles comme de possessions très anciennes date du roi d'Angleterre, et il voulait utiliser les forces navales pour arrêter toute invasion. Le vice-chef d'État-Major de la Marine lui répondit carrément que *le matériel nécessaire à la défense des îles n'était pas disponible* et qu'avec les Allemands occupant toute la côte française adjacente, l'Angleterre devait reconnaître une réalité désagréable. Churchill concéda sa défaite et la discussion tourna vers la possibilité d'une évacuation. Le Cabinet de Guerre accepta *généreusement* en disant que l'Angleterre ne pouvait pas refuser d'accepter les évacués des îles. Il insista pour que toutes les dispositions d'évacuation soient prises et payées par les autorités de l'île *et non par le gouvernement britannique*. La possibilité d'organiser un exode ordonné fut rendue plus difficile par le départ précipité le 20 juin des dernières troupes anglaises et des lieutenants- gouverneurs. Les îles avaient été trop vite laissées à elles-mêmes pour tenter de procéder à un départ de dernière minute de leurs propres ressources. Le résultat, sans surprise, fut cahotique. Aurigny fut totalement évacuée mais la population de Sercq resta sur place. Ailleurs, les hommes en âge de porter les armes, les femmes et les enfants étaient

²⁸⁷ Comme il n'avait pas averti l'Armée française qu'ils se préparaient à fuir le combat. [NdT]

²⁸⁸ Bureau du Cabinet, 65/7, WM (40) 172e Conclusions (19.6.40) & BUREAU DU CABINET 66/8, WP (40) 208

censés être prioritaires pour l'évacuation, mais en fin de compte, la chance ou le hasard décidèrent qui trouverait des places sur les navires. Des animaux furent abattus, la foule en masse se rua sur les rives et on remarqua un manque général de leadership de la part des gouvernements insulaires. Finalement, environ 23 000 personnes, soit un quart de la population totale, furent évacuées vers la principale île de Grande Bretagne²⁸⁹.

Les Britanniques, ayant décidé de la démilitarisation des îles, refusèrent d'informer les Allemands de cette décision sous prétexte absurde que cela pourrait les inciter à occuper l'archipel. Le résultat fut que les insulaires subirent *le pire des deux mondes* : pas de défense, sans que la démilitarisation ne soit annoncée aux Allemands. Ces derniers, pensant que les îles étaient toujours bien défendues, commencèrent à les bombarder et tuèrent 33 civils. Ce ne fut qu'à ce moment-là, le 30 juin, que les Anglais se décidèrent à annoncer la démilitarisation qu'ils avaient effectuée 10 jours plus tôt. *La nouvelle de cette bavure fut immédiatement occultée par Whitehall*. L'occupation allemande des îles eut lieu le 30 juin et le 1^{er} juillet.

Les îles Anglo-Normandes restèrent occupées par les nazis jusqu'à la fin de la guerre et la capitulation finale allemande. *Ce qui s'est passé pendant cette période montre qu'une population britannique a accepté l'occupation allemande de la même manière que le reste de l'Europe* : il y eut peu ou pas de résistance dans les îles et beaucoup de collaboration. De nombreux Allemands trouvèrent les insulaires beaucoup plus coopératifs que les Français et le gouvernement interne des îles se poursuivit normalement sous une supervision généralement légère. Les membres du gouvernement insulaire diffusaient à la radio allemande et payèrent même pour la publier un guide en allemand pour les forces d'occupation. Des lois antisémites furent adoptées volontairement par les parlements locaux de Jersey et de Guernesey, et le petit

²⁸⁹ Le continent étant l'île de Grande-Bretagne et non le continent.

nombre de Juifs de l'île [8 personnes] furent déportés dans les camps de la mort d'Europe orientale. L'Angleterre accorda peu d'attention à l'archipel pendant la guerre : par exemple, il n'y eut aucune émission spéciale de la BBC destinée à garder les résidents en contact avec leur famille évacuée vers l'île de Grande-Bretagne. En 1944, Churchill refusa aussi d'autoriser l'entrée de navires chargés de stocks de vivres destinés à la population civile, même si les Allemands offraient un passage sécurisé, dans une tentative infructueuse d'affamer la garnison allemande.²⁹⁰ Après la guerre, il n'y eut pas d'élimination en conséquence de l'occupation allemande. Presque toutes les lois du temps de guerre furent confirmées comme valides. Ceux qui avaient fricoté avec les Allemands furent autorisés à conserver entre 20 et 40 % des bénéfices qu'ils avaient réalisés. Aucune poursuite ne fut intentée pour collaboration avec l'ennemi. *L'exemple des îles anglo-normandes montre ce qui aurait pu se passer si les Allemands avaient réussi à envahir l'Angleterre.*

La question de savoir si l'Allemagne pouvait écraser militairement l'Angleterre était en suspens en juillet, août et septembre 1940.²⁹¹ Bien que les Allemands aient semblé invincibles, ils furent confrontés à une décision stratégique et tactique complexe durant l'été 1940. Ni Hitler ni ses généraux ne s'attendaient à un succès aussi éclatant contre la France, et aucun plan n'avait été fait pour une invasion de l'île de Grande-Bretagne, parce que cela semblait une possibilité si lointaine, même au début du mois de mai. Adolf Hitler avait aussi des hésitations entre la nécessité d'éliminer le Royaume Uni ou celle de se retourner contre son ennemi idéologique, l'Union Soviétique. Cette ambivalence était combinée dans l'esprit d'Hitler avec une admiration malade pour

²⁹⁰ Cette action est à rapprocher de la volonté de l'Armée israélienne d'empêcher l'arrivée de vivres dans la bande de Gaza, en 2024, sachant que les terroristes du Hamas allaient en être les principaux bénéficiaires. [NdT]

²⁹¹ Il semble incroyable que des Anglais puissent se poser une telle question alors que le pays n'avait aucune Armée de Terre. Un simple régiment parachutiste allemand aurait pu vaincre les fuyards du BEF qui avaient abandonné leurs armes à Dunkerque. [NdT]

l'Empire britannique²⁹² et la conviction que le gouvernement britannique comprendrait et s'adapterait à la réalité d'une Europe dominée par l'Allemagne. Cette réticence à se lancer dans un assaut total fut renforcée par une évaluation avisée des difficultés liées à une telle entreprise.

Les Allemands rencontreraient un problème majeur pour faire entrer une armée sur le sol britannique. L'obstacle le plus fondamental était géographique. Les eaux de la Manche constituaient une barrière formidable. L'armée allemande se composait de près de 150 divisions (par rapport à l'armée britannique maintenant réduite à une poignée de divisions efficaces), mais comme l'armée allemande n'avait aucun moyen d'amener cette force sur les lieux, cela ne comportait aucune pertinence en ce qui concernait le résultat.²⁹³ Préparées à la guerre continentale, les forces allemandes n'avaient aucune capacité amphibie et aucune expérience de quoi que ce soit de plus grand qu'une traversée de rivière. Même si une flotte d'invasion de fortune pour transporter les troupes, les chars et les chevaux de l'autre côté de la Manche pouvait être mise en place, les Allemands avaient peu de temps avant l'arrivée d'un temps automnal et hivernal inapproprié pour mener à bien la tâche immensément compliquée de planifier une invasion et de résoudre tous les problèmes logistiques impliqués. Les planificateurs militaires allemands ont rapidement décidé qu'ils n'étaient pas désireux de monter une opération aussi difficile. Le premier mémorandum sur une éventuelle invasion, écrit fin juin, stipulait que : "Un débarquement en Angleterre ne devrait donc pas avoir pour objectif la défaite militaire de l'Angleterre... mais plutôt pour donner le *coup de grâce*... une invasion doit néanmoins être préparée dans tous les détails en dernier recours."²⁹⁴

²⁹² Ou plutôt une *jalousie malade*.

²⁹³ Phrase déconcertante destinée à ignorer le problème car les troupes aéroportées auraient solutionné l'invasion: "but as the German had no way of bringing that strength to bear, it was in many ways irrelevant to the outcome."

²⁹⁴ Note du général Jodl, 30.6.40

Que les Allemands décident ou non de risquer une invasion dépendait entièrement d'Hitler. Avec la défaite de la France, il atteint l'un de ses objectifs majeurs : se venger de l'humiliation de Versailles. Après l'armistice, il passa du temps à se détendre avec de vieux copains des tranchées, à visiter d'anciens champs de bataille et à se prélasser dans la gloire d'un succès militaire époustouflant. Du 23 juin au 11 juillet, Hitler ne tint aucune conférence militaire et se montra peu préoccupé par l'invasion de l'Angleterre. Il croyait qu'il n'avait aucune querelle avec les Anglais et qu'ils comprendraient rapidement ses raisons et collaboreraient avec lui. Il semble avoir envisagé un accord selon lequel l'Angleterre conserverait son Empire, et en contrepartie, lui, Adolf Hitler, jouirait de la domination germanique sur l'Europe. Il était réticent à écraser l'Angleterre et à démanteler l'Empire. Comme l'a noté l'un de ses généraux, après une discussion le 13 juillet :

"Le Führer est surtout préoccupé par la question de savoir pourquoi l'Angleterre ne veut pas s'engager sur le chemin de la paix. Comme nous, il voit la réponse à cette question dans les espoirs que l'Angleterre place dans la Russie. Il estime donc devoir forcer l'Angleterre à faire la paix. Mais il n'aime pas beaucoup ça. Raison : si nous écrasons militairement l'Angleterre, l'Empire britannique s'effondrera. L'Allemagne n'en bénéficiera pas. Avec du sang allemand, nous obtiendrions quelque chose dont les bénéficiaires ne seraient que le Japon, l'Amérique et d'autres."²⁹⁵

Déjà, l'esprit d'Hitler se tournait vers la possibilité d'envahir et de vaincre son véritable ennemi : l'Union soviétique. Son objectif principal était d'exterminer les bolcheviks et de conquérir plus de territoires et de ressources. Un objectif secondaire était d'éliminer une source d'aide possible pour les Britanniques et de les forcer à faire la paix. Au cours de l'été 1940, Hitler fut incapable de prendre une décision sur sa priorité stratégique, bien que l'Union soviétique fût de plus en plus con-

²⁹⁵ Journal de Halder, 13.7.40

sidérée comme le véritable ennemi. Jusqu'à ce qu'une attaque vers l'est soit possible à l'été 1941, il se contenta de voir si l'Angleterre pouvait être vaincue ou amenée à la table des négociations. Mais sur un point, Hitler était absolument certain : il n'y aurait pas d'invasion à moins que le résultat ne puisse être garanti. Il était déterminé à ce que son aura d'invincibilité ne soit pas endommagée par une opération infructueuse.

Le 16 juillet, Hitler publia une directive aux forces armées sur l'invasion de l'Angleterre, nom de code Opération Sealion. Cette directive était basée sur un travail déjà commencé par l'armée à la fin du mois de juin, mais elle reflétait l'ambivalence d'Hitler à propos de l'opération : Hitler ordonnait aux planificateurs de *se préparer à une invasion et, si nécessaire, de la mener*. Cinq jours plus tard, Hitler admit à ses généraux que toute invasion serait *très dangereuse* et qu'il faudrait d'abord essayer d'essayer d'amener l'Angleterre à demander la paix. Le même jour (21 juillet), Hitler montra plus d'intérêt pour attaquer vers l'est et demanda que les premiers plans soient élaborés pour une attaque contre l'Union soviétique. Pendant ce temps, la Wehrmacht et les États-Majors de la Kriegsmarine étaient engagés dans une querelle majeure sur la façon d'envahir l'île de Grande-Bretagne. L'armée voulait à l'origine un débarquement massif de 30 divisions sur plus de 200 miles de côte. La marine rejeta cela comme totalement irréalisable car ils seraient incapables de protéger une telle opération. Hitler montra peu d'intérêt personnel pour ces plans, en contraste total avec son comportement lors de la préparation de l'attaque contre la France, et ce n'est qu'à la fin du mois d'août qu'il imposa un compromis à l'armée et à la marine. Les résultats n'ont satisfait ni l'une ni l'autre. L'armée devait débarquer une force qu'elle jugeait beaucoup trop petite (neuf divisions²⁹⁶) dans une zone que la marine pensait trop grande pour protéger. Au début de septembre, les préparatifs allemands étaient encore loin

²⁹⁶ La faiblesse de ces effectifs de débarquement laisse entrevoir qu'Adolf Hitler considérait une résistance extrêmement légère de l'armée britannique. [NdT]

d'être terminés. L'armée n'avait pas de péniches de débarquement et il fallait donc utiliser des barges fluviales remorquées par des remorqueurs à peine assez puissants pour traverser la Manche. Le problème était que l'accumulation de barges fluviales dans les ports de la Manche paralysait le trafic fluvial allemand et ne pouvait pas être maintenue longtemps sans affecter gravement l'économie. Vers le 11 septembre, seuls 60% des embarcations d'invasion et 25% des remorqueurs nécessaires étaient disponibles.²⁹⁷

Tous ces problèmes ne faisaient que renforcer les doutes d'Hitler sur la faisabilité d'une invasion, à moins qu'il ne s'agisse que d'un simple "coup de balai" sur le Royaume Uni déjà branlant et sur le point de s'effondrer. D'autres méthodes étaient nécessaires si ce pays devait être forcée à faire la paix. La marine allemande ne pouvait pas accomplir cette tâche. Elle était trop petite et avait subi des pertes importantes pendant la Campagne de Norvège. Durant l'été de 1940, elle ne disposait en état opérationnel que d'un croiseur lourd, deux croiseurs légers, six destroyers et quelques torpilleurs. C'était complètement insuffisant pour défier la Royal Navy.²⁹⁸ La flotte sous-marine, avec seulement environ trente sous-marins opérationnels, n'était pas capable d'arrêter le commerce maritime du RU. Hitler n'avait donc pas d'autre choix que de compter sur la Luftwaffe pour tenter d'assurer la victoire sur le RU. Mais il était douteux que cette force soit suffisante pour une telle tâche.

²⁹⁷ Il est certain que, si elle avait eu lieu, l'invasion n'aurait pris que qu'une poignée de régiments de parachutistes. [NdT]

²⁹⁸ Même avec des combattants gorgés de *pervitine*, des tablettes de méthamphétamine au goût de chocolat distribuées quotidiennement aux combattants des trois armes (Terre-Mer-Air) de l'Armée allemande. Cette drogue accroît l'endurance, garde éveillé plus de quarante heures, coupe la faim et la soif, décuple l'agressivité, et surtout *anesthésie la peur dans les combats*. Une efficacité redoutable pour conquérir le monde. Après les conquêtes de la Pologne (1939), des Pays-Bas, de la Belgique et de la France (1940), la conquête de la Russie (1941) commence bien aussi mais sombre dans le *bad trip* pour les millions de *junkies* de l'Armée allemande et pour Hitler lui-même.

Comme l'armée allemande, la Luftwaffe avait été créée à une vitesse vertigineuse après 1933. D'une force de 550 pilotes et 250 avions de peu de valeur militaire, elle était passée à 20 000 pilotes et observateurs avec 3500 avions en 1939. L'aviation s'était développée comme un fief privé sous Goering, qui était grossièrement inadéquat en tant que commandant et organisateur. Ses adjoints immédiats n'étaient pas meilleurs pour ces tâches, et la seule puissance de cette armée aérienne provenait de ses superbes pilotes. La Luftwaffe fut, dès sa création, créée pour soutenir l'armée et non pour mener des offensives aériennes indépendantes. Elle était organisée en escadrons rattachées à des Unités de l'Armée de Terre et non pas en forces distinctes comme les Bomber Commands et le Fighter Command [la Chasse], dans la Royal Air Force. L'attaque contre le Royaume Uni, cependant, exigea de la part de la Luftwaffe qu'elle mène exactement le type d'opération pour lequel elle n'avait été ni conçue ni organisée. Bien que de nombreux théoriciens de l'entre-deux-guerres aient imaginé que, par le biais de bombardements, une armée de l'air serait capable de briser la volonté de résistance d'un adversaire, personne n'avait jamais essayé une telle stratégie. Maintenant, on demandait à la Luftwaffe de se lancer dans l'action sans savoir exactement comment la puissance aérienne devait être utilisée en termes de cibles et de tactiques afin d'atteindre un objectif des plus ambitieux.

En 1940, aucune armée de l'air au monde n'était équipée des aides techniques nécessaires —navigation et viseurs de bombes—. pour permettre, de nuit, le bombardement précis de cibles industrielles et économiques spécifiques. Cela signifiait que les opérations de jour étaient essentielles. Le problème était que ces attaques de jour étaient dangereuses face aux systèmes de défense contre-avion [DCA] efficaces. Pour cette raison même, la RAF abandonna les raids de jour quelques jours après le début de la guerre, et l'US Air Force rencontra les mêmes problèmes lors de ses attaques contre l'Allemagne en 1942-

43. Bien qu'une structure de commandement différente et de nouvelles méthodes d'opération aient pu être improvisées par la Luftwaffe, les types d'avions ne pouvaient pas être modifiés. Les avions construits par l'Allemagne dans les années 1930 étaient inadéquats pour attaquer l'Angleterre. En 1940, aucune armée de l'air au monde ne disposait de bombardiers quadrimoteurs lourds à long rayon d'action du type disponible plus tard durant cette guerre. La Luftwaffe avait envisagé deux conceptions de ce type en 1936, mais les avait abandonnées en faveur d'avions optimisés pour le soutien de l'armée [l'appui au sol]. En 1940, la Luftwaffe fut donc forcée d'opérer avec des bombardiers en piqué vulnérables, des chasseurs à court rayon d'action et des bombardiers moyens bimoteurs qui ne disposaient que d'une charge de bombes légère. Sa seule force était son chasseur principal —le Me 109 ou Messerschmitt 109— qui était à tous égards supérieur à tout modèle anglais. Le Me 110, un chasseur-bombardier bimoteur, était un compromis désespéré, ni bon dans aucun des deux rôles, et a rapidement dû être retiré des opérations contre la RAF. À la mi-juillet, lorsque la Luftwaffe fut redéployée dans des bases du nord de la France dans le but d'attaquer le RU, les Allemands rencontrèrent d'énormes problèmes pour mener à bien l'assaut aérien prévu. Non seulement ils s'embarquaient dans une stratégie qui n'avait jamais été essayée auparavant en temps de guerre, mais ils étaient désavantagés par des objectifs peu clairs et des avions conçus pour une tâche beaucoup plus limitée.

Les Anglais furent eux-mêmes confrontés à des problèmes majeurs pour repousser l'attaque allemande. Le plus fondamental était que, depuis sa création en 1918, la RAF était basée sur la primauté du bombardier. Ce ne fut qu'en mettant l'accent sur l'importance et l'efficacité des offensives stratégiques par bombardement que la RAF put assurer son indépendance et éviter d'être divisée en forces distinctes sous contrôle de la Royal Navy et de l'armée. Le réarmement dans les années 1930 avait été principalement orienté vers l'augmentation du bombar-

dement stratégique plutôt que vers l'aviation de chasse (défensive), dans l'espoir que cela aurait un effet dissuasif sur une agression allemande. En avril 1938, la RAF prévoyait un effectif de 1360 bombardiers et seulement 600 avions de chasse. Ce ne fut qu'à l'automne de 1938, après Munich, que les ministres s'imposèrent finalement aux chefs de la de la RAF et insistèrent pour que les efforts se concentrent sur une force de chasse efficace pour défendre l'île. Le 11 novembre 1938, le cabinet accepta de créer une force de 800 chasseurs d'ici avril 1940, rejeta la demande de la RAF d'augmenter la production de bombardiers et n'approuva que le maintien des chaînes de production déjà ouvertes. L'autre arme qui garantissait la victoire était le développement technologique. Au début des années 1930, Baldwin²⁹⁹ avait déclaré à la Chambre des Communes que *le bombardier pourra toujours passer*. À l'époque, c'était vrai, car aucun avertissement ne pouvait être donné de l'approche d'une escadre de bombardement et le maintien des patrouilles de chasse en permanence dans les airs était une trop grande pression. Le développement du radar en tant que système d'alerte avancé changea complètement la donne. Son efficacité fut démontrée en 1935 ; en 1939, une chaîne complète de stations d'alerte radar avait été construite autour des côtes est et sud de l'île de Grande-Bretagne. Une fois que celles-ci furent intégrées aux salles de contrôle opérationnelles pour matérialiser les mouvements des bombardiers et des chasseurs ennemis, et furent reliés à la direction radio des escadrons de chasse, un excellent système de défense était en place.

La Luftwaffe n'était pas prête à commencer une opération à grande échelle contre l'Angleterre avant le début du mois d'août. Un coup d'œil superficiel sur les forces respectives des deux aviations suggérerait que les Allemands détenaient un énorme avantage. La Luftwaffe disposait d'une force totale de 4500 avions en première ligne,

²⁹⁹ Stanley Baldwin, 1^{er} Comte Baldwin [Baudoin] de Bewdley [Beaulieu]. 1867-1947. Premier Ministre Conservateur de 1935 à 1937.

contre 2900 pour la RAF. Après avoir défalqué les avions de transport et autres types inappropriés, les avions de chasse en mission de défense de l'Allemagne, les 500 bombardiers de la RAF et les bombardiers en piqué Stuka de la Luftwaffe (qui étaient trop vulnérables pour être utilisés), la RAF disposait d'une force de chasse d'environ 700 hommes pour faire face à 800 chasseurs allemands et 1 000 bombardiers. Cette disparité en nombre, cependant, était largement compensée par les contraintes tactiques de la bataille. Les chasseurs allemands avaient un rayon d'action très limité et ne pouvaient opérer que pendant environ 25 minutes au-dessus du sud-est de l'Angleterre. Les bombardiers à plus long rayon d'action, qui ne pouvaient être laissés sans protection, étaient de ce fait également limités dans leurs opérations. La Luftwaffe fut également confrontée à un plus grand risque d'*attrition*³⁰⁰ une fois les combats commencés. Les combats aériens se déroulant au-dessus du Kent et du Sussex, les Anglais étaient en mesure de récupérer leurs pilotes qui avaient sauté en parachute et de réparer leurs avions endommagés, tandis que les Allemands perdaient les deux. Ainsi, lorsque tous ces facteurs étaient pris en compte, les chances ne défavorisait pas vraiment la RAF.

Différents facteurs, autres que l'équilibre des forces qui allaient s'affronter étaient cependant cruciaux dans le but d'envisager l'issue de la bataille d'Angleterre. Au cours de l'été 1940, les principales besognes auxquelles l'Angleterre fut confrontée étaient de construire ou de réparer suffisamment d'avions pour maintenir la RAF en état de combattre, de recruter suffisamment de pilotes pour servir les avions et d'inventer des tactiques efficaces pour contrer la Luftwaffe. Les sources de la capacité du RU à produire plus d'avions de chasse que les Allemands se trouvèrent dans la décision du Cabinet en novembre 1938 d'augmenter

³⁰⁰ Dans le domaine militaire, l'*attrition* fait référence à la stratégie consistant à vaincre l'ennemi en lui infligeant des pertes importantes, plutôt qu'en gagnant des batailles décisives. C'est de l'usure humaine ou matérielle.[NdT]

la production d'avions de chasse, assurant ainsi la création de la capacité industrielle nécessaire [des chaînes de montage]. La cause immédiate du succès fut la décision de démanteler le Ministère de l'Air en mai 1940, et de créer un nouveau Ministère de la Production aéronautique sous l'autorité de Lord Beaverbrook, hors du contrôle de la RAF. Beaverbrook fut le choix peu orthodoxe de Churchill pour ce poste et son absence d'expérience politique à Whitehall se révéla un avantage positif pour assurer une action efficace. Il hérita d'une situation dans laquelle la production d'avions, équivalente à la production allemande en 1939 allait la dépasser en 1940. Pourtant les performances étaient encore lentes : en février et mars 1940, la production réelle était inférieure de 15 % au niveau prévu. Le nouveau ministère ne ressemblait pas à un service traditionnel de Whitehall, et c'était l'une des raisons de son succès. Pendant longtemps, son siège social fut la résidence de Lord Beaverbrook (Stornoway House). Cet administrateur revitalisa son fonctionnement en embauchant des nouveaux venus recrutés par lui-même, et en utilisant des méthodes informelles et peu orthodoxes, caractérisées par son intervention personnelle dans son fonctionnement, une gestion de crise, une volonté d'agir et de volonté pure, tout cela afin d'améliorer la production industrielle. Peu de paperasse était conservée, les fonctions de la plupart des individus n'étaient pas définies et les affaires se traitaient essentiellement par téléphone. Beaverbrook mena également des batailles impitoyables contre le Ministère de l'Air pour venir à bout de son incompetence en matière de gestion. L'une des premières concernait le contrôle des *unités de stockage* de la RAF, qui recevaient les avions des fabricants et les distribuaient ensuite aux escadrons. Quelques jours après son entrée en fonction, Beaverbrook découvrit que depuis octobre 1939, ils avaient reçu plus de 1000 avions mais n'en avaient livré que 650 aux escadrons. Le 18 mai, le Cabinet de Guerre accepta que les unités de stockage n'aient plus la possibilité de contrôler les livraisons à la RAF ; Beaverbrook prit tout en charge. Il prit également en charge tous les travaux de réparation et de retour des

avions endommagés sur la ligne de front. Ses méthodes étaient parfaitement adaptées à la tâche immédiate : une amélioration rapide de la production des avions de chasse et leur livraison rapide sur la ligne de front.³⁰¹

L'impact déterminant du Beaverbrook et du nouveau Ministère de la Production industrielle peut être jugé à l'aide de statistiques, en particulier pour la période vitale de mai à août 1940. Au cours des quatre premiers mois de 1940, 2729 avions ont été produits, dont 638 de chasse. Au cours des quatre mois suivants,³⁰² le total est passé à 4576 avions, dont 1875 de chasse. Ces chiffres représentent des augmentations de 67% et de près de 200% respectivement. La production de chasseurs devait déjà augmenter durant l'été 1940, mais Beaverbrook dépassa largement les plans. De mai à août, la production réelle fut supérieure de près de 50% aux niveaux prévus. La comparaison la plus importante devrait être faite avec la production allemande plutôt qu'avec la production anglaise prévue auparavant. Au cours de l'été 1940, la production d'avions de chasse anglais était deux fois et demie supérieure à celle des Allemands, qui fut délibérément réduite en-dessous des niveaux prévus dès le début de la guerre. Grâce à presque 1900 avions que les Anglais ont pu remettre en état de combat et retourner sur la ligne de front, le résultat fut que la force effective de la RAF fut maintenue. Le nombre de chasseurs disponibles pour les opérations passa de 644 au début du mois de juillet à 732 au début du mois d'octobre. Au cours de la même période, le chiffre équivalent allemand avait fortement chuté, passant de 725 à 275. Grâce aux efforts herculéens de Beaverbrook et à ceux des travailleurs sur les chaînes de production, la RAF n'a jamais été à court d'avions pendant la bataille d'Angleterre et ce ne fut que pendant une courte période que les pertes ont dépassé la production.

³⁰¹ Ce contrôle restrictif des livraisons d'avions de guerre à la RAF avait pour effet de ne pas envoyer suffisamment d'avions de chasse en France pour participer aux combats des Français contre les divisions blindées allemandes qui envahissaient la France. [NdT]

³⁰² C'est-à-dire après la chute de la France, lorsque l'Angleterre s'est retrouvée sans aucun allié. [NdT]

Le Royaume Uni releva son premier défi de fournir suffisamment d'avions, mais le second —fournir les pilotes— a amené la RAF au bord du désastre. Les dommages étaient essentiellement auto-infligés. Bien que près de 300 avions par semaine soient produits, la RAF ne pouvait produire que 200 pilotes par semaine. Cela s'expliquait par le fait que son organisation de formation était très inefficace. Au cours de l'année précédant l'été 1940, il fallut 4000 avions d'entraînement pour produire 2500 pilotes, alors que les Allemands produisaient un pilote pour chaque avion de leur organisation d'entraînement et que leurs pilotes étaient tout aussi qualifiés, sinon plus. La RAF aggrava la situation en allouant plus de pilotes que d'avions à chaque escadron (26 contre 20). Mais même en tenant compte de ces problèmes, il y avait encore environ 9 000 pilotes pour les quelque 5 000 avions opérationnels à l'été 1940. Pourtant, tout au long du mois crucial de l'été 1940, la RAF se plaignit constamment d'une pénurie chronique de pilotes, et vers la fin du mois d'août, la pression sur les escadrons opérationnels était si intense qu'il était douteux qu'ils puissent continuer à voler encore longtemps. La raison de cette situation apparemment anormale était la façon dont la RAF affectait ses pilotes : 30% seulement des effectifs généraux étaient en fait dans les escadrons de première ligne. 20% étaient engagés dans la tâche vitale d'instruire les candidats, et 20%, bien que qualifiés, recevaient encore une instruction supplémentaire. *Les autres occupaient des postes administratifs.* Même au plus fort de la bataille d'Angleterre, 30 % des pilotes qualifiés de la RAF occupaient des emplois de bureau. La raison en remontait aux origines de la RAF, lorsque ses fondateurs avaient décidé que les pilotes seraient l'élite de la nouvelle force. Tous les postes du personnel avaient été occupés par des pilotes. Aucun ingénieur n'était, par exemple, autorisé à décider de la politique d'ingénierie ; c'était fait par des pilotes. Ce monopole garantissait que les pilotes occupaient tous les postes au sommet de la RAF, mais cela signifiait également que pendant la bataille d'Angleterre, on trouvait autant de pilotes qualifiés assis derrière des bureaux que de pilotes de bombardiers et d'avions de chasse réunis. Malgré la gravité de la situation à laquelle l'Angleterre était confrontée et les pressions répétées de Churchill, la RAF refusa de changer sa politique : 30 pilotes seulement furent retirés des emplois administratifs

pour rejoindre la ligne de front. *La pénurie presque fatale de pilotes pendant la bataille d'Angleterre fut une situation entièrement créée par la Royal Air Force elle-même.*³⁰³

La RAF adopta également d'autres politiques, mais rendit plus difficile une réponse efficace aux attaques allemandes. Le Fighter Command [la Chasse] était divisé en quatre circonscriptions régionales, dont le n°11 —couvrant le sud-est de l'Angleterre— et le n° 12 —les Midlands—, étaient les plus importants pendant la bataille d'Angleterre. Le n°11 subit le plus gros de l'assaut, mais fut trop souvent laissé sans aide par les autres régions, de sorte que ses pilotes et ses avions furent soumis à une pression énorme. Cette pression fut accrue par une mauvaise répartition des ressources. Le chasseur britannique le plus efficace contre le Me.109 était le Spitfire, mais 70% des chasseurs du n°11 étaient des Hurricane tandis que d'autres groupes plus éloignés des combats étaient composés d'un nombre égal des deux avions. Au total, moins d'un tiers des meilleurs avions de chasse opéraient dans ce secteur clé [le n°11]. De plus, les aérodromes des zones vitales des n°11 et n°12 accueillait encore quatre ou cinq escadrons de chasseurs de nuit bimoteurs Blenheim, pratiquement inutiles dans un espace qui aurait pu être utilisé pour deux fois plus de Spitfire et de Hurricane. Les litiges en matière de délimitation réduisirent aussi le nombre d'avions de combat dans le sud-est de l'Angleterre. Le Coastal Command y conserva ses aérodromes et ses avions, tout comme la Fleet Air Arm, qui était sous le contrôle de l'Amirauté, et aucune de ces installations ne fut utilisée pour amener plus de chasseurs dans cette zone décisive de combat.

La RAF réduisit également son efficacité en voulant absolument conserver toute son organisation en escadrons comme en période de paix. Pendant les opérations guerrières, la notion d'*escadron* resta sacro-saint et son maintien fut plus important que l'augmentation du nombre d'avions opérationnels. Ainsi, chaque fois qu'un escadron était redéployé ailleurs, les anciens membres d'équipage au sol, les provisions et les pièces de rechange accompagnaient l'avion au lieu de rester

³⁰³ La Royal Air Force était devenue le paradis des "planqués" (penpushers) d'une certaine classe sociale: soldes mirobolantes, prestige stupéfiant, sécurité absolue.

à l'ancien aérodrome pour prendre en compte les nouveaux avions et leurs pilotes. Cela signifiait un espace mort de près d'une semaine avant que l'escadron déménagé ne puisse redevenir opérationnel dans sa nouvelle base. Si un avion ou un pilote était forcé d'atterrir loin de sa base, il devait retourner à sa base avant d'être autorisé à reprendre ses opérations, ce qui signifiait qu'il était *hors de combat* pendant des périodes inutilement longues. Plus tard durant la période de guerre, lors des attaques aériennes alliées contre l'Allemagne, la Luftwaffe adopta un système beaucoup plus flexible. Les Allemands ne tentaient pas de garder les escadrons ensemble. Ils permettaient aux chasseurs d'atterrir sur n'importe quel aérodrome disponible et de voler à nouveau à partir de cette base, offrant une plus grande disponibilité et concentration d'avions de chasse.

Les décisions prises par la RAF sur l'utilisation de pilotes et d'avions auraient pu leur coûter la victoire dans cette bataille compliquée. Le fait que la RAF n'ait pas perdu était dû à l'incapacité de la Luftwaffe de concevoir une stratégie efficace pour gagner la campagne.³⁰⁴ Dès le début, les Allemands n'étaient pas clairs sur le but de l'attaque. Était-ce pour essayer de forcer les Anglais à capituler, ou pour réduire la force de la RAF afin que la Luftwaffe puisse atteindre la suprématie aérienne sur le sud-est de l'Angleterre comme prélude possible à une invasion ? L'objectif stratégique n'étant pas fixé, il n'est pas surprenant que les Allemands n'aient pas pu élaborer un plan tactique cohérent. Un certain nombre de stratégies s'ouvraient devant la Luftwaffe : Les usines d'avions pouvaient être bombardées pour réduire la production et réduire les forces de première ligne. Les aérodromes pouvaient être attaqués et mis hors service ; les sites radar pouvaient être détruits pour supprimer l'alerte avancée des attaques allemandes. Parfois, des formations massives de bombardiers et de chasseurs auraient pu être lancées dans le but d'attirer les escadrons de la RAF dans des combats destinés à leur infliger de lourdes pertes. La Luftwaffe ne fit jamais de choix clair entre ces différentes approches, les adoptant toutes à des moments différents, mais jamais assez longtemps pour produire des

³⁰⁴ La Palice n'aurait pas dit mieux.

résultats décisifs. Le changement continuels d'expédients tactiques fut la raison essentielle de l'échec final des aviateurs allemands.

Dès le début, les Allemands ne réussirent pas à élaborer un plan de bataille clair. Goering tint sa première grande conférence sur la campagne à venir le 21 juillet 1940, mais aucun plan d'ensemble n'en sortit. Le 31 juillet, Hitler ordonna que l'attaque commence le 5 août. Il décida qu'il ne devait pas y avoir de *bombardement de terreur* [terror bombing] contre des cibles civiles, mais ne donna aucun objectif pour la campagne. Le mauvais temps en retarda ensuite le début. La première phase de la bataille dura 10 jours, à partir du 8 août. Pendant cette période, les Allemands effectuèrent, le 12 août, leur seule attaque concentrée sur les stations radar d'alerte avancée. Six furent attaquées mais une seule (Ventnor sur l'île de Wight) fut mise hors de fonctionnement. Le lendemain, de grandes forces de bombardiers furent engagées pour la première fois, mais elles ne furent pas utilisées contre des cibles spécifiques et la RAF a infligé des pertes de plus de trois contre un. Les combats les plus violents de toute la campagne eurent lieu le 15 août. Avec 75 avions détruits, les pertes allemandes furent les plus élevées jamais subies, et la RAF en perdit 34, leur deuxième plus grande perte de la campagne. L'Escadre allemande 5 [la Luftflotte-5], basée en Norvège, fut impliquée pour la seule fois dans cette campagne, mais elle perdit 15% de ses effectifs, principalement dans les Me.110 surclassés. C'était trop pour être maintenu. Le mauvais temps du 18 au 24 août marqua la fin de la première phase. La pause des opérations fut l'occasion de repenser la stratégie. Goering annula ses attaques sur les sites radar parce qu'il les croyait peu efficaces et décida de se concentrer directement sur la RAF, en particulier sur ses aéroports du Kent et du Sussex.

La deuxième phase, du 24 août au 6 septembre 1940, fut la plus cruciale de toute la campagne et amena la RAF au bord de la défaite. Les attaques allemandes sur les aéroports de la RAF eurent un impact immédiat. Manston fut mis hors de combat le 24 août et de lourdes attaques à la fin du mois sur Kenley et Biggin Hill provoquèrent le déplacement des escadrons. Des ressources insuffisantes pour réparer les pistes et l'équipement endommagés signifiaient qu'après une attaque,

une station pouvait être hors service pendant une période considérable. Au cours de la première semaine de septembre, cinq stations n'étaient pas pleinement opérationnelles. Des attaques intensives coûtèrent cher à la fois aux avions et aux pilotes : la RAF perdit 290 avions et la Luftwaffe 380. Mais seulement la moitié des pertes allemandes étaient des chasseurs, alors que les pertes anglaises étaient considérablement plus élevées dans ce domaine-clé et, pour la seule fois de la bataille, dépassaient le taux de production. Tout aussi importante dans cette phase a été la perte, au cours de la dernière semaine d'août, de près d'un cinquième des pilotes de chasse de la RAF tués ou blessés. La RAF refusant toujours de *libérer* les pilotes de leurs emplois de bureau,³⁰⁵ *des hommes récemment formés, et donc inexpérimentés, ont dû être envoyés dans les escadrons de première ligne*, ce qui a réduit l'efficacité opérationnelle. Le résultat a été des *pertes croissantes* contre les pilotes allemands plus expérimentés.

Au début de septembre, les défenses anglaises étaient proches du point de rupture. Si les Allemands avaient poursuivi leurs attaques sur les bases de la RAF pendant encore une semaine ou deux, la situation se serait probablement détériorée au point que les escadrons de chasse auraient dû être retirés du Kent et du Sussex pour le secteur situé au nord de Londres. Ceci aurait considérablement fait pencher la balance de la victoire en faveur de la Luftwaffe et lui auraient donné la supériorité aérienne locale sur la zone où une invasion aurait pu advenir. À ce moment critique de la campagne, les Allemands ont encore une fois changé de tactique, soulageant involontairement la RAF. Le 31 août, Goering tint une conférence avec ses adjoints de la Luftwaffe. Ils savaient fort bien qu'ils n'avaient pas encore établi la suprématie aérienne, mais des renseignements erronés suggéraient que la RAF était à court d'avions. Les Allemands pensèrent que le commandement de la chasse n'avait plus que 420 avions (le chiffre réel était d'environ 750) et que les réserves étaient réduites à 100 avions (en fait, elles représentaient le double de l'estimation des Allemands). Goering décida alors

³⁰⁵ Il est certain que si les pilotes (tous anglais) employés dans les bureaux avaient exigé d'aller au combat, ils y seraient allés. Ils avaient ainsi les avantages des pilotes sans en courir les dangers. [NdT]

d'annuler les attaques des bases aériennes de la RAF pour se concentrer sur Londres même. (Hitler avait donné la permission d'attaquer les docks de Londres à la suite du bombardement de Berlin par les Anglais). Goering était certain que ce changement de tactique forcerait la Royal Air Force à lancer l'ensemble de ses forces dans une dernière bataille pour défendre la capitale. En fait, les Allemands ont fait une erreur de calcul fondamentale et se sont engagés dans la plus dangereuse de toutes les opérations possibles —un bombardement de masse de jour— contre une défense encore intacte et bien organisée.

Le 7 septembre 1940, la Luftwaffe commença à mettre en œuvre la nouvelle tactique lorsqu'elle lança un raid massif sur les docks de Londres. Cette attaque marqua le début de la troisième phase de la campagne d'Angleterre. La RAF évalua mal la situation et pensa que l'attaque visait toujours les bases de la RAF. Dans la confusion, les chasseurs anglais n'attaquèrent les bombardiers avant leur retour de Londres après qu'ils aient infligé des dommages importants à la capitale. Les Allemands ne perdirent que quelques avions de plus que les Anglais, et lorsque le raid fut répété 4 jours plus tard, le 11 septembre, ils subirent moins de pertes que la RAF. En apparence, le changement de tactique allemand semblait porter ses fruits, mais en fait, grâce à cette phase d'accalmie, les bases de la RAF purent se remettre des dommages antérieurs et redevenir opérationnelles dans la zone vitale du sud-est de l'Angleterre. Ce fut à ce moment-là qu'Hitler a dû prendre la décision capitale de savoir si une invasion devait avoir lieu.

Le manque d'enthousiasme d'Hitler pour une invasion qui serait plus compliquée qu'une *simple occupation d'une Grande-Bretagne déjà vaincue* avait changé au début du mois de septembre, car il s'était contenté d'attendre de voir venir, de voir si la Luftwaffe pouvait [facilement] liquider la RAF, et il n'avait fait aucun effort pour diriger les opérations comme il l'avait fait lors de l'attaque contre la France³⁰⁶. Il indiquait ainsi très clairement qu'il n'était pas personnellement impliqué dans ce qu'il considérait comme une entreprise très discutable.³⁰⁷ Pen-

³⁰⁶ La France lui paraissait beaucoup plus digne de ses dons de stratège, croyait-il. [NdT]

³⁰⁷ Discutable parce que : Pourquoi se battre pour occuper un pays déjà vaincu ? [NdT]

dant ce temps, quelques forces d'invasion de qualité inférieure se rassemblaient lentement dans les ports de la Manche, où elles étaient attaquées par les bombardiers de la RAF ; de ce fait, les préparatifs étaient loin d'être terminés. L'armée allemande décida que la dernière date possible pour une invasion, compte tenu de la météo et des marées, serait le 27 septembre. Le *Große Hauptquartier* avaient besoin de dix jours de préparation pour lancer son invasion et une décision finale était donc nécessaire avant le 17 septembre 1940. Le 13 septembre, Adolf Hitler³⁰⁸ espérait toujours qu'une invasion ne serait pas nécessaire et que la Luftwaffe serait en mesure de forcer l'Angleterre à faire la paix, bien que l'on ne sache toujours pas comment. Le 14 septembre, il reporta une décision finale d'invasion pendant trois jours, jusqu'au dernier moment possible. Le lendemain, la Luftwaffe lança sa plus grande attaque contre Londres, en espérant qu'elle serait décisive. Cela ne fit que démontrer que les bombardements de jour étaient trop meurtriers pour l'assaillant contre une défense efficace, même avec une couverture de chasseurs. Des vagues de bombardiers, lourdement escortés par des chasseurs, furent lancées dans la matinée et en après-midi contre la ville de Londres. Les Allemands commirent l'erreur de n'entreprendre aucun raid de diversion, et la RAF put ainsi concentrer toutes ses défenses (23 escadrons le matin et 30 l'après-midi) contre les attaquants. Le résultat fut de lourdes pertes pour la Luftwaffe, qui perdit environ 60 avions contre 26 pour la RAF.³⁰⁹

Le 17 septembre, jour de la décision finale concernant l'invasion décidée pour ce jour-là, Hitler tint une réunion avec ses planificateurs militaires. Les événements du 15 septembre avaient trop clairement démontré que la RAF était toujours une force puissante. Et Hitler, décida que son propre scepticisme quant à l'invasion était bien justifié, et il reporta le plan indéfiniment. Il était maintenant libre de tourner son attention vers son objectif ultime : *la destruction de l'Union soviétique*. Trois jours après la réunion, la dispersion des embarcations d'invasion fut ordonnée mais une manoeuvre décosue fut maintenue dans une

³⁰⁸ Qui ne voulait pas gaspiller ses troupes et ses avions contre un pays considéré comme vaincu, pour les utiliser pour aller frapper l'URSS de Staline.

³⁰⁹ Sans compter bien sûr les pertes humaines, civiles, militaires et matérielles qui rétabliraient l'équilibre des pertes entre les deux côtés. [NdT]

tentative de semer la confusion chez les Britanniques (sans succès). La Luftwaffe poursuit ses attaques, mais à part quelques raids isolés sur des usines d'avions, les raids se concentrèrent de plus en plus sur des actions nocturnes sur les villes, en particulier Londres. À la fin du mois de septembre, le gouvernement comprit que le danger d'une invasion était devenu une possibilité lointaine, que les raids de jour n'avaient pas vaincu la RAF et que les Anglais pouvaient désormais s'attendre à un long hiver de bombardements nocturnes continus. L'Angleterre avait survécu.

À l'époque et depuis cette époque, la survie de ce pays avait été uniquement attribuée aux efforts d'une poignée d'hommes [*The Few*] : les pilotes du Fighter Command.³¹⁰ Il ne fait aucun doute que leur habileté et leur courage, maintenus pendant une longue période de combats intenses, ont été essentiels pour assurer la défaite de la Luftwaffe. Mais les Allemands avaient aussi des pilotes hautement qualifiés et dévoués et la bataille moderne est décidée par plus que l'héroïsme individuel. Après Dunkerque et l'écroulement de la France, l'Angleterre devait non seulement survivre, mais aussi inventer une illusion patriotique —un mythe— qui soutiendrait la nation pendant cette longue et difficile période, après avoir évité une défaite immédiate. Le processus de création du mythe fut fortement à l'œuvre à l'été 1940.³¹¹ *Le succès britannique fut grandement exagéré à l'époque, et de nombreuses statistiques trompeuses publiées en 1940, sont depuis devenues des faits acceptés.* Par exemple, le 15 septembre 1940, date encore célébrée comme le jour de la bataille d'Angleterre, les Britanniques ont revendiqué la destruction de 185 avions allemands. Le chiffre réel était de 60. Au cours de la phase cruciale, du 16 août au 6 septembre, le peuple anglais reçut une image 'injustifiablement' optimiste des progrès. Les chiffres diffusés par la BBC donnaient les pertes britanniques à 292 avions contre 343 en réalité, soit une sous-estimation de 15 %. Des pertes allemandes plus importantes pour cette période furent signalées 62 % plus élevées que le chiffre réel (855 au lieu de 527). La réalité du combat était également

³¹⁰ Y compris des pilotes ronds-de-cuir qui préféraient travailler au bureau plutôt que d'aller combattre. [NdT]

³¹¹ Ce fut la méthode Coué.

très différente de l'image émouvante dépeinte à l'époque et par la suite. La moitié, seulement, des Spitfire et des Hurricane qui se sont précipités pour intercepter les attaques, ont engagé les chasseurs et les bombardiers allemands, et seulement 15% des pilotes ont été crédités pour avoir abattu des avions de la Luftwaffe. Les vrais *As* étaient extrêmement rares : seuls 17 pilotes de la RAF représentaient plus de 10 avions abattus, chacun. L'escadron le plus performant (le n°303) n'était pas britannique, mais composé de pilotes polonais, et les deux pilotes individuels les plus performants étaient un Tchèque et un Polonais.³¹²

Les véritables raisons de la survie britannique à l'été 1940 sont plus profondes que le courage des pilotes individuels, aussi important soit-il. Le facteur le plus important était la géographie. L'armée allemande pouvait dominer le continent, mais elle n'avait pas la capacité de lancer une invasion.³¹³ Une telle opération était très risquée et nécessitait une planification méticuleuse, comme l'ont démontré les Alliés avant le débarquement de Normandie en 1944. Hitler était justifié de se montrer extrêmement prudent avant de lancer une attaque pour franchir la Manche avant que les Anglais ne soient en perdition. La marine allemande était trop faible pour contrôler la Manche dans la région, et tout dépendait donc de la capacité de la Luftwaffe à vaincre la RAF et à établir la suprématie aérienne locale. En cas de victoire sur la RAF, une invasion aurait pu être possible. La Royal Navy aurait eu beaucoup de mal à opérer dans la Manche sous une attaque aérienne allemande et si l'armée allemande avait débarqué, l'armée britannique mal équipée aurait probablement été trop faible pour faire plus que retarder sa progression. Comme l'ont dit les chefs d'État-Major au Cabinet de Guerre en mai : "Si l'ennemi réussissait à établir fermement à terre une tête-de-pont, avec ses véhicules, l'armée britannique, qui manquait d'équipe-

³¹² La RAF comprenait en son sein 145-147 pilotes polonais; NZ 101-127 pilotes néo-zélandais; 94-112 Canadiens; 87-89 tchécoslovaques; 29 Belgique; 22-25 Sud-Africains; 13-14 Français Libres 10; quelques Irlandais; Étatsuniens; et autres. Ce sont les Polonais qui eurent le meilleur tableau de chasse.

³¹³ Clive Ponting part du principe que l'invasion allemande aurait été organisée par la Kriegsmarine alors qu'elle l'aurait été par les troupes aéroportées.

ment, n'aurait pas eu la puissance offensive pour l'en expulser."³¹⁴ Résister à l'attaque de la Luftwaffe était donc la clé de la survie. La RAF a failli perdre la bataille d'Angleterre en raison de son adhésion obstinée à la tradition et à ses procédures rigides, même en période d'urgence nationale suprême. Sous un système plus souple, "La poignée de héros" aurait pu être une foule. La victoire dans les airs fut obtenue grâce à deux facteurs qui, en fin de compte, ont donné à l'Angleterre un avantage vital. Le premier était la capacité de l'Angleterre à produire plus d'avions que l'Allemagne. Dans ce domaine, les avantages des méthodes peu orthodoxes et improvisées en réponse à une crise nationale étaient évidents. La seconde était enracinée dans les échecs allemands : bien que supérieure en nombre, la Luftwaffe était désespérément mal équipée pour vaincre la RAF au-dessus de l'Angleterre, et cette faiblesse était aggravée par la direction erratique de la campagne militaire, alors qu, heureusement pour l'Angleterre, les décideurs politiques d'avant-guerre avaient pris les bonnes décisions.

La chute de la France suivie de la menace d'invasion, la bataille d'Angleterre et le Blitz sur les villes anglaises, durant l'automne et l'hiver 1940, ont pour la première fois amené la guerre à peser directement sur la population civile. De quelle façon la guerre a-t-elle modifié la nature de la société anglaise d'avant-guerre et dans quelle mesure la population civile a-t-elle résisté à ces nouvelles tensions ? Tout aussi important, comment le gouvernement considérait-il l'obligation de contrôler le pays ?

³¹⁴ Bureau du Cabinet des Ministres, 66/7, WP (40) 168. Comme précisé plus haut, l'Armée britannique avait abandonné tout son équipement sur les plages de Dunkerque.

Gouvernement et peuple

L'un des mythes centraux de 1940, cultivé à l'époque et embelli depuis, était que *"l'Angleterre avait été galvanisée par la crise pour changer les anciennes méthodes de travail, et s'était unie comme jamais auparavant, avec un lien fort d'égalité et de sacrifice. Le nouvel esprit de la nation était dominé par un gouvernement bienveillant qui fournissait un leadership inspirant."* La réalité était très différente. L'Angleterre des années 1930 était une société profondément divisée et inégalitaire. La guerre, la menace d'invasion et le blitz n'avaient pas changé cette situation. En effet, la pression de la guerre en 1940 s'était abattue plus lourdement sur les moins privilégiés, laissant les riches et les puissants s'adapter avec une relative facilité. Une étude sur la vie en Grande-Bretagne en 1940 montre que le modèle hérité des années 1930 était resté presque inchangé, et que le gouvernement, en cherchant à contrôler et à organiser le pays, était profondément conservateur, instinctivement répressif, méfiant quant à la volonté de la population de résister aux pressions de la guerre et incompetent pour soulager les souffrances causées par les bombardements.

En 1940, les extrêmes de pauvreté et de richesse coexistaient en Grande-Bretagne. En janvier, 1 300 000 personnes étaient au chômage, malgré la hausse de la demande industrielle causée par le réarmement. À l'époque de Dunkerque, 645 000 personnes étaient encore sans emploi et ce chiffre ne descendit pas en dessous de 200 000 avant juin 1941. Pour les chômeurs, les conditions étaient aussi mauvaises qu'elles l'avaient été dans les années 1930. Le *test de revenus* détesté des ménages fut maintenu même après que le Parti Travailleurs eut rejoint le gouvernement en mai, malgré sa promesse de l'abolir lorsqu'il serait au pouvoir. Le chômage était l'une des principales causes de pauvreté, mais le déclenchement de la guerre aggrava la situation de plus de familles encore. En 1940, les prix moyens étaient supérieurs de 19% à ceux de 1939, mais les salaires n'avaient augmenté que de 11%. Le gouvernement ajouta à ce fardeau fiscal en introduisant une nouvelle

forme régressive d'imposition dans le premier budget de guerre. La *taxe de vente* fut fixée à 33 % pour les produits de luxe et à un peu plus de 16% pour les articles essentiels. L'inégalité des sacrifices fut bien démontrée par une autre série de mesures. Seul un rationnement alimentaire *très limité* fut introduit en janvier 1940. Bien que l'impôt sur le revenu ait été augmenté, les lois sur les bénéfices excédentaires des industriels ont été fixées à seulement 60%, permettant ainsi aux entreprises de conserver une grande partie des bénéfices tirés des commandes d'armement. De la même façon, bien qu'aucun argent n'ait pu être trouvé pour abolir le critère des revenus individuels, les industries en difficulté pouvaient recevoir une aide substantielle. En février 1940, le gouvernement anglais garantit aux quatre principales compagnies ferroviaires un revenu minimum de 40 millions de livres sterling, soit 15% de plus qu'avant la guerre, malgré le fait qu'une seule compagnie ait versé un dividende à ses actionnaires, de 0,5% seulement. Sans surprise, la valeur des actions des compagnies de chemin de fer augmenta de 200 millions de livres sterling lorsque le projet fut annoncé. Le gouvernement n'obtint pas grand-chose en retour et une planification inadéquate entraîna une crise majeure des chemins de fer durant l'hiver 1940-41.

Les terribles conditions de vie qui affectaient une grande partie de la population anglaise furent révélées par une série d'enquêtes menées à la fin des années 1930 et au début de la guerre. À York, 31% des familles de la classe ouvrière (18% de la population totale constituant 50% de tous les enfants) vivaient sous le seuil de pauvreté. À Middlesbrough en 1939, un tiers de toutes les maisons avaient plus de 70 ans et seulement 10% avaient des bains. Le taux de mortalité dans les villes britanniques était deux fois supérieur à celui des Pays-Bas, et celui de Glasgow était plus élevé que celui de Tokyo. Les pires régions se trouvaient dans le nord industriel, où la mortalité infantile était deux fois plus élevée que dans le sud-est prospère. Même les enquêtes officielles du Ministère de la Santé ne mâchaient pas leurs mots sur l'état de la nation. En 1943, 10 % de la population se disait *mal nourrie* ou pire : beaucoup de gens vivaient depuis des années dans la pauvreté et le chômage, et avaient abandonné la lutte pour maintenir un niveau décent

d'entretien ménager et d'alimentation.³¹⁵ Deux ans plus tôt, une enquête officielle sur la santé avait révélé *une situation honteuse pour un pays civilisé*. L'inégalité fut révélée de manière frappante par le fait que les écoliers mesuraient en moyenne 10^{cm} de plus que leurs condisciples de la classe ouvrière, uniquement en raison de leur meilleure alimentation. La majeure partie de la population ne recevait qu'une éducation très basique. Moins de 1% des jeunes de 14 à 18 ans terminaient leurs études secondaires à temps plein et l'inégalité des chances montrait que le fait que seulement un demi pour cent des enfants du primaire iraient à l'université. Pourtant, l'une des premières mesures prises par le gouvernement au début de la guerre fut de reporter le relèvement prévu de l'âge de fin de scolarité à 15 ans. L'évacuation massive des enfants en septembre 1939 ramena pour la première fois dans les districts ruraux et de classe moyenne l'état des cœur-de-villes. Parmi les personnes évacuées de Newcastle, une sur huit n'avait pas de chaussures correctes, une sur cinq manquait de vêtements et la moitié des enfants étaient infestés de poux.

Des extrêmes de richesse et de privilèges existaient à côté de cette pauvreté et de ces privations. La bataille pour la survie nationale a fait peu de différence dans la vie des riches et des puissants. Au printemps 1940, il y avait encore 20 marques de voitures différentes en vente pour ceux qui pouvaient se permettre de les acheter. Au cours de l'été 1940, l'ancien secrétaire adjoint du cabinet, Tom Jones, pouvait encore faire le tour des fêtes de campagne, passant par Cliveden, Gregynog Hall et la résidence de Stanley Baldwin dans le Worcestershire. À chaque endroit, il y avait encore beaucoup de serviteurs pour s'occuper des invités. En septembre, le riche député conservateur Chips Channon dut se contenter de ce qu'il décrivait comme un *personnel restreint* de 6 personnes (au lieu des 15 habituelles) dans sa maison de Belgrave Square, bien qu'il ait pu maintenir le niveau habituel de service dans sa résidence de campagne de Hardee.

La vie sociale se poursuivit avec peu de changements. Au plus fort de la bataille d'Angleterre, en août, John Colville, l'un des secrétaires privés de Churchill, put tenir un journal bien rempli. Sur une période de huit jours, il se rendit à deux déjeuners mondains, dîna deux

³¹⁵ C. Barnett, op. ci., p. 193

soirs dans un restaurant exclusif du West End et alla au théâtre ou au cinéma suivi d'une boîte de nuit, puis passa le week-end à la résidence de campagne de Lord Bessborough à jouer au tennis avant de retourner à Londres le lundi matin. Le Blitz eut peu d'impact sur ce style de vie. Chips Channon décrivit une scène à l'hôtel Dorchester, où de nombreux ministres et hauts-fonctionnaires séjournaient, alors que le East End de Londres était écrasé par les bombardiers allemands, que la population pauvre s'entassait dans des stations de métro et que les sans-abri vivaient dans des centres d'accueil sordides. L'autre moitié de Londres semblait présente..." *J'ai offert à Bob Boothby un cocktail au champagne dans le bar privé... notre facture devait être immense car nous avions quatre magnums de champagne. Londres vit bien : je n'ai jamais vu autant de somptuosité, d'argent dépensé ou de nourriture consommée que ce soir, et la piste de danse était bondée.*"³¹⁶ Les membres du gouvernement menaient des vies privilégiées similaires. Lorsque Coventry fut bombardée en novembre, le Ministre de l'Intérieur, Herbert Morrison, savourait un dîner au champagne à Himley Hall avec le Commissaire Régional, Lord Dudley, et ils sont tous deux sortis pour regarder les incendies à une distance de sécurité. Winston Churchill dînait bien de façon régulière. Le 24 novembre, c'était au champagne et aux huîtres avec Anthony Eden alors qu'ils discutaient de la campagne militaire en Grèce. Cinq jours plus tôt, c'était au caviar, au Champagne et au brandy 1865, dans son abri privé à l'épreuve des bombes dans la station de métro désaffectée de Down Street, près de Knightsbridge. Harold Nicolson, le Ministre-Adjoint du Ministère de l'Information, passait l'essentiel de son temps à manger dans les clubs de St. James ; mais, à une occasion, il déjeuna au réfectoire du Sénat House, le siège du Ministère. Il fut choqué par les inconvénients de la restauration collective : "C'est absolument immonde... Ça marche sur le système des cafétérias et on doit faire la queue en tenant nos plateaux avec les garçons-commissionnaires."³¹⁷ D'une façon générale, il put s'éviter des expériences aussi pénibles et fut ravi de mentionner un haut-fait culinaire qu'il avait pu apprécier au moment où la menace d'invasion allemande atteignait son apogée en septembre : "Dîner avec Guy Burgess

³¹⁶ 22 Channon, op. cit., p. 272 (5.11.40)

³¹⁷ Nicolson, op. cit., (21.10.40)

au Reform Club et déguster la meilleure gélinotte rôtie que j'aie jamais mangée.³¹⁸

Si les habitudes de l'Entre-deux-Guerres restèrent pratiquement inchangées dans la haute société en 1940, il en va de même pour les autres modes de vie au sein du Gouvernement, de la société en général et de l'Armée. Lorsque Colville rejoignit le personnel du N 10 en octobre 1939, il fut choqué de constater que le travail commençait à 9h30. La guerre totale pour la survie nationale n'avait d'ailleurs pas modifié les pratiques ailleurs. Jusqu'en novembre 1940, le Foreign Office commença sa journée de travail à 11h00, et au Ministère de la Guerre économique, Hugh Dalton dut donner des instructions spéciales pour que le personnel soit au bureau à 10h00 après qu'un fonctionnaire ne soit pas arrivé à temps pour l'une des réunions de Dalton à 10h30. Colville, en plus de maintenir sa vie sociale active, put également s'accorder beaucoup de congés, alors qu'il était au N°10. Il prit un congé de 11 jours à partir du 5 septembre, à un moment où l'on s'attend à tout moment à une invasion allemande. Le Chef de l'État-Major Général Impérial prit un congé de quinze jours en décembre 1940, qui coïncida avec la première offensive britannique de la guerre, en Égypte. Les travailleurs de l'industrie aéronautique travaillaient de très longues heures ; une grande partie du reste de l'industrie britannique continuait également de la même manière. En juillet, un journaliste du Daily Mirror entra sous déguisement dans le chantier naval Vickers de Barrow. Il y circula toute la journée à enquêter sur ce qui se passait dans une industrie de défense-clé, alors que la nation se préparait à l'invasion allemande. Ce qu'il découvrit, tel que décrit par un autre membre de l'équipe du journal, était si choquant que le journal estima qu'il ne pouvait pas publier l'histoire :

"75% des ouvriers qu'il a aperçus ne faisaient rien du tout. Beaucoup n'avaient pas travaillé depuis des semaines et certains même depuis des mois, et tous ces hommes étaient totalement écœurés. Il y avait beaucoup de matériel, d'ouvriers volontaires et qualifiés, et des quantités de machines, mais pratiquement aucune production. Un canon, qui avait été terminé, était sous la pluie depuis au moins deux mois. Il trou-

³¹⁸ Ibid., p.112 (12.9.40)

va 14 hommes endormis dans une poche dans un gros support de canon.³¹⁹

On pouvait trouver une concordance déprimante avec d'autres domaines de la vie sociale. En 1940, l'Angleterre connaissait le début d'une vague de criminalité croissante qui devait se poursuivre tout au long de la guerre. Malgré une baisse du nombre de policiers disponibles pour enquêter sur les crimes et la quasi-élimination des infractions routières en raison du rationnement de l'essence, la criminalité augmenta de près de 60% durant la guerre (il atteignit trois fois le taux annuel d'avant la guerre). Avec l'imposition du rationnement et le marché noir qui en a résulté, le chapardage au travail augmenta rapidement : trois fois plus dans les docks de Birkenhead durant l'année 1940. Et peu de temps après le déclenchement de la guerre, une escouade spéciale de 500 policiers dut être envoyée en France pour tenter d'arrêter les vols massifs dans l'Armée anglaise vendus au marché noir en France.³²⁰ Le Blitz ouvrit de nouvelles possibilités de pillage en Angleterre. C'était si sérieux que Scotland Yard dut mettre en place une équipe spéciale anti-pillage, près de la moitié des personnes arrêtées étaient des travailleurs de la Défense Civile anglaise. Les perturbations sociales du temps de guerre ont également aggravé la criminalité juvénile, qui a augmenté de 41% dans l'année qui a suivi le déclenchement de la guerre.

À Whitehall, les responsables de l'Armée passaient une grande partie de leur temps à discuter de sujets qui n'avaient pas grand-chose à voir avec les opérations et la stratégie. En février 1940, le Conseil de l'Amirauté dut décider si les aumôniers de la Marine devaient être autorisés à porter, à leurs frais, une casquette avec un insigne. Il y eut également de longues discussions sur les noms des deux nouveaux cuirassés sur le point d'entrer en service. *Jellicoe* et *Beatty* (deux commandants de vaisseaux durant la Première Guerre mondiale) furent rejetés comme étant encore trop controversés et le Conseil d'Administration se contenta de noms du passé qui faisaient l'unanimité : *Anson* et *Howe*.³²¹

³¹⁹ King, p. cit., p.62 (18.7.40)

³²⁰ Plus tard, lorsque l'Armée américaine s'installa en France, les soldats américains (comme les soldats anglais en 1940) volaient dans leur armée tout ce qui leur tombait sous la main pour le vendre au marché noir français, allemand ou belge. [NdT]

³²¹ Amirauté167°109. D'après l'Admiral Sir George Anson, 1st Baron Anson (1697-1762) et l'Amiral Sir Richard Howe 1726-1799. [NdT]

Dans le même temps, le Conseil de l'Armée décidait, malgré les protestations de l'archevêque de Cantorbéry, que ce qu'on appelait par euphémisme "*maisons de tolérance*"³²² devait continuer d'être toléré. D'autres questions vitales furent longuement discutées au printemps 1940, par exemple la question de savoir si le public devait continuer à être encouragé à tricoter des chaussettes pour les soldats même si les chaussettes tricotées à la maison n'étaient pas traitées contre le gaz (la pratique fut autorisée afin de décourager les gens de tricoter pour la Marine ou l'Armée de l'Air), et si le kilt devait être distribué à tous les régiments écossais de Grande-Bretagne ou seulement aux cornemuses et aux tambours.³²³

Les Forces armées étaient déterminées à ne pas laisser les contraintes de la guerre totale modifier les strates sociales d'avant-guerre. À l'automne 1940, les garçons des écoles publiques avaient encore 14 fois plus de chances d'être sélectionnés comme officiers d'infanterie que les garçons des écoles d'État.³²⁴ La Royal Navy a continué de réserver la moitié des places de son programme d'entrée des élèves-officiers aux jeunes des écoles publiques, même la résistance civile de haut niveau ne put rien changer contre ce préjugé dominant. Churchill, lorsqu'il fut Premier Lord de l'Amirauté, intervint dans le système de sélection de la Royal Navy. En avril 1940, il alla même jusqu'à interroger personnellement trois garçons, classés 5^e, 8^e et 17^e sur 400 candidats à la sélection d'officiers, mais qui avaient tous trois été rejetés comme *inaptes au service naval*. Les raisons étaient que le premier avait un *léger accent cockney*, et les deux autres avaient des origines sociales *inférieures*, l'un étant le fils d'un premier maître et l'autre ayant un père ingénieur³²⁵ dans la marine marchande. Churchill insista pour que les trois soient acceptés et il autorisa également davantage de marins du *pont inférieur* à devenir officiers. À la fin de 1940, Churchill ayant été retiré de l'Ami-

³²² BMC, Bordels militaires contrôlés dans l'Armée française. [NdT]

³²³ War Office, 163/49 (OS7, OS30, OS48)

³²⁴ En Angleterre et au Pays de Galles, les "public schools" sont en fait des écoles privées, payantes, fréquentées par les enfants des familles riches ou aisées. Elles sont dites publiques car elles sont ouvertes à tous les enfants sans tenir compte de leurs lieux de résidence ni de leurs religions. Les écoles d'État sont gratuites mais pour les pauvres, et défavorisées par l'Armée, sauf pour verser son sang comme soldat de Deuxième Classe. [NdT]

³²⁵ Les ingénieurs sont de simples machinistes qui travaillent dans les machineries du navire. [NdT]

rauté, les amiraux décidèrent de revenir aux habitudes d'avant 1913 visant à limiter les promotions sur le pont inférieur à un maximum de 7% de l'entrée des officiers après la guerre. Dès avril 1940, l'armée exprima son désir que les officiers d'après-guerre continuent à refléter les anciennes traditions du passé. Ils décidèrent de conserver le système de nomination des officiers d'active qui permettait aux colonels des régiments de promouvoir certains candidats officiers qui pouvaient se réclamer de grands domaines fonciers ou de grandes familles aristocratiques, et qui souhaitaient une nomination dans un régiment spécifique.³²⁶

Les distinctions et les préjugés d'avant-guerre au sein des forces armées restaient inchangés. Pendant la bataille d'Angleterre, un officier pilote pouvait recevoir la *Distinguished Flying Cross* pour sa bravoure et, de ce fait, avait droit aux voyages ferroviaires gratuits en première classe. Un sous-officier-pilote tout aussi héroïque recevait lui aussi la *Distinguished Flying Cross* mais ne voyageait qu'en troisième classe. Bien que Churchill ait tenu à élargir le milieu social des officiers de marine, il intervint pour limiter le nombre de marins noirs. Il dit à l'amiral Phillips : *Not too many of them, s'il vous plaît.*³²⁷ L'épouse de Churchill, Clementine, n'invitait pas à dîner les officiers de la Garde avec eux à The Chequers³²⁸ lorsque ces officiers provenaient de l'*Oxford and Bucks Light Infantry*. Ils étaient invités lorsqu'ils venaient des *Coldstream Guards*. Le Conseil de l'Armée convint en février 1940 que, même en temps de guerre, les traditions sociales devaient être sauvegardées en permettant uniquement aux *officiers généraux* d'emmener leur femme avec eux *aux frais de l'État* lors d'affectations à l'étranger afin de faire face aux nombreuses réceptions que cela impliquait. D'autres officiers pouvaient le faire à leurs propres frais, mais les autres niveaux de grades, seulement s'ils trouvaient des logements disponibles, ce qui n'était normalement pas le cas.³²⁹ La solde dans les forces ar-

³²⁶ Ibid., (OS 54)

³²⁷ M. Gilbert, op. cit., p. 158

³²⁸ Il s'agit d'un restaurant de classe, étoilé sur le guide Michelin. Il se trouve à Church Road, Churchill, Chipping Norton OX7 6NJ Angleterre. [NdT]

³²⁹ Dans les guerres du passé, par exemple dans l'Armée anglaise de Wellington dans la Péninsule ibérique (sous le Premier Empire), des foules d'épouses de soldats de tout grade, suivaient l'Armée britannique, parfois avec des enfants nés en chemin. Pour en savoir plus sur ces épouses

mées était souvent très faible : après déductions, un soldat recevait 5 pence par jour à dépenser et sa femme n'avait droit qu'à 6 pence par semaine de plus que les épouses durant la Première Guerre mondiale. L'allocation pour enfants versée aux épouses de militaires des forces armées était de 25 pence par semaine, réduite à 5 pence par semaine pour le quatrième enfant. Le contraste avec l'allocation payée à ceux qui accueillaient des enfants évacués était frappant : 42,5 pence par semaine sans exception. Cela reflétait le fait que cette somme était principalement payée aux familles *de classe moyenne*, dans les zones rurales.

L'évacuation, tant en Grande-Bretagne qu'à l'étranger, démontra clairement les distinctions entre riches et pauvres, mais aussi l'indécision et le manque de cohérence du gouvernement. Avant la guerre, le gouvernement avait constitué un plan élaboré pour évacuer vers la campagne les mères et les enfants des grandes villes qui devaient être la cible de bombardements ennemis intensifs. Ce projet fut mis en œuvre à la fin du mois d'août 1939, et environ un million et demi de mères et d'enfants furent officiellement évacués. Ce nombre fut augmenté par les deux millions de personnes qui pouvaient se permettre de payer leur propre évacuation, souvent dans les hôtels du nord et de l'ouest de l'Angleterre. Les 3/4 des enfants évacués ne reçurent pas d'éducation à plein temps et, lorsque les bombardements attendus ne se furent pas matérialisés, un million de personnes ou plus retournèrent dans les villes au début de 1940. Mais ce ne fut qu'en avril 1940 que l'enseignement obligatoire fut réintroduit. La menace d'invasion de l'été raviva la question de l'évacuation. Le 3 juillet, les chefs d'État-Major demandèrent l'évacuation obligatoire de tous les habitants de la majeure partie de la côte orientale de l'Angleterre, de Felixstowe à Folkestone, afin de faciliter les opérations militaires. Les ministres refusèrent la demande, préférant plutôt compter sur les déplacements volontaires (bien qu'il y ait eu une décision précipitée à la mi-juin d'évacuer 100 000 enfants de Londres). Le long de la côte est, environ la moitié de la population était déjà partie à la fin du mois de juin, fuyant la zone où les combats étaient attendus. Pour encourager une nouvelle évacuation, le gouver-

nement décida de fermer toutes les écoles publiques ; ainsi les enfants qui restaient ne reçurent plus d'éducation. Au début du mois de septembre, le Cabinet de Guerre décida d'étendre le programme d'*évacuation volontaire* existant au Kent et au Sussex (où un débarquement semblait également probable), bien qu'il craignît d'alarmer le public et que Churchill insistât sur le fait qu'*il était essentiel que... cela devait être tenu à l'écart des journaux*.³³⁰ Dès que les perspectives d'invasion s'éloignèrent, la population retourna progressivement chez elle.

L'évacuation d'une partie du pays vers une autre ne pouvait être qu'un expédient temporaire pour éviter le pire, et ne servirait à rien si les Allemands étaient en mesure d'envahir l'île de Grande-Bretagne. Une alternative plus radicale était de quitter le pays ensemble. Plus de 5000 personnes fuirent l'île en 48 heures à la fin du mois d'août 1939, alors que la guerre semblait imminente ; mais en période de guerre, un permis de sortie devenait nécessaire. L'effondrement inattendu de la France en mai 1940 souleva le spectre de l'invasion et de la défaite, et convainquit certains membres de l'establishment qu'il était temps de quitter le pays. Naturellement, ceux qui ont filé en douce n'ont pas été portés à publier leur fuite ou les raisons de celle-ci. D'ailleurs le gouvernement lui-même était réticent à ce que la nouvelle d'un tel exode soit largement connue. La fuite du pays des classes dirigeantes était considéré avec mépris, mais ce mépris était exprimé en privé plutôt qu'en public. Lorsque Sir Samuel Hoare fut limogé par Churchill, il fut d'abord extrêmement réticent à accepter le poste d'ambassadeur à Madrid. Cependant, dès que la nouvelle de l'effondrement français à Sedan arriva à Londres, il changea rapidement d'avis. Il se rendit au Ministère des Affaires étrangères et annonça aux fonctionnaires que Churchill voulait qu'il parte immédiatement à Madrid ; ce que les fonctionnaires savaient être un mensonge. Sir Alexander Cadogan évalua rapidement les véritables motivations de Hoare lorsqu'il écrivit dans son journal : "Ce sale petit chien a le vent en poupe et veut quitter le pays ! Tout le monde veut se débarrasser de lui et accepte de l'expédier."³³¹ Le lendemain, Sir Samuel et Lady Hoare poireautaient à nouveau au Foreign

³³⁰ BUREAU DU CABINET 65/9, WM (40) 245e conclusions (9.9.40)

³³¹ 1111 Cadogan, op. cit., p.286 (19.5.40)

Office pour essayer d'accélérer leur départ³³². Ce que Cadogan, conversant poliment, lança quelques commentaires sur la difficulté de s'installer dans un nouveau pays. Lady Hoare lui fit alors clairement comprendre ce qu'elle attendait de l'Angleterre lorsqu'elle répondit : "Cela peut être plus facile que de s'adapter à servir dans notre vieux pays dans ces nouvelles conditions." Cadogan les qualifia avec mépris de *rats quittant le navire* et s'attendait à ce que Hoare soit le *Quisling de Grande-Bretagne*.³³³

Début juillet, les ministres du gouvernement apprirent qu'au moins trois députés avaient fui le pays. Un seul d'entre eux fut nommé dans une note privée de Churchill. Les documents officiels du Cabinet, largement diffusés à Whitehall, prenaient soin de ne pas citer de noms. Le député identifié par Churchill était le capitaine Alex Cunningham-Reid, député Conservateur de St. Marylebone depuis 1932, qui était parti pour le Canada, soi-disant pour évacuer ses deux fils, mais oubliant de revenir. Deux autres étaient aux États-Unis et ne devraient pas revenir non plus.³³⁴ Churchill demanda au Ministère de l'Intérieur de préparer un projet de loi pour déclarer les sièges de tous les députés qui avaient fui le pays sans autorisation du gouvernement pendant plus de six mois d'être déclarés vacants. Lorsque cela fut discuté à la Commission de la Politique Intérieure du Cabinet le 16 juillet, Ernie Bevin fit valoir que les députés devraient également être déchus de leur citoyenneté britannique.³³⁵ Plus tard dans la matinée, lorsque le Cabinet de Guerre discuta de la question, ils convinrent que l'introduction d'un tel projet de loi créerait trop de publicité indésirable et alerterait le public sur ce qui s'était passé, et qu'il valait mieux ne rien faire contre les députés absents. Le député Cunningham-Reid revint en Angleterre en 1942, fut exécuté du Parti Conservateur, siégea comme député indépendant mais ne fut pas réélu en 1945.

Bien que les adultes ne puissent pas quitter l'Angleterre en 1940 sans autorisation de sortie, ce n'était pas le cas des enfants. S'ils avaient

³³² Sir Samuel John Gurney Hoare, 1^{er} vicomte Templeton, 1880-1959. [NdT]

³³³ Ibid., p. 287 (20.5.40) ; Quisling = traître, collaborateur des nazis.

³³⁴ HO 45/24882

³³⁵ Bureau du Cabinet, 75/5, réunion du Comité de la politique intérieure du 16.7.40 et Bureau du Cabinet des Ministres, 75/8 HPC (40) 226

moins de 16 ans, ils étaient libres de partir et pouvaient être accompagnés de leur mère et, dans un sens caractéristique de distinction sociale, de leurs nurses et gouvernantes. Le jour où la France demanda un armistice, le Cabinet de Guerre accepta un plan, qui avait été élaboré au cours des deux semaines précédentes, pour une évacuation assistée par le gouvernement vers les dominions. Il était dirigé par le Children's Overseas Reception Board, sous la direction d'un ministre subalterne du Bureau des dominions, Geoffrey Shakespeare. Lorsque le projet fut annoncé le 20 juin, les bureaux du "Board" furent immédiatement assiégés par une foule de plus de 3000 personnes essayant d'obtenir des places. Il y eut des scènes similaires à l'ambassade américaine cinq jours plus tard, quand ils annoncèrent des dispositions pour permettre aux enfants d'entrer dans le pays, et le personnel fut submergé par la foule qui emplissait toutes les salles d'attente. Lorsque le programme officiel britannique fermèrent la session pour les postulants, le 4 juillet, plus de 210 000 demandes de places avaient été reçues en quinze jours. Comme l'a écrit Geoffrey Shakespeare, *la réaction fut si "instantanée et écrasante qu'elle révéla un profond courant de peur dans le public."*³³⁶

Presque dès le début, certains ministres, en particulier Churchill, voulaient arrêter l'évacuation officielle, la considérant comme mauvaise pour le moral. Au début de juillet, le naufrage de l' *Arandora Star*, alors qu'il transportait des civils et des internés au Canada, fournit une excuse commode pour mettre le projet en suspens, car il était trop dangereux. En fait, le gouvernement était préoccupé par l'ampleur de la demande et l'anxiété généralisée du public quant aux perspectives auxquelles l'Angleterre était confrontée. L'évacuation officielle reprit en août, mais le naufrage en septembre du *City of Benares*, transportant des enfants officiellement évacués, alors que seulement treize enfants mais 82 membres de l'équipage furent secourus, convainquit le Cabinet de Guerre d'introduire ce qui fut décrit pour le public comme une "*suspension temporaire*" du programme. En fait, les ministres avaient accepté de mettre fin à l'évacuation officielle et le "Board" fut réduit au strict minimum ayant pour seule fonction de rester en contact avec les enfants qui avaient déjà quitté le pays.

³³⁶ G. Shakespeare, *Que les bougies soient apportées*, p.265

Bien que de nombreux membres du gouvernement désapprouvaient le plan officiel d'évacuation des enfants de Grande-Bretagne, il adopta un point de vue directement opposé sur les plans d'évacuation privés. Ceux-ci n'étaient accessibles qu'aux riches et aux personnes bien branchées capables de défrayer le goût de billets pour leurs enfants (ainsi que leurs mères, les nurses et les gouvernantes) et qui avaient des amis ou des parents aux États-Unis disposés, en vertu des lois américaines sur l'immigration, à parrainer ces évacués. Lorsque le Cabinet de Guerre décida pour la première fois de suspendre le projet officiel, le 10 juillet, le Ministre de l'Intérieur, Sir John Anderson, souleva *"la question la plus difficile... Les permis de sortie... devraient-ils également être suspendus ?"* Ses collègues se prononcèrent contre une telle égalité de traitement : *"La proposition d'interdire l'envoi à l'étranger de tout autre enfant par le biais d'arrangements privés fut considérée comme trop draconienne."*³³⁷ Au lieu de cela, ils acceptèrent la suggestion de Chamberlain selon laquelle cette discrimination serait plus acceptable si l'on demandait à quelques organisations caritatives de parrainer des passages (de troisième classe) pour un nombre très limité d'enfants pauvres. Lorsque ce dernier projet officiel fut discrètement abandonné à la fin du mois de septembre, le Cabinet de Guerre refusa à nouveau d'interrompre l'évacuation privée.

La conséquence fut qu'une poignée de privilégiés put envoyer leurs enfants en sécurité aux États Unis, tandis que le reste de la population anglaise dut faire face aux rigueurs des bombardements et à la menace d'invasion. Chips Channon, qui envoya son fils Paul (plus tard un ministre Conservateur) aux États-Unis, décrivit la scène à la Gare d'Euston le 24 juin alors que le train-paquebot pour Liverpool et la sécurité se préparaient à partir : *"Il y avait une longue queue de Rolls-Royces et de domestiques en livrée, et des montagnes de malles."* Il semblait que tous ceux que nous connaissions étaient là.³³⁸ Les plus modestes parmi ceux qui quittaient l'Angleterre pour les États-Unis étaient ceux qui pullulaient au sommet de la hiérarchie sociale britannique.³³⁹ Lord Mountbatten envoya le 4 juillet sa femme et ses deux

³³⁷ BUREAU DU CABINET 65/8, WM (40) 199e conclusions (10.7.40)

³³⁸ Channon, op. cit., p. 259 (24.6.40)

³³⁹ Bureau des Dominions, 131/31

enfants. Des membres du gouvernement tels que Duff Cooper, qui a envoyé son fils (John Julius Norwich), étaient *prêts à profiter d'arrangements privés tout en sabordant le programme pour les pauvres subventionné par l'État*. De l'aristocratie, les noms incluaient les enfants de la comtesse de Borchgrave, Lady Margaret Barry, Lord Radnor, le vicomte Bayham, le comte de March, de nombreux membres de la famille Guinness et le vicomte Bethell. La ville de Londres était représentée par quatre Rothschild et les enfants de Sir Charles Hambro. Le baron de la presse, le vicomte Rothermere a sorti son fils (Vere Harmsworth) de Eton et l'a envoyé dans le Connecticut. Des politiciens d'arrière-ban tels que Hely-Hutchinson, le secrétaire du Comité Conservateur de 1922, ont fait de même. D'autres enfants bien connectés, tels que Jeremy Thorpe (plus tard chef du Parti libéral) et les enfants de Vera Brittain (parmi lesquels Shirley Williams) sont également partis pour les États-Unis. La plupart des enfants sont revenus après 1942, car tout danger d'invasion et de défaite par les Allemands s'était évanoui.

Le résultat de la politique gouvernementale est clarifié par les statistiques. Le programme officiel prit fin après l'évacuation de quelque 2600 enfants, car cela était considéré comme mauvais pour le moral de la population. Pareilles considérations ne s'appliquaient pas aux 17 000 enfants évacués privément dans les six mois qui ont suivi juin 1940. Que d'autres parents eussent aimé faire de même que les bourgeois et les nobles bien connectés est un syntagme tout à fait prouvé par l'énorme demande pour ce programme gouvernemental qui fut annulé après que seulement 1% des postulants au voyage aient été évacués. Le Ministère de l'Information, chargé d'évaluer l'état du moral en Grande-Bretagne, estima que les parents d'environ un million d'enfants souhaitent les faire partir à l'étranger, mais la plupart ne purent même pas les enregistrer avant que le gouvernement ne mette fin au programme. À la mi-juillet, il fut rapporté que la décision du gouvernement d'arrêter l'évacuation officielle mais d'autoriser la poursuite des arrangements privés, avait provoqué de vives récriminations contre les riches dont les enfants avaient été autorisés à fuir.³⁴⁰

L'inquiétude du gouvernement quant au moral de la population anglaise fut également illustrée par les mesures qu'il prit pour contrôler

³⁴⁰ INF 1/264 Rapport de renseignement intérieur 16.7.40

le pays. Une loi donnant au gouvernement des pouvoirs d'urgence étendus fut adoptée par le Parlement à la fin du mois d'août 1939. Ces pouvoirs étaient basés sur ceux utilisés pendant la Première Guerre mondiale, mais ils furent renforcés et élargis dans des domaines cruciaux tels que la détention sans procès et l'interdiction d'émettre certaines opinions. Il devint délictueux de faire quoi que ce soit qui nuise à la *poursuite efficace de la guerre*. La simple possession de certains livres et articles était un délit, et les réunions publiques strictement contrôlées. Les déplacements individuels furent restreints et le gouvernement put détenir en prison des personnes indéfiniment et sans procès.³⁴¹ Avant 1939, le gouvernement avait également décidé qu'une grande partie de l'Armée territoriale ne pouvait pas être envoyée à l'étranger dans le cadre d'un Corps Expéditionnaire. Comme le général Ironside le nota dans son journal : "*Le Cabinet a décidé à huis clos que l'Armée territoriale est nécessaire pour maintenir la paix en Angleterre et rétablir la loi et l'ordre durant les raids aériens. Ils n'osent pas donner cette information parce qu'elle serait impopulaire.*"³⁴² Un nouveau niveau de gouvernement a également été introduit en 1939 : *Les commissaires régionaux*. Cette idée est née dans les années 1920, dans le but de coordonner la réponse à toute grève généralisée, mais elle était désormais utilisée pour fournir un cadre de contrôle en cas de crise. Le rôle premier des commissaires était d'assurer une planification efficace entre les conseils locaux et les services d'urgence, mais, en cas d'invasion ou de bouleversement majeur à la suite d'un bombardement, ces commissaires prenaient en charge toutes les fonctions du gouvernement central et local dans leur région. Les hommes choisis par le gouvernement pour occuper ces postes reflétaient le désir d'assurer un contrôle politique étendu aux Conservateurs. Sur les 16 commissaires en place en 1940, 7 étaient des politiciens conservateurs et les autres des membres sûrs de l'establishment : quatre étaient d'anciens hauts-fonctionnaires, deux étaient des militaires, un était pair d'Angleterre et hommes d'affaires

³⁴¹ Cette Loi martiale, applicable au Canada aussi depuis le 22 août 1914, s'appelle La Loi des Mesures de Guerre, que le Premier Ministre Trudeau-père imposa aux Canadiens français en pleine paix pour plaire à son électorat anglophone et ainsi se faire réélire. [NdT]

³⁴² Ironside, op cit, p.46 (20.1.38)

locaux éminents, un vice-chancelier d'université et un seul était un député Travailliste (en Écosse).

L'effondrement inattendu de la France après la percée de Sedan et la perspective d'une victoire militaire allemande rapide envoyèrent une vague de panique à Whitehall. Au cours de la dernière quinzaine de mai, toute une série de mesures draconiennes furent introduites, certaines d'entre elles tenues secrètes, pour donner au gouvernement un contrôle presque total sur la vie des citoyens britanniques et leur permettre d'interner les étrangers ennemis et de censurer l'opinion. Ces mesures allaient avoir de profondes conséquences, non seulement pour le reste de l'année 1940, mais aussi jusqu'à la fin de la guerre.³⁴³ Le 18 mai, le Cabinet de Guerre se réunit pour examiner les pouvoirs supplémentaires qu'il souhaitait. Chamberlain, qui dominait la discussion, déclara qu'il était *impératif* pour l'Angleterre d'abandonner ce qu'il décrivit comme ses *méthodes actuelles plutôt faciles à vivre* et d'adopter une forme de gouvernement *qui se rapprocherait du totalitarisme*. Il poursuivit : " Des pouvoirs devraient être donnés au gouvernement pour lui permettre d'exercer un contrôle total sur la propriété, les affaires et le travail." Il reconnut que des sanctions pourraient être nécessaires et fit valoir que le meilleur plan pourrait être d'établir un corps de travail, sous discipline carcérale, dans lequel les récalcitrants pourraient être obligatoirement affectés. Le Cabinet de Guerre accepta d'introduire une législation qui exigerait que les citoyens "se placent, avec leurs services et leurs biens à la disposition de Sa Majesté."³⁴⁴ Ce projet de loi fut adopté à la hâte par Clement Attlee en deux heures le 22 mai. Au même moment, un pouvoir supplémentaire fut pris pour contrôler toutes formes de travail en donnant au gouvernement l'autorité "d'ordonner à toute personne en Grande-Bretagne d'effectuer des services... tels que spécifiés"³⁴⁵. Lorsque le Cabinet de Guerre avait discuté ces pouvoirs

³⁴³ Les conséquences de ces dissimulations et de ces mensonges durent encore dans l'opinion britannique puisque la vérité n'a jamais été rétablie, et se trouve encore interdite [Clive Ponting fut condamné pour avoir levé le voile du mensonge, puis il fut exilé en Australie]. Quant au peuple anglais, par patriotisme, il veut garder les illusions du mythe de 1940, plus flatteur que la réalité. [NdT]

³⁴⁴ Bureau du Conseil des Ministres, 65/13, WM (40) 128e conclusions

³⁴⁵ Note du traducteur : en référence à la CGT qui déclenchait la grève des usines d'armement en France, pour se conformer aux directives communistes de Moscou, au profit de l'Armée Hitlérienne. [NdT]

spéciaux plus tôt dans la journée, des opinions fortes avaient été exprimées selon lesquelles même ce degré de contrôle était encore insatisfaisant et que des mesures plus draconiennes seraient nécessaires avant longtemps.³⁴⁶ Le 24 mai, le MI5 demanda aux ministres d'interdire immédiatement toutes grèves. Ernie Bevin, le nouveau Ministre du Travail, persuada ses collègues d'opter plutôt pour un programme semi-volontaire. Au début de juillet, il obtint l'accord du TUC et l'Ordre 1305 fut publié³⁴⁷ : il rendait obligatoire *l'arbitrage* dans tout conflit de travail et, en corollaire, rendait toute grève illégale. En dépit du fait qu'il y ait eu quelques grèves à l'automne 1940, le gouvernement décida de ne pas poursuivre un grand nombre de travailleurs, bien qu'il l'ait fait plus tard durant le cours de la guerre.

En 1939, il y avait environ 70 000 étrangers *ennemis* en Grande-Bretagne, dont la grande majorité étaient des réfugiés de l'Allemagne nazie et de l'Autriche. Au début de la guerre, quelques centaines de sympathisants nazis potentiels avaient été internés, et au début du mois de mars 1940, le Ministre de l'Intérieur déclara à la Chambre des Communes : "Il n'y aurait aucune justification pour une politique en vertu de laquelle tous les étrangers de nationalité allemande et autrichienne seraient traités de la même manière, sans tenir compte du fait que la majorité d'entre eux sont des réfugiés de l'oppression nazie et se montrent farouchement opposés au régime actuel en Allemagne."³⁴⁸ En 10 semaines, cette politique injustifiable fut introduite. À partir du 11 mai, tous les étrangers ennemis, y compris les personnes âgées et les infirmes, et à l'exception des femmes de la catégorie la moins suspecte du MI5, ont été internés. Dans le public, cette mesure fut justifiée par le danger possible pour les étrangers causé par une opinion publique hostile. Les documents gouvernementaux ne révélèrent pas de telles appréhensions. La mesure fut introduite simplement en raison d'une crainte militaire d'une éventuelle *cinquième colonne*, bien qu'il n'y ait aucune preuve pour justifier une telle réaction de panique. Le résultat de cette

³⁴⁶ Bureau du Cabinet des Ministres, 65/7, WM (40) 133^e conclusions

³⁴⁷ TUC = Trades Union Congress, une Confédération générale des Syndicats de Travailleurs. L'Ordre 1305 était la loi qui interdisait les grèves et les fermetures d'usines. [NdT]

³⁴⁸ Chambre des communes, 1.3.40. On remarque l'illogisme des termes de ce paragraphe, incohérence causée par la peur d'une Cinquième Colonne, autrement appelée l'Espionite. [NdT]

décision hâtive et irréfléchie fut le chaos, la misère et le ressentiment amer. Les réfugiés furent détenus dans des conditions bien pires que celles des véritables sympathisants nazis, tels qu'Oswald Mosley³⁴⁹ et sa femme. Vingt camps de transit furent créés avec des installations désespérément inadéquates. Au camp de Wharf Mills, 2 000 internés furent détenus dans une usine désaffectée et infestée de rats avec 18 robinets pour le lavage, 60 seaux dans la cour en guise de toilettes et des paillasses disponibles uniquement pour les malades chroniques. Lorsque le directeur général adjoint du Ministère de l'Information, Sir Walter Monckton, enquêta sur les conditions de vie au camp de Huyton, il rapporta une conséquence tragique de la politique britannique : "Les deux hommes qui réussirent à se suicider avaient déjà été dans les camps de concentration d'Hitler. Contre les nazis, ils ont résisté, mais ce camp a brisé leur esprit."³⁵⁰ En juillet, la déportation obligatoire des détenus commença. Ceux qui furent déportés n'étaient pas des internés dangereux avec des sympathies nazies, mais simplement sélectionnés au hasard ; beaucoup étaient fortement antinazis. 1300 d'entre eux moururent noyés lorsque l'*Arandora Star* fut torpillé dans l'Atlantique en route vers le Canada. Le gouvernement mena une enquête sur ce qui devint un fiasco embarrassant, mais lorsque le Cabinet de Guerre lut le rapport très critique de la Commission d'Enquête, il en refusa la publication. Certaines libérations furent autorisées en octobre 1940, mais le gouvernement décida que le processus devait être progressif afin d'essayer de donner l'impression que la décision initiale avait été mûrement réfléchie plutôt qu'une panique de dernière minute.

Les nouveaux pouvoirs d'urgence ont aussi considérablement étendu le rôle de la Censure gouvernementale. Au cours des dix derniers jours de mai, le gouvernement anglais passa beaucoup de temps à décider comment introduire *la censure de l'opinion*. Dès le début de la guerre, tout le courrier quittant le pays était ouvert et épluché par les censeurs du gouvernement et, le 20 mai, la vérification du courrier à destination de l'Irlande du Nord et de la République d'Irlande a commencé. Après seulement deux jours, le gouvernement, alarmé par les

³⁴⁹ Oswald Ernald Mosley, 5^e baronnet d'Ancoats était un aristocrate très riche, cousin de la reine Élisabeth qui, comme on le sait, était de famille allemande. [NdT]

³⁵⁰ A. Marwick, *Le front intérieur*, pp.36-7

opinions exprimées, décida d'introduire la censure dans ce domaine également. Un mandat fut signé par le Ministre de l'Intérieur pour autoriser l'interception du courrier à destination de l'Irlande. Quelques jours plus tard, l'armée a demandé des pouvoirs étendus pour interdire l'envoi de télégrammes et les appels téléphoniques interurbains. Une censure totale dans ces deux domaines fut envisagée mais exclue, non pas pour des raisons de principe, mais uniquement en raison de la quantité de travail que cela impliquerait. Au lieu de cela, le 30 mai, le comité ministériel de la défense civile autorisa l'interception aléatoire de tout télégramme ou appel téléphonique, quel que soit l'expéditeur ou l'appelant. Pour se prémunir contre les abus, la pratique normale était que le Ministre de l'Intérieur émette des mandats pour autoriser l'interception de numéros de téléphone individuels ou de courrier à une adresse particulière, mais cette décision nécessitait une autorité générale pour intercepter chaque téléphone du pays et chaque télégramme. Le ministre de l'Intérieur, Sir John Anderson, avertit le Comité :

"L'action désormais proposée dans ce problème était tout à fait sans précédent. La seule façon de donner quelque efficacité était d'accorder une autorisation sous l'autorité d'un mandat général signé par le Ministre de l'Intérieur. Les seules garanties seraient des garanties administratives."

Il termina en avertissant qu'il pourrait y avoir des problèmes quant à la légalité ou à la constitutionnalité de la mesure prise.³⁵¹ Néanmoins, l'interception massive eut lieu.

Les autorisations d'interception des communications publiques furent conçues pour permettre aux autorités d'évaluer l'état de l'opinion publique et d'identifier les personnes dont les opinions ne seraient pas adéquates. Mais des pouvoirs étaient également nécessaires pour agir sur ces conclusions. D'autres mesures furent donc prises pour dissuader les gens d'exprimer des opinions malvenues. Le 11 juin, fut érigé en infraction pénale *le fait de faire ou de signaler toute déclaration susceptible de provoquer l'alarme et le découragement*. Un pouvoir aussi étendu conduisit à une multitude de poursuites judiciaires. Le 17 juillet, un homme fut envoyé en prison pendant un mois pour avoir dit que *"l'Angleterre n'avait aucune chance de gagner la guerre."* Pour avoir

³⁵¹ Cabinet Office, 73/2, CDC (40) 19th Conclusions (30.5.40) & Cabinet Office, /3 CDC (40) 29

proclamé que *le gouvernement pourri tient 390 000 000 d'Indiens en esclavage*³⁵², un homme fut condamné à deux mois de prison, et une peine de trois mois fut prononcée contre quelqu'un qui avait dit à deux Néo-Zélandais : *"Vous ne voulez pas être tués dans cette guerre sanglante."* Au début du mois d'août, le nombre de poursuites devint incontrôlable, de sorte que le Ministère de l'Intérieur donna des instructions aux magistrats pour que les poursuites ne soient engagées que dans les cas vraiment graves. Néanmoins, en juin 1941, une femme fut condamnée à cinq ans de prison pour avoir dit que *"Hitler était un bon dirigeant, un homme meilleur que M. Churchill."*

Les tentatives de contrôle des médias ont soulevé des problèmes difficiles. En temps de guerre, il y avait un besoin évident de contrôler les informations qui pouvaient être utiles à l'ennemi, mais les contrôles gouvernementaux allaient bien au-delà de cette catégorie. En novembre 1940, neuf journaux ou périodiques furent soumis à une interdiction générale d'exportation. La principale raison de cette restriction n'était pas de cacher des informations à l'ennemi, mais de dissimuler *des éléments qui mettaient en danger ou discréditaient l'effort de guerre de ce pays ou de ses alliés*. La censure gouvernementale directe des informations en Grande-Bretagne avait été introduite au début de la guerre, mais elle n'était pas obligatoire. Un journal pouvait publier ce qu'il voulait, bien qu'il y ait un risque de poursuites en vertu des règlements d'urgence. Il ne pouvait cependant pas être poursuivi pour avoir imprimé un article qui avait été approuvé au préalable par le Ministère de l'Information. Dans la situation qui s'aggrava rapidement à la fin du mois de mai 1940, le gouvernement s'inquiéta de l'insuffisance du système de censure existant. Le 31 mai, le Ministère de l'Information envisagea d'imposer un contrôle total du gouvernement, ce qui signifierait que seules les informations officielles pouvaient être publiées, qu'aucune spéculation sur les événements ne serait autorisée et que tous les commentaires devraient être approuvés par le gouvernement avant publication. Le 3 juin, le Cabinet de Guerre demanda au Ministère de commencer à planifier l'introduction d'un programme dans ce sens, et des consultations furent entamées avec l'Association des propriétaires de journaux. Le 11 juin, Duff Cooper, Ministre de l'Information, soumit

³⁵² C'était la population des Indes anglaises durant la Deuxième Guerre mondiale. [NdT]

sa proposition au Cabinet de Guerre. Il exclut la censure totale, non pas par principe, mais parce qu'il était jugé trop difficile sur le plan administratif de contrôler environ 900 journaux provinciaux. Au lieu de cela, il proposa une variante du système précédent en vertu duquel un Conseil de Censure publierait des directives juridiquement contraignantes pour la Presse sur ce qui pouvait être dit sur la guerre. Le Cabinet de Guerre se retira de ces plans totalitaires à la fois en raison du choc que cela pourrait causer sur public et de l'effet négatif que cela aurait sur l'opinion publique américaine à un moment où l'Angleterre était censée se battre pour la Liberté et la Démocratie. Au lieu de cela, ils décidèrent finalement d'étendre le système *volontaire* de D-Notice³⁵³ (qui a publié *des directives* à la presse sur les domaines d'information qui ne devraient pas être discutés en public) et de s'appuyer sur la menace d'introduire des pouvoirs plus draconiens pour maintenir dans le rang la presse contrevenante.

Ce fut à l'automne 1940 que le gouvernement réagit particulièrement fort à la moindre critique de la Presse et menaça à nouveau de contrôles supplémentaires. Le 2 octobre, le Cabinet de Guerre demanda au chef libéral, Sinclair, d'user de son influence auprès du **NEWS CHRONICLE** pour cesser de critiquer le gouvernement. Quelques jours plus tard, le **DAILY MIRROR** publia un éditorial critiquant le remaniement gouvernemental qui amena Morrison au Ministère de l'Intérieur : "*Le déplacement ou remplacement des médiocrités ou des succès réputés ne semble avoir été dirigé par aucun principe clair vu de l'extérieur; à moins que ce ne soit le principe selon lequel le sang neuf ne peut que rarement être transfusé dans un vieux corps.*" Ce commentaire politique modéré envoya le Cabinet de Guerre, Churchill en particulier, dans un paroxysme de rage. Une enquête secrète de police, lancée pour découvrir qui détenait des actions dans le journal, ne révéla rien d'intéressant, bien que les documents sur ce sujet embarrassant aient été dissimulés au public jusqu'au milieu des années 1980. Attlee et Beaverbrook furent

³⁵³ En Angleterre, une *DA-Notice* (abréviation de *Defense Advisory Notice*), aussi appelée une *D-Notice* jusqu'en 1993, est une demande du gouvernement britannique auprès des éditeurs de livres de ne pas publier ou de ne pas diffuser à propos de certains sujets en raison de la sécurité nationale ou du prestige national. Pour encourager le *volontariat* des éditeurs, le gouvernement supprime les subventions des contrevenants. Idem au Canada. [NdT]

chargés de contacter les propriétaires du journal et de les menacer de censure totale *des nouvelles et des opinions* si les critiques continuaient. Attlee eut également une interview séparée avec le rédacteur en chef du **DAILY MIRROR**. Il essaya de faire valoir que le gouvernement ne se souciait pas des critiques, mais seulement de ce qu'il a décrit comme des "*critiques irresponsables*." Il fut toutefois incapable de définir ce qui distinguait cette dernière catégorie, accusant le journal de mettre en danger l'effort de guerre, mais sans donner d'exemples. Finalement, la tempête se calma et le gouvernement décida que les menaces proférées contre la Presse les avaient ramenés dans l'obéissance.

L'autre partie des médias qui causa des problèmes au gouvernement fut la British Broadcasting Corporation. Ce fut une illusion de longue date de croire que pendant la guerre, la BBC était indépendante du gouvernement et capable, dans les contraintes inévitables de la censure, de diffuser toutes les nouvelles qu'elle voulait. En fait, le gouvernement contrôlait la majeure partie de tout ce que produisait cette entreprise. Le Ministre de l'Information confirma publiquement, à la fin de septembre 1939, que la BBC n'était indépendante que *pour les parties légères de ses programmes*.³⁵⁴ En novembre 1940, Duff Cooper déclara à la Chambre des Communes qu'en tant que Ministre de l'Information, il était responsable des *déclarations politiques, des bulletins d'information et des conférences envoyés par la BBC à l'heure actuelle*.³⁵⁵ Ce contrôle détaillé pourrait s'étendre à des programmes individuels. Par exemple, le Ministère de l'Information empêcha la BBC de diffuser un journal télévisé à 16h00 parce qu'il craignait qu'il ne fasse concurrence aux journaux du soir. Le contrôle du personnel du MI5, qui avait été introduit avant la guerre, fut étendu à tous les artistes apparaissant à la BBC, et pas seulement à ceux qui donnaient des conférences. Sir Hugh Robertson, par exemple, devait diriger le Glasgow Orpheus Choir lors d'un concert de Noël 1940, mais celui-ci fut annulé parce qu'il était pacifiste et critique (en privé) du gouvernement. Des pressions officieuses pouvaient également être exercées. À partir de

³⁵⁴ Chambre des lords, 26.9.39. Ne voir aucun double sens dans cette phrase. Il ne s'agit que des émissions comiques ou animales.

³⁵⁵ 2727 Chambre des communes, 13.11.40

l'époque de Dunkerque, J.B. Priestley donna une série de conférences le dimanche soir dans la *série Postscript*, plaidant pour des temps meilleurs et plus de justice sociale après la guerre. La réponse du gouvernement fut d'envoyer Margesson, le whip en chef, à la BBC pour se plaindre de l'*orientation gauchiste* des discussions et faire pression pour que Priestley se retire. La série fut rapidement abandonnée à l'automne. Parfois, la BBC était si soucieuse de coopération qu'elle prenait des mesures avant même d'être sollicitée par le gouvernement. Par exemple, tous les résultats des courses ont été arrêtés le 8 juin, dix jours avant que le gouvernement n'interdise complètement les courses de chevaux, car la BBC ne voulait pas diffuser de programmes frivoles.

Malgré le contrôle pointilleux dont disposait le gouvernement et la position coopérative de la BBC, les ministres n'appréciaient toujours pas le peu d'autonomie qui restait à la société d'état. Au début du mois de novembre, Lord Reith, Ministre des Transports et ancien Directeur Général de la BBC, rapporta une discussion du Cabinet de Guerre qui envisageait d'imposer un contrôle *direct* de l'État : "Le Premier ministre a parlé avec amertume de la BBC —ennemi dans nos murs— causant des ennuis continuels ; en tout cas plus de mal que de bien. Quelque chose de draconien doit leur être, a-t-il déclaré. Duff Cooper... fut d'accord – plus de contrôle probablement car ils devraient agir comme des fonctionnaires.³⁵⁶ Après réflexion, le gouvernement décida de conserver la façade de l'indépendance de la BBC plutôt que d'en faire un ministère et ses employés de simples fonctionnaires. À la fin de 1940, le gouvernement atteignit ses objectifs par la porte de derrière en y installant deux fonctionnaires, désignés en public comme "*des conseillers*" sur les nouvelles étrangères et intérieures. En fait, leur mandat leur donnait "*la direction suprême*" sur la production d'informations de la BBC.

À partir de septembre 1939, la BBC fit partie de la campagne gouvernementale pour gérer les informations et maintenir le moral de la population anglaise ; l'un des problèmes majeurs, en particulier au début de 1940, était la qualité épouvantablement faible de ses émissions. Au début de la guerre, la BBC fut réduite à un seul service diffusant

³⁵⁶ Journal de Reith, p.270 (6.11.40)

principalement des annonces officielles, des discours d'encouragement de ministres et de fonctionnaires, et Sandy Macpherson jouant de la musique populaire à l'orgue. Après un tollé général sur la qualité, une amélioration progressive s'est produite et un deuxième programme fut introduit. Néanmoins, au début de 1940, l'équipe d'Observateurs des Masses (une première forme d'échantillonnage d'opinion) rapportait *"l'air parfois nauséabond et complaisant des bulletins d'information de la BBC."* En conséquence, selon les propres chiffres de la BBC, au moins la moitié du pays écoutait occasionnellement (et un tiers régulièrement) les émissions de propagande de William Joyce (Lord Haw-Haw) pour tenter de savoir ce qui se passait sur les champs de bataille. (Ces chiffres étaient aussi élevés que ceux enregistrés pour les émissions populaires et inspirantes de J.B. Priestley.) *Observation des Masses* a également rapporté que les hommes des stations de la RAF écoutaient la radio allemande et Joyce a même obtenu le plaisir ultime d'avoir des détails sur ces programmes répertoriés dans **LE TIMES**.

L'une des raisons des problèmes auxquels le gouvernement fut confronté sur le front de la propagande est l'insuffisance du ministère de l'Information. Pendant la Première Guerre mondiale, l'Angleterre n'avait pas de Ministère responsable de la Propagande Intérieure, mais un rapport secret de 1936, clairement basé sur l'expérience allemande de la propagande sous Goebbels, recommandait qu'un tel ministère soit établi en temps de guerre. Créé en septembre 1939, le nouveau ministère souffrit successivement de trois ministres faibles : Lord Macmillan, juge à la retraite sans aucune expérience pertinente ; Lord Reith, qui avait de l'expérience dans le domaine de la radiodiffusion mais qui trouvait presque impossible de travailler à Whitehall ; et Duff Cooper, qui avait de l'expérience en administration mais était trop paresseux pour être efficace. Le reste du personnel, du premier Directeur Général, Lord Perth — diplomate à la retraite de l'ambassade de Rome où il avait négligemment permis à son valet de chambre de voler des secrets au profit des Italiens — en passant par des hommes comme Kenneth Clark (directeur de la National Gallery), venait d'un milieu si restreints (délimités par les clubs de St. James et le monde intellectuel de Bloomsbury et d'Oxbridge) qu'ils n'avaient que peu ou même aucune connaissance

de la vie des gens ordinaires de la population, et aucune idée de la façon de communiquer avec eux. Ils ressentaient secrètement la crainte que la classe ouvrière se révèle peu fiable et défaitiste, alors que l'exact contraire était la réalité. En conséquence, la plupart des campagnes du Ministère ne furent guère plus que des exhortations et des directives souvent lancées sur un ton très condescendant. Leur première campagne d'affichage se construisit sur un slogan extrêmement ambigu : *"Votre courage, votre gaieté, votre résolution, nous apporteront la victoire."*³⁵⁷ Sans surprise, ce fut un échec. Cette cajolerie permanente du public était liée à une réglementation constante et détaillée de leur vie par le gouvernement. Un étranger, un diplomate du haut-commissariat du Canada, rapporta que *"vivre à Londres, c'est comme être détenu de maison de correction. Où que vous vous tourniez, vous rencontrez une réglementation conçue pour votre protection. Le gouvernement est comme une maîtresse d'école."*³⁵⁸

Le souvenir le plus marquant de 1940 est, sans aucun doute, la série de discours émouvants prononcés par Winston Churchill, dans le but d'inspirer la nation au moment où elle en avait le plus besoin, de remonter le moral et de créer l'unité nationale. Ils sont devenus une partie de la Grande Mythologie de 1940. La réalité fut très différente : toutes les performances de Churchill ne furent pas toutes universellement considérées comme excellentes à l'époque. À certains moments difficiles de la guerre, il y eut de longs intervalles entre ses discours, certains de ses allocutions parmi les plus célèbres ne furent jamais diffusés à la nation, et certains de ceux qui ont atteint les ondes n'ont pas, en fait, été prononcés par Churchill. Il considérait la Chambre des Communes comme le véritable forum de la nation et s'en tint à sa politique de ne jamais répéter les discours qu'il prononçait à la radio pour la masse du peuple. Son premier discours en tant que Premier ministre fut prononcé le 13 mai à la Chambre des Communes. Utilisant la phrase qu'il avait essayée pour la première fois lors d'une réunion de jeunes ministres plus tôt dans la journée, il déclara : "Je n'ai rien d'autre à offrir que du sang, du labeur, des larmes et de la sueur !" La première allocu-

³⁵⁷ C'était un peu le *"Armons-nous et partez au combat!"* qui trahissait bien la mentalité profonde de ces aristocrates embourgeoisés. [NdT]

³⁵⁸ P. Lewis, Une guerre populaire, p.18

tion radiophonique de Churchill à la nation en tant que Premier ministre n'eut lieu que le 19 mai, neuf jours après son entrée en fonction. Dans un discours aujourd'hui peu cité, il a parlé de la bataille de France, de la bataille à venir pour l'Angleterre et termina par une obscure citation biblique. Ses deux discours suivants ne furent prononcés qu'à la Chambre des Communes. Le 23 mai 1940, il annonça la pénétration allemande de la ligne alliée, une semaine après qu'elle eut lieu, et parla d'une éventuelle contre-attaque. Cinq jours plus tard, il annonça la capitulation belge et, l'Armée anglaise étant presque encerclée, il avertit le Parlement de se préparer à de "*dures et lourdes surprises*."

Lorsqu'il prit la parole à nouveau à la Chambre des Communes le 4 juin, Winston Churchill eut l'occasion d'élaborer longuement sur le sauve-qui-peut de l'armée anglaise à Dunkerque. Il critiqua le roi Léopold pour la capitulation belge, bien qu'en privé quelques jours plus tôt, il avait été compatissant sur le sort des Belges. Sa harangue comprenait également son passage homérique commençant par : "*Nous nous battons sur les plages...*"³⁵⁹ Ce soir-là, en l'absence d'enregistrement de son discours-fleuve à la Chambre des Communes, la BBC demanda à Churchill de le répéter [sur les ondes] à la nation. Churchill refusa et à sa place, la BBC dut utiliser un comédien, Norman Shelley (qui avait joué *Larry the Lamb* dans *Children's Hour*) pour imiter la voix de Churchill tout en laissant croire au public que c'était Churchill lui-même qui parlait. En 1940, alors que les discours radiophoniques de politiciens étaient encore rares, et sans diffusion du Parlement, peu de citoyens connaissaient les voix des politiciens et la supercherie passa inaperçue jusqu'à ce que Norman Shelley avoue [fièrement] l'usurpation d'identité près de 40 ans plus tard.

Churchill parla à la radio le 17 juin, le jour où les Français demandèrent un armistice. Il diffusa son allocution en début d'après-midi alors que peu de gens écoutaient, et ne parla que deux minutes pour terminer par la phrase : "*Nous sommes sûrs qu'à la fin tout rentrera dans l'ordre.*" Churchill n'avait pas l'intention de diffuser ces mots avant le 19 juin, et il ne les prononça que sous la contrainte des journa-

³⁵⁹ Cette phrase grandiloquente si belliqueuse, ainsi que la critique de la capitulation belge, venaient bien entendu contrebalancer la fuite anglaise de Dunkerque devant les Allemands, sous la protection de l'Armée française. [NdT]

listes sur les Affaires Étrangères ; ils voulaient obtenir une déclaration immédiate sur la politique de Londres à un moment aussi crucial de la guerre. Cecil King du **DAILY MIRROR**, pour sa part, était loin d'être impressionné par le discours, le qualifiant de *misérable laïus de 119 mots* le décrivant comme suit : *"quelques phrases trébuchantes indiquent que la situation était désastreuse ; très bien. Qu'il ait été ivre ou crevé de fatigue, je ne sais pas, mais c'était le plus minable effort possible à une occasion où il aurait dû prononcer le plus beau discours de sa vie."*³⁶⁰

Le 18 juin 1940, Churchill prononça un discours de 36 minutes à la Chambre des Communes. Il comprenait le passage mémorable selon lequel, *"si l'Empire britannique durait mille ans, les hommes diraient : "C'était leur heure de gloire."*³⁶¹ À l'époque, tous les membres du gouvernement n'étaient pas enthousiastes à propos de sa performance. Lord Reith écrivit dans son journal : *"Churchill a fait une déclaration à la Chambre des Communes cet après-midi. Médiocre !"*³⁶² À cette occasion également, la BBC ne réussit pas à persuader Churchill de répéter son discours à la radio, et elle dut se rabattre à nouveau sur Norman Shelley. Même les proches de Churchill n'étaient pas au courant de cette usurpation d'identité, mais ils estimèrent que l'allocution était médiocre. Harold Nicolson écrivit : *"Tel qu'il a été prononcé à la Chambre des Communes, ce discours était magnifique, en particulier les phrases de conclusion. Mais cela sonnait horriblement à la radio. Toute la grande vigueur qu'il y avait mise semblait se dissoudre."*³⁶³ Deux des secrétaires privés de Churchill n'étaient pas impressionnés et restaient perplexes. Jordan Colville pensait que *c'était trop long et qu'il avait l'air fatigué*, et John Martin fut frappé par l'*élocution hésitante* au début et il trouva la voix bizarre.³⁶⁴ Le personnel du N°10 reçut également un grand nombre de lettres demandant ce qui n'allait pas avec le Premier Ministre. Churchill fit une émission à la nation le 14 juillet, mais elle n'est pas considérée aujourd'hui comme l'un de ses grands discours.

³⁶⁰ King, op cit, p.55 (18.6.40 et 20.6.40)

³⁶¹ Sans se rendre compte que l'Empire était plus proche d'une longévité de *mille heures* que de *mille ans*. [NdT]

³⁶² Reith, op cit, p.261 (20.8.40)

³⁶³ Nicolson, op cit, p.97 (19.6.40)

³⁶⁴ Colville, cit, 18.6.40

Le discours suivant de Churchill à la Chambre des Communes eut lieu le 20 août 1940, lorsqu'il trouva l'expression "*Jamais dans le domaine des guerres entre les humains, autant n'a été dû par un si grand nombre à un si petit nombre.*" Lord Reith n'était pas ému par sa rhétorique ; il écrivit : "J'ai écouté Churchill et je ne pense que peu de choses à son sujet. Bien sûr, il a fait, comme d'habitude, sa référence révoltante à Beaverbrook, qui a été reçue en silence."³⁶⁵ Ce discours, comme le discours de : "labeur, larmes et sueur", n'a pas été diffusé par la BBC. Churchill ne parla pas à la nation avant le 11 septembre, lorsqu'il compara la situation de cette époque, à la fois à celle de 1588 (attaque de l'Armada espagnole), et à 1805 (tentative d'invasion de Napoléon). Ce fut la dernière radiodiffusion de Churchill en 1940. Pendant tout le Blitz et le triste hiver de 1940-41, il ne prononça aucun discours inspirant à destination de la population anglaise, mais il trouva le temps de diffuser en Tchécoslovaquie et en France, à la fin de septembre et en octobre, et en Italie à la fin de décembre. Il ne s'adressa plus aux peuples de la Grande Bretagne avant février 1941.

Malgré les discours de Churchill, l'état moral général restait au mieux *indifférent* et au pire *médiocre*. Le Ministère de l'Information [la Censure] employait près de 10 000 personnes pour lire le courrier intercepté de la population (à raison d'environ 200 000 lettres par semaine), et celles-ci constituaient la base de son évaluation de l'état moral populaire. Ces rapports sur le moral sont aujourd'hui accessibles au public. Une autre source importante est les Archives de *l'Observation des Masses*,³⁶⁶ une organisation qui utilisait des gens de tout le pays pour noter les impressions et les points de vue. Ces documents contemporains brossent un tableau de l'Angleterre en 1940 qui diffère nettement de la vision communément acceptée aujourd'hui. *Le point de vue accepté reflète la ligne de propagande contemporaine plutôt que la réalité, mais il est devenu si fortement ancré qu'il a affecté la mémoire individuelle sur les humeurs et le moral en 1940.* Au milieu des années 1970, lorsque les archives de Mass Observation furent mises en catalogues, les organisateurs contactèrent les personnes qui avaient fourni des journaux intimes et des informations en 1940 et leur ont demandé de dé-

³⁶⁵ Reith, op cit, p.261 (20.8.40)

³⁶⁶ Le Bureau d'Observation des Masses est l'ancêtre des Instituts de sondage d'aujourd'hui. [NdT]

crire à nouveau ce qu'elles avaient ressenti pendant cette année dramatique. Leurs récits ultérieurs sont vus à travers des *lunettes teintées de rose* : ils sont pleins de notions reçues d'unité d'objectif, de moral élevé, de calme et de lutte vaillante. Ceux-ci contredisent directement à la fois leurs impressions contemporaines et la réalité de la vie en Grande-Bretagne en 1940, lorsque l'ennui, l'apathie et le pessimisme étaient répandus.

Il n'est pas surprenant que le moral ait été déplorable pendant la *drôle de guerre* de l'automne et de l'hiver 1939-40, avec son action militaire minimale, son absence de déclaration claire des objectifs de guerre ou de sens des objectifs, l'implication civile dans rien de plus que les inconvénients de la guerre. Ce qui est peut-être plus surprenant, c'est la chute rapide du moral une fois que les combats ont commencé sérieusement en mai 1940. Le 18 mai, le Ministère de l'Information a signalé que *le moral de la population était au plus bas*.³⁶⁷ Quatre jours plus tard, un comité d'urgence fut mis en place concernant le moral du pays. L'un des membres de ce comité, Lord Clark, écrira plus tard : "La seule caractéristique intéressante était la quantité de preuves qui arrivaient sur l'écroulement du moral en Angleterre, bien plus bas que quiconque n'avait jamais osé le dire. Mais il n'y eut évidemment rien que nous ayons pu faire à ce sujet."³⁶⁸ Vers la fin du mois de mai, des rumeurs circulèrent dans le pays selon lesquelles la famille royale partait pour le Canada, qu'un gouvernement fantôme y avait déjà été formé et que le gouvernement était prêt à partir dès le début de l'invasion. Le Ministère de l'Information commenta l'importance de ces craintes : "Les rumeurs de ces derniers jours ont eu tendance à souligner certains aspects de notre propre faiblesse et futilité... Ce genre de rumeur est clairement malsain car il est le reflet inconscient d'une opinion privée."³⁶⁹ Alors que la situation militaire en France s'aggravait, la nation anglaise resta impassible et, dans une certaine mesure, non impliquée. George Orwell a commenté le jour où la fuite de Dunkerque a commencé pour de bon :

³⁶⁷ INF 1/264, Rapport quotidien 18.5.40

³⁶⁸ T. Harrison, *Vivre le Blitz*, p.288

³⁶⁹ INF 1/264, Rapport quotidien 24.5.40

"Les gens parlent un peu plus de la guerre, mais très peu. Comme toujours, il est impossible d'entendre des commentaires à ce sujet dans les pubs. Hier soir, Eileen et moi sommes allés au pub pour écouter le journal télévisé de neuf heures. La barmaid ne l'aurait pas allumée si nous ne le lui avions pas demandé. Selon toute apparence, personne n'a écouté."³⁷⁰

À la mi-juin, une rumeur se répandait concernant l'inéluctabilité d'une invasion allemande et *des doutes quant à la possibilité que l'Angleterre remporte la victoire*. [!] Il y avait également un ressentiment considérable contre le gouvernement qui ne disait pas aux civils ce qu'ils devaient faire en cas d'invasion. Les rapports du Ministère de l'Information concluaient : " Il n'y a pas d'échappatoire à la teneur de nos rapports : [?] le leadership est en danger... C'est une grande agitation, une grande dépression à la chute de la France. Le moral du pays est toujours très bas. On ne tient plus compte des appels des dirigeants."³⁷¹ Au début du mois de juillet, Cecil King écrivit dans son journal que le pays se réconciliait déjà avec l'idée d'une conquête nazie, et le Cabinet de Guerre, préoccupé par ce qu'il décrivait comme l'humeur croissante du pessimisme, donna des instructions aux ministres et aux fonctionnaires pour arrêter la propagation des *pourparlers défaitistes*.³⁷² Le 3 juillet, après un raid aérien sur Newcastle, le Cabinet de Guerre s'inquiéta de la publication de chiffres détaillés sur les pertes (11 morts, 109 blessés), au motif qu'ils pourraient avoir un effet démoralisant sur le pays. Ils ont convenu qu'à l'avenir, aucun chiffre détaillé ne devrait être publié et que les commentaires sur les raids aériens les décriraient simplement comme *légers, considérables* ou *lourds*.³⁷³ Un mois plus tard, les rapports de renseignement du Ministère de l'Information des provinces suggéraient même une opinion répandue selon laquelle Churchill «avait perdu» et devait démissionner.

³⁷⁰ Journal d'Orwell, 28.5.40. L'indifférence était totale vis-à-vis du sort des Français, sauf en ce qu'il pouvait influencer le sort des Anglais. [NdT]

³⁷¹ INF 1/264, Rapport quotidien 24.6.40 ; P. Lewis, op. cit., p. 4

³⁷² Bureau du Cabinet des Ministres, 65/8, WM (40) 189e conclusions (1.7.40)

³⁷³ Ibid, WM (40) 192e conclusions (3.7.40)

Alors que le moral était encore au plus bas durant l'été 1940, les Allemands lancèrent ce qui aurait dû, selon le théoricien militaire des années 1930, porter un coup dévastateur à la volonté anglaise de poursuivre la guerre : le Blitz. Jusqu'en août 1940, les deux camps avaient fait de leur mieux pour éviter les bombardements tous azimuts des zones peuplées. En août 1939, Hitler annonça qu'il ne bombarderait que des cibles militaires et Goering, chef de la Luftwaffe, utilisa un intermédiaire suédois, Dahlerus, pour obtenir des assurances similaires de la part des Anglais. Début septembre, les deux parties acceptèrent l'appel du président Roosevelt d'éviter les bombardements des civils. Les Allemands ne tentèrent pas pendant la campagne en France d'utiliser la Luftwaffe de manière stratégique et limitèrent son utilisation au soutien tactique de l'armée.³⁷⁴ Lors de l'attaque allemande sur la Hollande, cependant, Rotterdam fut bombardée pour aider les opérations de l'armée. Ceci, sans surprise, fut mal interprété par les Anglais comme l'interruption de la politique allemande de retenue, et la RAF fut autorisée à bombarder ce qu'elle pensait être la Ruhr, bien qu'étant donné les techniques de navigation, elle était presque certainement ailleurs. Malgré cet élargissement des opérations, aucune des deux parties n'était prête à autoriser le bombardement de la capitale de l'autre. Le 24 août, Hitler réitéra ses instructions selon lesquelles Londres ne devait pas être bombardée. Le lendemain, lors d'un raid sur des réservoirs de pétrole à Rochester dans le Kent, un avion *dépassa la cible et largua des bombes sur une banlieue de Londres*, sans faire de victimes. Churchill autorisa alors un *raid sur Berlin, qui était en préparation depuis le début du mois d'août*. Peu de bombardiers ont trouvé la cible et il n'y a pas eu de victimes. Adolf Hitler ignore l'attaque et la Luftwaffe continua de se concentrer sur les aérodromes militaires de la RAF. Alors Churchill refusa d'accepter la suggestion de la RAF de bombarder Leipzig et insista pour que le bombardement sur la capitale, Berlin, soit renouvelé. Cela fut fait le 29 août et 10 civils furent tués. À ce stade, Hitler ordonna de se préparer en représailles à des bombardements sur la capitale

³⁷⁴ Les réfugiés (femmes, enfants et vieillards) néerlandais, belges, français, luxembourgeois et juifs allemands, qui s'entassaient sur les routes de France en direction du sud, ont pourtant subi de multiples mitraillages d'avions allemands Stukas et italiens Fiat. Des morts cruels et inutiles qui ne font pas honneur aux pilotes nazis et italiens.. [NdT]

anglaise, Londres. Ceux-ci furent approuvés le 4 septembre et les bombes ont commencé à tomber trois jours plus tard, le 7.

Le raid de jour et de nuit sur les docks de Londres, le 7 septembre, marqua le début du Blitz sur les villes britanniques. Londres fut attaquée pendant 57 nuits consécutives et, le 14 novembre 1940, des bombardements majeurs furent également lancés sur des villes de province. Les raids à grande échelle se terminèrent le 10 mai 1941 par un raid massif sur Londres, après quoi la Luftwaffe fut redéployée à l'est pour lancer l'attaque contre l'Union soviétique. Au cours de cette période de huit mois, 40 000 civils furent tués et environ 800 000 maisons endommagées de manière irréparable. Bien que l'ampleur des destructions ait été importante, elle doit être considérée comme proportionnée aux attaques aériennes alliées contre l'Allemagne plus tard au cours de la guerre. Au total, 590 000 civils allemands furent tués (près de quinze fois le chiffre anglais), 800 000 ont été grièvement blessés et 7 500 000 se sont retrouvés sans abri. Le poids des bombes larguées par la Luftwaffe sur l'Angleterre ne représentait que 3% de la quantité larguée par les Anglais et les Américains sur l'Allemagne. Les bombardements mineurs reflètent le même schéma. L'attaque de Coventry en novembre 1940 tua environ 550 civils. En août 1943, lorsque les Anglo-américains attaquèrent Hambourg, des tempêtes de feu dans le centre de la ville accompagnées par des températures de 1000^{0C} et des vents de 150 km/h, tuèrent environ 50 000 personnes et détruisirent 60% des maisons. Juste avant la fin de la guerre, le bombardement de Dresde (qui reçut sept fois le poids des bombes larguées sur Coventry) entraîna la mort d'environ 130 000 personnes et détruisit toutes 90% des maisons de la ville.

L'avènement des bombardements à grande échelle fut l'événement le plus redouté par le gouvernement, car il pensait que la population ne résisterait pas très longtemps à une telle pression. Presque immédiatement, certains des signes redoutés apparurent. Comme l'a commenté Harold Nicholson, Ministre Adjoint de l'Information : "Tout le monde s'inquiétait de se sentir dans l'East End, où il y avait beaucoup d'amertume. On disait que même le roi et la reine ont été hués l'autre

jour lorsqu'ils ont visité la zone détruite.³⁷⁵ Au début du mois d'octobre, John Colville a accompagné Clementine Churchill dans la circonscription de son mari de Chingford pour voir les dégâts causés par les bombes allemandes et a trouvé le même sentiment d'amertume. Il a enregistré un réfugié disant : « *C'est très bien pour ceux* (en nous regardant !) *qui ont tout ce qu'ils veulent, mais nous, nous avons tout perdu.*³⁷⁶ Quinze jours plus tard, Colville a noté que le rapport secret envoyé au N°10 rapportait que le moral des Londoniens s'était détérioré." Il y a moins de "*Ça va aller !*" et plus de : "*Il faut arrêter ça à tout prix !*"³⁷⁷

Si le moral était mauvais, les gens apprenaient à s'adapter à la nouvelle réalité des bombardements, des destructions, des nuits blanches et des perturbations. L'une des réactions fut de fuir les zones bombardées. Les gens quittaient l'East End pour la forêt d'Epping, et le West End de Londres pour les sous-sols des grands magasins ou les grottes de Chislehurst (où une communauté régulière de 8000 personnes s'établit rapidement). À la mi-septembre, environ la moitié de la population de Stepney avait disparu et, en octobre, 1/4 des citoyens de Londres avaient quitté la capitale. Ceux qui sont restés sur place ont souvent dû faire face à des conditions épouvantables. Certains des pires se trouvèrent dans le *refuge de Tilbury* près de la gare de Liverpool Street. Cet ancien entrepôt, encore plein de nourriture, accueillait près de 15 000 personnes chaque nuit. Des files d'attente se formaient tôt le matin et la police était nécessaire pour contrôler la foule lorsque les portes étaient ouvertes à 16h00. À l'intérieur, les conditions étaient extrêmement sordides. Il n'y avait que deux robinets d'eau et pas de toilettes et le sol fut rapidement inondé d'urine et d'excréments. Les conditions étaient également primitives dans les stations de métro, où environ 200 000 personnes par nuit se réfugiaient. Néanmoins, seule une minorité utilisait ces installations : environ un tiers utilisait des abris domestiques et ceux des quartiers moins vulnérables de Londres ne prenaient pas la peine de se mettre sous abri.

³⁷⁵ Nicolson, op. cit., p. 114 (17.9.40)

³⁷⁶ Colville, op cit, p.257 (4.10.40)

³⁷⁷ Ibid., p.268 (18.10.40)

Lorsque les attaques se déplacèrent vers les villes de province, les mêmes réactions furent observées. Là, les conditions pouvaient être plus difficiles, car les raids courts et violents plutôt que les longues séries d'attaques sur Londres donnaient aux gens moins de temps pour s'adapter. Les réactions officielles dans les villes bombardées montrent une image cohérente :

Coventry – grande dépression dans la ville ; sentiment généralisé d'impuissance et nombreux signes évidents d'hystérie... terreur, névrose... Des femmes pleuraient, criaient, hurlaient, tremblaient de partout, s'évanouissaient dans la rue, une attaque un pompier et ainsi de suite.

Bristol – beaucoup de discussions sur le fait d'avoir été déçu par l'État et sur la possibilité d'une paix négociée.

Portsmouth – de tous côtés, oui-dire que les pillages et les destructions gratuites ont atteint des proportions alarmantes ; police incapable de contrôler... Effet sur le moral est mauvais et sentiment général de désespoir... Le sang-froid a disparu.

Plymouth – les gens ne peuvent pas supporter ce bombardement intensif indéfiniment, tôt ou tard le moral des autres villes s'effondre même si celui de Plymouth est détruit.³⁷⁸

Des rapports non officiels révélaient la même situation. Au début de décembre 1940, l'évêque de Winchester visita Southampton et trouva la ville *brisée*. Il rapporta : "Pour la première fois, le moral s'est effondré. J'allais de paroisse en paroisse et partout c'était la peur."³⁷⁹ Après le bombardement de Liverpool au début de 1941, un membre de l'Observation de Masse rapporta que : "une atmosphère d'impuissance semblait opprimer la ville... Le sentiment général –il est difficile de l'exprimer exactement, mais les résidents à qui nous avons parlé l'ont ressenti aussi– qu'il n'y avait plus de force ou de dynamisme à Liverpool."³⁸⁰

La population des villes de province réagit de la même manière que celle de Londres : elle déserta la ville en grand nombre, un phéno-

³⁷⁸ INF 1/292 Rapports sur Coventry 19.11.40, Bristol 4-11.12.40, Portsmouth mai 1941. Pour Coventry, voir également HO 199/442 (19.11.40). Commentaire de H. Morrison à Plymouth 7.5.41 (Nicolson, p.164)

³⁷⁹ Harrison, op. cit., p. 154

³⁸⁰ Ibid. p.242

mène rapidement baptisé "trekking". Dans certaines parties de Southampton, après le bombardement, il ne restait plus qu'une personne sur cinq, le maire donnant l'exemple en partant tous les jours à 15h00 pour rejoindre sa retraite rurale. Même trois mois après le bombardement, le *trekking* dominait toujours la vie à Southampton, et la vie commerciale dans la ville mit beaucoup de temps à se rétablir. À Portsmouth, pendant les bombardements intensifs, environ 90 000 personnes quittaient la ville chaque nuit. Pendant les périodes plus calmes, c'était environ un tiers de ce chiffre. En mars 1941, dans certaines régions, les deux tiers de la population étaient partis et une enquête a montré que, parmi ceux qui restaient, les trois quarts partiraient s'ils le pouvaient. À Liverpool, environ 50 000 par nuit partaient, et à Clydebank, après le premier bombardement, la population fondit de 50 000 à 2000. Le trekking a mis en évidence les différences entre riches et pauvres. Ceux qui avaient leur propre voiture et une maison de campagne, ou la possibilité d'en louer une, pouvaient facilement partir. D'autres devaient marcher et coucher à la belle étoile.

Au cours de la décennie qui avait précédé le déclenchement de la guerre, le gouvernement avait planifié la manière de répondre à une offensive de bombardement. Pourtant, lorsque cela se produisit, la réaction des officiels s'est révélée inadéquate, confuse et non coordonnée. Ce ne fut qu'après la fin des bombardements qu'une réponse efficace en matière de défense civile, de politique d'hébergement et de fourniture d'aide d'urgence fut créée. Dans le domaine militaire, il n'y avait pas de défense efficace contre les bombardements nocturnes en raison de la difficulté des militaires à détecter les avions ennemis. L'impuissance de la défense peut être jugée par le fait que, en septembre et octobre, les avions de chasse n'ont abattu que 54 bombardiers sur les centaines qui survolaient l'Angleterre chaque nuit. Une fois le Blitz commencé, le gouvernement a fait installer un grand nombre de canons antiaériens à Londres, mais c'était en grande partie pour améliorer le moral des civils en donnant une impression de défense efficace. La défense civile, quant à elle, était souvent insuffisante, même après des mois de bombardement. Dans la nuit du 29 au 30 décembre 1940, une petite escadre de 150 bombardiers allemands, armés d'un grand nombre de bombes incendiaires, provoqua des incendies généralisés dans la City de Londres.

L'une des raisons pour lesquelles ce raid a été si efficace est qu'il fut effectué le dimanche soir, lorsque les édifices étaient fermés et qu'il n'y avait pas de surveillants de service pour éteindre les bombes incendiaires dès qu'elles explosaient. Ce n'est qu'après une dévastation de cette ampleur que le gouvernement institua un système de surveillance obligatoire des incendies, mais des difficultés administratives firent qu'il ne devint opérationnel qu'après la fin du Blitz et fut donc de peu de valeur à long terme. La même séquence déplorable se produisit lors de la lutte contre les incendies. Malgré tous les préparatifs d'avant-guerre, il y avait encore 1668 brigades de pompiers distinctes en Grande-Bretagne en 1940. Une grande partie de leur équipement n'était pas compatible, et donc aucune assistance ne pouvait être fournie aux brigades en difficulté pendant les attaques, avec pour résultat que les incendies devenaient souvent incontrôlables. Ce n'est que deux jours avant la fin du Blitz, en mai 1941, que le Cabinet de Guerre accepta de mettre en place un Service National de Pompiers. Mais à ce moment-là, il était trop tard.

L'attitude du gouvernement à l'égard des problèmes de logement fut ambivalente. Avant la guerre, Whitehall décida, mais elle n'aimait pas les abris profonds du genre des stations de métro, car les fonctionnaires craignaient qu'une fois à l'abri dedans, les gens seraient réticents à vouloir revenir à la surface et à poursuivre une vie normale. Des abris publics furent fournis dans les sous-sols, et *des abris Anderson*,³⁸¹ qui pouvaient résister à l'effet de l'explosion mais pas à un coup direct, ont été fournis aux gens pour qu'ils les placent dans leurs jardins. Lorsque les bombardements ont commencé en septembre, le gouvernement a ordonné aux transports londoniens de ne pas permettre aux gens d'utiliser les stations de métro comme abris. Le personnel de la station de métro constata cependant qu'il était impossible d'empêcher les gens

³⁸¹ *L'abri Anderson* fut conçu en 1938 par William Paterson et Oscar Carl Kerrison en réponse à une demande du Ministère de l'Intérieur. Il fut nommé d'après Sir John Anderson, alors Lord du sceau privé avec la responsabilité spéciale de préparer les précautions contre les raids aériens immédiatement avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, et c'est lui qui a ensuite lancé le développement de l'abri. Composé de quatorze feuilles de tôle ondulée, l'abri formait une coquille de 1,80m de haut, 1,40 m de large et 2 m de long. Il était enterré à une profondeur de 1,20m, puis recouvert de 0,40 m de terre. [NdT]

d'entrer et d'installer sous terre leurs propres camps sordides et primitifs. Au début du mois d'octobre, le gouvernement était sur le point de faire face à cette manifestation de désobéissance civile. Le secrétaire particulier de Churchill rapporta que, bien que le Premier ministre fut heureux d'utiliser lui-même une station de métro désaffectée comme refuge, "il pensait établir des actes d'autorité concernant les abris en empêchant par la force les squatteurs de s'installer dans le métro."³⁸² La réponse inepte des autorités aux effets des bombardements et à la colère croissante des Londoniens conduisit directement à la nomination au début octobre d'Herbert Morrison, patron du Parti Travailleiste à Londres, au poste de Ministre de l'Intérieur. Lentement, le gouvernement commença à admettre qu'il avait tort concernant *la nécessité d'abris profonds*. Des subventions furent accordées aux autorités locales pour les construire et une gestion efficace des stations de métro en tant qu'abris fut introduite impliquant des billets, des couchettes appropriées, des toilettes chimiques et des cantines. Au début du mois de novembre, les autorités annoncèrent la construction d'abris profonds pour 100 000 personnes, bien qu'au moment où ils furent terminés, les bombardements du Blitz étaient eux-mêmes terminés et ces abris ne furent utilisés que comme cantonnements pour les troupes [canadiennes] avant l'invasion de la Normandie. Ce ne fut qu'en janvier 1941 que le Cabinet de Guerre autorisa la construction des *abris Morrison* (bien que le Ministre Sir John Morrison n'ait pas eu grand-chose à voir avec le projet, à part en tirer de la publicité) pour une meilleure protection à l'intérieur des maisons.³⁸³

Le gouvernement était également ambivalent quant à l'évacuation des zones les plus menacées par les bombardements. Après quatre jours de bombardements dans l'East End, le Ministre de la Santé, Malcolm MacDonald, était prêt à accepter l'évacuation totale de la zone la plus touchée, Silvertown, mais uniquement sur une base de *volontariat*.

³⁸² 4848 Colville, op cit, p.264 (12.10.40)

³⁸³ *L'abri Morrison* fut conçu pour résister à la chute de l'étage supérieur d'une maison typique de deux étages subissant un effondrement partiel. Sa conception permettait à la famille de dormir sous l'abri la nuit ou pendant les raids, et de l'utiliser comme table à manger le jour, ce qui en faisait un élément pratique dans la maison. Ils mesuraient environ 1,98m de long, 1,20m de large et 0,76m de haut, avaient un plateau de table en tôle d'acier solide de 3,2 mm, des côtés en treillis métallique soudé et un sol de type « matelas » en latte métallique.

Après trois autres mois de bombardements, le Comité de Défense Civile du Cabinet de Guerre était sur le point d'accepter l'évacuation obligatoire de tous les enfants de Londres. Seule la baisse des raids, lorsque la Luftwaffe tourna son "attention" vers les provinces, ainsi que la fin du Blitz, firent en sorte que le plan d'évacuation totale ne fut pas mis en œuvre. Les habitants des quartiers vulnérables de l'East End n'étaient pas les seuls à quitter Londres pendant ces jours difficiles. Beaucoup de ceux qui avaient des résidences secondaires en province quittèrent Londres à l'automne 1940. D'autres partirent à des moments importants. Le roi et la reine partaient normalement chaque soir pour Windsor, et les princesses Elizabeth et Margaret y restaient en permanence. La reine Mary, reine-mère, vivait à Badminton. Churchill quittait souvent Londres pour Chequers mais se rendait à Ditchley Park près de Blenheim *les nuits de pleine lune* lorsque les pilotes allemands pouvaient repérer sa résidence officielle.

Le problème le plus aigu auquel les autorités se confrontaient fut de savoir comment faire face à la *dislocation sociale* causée par les bombardements. Deux difficultés furent au cœur du problème. La planification des autorités, avant la guerre, avait prévu un taux de pertes élevé et escomptait, comme principales priorités, l'élimination des corps et le contrôle de la population en cas de panique de masse. En fait, les taux de mortalité et de blessures étaient bien inférieurs aux prévisions et le contrôle social ne fut pas un problème. De manière inattendue, le sans-abrisme, qui touchait une personne sur six à Londres, devint le problème insoluble. À la mi-octobre, plus de 250 000 SDF attendaient d'être relogés, et malgré le grand nombre de maisons vides, seulement 7000 sans-abris trouvèrent un nouveau logement. La deuxième difficulté fut administrative. Trop de ministères, d'organismes et d'autorités locales participaient à fournir de l'assistance et les mécanismes de coordination de leur travail étaient insuffisants. À Londres, six ministères de Whitehall, sans compter le London County Council (LCC), le Commissaire Régional, vingt-huit Arrondissements locaux et soixante-dix autres Agences étaient impliqués, et tous protégeaient jalousement leurs privilèges et leur indépendance.³⁸⁴ À Whitehall, par exemple, le Ministère de l'Alimentation était responsable des centres d'alimentation

³⁸⁴ Leurs "privilèges" étant les subventions de l'État. [NdT]

communautaires où les gens payaient, mais le Ministère de la Santé gérait des Centres d'alimentation et de repos où des vivres étaient fournis gratuitement. Les arrondissements régionaux n'appréciaient pas l'ingérence, en particulier de la part du London County Council [LCC] —leur rival politique de longue date— mais dans ces arrondissements régionaux les administrations à parti unique étaient souvent léthargiques et avaient perdu le contact avec la communauté locale bien avant la guerre. Ils ne pouvaient loger des personnes qu'à l'intérieur des limites de l'arrondissement, et les arrondissements les plus touchés par les Allemands n'avaient pas de logement de réserve. Le LCC était également paralysé car il ne pouvait loger qu'à Londres. Il y eut de longues discussions sur la nomination du contrôleur de l'ARP, responsable de l'effort de défense civile, dans de nombreux arrondissements. Le conseil local voulait souvent que le maire soit nommé pour des raisons de prestige, tandis que le commissaire régional préférait le greffier de la ville, plus compétent sur le plan administratif. Dans certains cas, les désaccords locaux dégénérèrent. Le différend à West Ham dut être résolu par le Ministère de la Sécurité intérieure. À Stepney, l'administration locale était si mauvaise que Morrison lui enleva tout pouvoir qu'il mit entre les mains de mandataires.³⁸⁵

Partout, il fallut beaucoup de temps pour improviser même les installations de base. En septembre 1940, après les premières semaines de bombardements, West Ham n'avait pas de cantines, de toilettes ou d'éclairage dans les abris publics, et dans de nombreux cas, le Conseil local refusait de reconnaître les abris improvisés et de fournir des installations. Il n'y avait pas non plus de cantines mobiles ou de centres d'alimentation communautaires pour les personnes qui avaient perdu leur maison ou leurs moyens de cuisiner. Une grande partie de l'aide devait être fournie par des organismes bénévoles, en particulier la Société des Amis [les Quakers]. De nombreuses entreprises, telles que l'Autorité Portuaire de Londres et le London and Northeastern Railway, refusèrent, malgré les exigences de l'État, de fournir des cantines d'entreprise afin que les travailleurs puissent obtenir au moins un repas chaud par jour. Le conseil municipal de West Ham découragea les programmes d'entraide pour la réparation des maisons et insista pour faire

³⁸⁵ CAB 73/2 CDC (40) 45e conclusions. Voir aussi HO 186/634

tous les travaux lui-même, ce qui entraîna de longs retards et une augmentation du nombre de sans-abri.

Les problèmes les plus aigus se produisirent dans les Centres de Repos, où les personnes sans abri à cause des bombardements furent hébergées jusqu'à ce qu'elles puissent trouver un nouveau logement. Ces Centres illustraient clairement la différence entre riches et pauvres. Ils étaient administrés selon l'ancien système de la Poor Law pour les indigents, et la plupart des gens préféraient les éviter et prendre leurs propres dispositions, s'ils le pouvaient. Néanmoins, à la fin du mois de septembre 1940, plus de 25 000 personnes vivaient dans ces Centres de Repos, et près de la moitié y passaient plus de 10 jours à attendre d'être déplacés. Ils furent provisoirement placés dans des écoles converties et des bâtiments abandonnés, dans lesquelles les conditions de vie étaient épouvantables. Dans un centre de Stepney, près de 300 personnes qui avaient été bombardées hors de leurs maisons durent utiliser 10 seaux ou de vieilles entrées à charbon comme toilettes et se contenter de sept bassins (sans savon ni serviettes) pour se laver. La nourriture était de mauvaise qualité, car elle émanait des allocations de la Poor Law. Pour l'ensemble de Londres, il n'y avait que 25 000 couvertures disponibles, alors que les besoins étaient estimés à deux millions et demi, et le Ministère de la Guerre dut en prêter 1 000 000 à partir des stocks de l'Armée. La principale raison de la pénurie était qu'avant la guerre, le Trésor avait refusé d'approuver l'achat de couvertures, parce que les fonctionnaires s'inquiétaient en sachant que cela pouvait inciter les SDF à moisir dans les Centres de Repos. En vertu de règles financières gouvernementales strictes, certains réfugiés n'avaient même pas le droit de recevoir de l'aide : environ un tiers étaient là à cause de bombes non explosées dans ou près de leurs maisons. En vertu des règles strictes héritées de *l'administration de la Loi des Pauvres [Poor Law]*, ils devaient payer pour toute aide. Le "trekking" fut toujours découragé pour eux et le Comité de Défense Civile du Cabinet de Guerre refusa de fournir les installations ou l'assistance à ces personnes.

Ce ne fut qu'à la fin de 1940 qu'un système efficace pour faire face aux effets des bombardements commença à émerger à Londres. Le fait le plus déprimant à propos de la réponse officielle à ces problèmes est peut-être qu'aucune des leçons douloureusement apprises à Londres

n'a été appliquée dans les villes de province, de sorte qu'elles ont également souffert des mêmes faiblesses. L'effort de guerre n'a pas galvanisé la bureaucratie pour qu'elle agisse. Par exemple, il a fallu un an au Ministère de la Santé pour publier une circulaire aux autorités locales, en août 1941, suggérant la nomination d'agents sociaux. Même l'Historien de guerre officiel a été forcé d'admettre :

"Même histoire dans chacune des quelque 30 villes. La même nourriture médiocre et insuffisante dans les Centres de Repos, le même manque de vêtements, de couvertures et d'installations de lavage, de Premiers Secours, de toilettes, de mobilier, d'information et de sauvetage, la même insuffisance de fonctionnaires, d'assistance publique non soutenus et de volontaires organisés de manière informelle, la même faiblesse de liaison avec la police et les contrôles de la Défense Civile... Tous ces défauts étaient constamment en évidence... alors qu'une ville après l'autre était bombardée."³⁸⁶

Une enquête officielle du Ministère de la Sécurité Intérieure sur les échecs lors des attaques de Birmingham révéla que *des bombardements plus lourds auraient conduit à une dissolution du sens civique*, qu'il y avait *de graves lacunes* dans le système local, une coordination inadéquate entre les pompiers et le service auxiliaire, de graves pillages et des scènes de désordre. L'enquête conclut que les autorités locales n'avait été d'aucune aide la population locale.³⁸⁷ En effet, la caractéristique la plus distinctive de la vie dans toutes les villes bombardées était le fossé entre l'élite administrative et le petit peuple. Un journaliste de Mass Observation à Liverpool parla du *divorce presque complet* entre les politiciens et les fonctionnaires, d'un côté, et la population locale de l'autre, et *les commentaires violents de cette dernière stigmatisaient les dirigeants locaux*.³⁸⁸ À Southampton, il y eut beaucoup de critiques à l'encontre du Conseil local et de son exhortation à persévérer, en dépit de l'aide pratique. Une visite du roi et de la reine dans la ville fut accueillie avec une indifférence générale. À Portsmouth, où les installations communales d'alimentation des sans-abris étaient, selon un rapport du gouvernement, lamentables à cause des bombardements : "L'at-

³⁸⁶ R. Titmuss, *Problèmes de politique sociale*, p.309

³⁸⁷ Harrison, op cit, p.252

³⁸⁸ Ibid., p.245

titude du responsable en charge semble être en grande partie responsable... En dehors de son horreur personnelle de l'alimentation communale, il exprima l'opinion que cela encourageait le parasitisme et la paresse, et il ne voyait pas "pourquoi les travailleurs qui gagnaient probablement plus que lui devraient être encouragés par l'État."³⁸⁹

Le problème le plus difficile pour les personnes touchées par les bombardements, était de savoir, tant en province qu'à Londres, comment obtenir l'aide dont elles avaient besoin. Peu d'arrondissements fournissaient un bureau central où tous les éléments de la bureaucratie locale pouvaient être contactés. À Plymouth, par exemple, une personne bombardée devait se rendre dans *quinze bureaux différents* dispersés dans la ville pour obtenir les produits essentiels tels qu'un nouveau carnet de rationnement, un masque à gaz, un repas, un logement temporaire, une nouvelle carte d'identité, une indemnisation, un certificat de décès, une aide pour un enterrement et un hébergement hors de la ville. Même si le quémandeur savait où se trouvaient les différents bureaux, s'y rendre pouvait être un problème majeur dans une ville qui se remettait d'un bombardement, avec peu de transports publics.

Malgré tous ces problèmes, le moral resta solide lorsque les bombardements commencèrent, en dépit des prévisions de certaines autorités. Cela ne doit cependant pas être considéré comme un exemple de courage et de résilience uniquement britanniques. Aucune société soumise à des bombardements massifs ne s'est désintégrée. En effet, à bien des égards, la population atteignit une plus grande cohésion sociale face à l'adversité. L'Allemagne et le Japon subirent plus tard des bombardements beaucoup plus lourds sans rupture sociale, tout comme le Nord-Vietnam sous un assaut américain intensif dans les années 1960 et au début des années 1970. Même si les populations étaient fatiguées des bombardements et des perturbations, et aspiraient à en finir, il est difficile de voir comment ces sentiments pouvaient être exprimés efficacement en Grande-Bretagne à la fin de 1940. Il n'existait aucun moyen, à l'exception des manifestations de masse dans les rues, pour faire connaître son opinion dans les médias ou dans le monde politique. Comme Churchill l'a admis plus tôt dans l'année : "En temps de guerre, l'appareil gouvernemental est si fort qu'il peut se permettre d'ignorer large-

³⁸⁹Rapport INF 1/292 sur Portsmouth, mai 1941

ment les sentiments du peuple."³⁹⁰ Les rumeurs circulant dans les Midlands en mai 1941, telles que rapportées par l'Institut de Sondage (Mass Observation), montrent à quel point la situation semblait mauvaise pour beaucoup, et ce que l'on pouvait croire. Des rumeurs couraient au sujet de trains remplis de cadavres qui avaient quitté Liverpool pour un enterrement en fosse commune, d'autres rumeurs disant que la loi martiale avait été imposée dans un certain nombre de grandes villes, que des émeutes de la faim avaient éclaté et que des sans-abri et des victimes de bombardements participaient à des marches de la faim avec des drapeaux blancs.

En fait, la plupart des gens ne voulaient pas exiger la fin de la guerre. Ils essayaient de continuer leur vie du mieux qu'ils pouvaient, car ils n'avaient guère d'alternative. Malgré les bombardements, le manque d'intérêt pour la guerre passa de 10% environ, ceux qui, en mai et juin, acceptèrent d'admettre ne pas suivre les nouvelles de la guerre, à près de 30% à la fin de l'année. D'autres enquêtes révélèrent que, lorsqu'on leur demandait ce qui les déprimait le plus, les gens mettaient la météo en premier, suivie des nouvelles de la guerre, puis des raids aériens. En pratique, le Blitz fit peu de différence dans la réalité de la vie en Grande-Bretagne, en ce temps de guerre. Il n'y eut pas de changements sociaux majeurs, et les pauvres et les moins privilégiés continuèrent de porter le poids des problèmes. Il n'y eut pas non plus de changement politique fondamental : déjà bien installés, le sentiment de désenchantement à l'égard des politiciens et des dirigeants nationaux, fut confirmé par la réaction inepte des autorités au Blitz. Les sentiments de la majorité des citoyens, alors qu'ils essayaient de faire face aux bombardements et aux perturbations qui affectaient leur vie, furent bien résumés par une lettre d'une résidente de Manchester à son mari séjournant en Extrême-Orient : "Vous entendrez beaucoup parler de Manchester qui se débrouille bien. Je suppose que c'est vrai... mais pour quelqu'un qui vit ici, c'est épuisant de bien se débrouiller. On se débrouille parce qu'on y est obligé !" ³⁹¹

³⁹⁰ King, op cit, p.22 (8.2.40)

³⁹¹ Harrison, op. cit., p. 249

9

Impuissance

Durant l'été de 1940, l'Angleterre pouvait exercer juste assez de puissance militaire pour éviter une défaite immédiate. Les gouvernements d'avant-guerre, en se concentrant sur la défense aérienne du pays, avaient fourni la marge de sécurité vitale. Mais tous les problèmes que les décideurs politiques d'avant-guerre avaient été incapables de résoudre (un empire hypertrophié, trop étendu, trop d'ennemis, trop peu d'alliés et des ressources industrielles, économiques et financières insuffisantes) non seulement restaient en suspens, mais faisaient blocks maintenant, exacerbés par la pression d'une guerre totale, pour laisser la l'Angleterre largement impuissante militairement et diplomatiquement. L'Empire a survécu à 1940, en grande partie intact, parce que les Allemands n'avaient pas les moyens de déployer des forces importantes en dehors de l'Europe ; les Italiens, qui avaient des moyens, étaient faibles et incompetents ; et les Japonais n'avaient pas encore décidé d'attaquer les nations occidentales.

L'Empire britannique s'étendait à travers le monde, presque sans défense³⁹². Le cauchemar d'affronter trois ennemis simultanément (ce qui avait sérieusement alarmé les ministres et les planificateurs militaires des années 1930), était maintenant en train de se produire. L'Allemagne dominait la majeure partie de l'Europe occidentale et centrale, et la déclaration de guerre italienne à la mi-juin étendit le conflit à la Méditerranée et au Moyen-Orient. En Extrême-Orient, on pouvait s'attendre à ce que le Japon profitât de la faiblesse croissante des Britanniques. Après la débâcle de Dunkerque, l'Angleterre n'avait presque plus d'armée, et les forces navales et aériennes devaient être concentrées sur la défense intérieure, laissant d'autres régions intensément vulnérables. Manquant d'une puissance militaire significative, l'Angleterre possédait, en conséquence, peu de pouvoir diplomatique. L'effondrement de la France laissa l'Angleterre sans allié, à une époque où

³⁹² Les Chinois l'avaient surnommé : *Le tigre de papier*.

l'Union soviétique était "neutre hostile" et les États-Unis "amicaux mais peu disposés à offrir une aide substantielle."³⁹³

La crise à laquelle l'Angleterre fut confrontée durant l'été 1940, signifia que des mesures d'urgence devaient être prises et que les plans existants pour une guerre longue devaient être abandonnés. Le programme d'armement fut donc radicalement refondu. L'hypothèse de planification en septembre 1939 avait été une *guerre de trois ans*, et les usines de production, basées sur les forces britanniques, atteignaient leur taille et leur efficacité maximales en 1942, moment où l'attaque finale contre l'Allemagne était attendue.³⁹⁴ Rejetant ce calendrier, les Chefs d'État-Major déclarèrent au Cabinet de Guerre au début du mois de juin que *"ce délai [1942] était manifestement trop éloigné pour être acceptable comme programme dans les circonstances actuelles."*³⁹⁵ Le Cabinet de Guerre accepta donc d'accélérer le programme de réarmement, afin qu'il soit achevé en juin 1941, acceptant que si la guerre se poursuivait en 1942, la qualité des forces britanniques commencerait à décliner, car il était impossible de maintenir la production d'armes à ce niveau à long terme.³⁹⁶ Cependant, même ce plan accéléré prendrait du temps à porter ses fruits et, en 1940, des forces devaient être fournies dans les limites des ressources limitées existantes. Beaucoup de nouveaux armements étaient nécessaires simplement pour rééquiper l'armée après Dunkerque. La probabilité de renforcer considérablement l'une des garnisons ultramarines susceptibles d'être attaquées était faible, étant donné la menace allemande immédiate juste de l'autre côté de la Manche. Compte tenu de cette faiblesse écrasante, l'armée anglaise eut la chance de ne combattre, jusqu'au printemps 1941, aucun élément de l'armée allemande, seulement les Italiens beaucoup plus faibles.

Le dilemme d'avant-guerre de donner une plus grande priorité à la Méditerranée et au Proche-Orient, ou à l'Extrême-Orient, fut finalement résolu lorsque les Italiens déclarèrent la guerre. Malgré cela, en

³⁹³ En 1940, la Grande Bretagne n'apporta aucune aide à son alliée (la France), mais s'attendait à être aidée par elle. [NdT]

³⁹⁴ Donc, l'essentiel de l'effort de guerre et des sacrifices étaient attendus de la France. [NdT]

³⁹⁵ Bureau du Conseil des Ministres, 66/8, WP (40) 103 (4.6.40)

³⁹⁶ Curieux commentaires; en fait ce ne sont que des excuses de financiers qui veulent laisser tout le fardeau de la guerre sur leur allié; comme durant la Première Guerre mondiale. Traîner des pieds à toujours été une technique de profiteur. [NdT]

juin 1940, les forces immédiatement disponibles pour faire face aux Italiens étaient faibles en effectifs et en équipement. Le Commandement au Moyen-Orient, qui s'étendait de Chypre à la Somalie, et du désert occidental à l'Irak, disposait de deux divisions, de deux groupes de brigades, d'une division blindée sous-équipée, de 64 canons de campagne et d'un nouveau corps de chameaux de 500 hommes. La présence de la RAF dans la région était mince (Malte, par exemple, avait trois avions obsolètes pour sa défense), et la réaction initiale du Premier Lord de la Mer, l'amiral Pound, à la déclaration de guerre italienne, fut de conseiller *le retrait* de la flotte anglaise basée à Alexandrie et en Méditerranée orientale, laissant ainsi l'Égypte sans défense. Churchill passa outre à son conseil.³⁹⁷ Lorsque les Italiens attaquèrent, les Anglais furent incapables d'opposer une résistance efficace. À la mi-août, toutes les troupes britanniques avaient été chassées du Somaliland et une nouvelle attaque italienne sur le Kenya semblait imminente. Dans le désert occidental, lorsque les Italiens avancèrent de 100^{km} en territoire égyptien à la mi-septembre, les forces anglaises furent incapables de les refouler à nouveau.

Une contre-attaque ne pouvait être montée à moins que des renforts ne soient envoyés de Grande-Bretagne. À la mi-août 1940, les ministres convinrent d'envoyer trois régiments de chars au Moyen-Orient, ainsi que près de 70 000 soldats. C'était une décision courageuse alors que l'Angleterre faisait face à une menace d'invasion³⁹⁸. Elle illustre, cependant, à quel point les ressources militaires anglaises étaient devenues *sur-débordées*.³⁹⁹ Churchill, cependant, ne parvint pas à persuader la Royal Navy d'escorter les convois à travers la Méditerranée,⁴⁰⁰ ce qui signifiait que beaucoup de temps était perdu à les envoyer via le Cap. Ce n'est qu'au début du mois de décembre qu'une petite force alliée, composée d'une Division d'Infanterie *indienne* et d'une

³⁹⁷ 22 Papiers Alexander 5.4.26

³⁹⁸ En réalité, en dépit des apparences, la VIII^e Armée britannique qui combattit contre les Italiens et l'Afrika Korps nazi entre l'Égypte et la Tunisie ne comptait que quelques officiers Anglais. La troupe comprenait des unités françaises, canadiennes, juives, polonaises, indiennes, écossaises, sud-africaines, australiennes, néo-zélandaises... [NdC]

³⁹⁹ Il est certain que le gouvernement anglais aurait dû mobiliser *tous* les hommes en âge de porter les armes. La tradition anglaise de faire de nombreuses guerres en faisant battre ses alliés est devenue inacceptable. [NdT]

⁴⁰⁰ Par crainte de la flotte de guerre italienne. [NdT]

division blindée, soit un total de 36 000 hommes, peut attaquer les Italiens dans l'ouest de l'Égypte. En trois jours, aidés par de nombreux renseignements obtenus en décryptant le code secret de l'Aeronautica Militare (l'Armée de l'air italienne), les Anglais avaient vaincu le corps italien et fait 36 000 prisonniers de guerre au détriment d'un peu plus de 600 victimes indiennes. Au début de janvier 1941, les forces alliées traversèrent la frontière libyenne, après avoir détruit 8 divisions italiennes, et le 21 janvier, Tobrouk fut capturée, suivie quelques semaines plus tard par la chute de Benghazi. Hitler, cependant, avait déjà décidé de dépêcher des troupes allemandes pour soutenir les Italiens en déroute et, sous le commandement brillant du général Rommel, ils allaient regagner la plus grande partie de ce que les Italiens avaient perdu.

À l'automne 1940, avant l'attaque contre les Italiens, les Alliés furent attirés vers le sud-est de l'Europe. Entre juillet et août, l'Angleterre dut assister impuissante au démembrement de la Roumanie, dont elle avait garanti l'indépendance au printemps 1939, dépecée par Hitler, ses amis et alliés, et à la refonte de la carte de l'Europe du Sud-Est. Fin juin, l'Union soviétique exigea la restitution des provinces de Bessarabie et de Bucovine.⁴⁰¹ Hitler conseilla à la Roumanie d'accepter et, les Britanniques n'offrant que de sa sympathie pour le sort de la Roumanie, l'Union soviétique étendit sa frontière plus à l'ouest. Un gouvernement pro-allemand prit le pouvoir à Bucarest, mais les Hongrois forcèrent Hitler à leur attribuer la province de Transylvanie en août et le démembrement de la Roumanie fut achevé lorsque la Bulgarie reçut la province de Dobroudja en septembre. À l'automne, après un coup d'État, les troupes allemandes entrèrent en Roumanie.

Mussolini créa un dilemme compliqué pour les Anglais. Il était jaloux des succès d'Hitler et déterminé à lancer son propre assaut inattendu sur un voisin et à obtenir quelque gloire. Malheureusement, il s'en prit à la Grèce. L'attaque italienne du 28 octobre fut non seulement contrecarrée avec succès, mais elle se transforma en contre-attaque lorsque les forces grecques avancèrent en Albanie, pays sous contrôle italien. À ce stade, les Grecs se tournèrent vers Londres pour obtenir de l'aide militaire. Les Anglais voulaient aider, sachant en particulier que

⁴⁰¹ Ces deux provinces totalisant 50 000^{km}² furent arrachées à la Roumanie par Hitler et Staline et occupées par l'Armée Rouge en 1941. [NdT]

l'opinion publique américaine les surveillait pour savoir comment l'Angleterre allait réagir devant cette nouvelle agression non provoquée contre un petit État, tout en sachant la faiblesse de son armée. Conscient du sort d'autres États, comme la Pologne et la Roumanie, qui avaient reçu des garanties de l'Angleterre, Churchill déclara au Cabinet de Guerre le 4 novembre : "Si la Grèce était envahie, les gens diraient qu'en dépit de nos garanties, nous avons laissé un petit État allié de plus être englouti."⁴⁰² Mais, comme disait Halifax "La difficulté était de trouver un moyen de reconforter les Grecs sans révéler notre faiblesse au Moyen-Orient."⁴⁰³ Heureusement, les Grecs n'avaient pas demandé spécifiquement à l'armée britannique de fournir de l'aide, et le Cabinet de Guerre accepta donc d'envoyer deux escadrons de chasseurs-bombardiers Blenheim et une symbolique mission de conseillers militaires en signe de soutien britannique. C'était le maximum qu'ils jugeaient pouvoir épargner des forces du Moyen-Orient, déjà complètement distendues contre les Italiens en Égypte.

Bien que la menace militaire immédiate pour les intérêts britanniques, dans la seconde moitié de 1940, soit venue de la Méditerranée, l'Extrême-Orient posait toujours des problèmes stratégiques majeurs et resta la question politique litigieuse tout au long de 1940. Le gouvernement de Churchill fut confronté essentiellement à la même situation que ses prédécesseurs d'avant-guerre. Les dominions vulnérables d'Australie et de Nouvelle-Zélande, ainsi que le commerce de l'Empire britannique et autres possessions telles que Hong Kong et Singapour, avaient besoin d'être défendus contre toute menace du Japon. Mais l'Angleterre n'avait pas de forces en Extrême-Orient capables de procurer cette défense : la flotte dans la région se composait de trois croiseurs modernes, de deux vieux croiseurs ainsi que de cinq vieux destroyers, tandis que l'armée disposait de trois brigades disponibles pour défendre la Malaisie. La RAF pouvait assembler 88 avions de première ligne.

Le fondement de la stratégie anglaise d'Extrême-Orient à partir du début des années 1920, était d'envoyer, en cas de menace du Japon,

⁴⁰² L'Angleterre d'avant la Deuxième Guerre mondiale souffrait du même défaut que les États-Unis du XXI^e siècle : elle voulait donner l'impression qu'elle allait soutenir ses alliés jusqu'au bout mais les abandonnait dès que débutait la guerre qui s'ensuivait. [NdC]

⁴⁰³ Bureau du Cabinet des Ministres, 65/13, WM (40) 282^e conclusions (4.11.40)

le gros de la Royal Navy à Singapour. Au début de 1939, les Chefs d'État-Major avaient des doutes sur la faisabilité de ce déploiement, étant donné la menace de guerre en Europe, avec l'Allemagne et l'Italie. En conséquence, la taille de l'escadre prévue pour se porter sur Singapour fut réduite, et le temps nécessaire pour atteindre la base singapourienne fut augmenté. Les "*dominions*", qui n'avaient pas été informés de ce changement de stratégie, continuaient de croire à l'assurance donnée par Londres lors de la *Conférence Impériale de 1937*, à savoir que l'existence de l'Empire dépendait de la capacité de Londres d'envoyer la flotte en Extrême-Orient. Au début des hostilités, l'Australie commença à mobiliser une armée pour la dépêcher à l'étranger, vraisemblablement au Moyen-Orient, comme elle l'avait fait durant la Première Guerre mondiale. Avant de se défaire de ses seules forces militaires en les expédiant loin du pays, le gouvernement australien demanda judicieusement au Gouvernement de Londres de *réaffirmer l'assurance qu'ils avaient reçue de la protection impériale contre le Japon*. Cette demande causa un grand embarras à Londres. À la fin du mois de novembre 1939, le Cabinet de Guerre se réunit pour décider de la manière de répondre. Les Ministres anglais décidèrent de ne donner aucune assurance d'envoyer *sept grands vaisseaux de guerre* à Singapour en cas d'hostilités avec le Japon, mais ils acceptèrent de s'engager à abandonner la Méditerranée si nécessaire. Chamberlain était réticent à accepter l'engagement, mais Churchill convainquit ses collègues que l'engagement envers les dominions serait *plus élastique* que celui donné en 1937 et ne serait exécuté que s'il y avait vraiment une *invasion en force du territoire* des dominions plutôt qu'une simple et banale guerre avec le Japon. Comme Churchill l'a ajouté *cyniquement*, l'important était de *rassurer les dominions, afin qu'ils consentent à l'envoi de leurs troupes*.⁴⁰⁴ Sur cette base, des forces du dominion australien furent envoyées au Moyen-Orient.

L'armistice de la France et l'entrée en guerre de l'Italie transformèrent la situation en ce qui concernait les engagements de l'Angleterre en Extrême-Orient. Il n'y avait plus aucune chance qu'une flotte puisse être envoyée à Singapour ; elle était nécessaire autour du pays pour faire face à toute invasion, ainsi qu'en Méditerranée pour

⁴⁰⁴ Bureau du Cabinet, 65/2, WP (39) 89e conclusions (20.11-39)

contrer l'Italie. Le 13 juin, les Australiens furent informés qu'il était *très peu probable que nous puissions envoyer des renforts adéquats en Extrême-Orient*.⁴⁰⁵ En août, la *certitude de secours assurée par la Royal Navy* en 1939 fut "redéfinie". Churchill annonça aux Premiers ministres des dominions qu'il ne s'attendait pas à ce que le Japon déclare la guerre aux Anglais à moins qu'il ne se produise une invasion allemande *réussie* de l'Angleterre, et dans un passage très soigneusement rédigé pour fournir de nombreuses *clauses échappatoires* aux Anglais concernant *le moment* où ils pourraient réagir et *avec quelle force*, il annonça que "*si le Japon entreprenait d'envahir l'Australie et la Nouvelle-Zélande à grande échelle... nous devrions alors réduire nos pertes en Méditerranée et sacrifier tous nos intérêts, sauf la défense et l'alimentation de toute cette île,*" et envoyer une flotte en Extrême-Orient, qui s'opposerait à *toute force d'invasion* et tenterait de couper ses liens avec le Japon.⁴⁰⁶ À l'automne, les Chefs d'État-Major examinèrent à nouveau les forces qui pourraient être dépêchées en cas de guerre avec le Japon. Ils n'identifièrent qu'un seul croiseur de bataille et un porte-avions, qui iraient se baser non pas à Singapour mais à Ceylan, bien à l'écart des Japonais et trop loin pour défendre l'Australie ou la Nouvelle-Zélande. En juillet et août, les Anglais essayèrent également de décider quels seraient les points d'intérêt qu'ils seraient prêts à défendre par une guerre en Extrême-Orient. Ni l'Indochine ni la Thaïlande n'étaient considérées comme importantes (Ils ne prirent aucune mesure belliqueuse lorsque le gouvernement français de Vichy autorisa⁴⁰⁷ les Japonais à stationner des troupes dans le nord de l'Indochine en septembre). Les Indes Orientales Néerlandaises⁴⁰⁸ étaient considérées comme plus importantes car elles étaient proches de la route entre Singapour à l'Australie, et fournissaient une quantité importante de pétrole à l'Angleterre, mais sans la garantie d'aide américaine, les Britanniques étaient réticents à les protéger. En août, une sombre évaluation des Chefs d'État-Major avertit le Cabinet de Guerre que l'Angleterre était

⁴⁰⁵ D.Day, La Grande Trahison, p.55

⁴⁰⁶ Ibid., p.75. Le galimatias de la phrase de Churchill permettrait d'excuser presque n'importe quel comportement dans l'engagement de l'Angleterre vis-à-vis de l'Australie. [NdT]

⁴⁰⁷ À la demande expresse d'Adolf Hitler. [NdT]

⁴⁰⁸ Aujourd'hui l'Indonésie.

presque impuissante dans la région : au mieux, elle pourrait être en mesure de *limiter les dommages que le Japon pourrait infliger à l'Empire en Extrême-Orient et : en dernier ressort... conserver une base à partir de laquelle nous pourrions éventuellement récupérer la position lorsque des forces plus importantes seraient disponibles.*⁴⁰⁹

Alors que la position stratégique de l'Angleterre s'effondrait, la seule chance de défendre l'Empire était de se tourner vers les Américains. Dès le mois de mai, les Chefs d'État-Major annoncèrent au Cabinet de Guerre : "Nous devons compter sur les États-Unis d'Amérique pour sauvegarder nos intérêts en Extrême-Orient."⁴¹⁰ En novembre, les Chefs d'État-Major pouvaient encore dire que : "Seule l'US Navy peut fournir le supplément de forces navales en Extrême-Orient, nécessaires pour contenir la flotte japonaise et assurer la sécurité de tous les territoires et communications alliés."⁴¹¹ Comme Halifax l'a précisé au Cabinet de Guerre à la fin du mois de juin, le problème est que "les États-Unis sont peu susceptibles d'utiliser leur force pour défendre les intérêts britanniques ou français en Extrême-Orient."⁴¹² Néanmoins, les Anglais espéraient continuellement une politique américaine plus ferme en leur faveur. En particulier, ils voulaient que la marine américaine se déploie à Singapour comme un signal clair de la volonté américaine de défendre les intérêts de l'Empire anglais dans la région. Ils étaient également anxieux de commencer des entretiens multilatéraux avec les Américains, les Australiens et les Néerlandais sur la planification d'une éventuelle guerre avec le Japon. Le gouvernement américain n'accepta aucune de ces suggestions.⁴¹³

Cet échec des Américains à fournir une réponse favorable aux Anglais rendit ces derniers incapables de résister à la pression diplomatique nipponne accentuée par la menace de l'Armée japonaise. En 1939, le gouvernement anglais avait été contraint de régler le différend de Tientsin⁴¹⁴ à des conditions défavorables, et, au début de la guerre, de

⁴⁰⁹ Bureau du Cabinet, 80/16, COS (40) 592 (15.9.40)

⁴¹⁰ Bureau du Cabinet, 667, WP (40) 168

⁴¹¹ Bureau du Cabinet, 80/18. COS (40) 704 (8.11.40)

⁴¹² Bureau du Cabinet des Ministres, 66/9, WP (40) 234 (29.6.40)

⁴¹³ C'était une ruse destinée à forcer les Américains à les défendre.

⁴¹⁴ Ville chinoise occupée par les Japonais en 1939 en dépit de la présence des concessions commerciales anglaises et européennes. [NdT]

retirer les canonnières du nord de la Chine, afin d'éviter de contrarier l'Empire du Soleil Levant. À la fin du mois de juin 1940, les Japonais décidèrent d'exploiter la faiblesse britannique par la menace d'invasion : ils exigèrent le retrait de toutes les troupes et de tous les navires de guerre britanniques des zones de Chine contrôlées par eux-mêmes (les Japonais), ils exigèrent aussi des Anglais l'arrêt des approvisionnements aux Chinois via Hong Kong et la fermeture de la route de Birmanie, principale voie d'approvisionnement des nationalistes chinois qui combattaient les Japonais. Ce qui est intéressant dans les archives des débats du Cabinet de Guerre, sur la façon de répondre à ces exigences japonaises fort arrogantes, c'est que, en dépit du fait que Winston Churchill critiquait fortement la "*politique d'apaisement*"⁴¹⁵ avant-guerre, c'est Churchill lui-même qui se montra en faveur de l'apaisement du Japon [de la conciliation] tandis que Lord Halifax, le prétendu conciliateur, voulait rester ferme et résister. Une fois au pouvoir, Churchill s'est rendu compte qu'il était lui aussi incapable de résoudre les problèmes stratégiques de son pays : *trop d'engagements et trop peu de ressources*.

Dans son document pour le Cabinet de Guerre à la fin de juin, Halifax avertit ses collègues de ce que, accéder aux exigences japonaises *porterait un coup sévère* au moral des Chinois en ce sens qu'il serait interprété comme un abandon de Tchang Kaï-chek par l'Angleterre. Halifax en conclut qu'*il ne faisait guère de doute que nous ne pouvions pas, en fait, accéder à leurs demandes*.⁴¹⁶ Ce sentiment était répandu à Whitehall. John Colville, le Secrétaire particulier de Churchill, était du même avis : *c'est une défaite morale de sacrifier dans une partie du monde les principes que nous défendons dans une autre*.⁴¹⁷ Et Cadogan, le chef du Foreign Office, écrivit dans son journal intime : "Je suis convaincu que nous devons nous opposer à la fermeture de la route de Birmanie, même au risque d'une guerre. Si nous cédon, les Américains abandonneront, avec des conséquences sans espoir, non seulement dans le Pacifique mais même de ce côté-ci

⁴¹⁵ La politique d'*apaisement* (de paix) fut celle de Neville Chamberlain à Munich, face à Adolf Hitler. Elle mena droit à la guerre mondiale. Winston Churchill avait beaucoup critiqué cette politique de mollesse qui n'avait fait qu'encourager le dictateur nazi à aller trop loin. [NdT]

⁴¹⁶ Ibid.

⁴¹⁷ Colville, op cit, p.200 (27.7.40)

[sic]"⁴¹⁸ L'ambassadeur à Tokyo ne pensait pas que le rejet des demandes japonaises conduirait à la guerre, mais les Chefs d'État-Major étaient favorables à la conclusion d'un accord : "Si nous ne sommes pas en mesure de tenir bon sur toutes les demandes japonaises, En acceptant le risque de guerre, nous devons opter pour un règlement suffisamment large pour satisfaire les Japonais."⁴¹⁹ Au Cabinet de Guerre du 5 juillet, Lord Halifax, malgré les conseils des militaires, plaida toujours pour une réponse ferme et ajouta que : "Nous devrions perdre moins en résistant au chantage japonais qu'en renonçant à nos principes." C'est Churchill qui plaida fermement pour accepter les exigences japonaises, disant qu'il ne pensait pas que nous devions encourir l'hostilité des Japonais pour des raisons de prestige, essentiellement." Il espérait pouvoir rejeter le blâme et la responsabilité de toute concession sur les États-Unis,⁴²⁰ et ses collègues acceptèrent d'envoyer un télégramme à Washington avertissant que "à moins que nous ne recevions une assurance claire du soutien américain, nous pourrions être contraints de nous incliner devant la *force majeure*."⁴²¹ Mais, comme Cadogan l'a commenté : "Il est sans espoir de faire ce que Winston a suggéré – essayer de mettre les États-Unis sur la sellette. Ils n'y resteront tout simplement pas."⁴²²

La prédiction de Cadogan était pleinement justifiée ; les Américains refusèrent habilement de conseiller les Anglais dans un sens ou dans l'autre. L'ambassadeur à Tokyo rapporta alors que les Japonais avaient été très offensés par la réticence des Anglais à accepter leurs demandes et il insista que tout rejet aurait des effets déplorables sur leurs relations. Il exhorta les Anglais à une fermeture immédiate de trois mois de la route de Birmanie, et suggéra d'utiliser le temps ainsi gagné à essayer de parvenir à un accord avec le Japon. Le 10 juillet, le Cabinet de Guerre, fort effrayé par le *grave risque de guerre*, accepta la fermeture immédiate de cette liaison avec la Chine.⁴²³ Le lendemain, en

⁴¹⁸ Cadogan, op. citée., p. 310 (4.7.40)

⁴¹⁹ Bureau du CONSEIL DES MINISTRES 66/9, WP (40) 249 (4.7.40)

⁴²⁰ Comme il avait fait pour excuser l'Armée anglaise d'avoir fui à Dunkerque ; il avait fait croire à la population anglaise que c'étaient les Français qui avaient pris la fuite. [NdT]

⁴²¹ Bureau du Cabinet, 65/9, WM (40) 194e conclusions (5.7.40)

⁴²² "Essayer de leur forcer la main." Cadogan, op citée, p.311 (5.7.40)

⁴²³ Bureau du Cabinet, 65/8, WM (40) 199e conclusions (10.7.40)

discutant sur cette possibilité de négociations, ils convinrent qu'il *ne fallait pas perdre de temps pour s'entendre avec le Japon* afin d'éviter une éventuelle déclaration de guerre.⁴²⁴ Au début du mois d'août, les Anglais acceptèrent, sous la pression continue du Japon, de retirer leurs garnisons⁴²⁵ de Shanghai, de Tiensin et de Pékin, une décision justifiée publiquement par le fait que la garnison de Singapour devait être renforcée.

Les négociations avec le Japon se révélèrent infructueuses. À la fin du mois de septembre, les Japonais signèrent un pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie. À ce moment-là, cependant, le prestige et la confiance en soi des Anglais avaient augmenté du fait de l'échec des Allemands à organiser une invasion. Ceci, associé à des pressions américaines, convainquit le Cabinet de Guerre anglais qu'il pouvait se permettre de rouvrir la route de Birmanie à la fin de la période de fermeture de trois mois. La décision de réouverture fut prise au début d'octobre, bien que le commentaire de Lord Halifax selon lequel l'Angleterre *n'avait pas d'autre choix que de remplir ses fonctions de pays neutre dans le conflit sino-japonais*, en ravitaillant les Chinois. Ce commentaire semblait un peu étrange à quiconque se rappelait les décisions prises au début de juillet.⁴²⁶

L'Empire britannique en Extrême-Orient ne survécut en 1940 que parce que les Japonais n'avaient pas encore décidé en faveur de moyens militaires pour atteindre leurs objectifs expansionnistes. S'ils avaient adopté cette politique, l'Empire, pratiquement sans défense et sans aide américaine, se serait effondré encore plus ignominieusement qu'il ne l'a fait sous l'assaut japonais à la fin de 1941 et dans les premiers mois de 1942. Mais déjà en 1940, l'incapacité visible de l'Angleterre à défendre son Empire eut un impact à la fois sur les "dominions" et à Washington. Il y a eu les premiers signes de réorientation de la politique de défense australienne et néo-zélandaise. Ce changement culmina après la guerre dans un traité de défense avec les États-Unis, *excluant l'Angleterre*. Les dominions furent, en fait, informés par Londres que leur sécurité dépendait désormais de la flotte de guerre américaine. Robert Menzies,

⁴²⁴ Ibid., WM (40) 200e conclusions (11.7.40)

⁴²⁵ Des régiments indiens et écossais ; seuls les officiers étaient anglais. [NdT]

⁴²⁶ Bureau du Cabinet, 65/9, WM (40) 265e conclusions (3.10.40)

Premier ministre australien, déclara au cours d'un Conseil de Guerre : "Le Royaume-Uni pourrait être vaincu dans une guerre, et un regroupement des peuples anglophones pourrait alors survenir."⁴²⁷ Un membre du Département d'État écrivit : "L'Angleterre est un petit pays de 45 000 000 d'habitants et pourrait ne pas être en mesure de maintenir l'unité de son Empire lointain. S'il échouait, il est très juste de se demander si les États-Unis n'auraient pas à les prendre tous en charge, d'une manière ou d'une autre."⁴²⁸

La faiblesse militaire anglaise, la menace croissante du Japon et la menace réelle de l'Italie ont laissé l'Angleterre très vulnérable en Méditerranée et dans le Pacifique. Le point de vue militaire, exprimé tout au long des années 1930, selon lequel l'Angleterre n'était assez forte que pour faire face à un seul et unique ennemi, s'avérait exact. Faire face, sans alliés, à l'Allemagne et à un continent hostile ne pouvait être maintenu que pendant une courte période, à moins qu'une aide extérieure ne devienne disponible. Dans cette situation catastrophique, alors que le tissu de la puissance britannique à travers le monde s'effilo-chait progressivement, le gouvernement Churchill devait essayer, avec de faibles ressources militaires et diplomatiques, d'améliorer d'une manière ou d'une autre la position stratégique de l'Angleterre. Durant l'été 1940, ce pays n'avait que peu d'influence ou de prestige à exercer, étant donné l'opinion généralisée qu'elle serait ou vaincue ou forcée de "s'entendre" avec l'Allemagne. À l'automne, cependant, une résistance réussit à produire une amélioration marginale de la situation en donnant la première indication que l'Allemagne pourrait ne pas être invincible après tout.

Tout au long de la seconde moitié de l'année 1940, les relations entre l'Angleterre et son ex-alliée, la France, furent difficiles. Des deux côtés, l'effondrement français⁴²⁹ provoqua des sentiments amers de trahison et de récrimination, qui atteignirent leur paroxysme quinze jours après l'armistice français, lorsque les Anglais attaquèrent la flotte française désarmée à Mers El-Kébir. Avec la flotte anglaise entièrement

⁴²⁷ C. Thorne, *Alliés d'une sorte*, p.72

⁴²⁸ D. Reynolds, op. cit., p. 136

⁴²⁹ L'Angleterre se sentit abandonnée par les Français alors qu'elle refusait de lui envoyer des troupes et des avions de chasse. Et surtout le refus d'obéissance des Anglais au généralissime et la fuite de l'Armée anglaise à Dunkerque accélérèrent l'effondrement. [NdT]

dispersée dans les eaux territoriales (en protection de convoi et aussi anti-invasion), en Méditerranée contre l'Italie et sans vaisseaux disponibles pour l'Extrême-Orient, le sort de la Marine Nationale française, qui était plus importante que la marine allemande ou italienne, était une préoccupation vitale. Ajoutée à la Kriegsmarine, elles dominaient la Royal Navy. Dans les jours qui précédèrent la demande d'armistice, les Anglais demandèrent à leur Allié français d'envoyer leurs vaisseaux dans les ports britanniques. Pour les Français, cependant, la flotte représentait l'un de leurs rares atouts de négociation avec l'Allemagne et ils refusèrent toujours de céder ce dernier avantage. (D'ailleurs Churchill adopta plus tard le même point de vue lorsque les Américains demandèrent à la Royal Navy de se réfugier aux États-Unis en cas d'invasion allemande.) Les Français déplacèrent leur flotte des ports les plus susceptibles d'être capturés par les Allemands vers des ports plus sûrs en Afrique du Nord et dans le sud de la France. Le 18 juin, le gouvernement du Maréchal Pétain décide que la Marine Nationale ne serait pas donnée aux Nazis, quelles qu'en soient les conséquences pour les négociations d'armistice. En fait, Hitler était assez perspicace pour se rendre compte qu'une demande pour la flotte ne serait pas acceptée, et après l'armistice, les Allemands se contentèrent qu'elle reste dans les ports français sous une légère supervision allemande.

Les Français assurèrent aux Britanniques que *la flotte ne serait jamais remise à l'Allemagne ou à l'Italie* et insistèrent pour que des ordres soient donnés pour que les navires soient sabordés en cas de danger.⁴³⁰ Les Britanniques savaient également, grâce aux signaux navals français interceptés, que de tels ordres avaient été émis. (Lorsque les Allemands occupèrent [par surprise] la zone libre de la France, en novembre 1942, 77 navires français, y compris tous les navires de guerre, furent sabordés.) En 1940, les Britanniques, cependant, estimaient qu'ils ne pouvaient pas compter sur ces assurances françaises. Les suspicions furent renforcées par deux facteurs : Le premier fut une erreur dans la traduction anglaise des termes de l'armistice franco-allemand, qui au lieu de *superviser* les vaisseaux utilisait le mot *contrôler la flotte*, un mot ambigu. Deuxièmement, Churchill était déterminé à démontrer aussi clairement et publiquement que possible la détermina-

⁴³⁰ La non-livraison de la Flotte de Guerre aux Alliés était le gage de la Zone Libre française. [NdT]

tion des Anglais de continuer à se battre⁴³¹. Ce faisant, il cherchait à saper la volonté de son administration qui voulait une paix de compromis (les sondeurs de paix anglais *via la Suède* avaient abandonné la partie au moment de l'armistice français) et en même temps il souhaitait consolider sa propre position politique.

Le premier débat sur la pertinence d'attaquer la flotte française en cas d'armistice eut lieu une semaine après Dunkerque. Lors de cette première réunion, un petit groupe, (comprenant le Premier Lord de la Mer, Amiral Pound), décida en faveur d'une action militaire.⁴³² Quinze jours plus tard, alors que l'armistice franco-allemande entrait en vigueur, Pound et l'Amirauté s'opposèrent fermement à l'utilisation de la force militaire, et leur réticence à attaquer leur vieil Allié se répercuta sur l'opération navale elle-même. Il fallut six jours de discussions intensives, entre le 22 et le 27 juin, pour que le Cabinet de Guerre se décidât à utiliser la force. La Force H de Gibraltar serait envoyée vers Mers El-Kébir en Afrique du Nord française. Les ministres décidèrent qu'une série d'alternatives devait être proposée aux Français, allant, d'une part, du ralliement de l'escadre française de Mers El-Kébir vers le Royaume-Uni ou les Antilles françaises, jusqu'à leur sabordage en dernière instance. Si les Français suggéraient la démilitarisation des navires, cette option serait également acceptée.⁴³³ Ce n'est que si toutes ces alternatives étaient rejetées par les Français que ces derniers devaient être attaqués. Le commandant de la force britannique (l'amiral Somerville) tenta d'exclure l'usage de la force, mais il fut forcé de l'utiliser par Londres et il reçut l'ordre d'exécuter l'opération pendant la journée du 3 juillet.⁴³⁴

Ce jour-là, les navires français qui se trouvaient dans les ports britanniques ont été saisis et un accord a été conclu pour démilitariser ceux d'Alexandrie en Égypte. Après une journée de négociations infructueuses à Mers El-Kébir-Oran, les Anglais attaquèrent finalement tard dans la soirée. Ce fut une opération bâclée. Un cuirassé français

⁴³¹ Alors que l'Armée anglaise de Gort ne faisait qu'éviter le combat. [NdT]

⁴³² Admiralty, 205/4 (7.6.40)

⁴³³ À condition que cette démilitarisation se fasse dans un port anglais. En réalité, les navires de guerre français qui se trouvaient dans les ports anglais furent capturés par surprise par les Anglais. [NdT]

⁴³⁴ Admiralty, 1/10321 (1.7.40)

(Le BRETAGNE) chavira et perdit plus de 1000 victimes, mais un autre (Le STRASBOURG) s'échappa, avec cinq destroyers, et atteignit Toulon. À Alger, sept navires réussirent également à s'échapper vers la France et les attaques ultérieures contre les cuirassés Dunkerque et Richelieu à Oran et Dakar, respectivement en Afrique de l'Ouest, ont également échoué. Une partie de l'explication réside dans l'attitude de la Royal Navy face à cette opération. L'Amiral Somerville a écrit à sa femme : "La vérité est que mon cœur n'y était pas... Je pense que c'était la plus grande erreur politique des temps modernes, et j'imagine que cela soulèvera le monde entier contre nous."⁴³⁵ Certains membres du gouvernement de Vichy voulaient déclarer la guerre à l'Angleterre en représailles, mais Pétain fut plus circonspect. La réaction française se limita à une rupture formelle des relations diplomatiques (qui ne régularisa la *rupture de facto* que depuis l'armistice) et à un bombardement symbolique de Gibraltar.⁴³⁶ Ailleurs, l'action du gouvernement anglais eut l'impact que Churchill souhaitait. Les États-Unis et le président Roosevelt en particulier furent impressionnés par cette démonstration de détermination et commencèrent à considérer que l'Angleterre pourrait ne pas suivre le chemin de l'armistice, comme la France.

Au cours de la seconde moitié de l'année 1940, les Anglais avaient encore des problèmes difficiles à résoudre concernant leur politique française. Ils devaient en particulier décider soit de parvenir à un accord, officiel ou informel, avec le gouvernement du Maréchal Pétain à Vichy, soit de collaborer avec le Général de Gaulle, qui s'était réfugié en Angleterre à la signature de l'armistice. Peu à peu, au fil de l'année, ce dernier objectif fut mis de côté à mesure que les attrait d'un accord avec Vichy (qui contrôlait toujours la Zone Libre dans la moitié sud de la France ainsi que le vaste Empire colonial en Afrique et en Extrême-Orient), devenaient de plus en plus évidents.

⁴³⁵ A. Marder, *Des Dardanelles à Oran*, p.267 On trouve une bonne description des batailles navales de Mers El-Kébir (Oran) et de Dakar dans *100 batailles navales anglo-françaises de 1213 à 1940*, ISBN 978-1-312-64460-1 (Jean-Claude Castex). [NdT]

⁴³⁶ Des représailles qui ne furent pas symboliques pour ceux des soldats de la garnison qui trouvèrent la mort dans ces bombardements. [NdT]

Dès le début, les Anglais ne considérèrent de Gaulle que comme un expédient temporaire, un symbole utile de la résistance continue.⁴³⁷ C'était un officier de l'armée qui avait été nommé ministre adjoint après le début de l'attaque allemande en mai et qui n'exerçait que peu ou pas d'influence en France. Le 18 juin, De Gaulle fut autorisé à diffuser sur les ondes de la BBC la poursuite de la guerre après la demande d'armistice du gouvernement français, mais le gouvernement anglais se rendit vite compte que c'était une erreur tactique alors qu'il espérait toujours influencer le gouvernement français, alors réfugié à Bordeaux, pour qu'il poursuive le combat depuis l'Afrique du Nord française. Ce ne fut qu'après la signature de l'armistice que de Gaulle fut autorisé à diffuser à nouveau, avec un texte *strictement censuré* sur la poursuite de la lutte. Le lendemain, 23 juin, le Cabinet de Guerre accepta de reconnaître le Comité National Français à Londres comme "*noyau de forces devant se battre aux côtés des Anglais*," mais ils ne reconnurent pas le Général de Gaulle comme chef du CNF. Ils souhaitaient toujours trouver une personnalité plus influente, par exemple l'ancien Premier ministre Paul Reynaud. Le 24 juin, Duff Cooper et Lord Gort prirent l'avion pour le Maroc dans le but de tenter de contacter les hommes politiques français arrivés de Bordeaux par bateau. Leur mission échoua⁴³⁸ lorsque les autorités locales obéirent aux ordres de Vichy et gardèrent les Français sur le bateau. Le 28 juin, sans alternative en vue, l'Angleterre reconnut de Gaulle comme *chef de tous les Français libres* qui se rallièrent à la cause Alliée. Bien qu'il s'agisse d'une formule destinée à améliorer le statut de De Gaulle, l'Angleterre s'abstint délibérément de le reconnaître comme chef de gouvernement. Il n'était utile qu'en tant que chef militaire. Dans leur accord avec de Gaulle, les Anglais refusèrent éga-

⁴³⁷ Il permettait en particulier aux services d'espionnage anglais de créer de solides réseaux d'informateurs sur le déplacement des unités allemandes à travers tout le territoire français. [NdT]

⁴³⁸ Cabinet Office, 66/8. WP (40) 193 (4-6-40). Comment Gort aurait-il pu négocier quoi que ce fut avec les Français, alors qu'il n'avait montré qu'arrogance et insubordination au début de cette année 1940 quand il commandait l'Armée anglaise sous contrôle des Français? Au lieu de participer à la résistance contre l'invasion nazie, il avait fui à Dunkerque. De cet anti-gaullisme anglais et américain à Londres viendraient aussi le refus gaulliste de permettre aux Anglais d'entrer dans l'Union Européenne, et l'expulsion des camps militaires américains et de l'OTAN installés sur le territoire français.

lement de garantir les frontières françaises d'avant-guerre⁴³⁹ ou le maintien de l'Empire français. Le rôle de De Gaulle était de montrer que l'Angleterre n'était pas complètement isolée à l'été 1940, mais pour le monde extérieur, il semblait davantage à une marionnette entre les mains des Anglais. Au début du mois d'août, il ne commandait que 2000 soldats et une marine de taille similaire. Les Anglais doutaient tant de la loyauté de ces hommes qu'ils refusaient de les laisser combattre en tant qu'unités séparées (contrairement aux forces des autres gouvernements en exil), croyant que la marine, en particulier, rentrerait en France à la première occasion.⁴⁴⁰ En septembre, les Anglais tentèrent de se débarrasser de de Gaulle. Le général Catroux, Gouverneur Général de l'Indochine, fut amené à Londres et se vit offrir à deux reprises le commandement de la France libre par Churchill. Il refusa, préférant travailler sous les ordres de Gaulle.

À la fin du mois d'août, de Gaulle remporta son premier succès lorsque les gouvernants des colonies françaises (stratégiquement sans importance) du Tchad, du Cameroun et du Congo firent défection de Vichy. À ce moment-là, cependant, la Royal Navy était engagée dans une opération destinée à installer de Gaulle dans l'importante colonie du Sénégal en Afrique de l'Ouest en s'emparant de la capitale et du port de Dakar. C'était une base vitale pour les Anglais ainsi que pour de Gaulle. C'était sur la route de Gibraltar au Cap-de-Bonne-Espérance, et si la marine allemande opérait à partir de là, elle serait en mesure de dominer une grande partie de l'Atlantique Sud. Les colonies anglaises d'Afrique Occidentale étaient pratiquement sans défense — Freetown en Sierra Leone ne disposait pas de défenses côtières, pas d'avions et seulement deux canons antiaériens — et donc vulnérables à toute menace des forces allemandes qui pourraient s'établir dans la région. *Les Français détenaient également à Dakar 60 millions de livres sterling d'or appartenant aux gouvernements belge et polonais, que les Britanniques, désespérément à court de devises étrangères, voulaient "emprunter"*.

⁴³⁹ Les Allemands avaient fractionné le territoire français en 6 zones, dont certaines étaient rattachées à l'Allemagne, d'autres à la Flandre... [NdT]

⁴⁴⁰ Conséquence du fait que la plupart des vaisseaux français qui se trouvaient en Angleterre au moment de l'Armistice, avaient été capturés par surprise par les Anglais. [NdT]

Dès le début du mois d'août, des plans furent élaborés pour s'emparer de Dakar. En tant qu'opération militaire, elle ressemblait étrangement au fiasco en Norvège en avril, révélant une fois de plus la profonde incompétence des chefs de guerre que le remplacement de Neville Chamberlain par Winston Churchill n'avait pas changé grand-chose. Le défaut fondamental de l'opération de Dakar fut que les Anglais (et les Français) n'ont jamais décidé si l'objectif était d'attaquer et de capturer la ville, ou, par une démonstration de force au large, d'inciter l'Administration française de la colonie à se rallier à de Gaulle.⁴⁴¹ Le 5 août, le Cabinet de Guerre approuva une expédition de Français Libres en Afrique de l'Ouest utilisant uniquement des troupes françaises. Le lendemain, de Gaulle et Churchill se mirent d'accord sur Dakar comme objectif et sur l'utilisation de forces polonaises pour appuyer les Français. Mais le 8 août, Churchill ordonna aux Chefs d'État-Major de se préparer à ce qui était une expédition essentiellement anglaise, utilisant les Royal Marines pour s'emparer de Dakar. Ce plan fut accepté par le Cabinet de Guerre le 13 août. En discutant du plan avec Churchill, de Gaulle avait déclaré qu'il ne prendrait que le contrôle d'un territoire déjà ami, et n'attaquerait pas ses compatriotes français. Les Anglais choisirent d'ignorer cette considération jusqu'à ce que les planificateurs militaires découvrent, quinze jours après l'approbation de l'expédition, que Dakar était fortement défendue. Le 20 août, les Chefs d'État-Major et le Général de Gaulle convinrent qu'à l'arrivée de l'expédition anglo-française, un émissaire serait envoyé à terre pour tenter de persuader la garnison de faire défection, et que ce ne serait qu'en cas d'échec qu'une attaque serait menée. L'expédition prit la mer malgré un Chef d'État-

⁴⁴¹ Les Anglais commandaient seuls l'Opération Menace. L'objectif final avait été laissé dans le flou par les Anglais afin de décider ce qu'ils voudraient à la suite de la victoire (vraisemblablement de garder le contrôle sur cette colonie lorsqu'ils s'en seraient emparé.) Mais l'escadre fut repoussée avec avaries par le cuirassé français Richelieu. [NdT]

Major avertissant le Cabinet de Guerre que la force serait insuffisante pour surmonter l'opposition à grande échelle de la garnison de Dakar.⁴⁴²

Cette planification inepte fut aggravée par d'autres erreurs. Les troupes et leur matériel étaient mal chargées, et les navires devaient passer par Dakar jusqu'à Freetown pour se recharger et se ravitailler. La sécurité de de Gaulle était exécration,⁴⁴³ et l'objectif de l'escadre n'était guère un secret. Certes, Vichy le savait et il envoya des renforts navals par le détroit de Gibraltar, où la Royal Navy ne tenta même pas de les arrêter. Le 16 septembre, deux jours avant l'attaque prévue, Churchill persuada le Cabinet de Guerre d'abandonner l'opération et d'envoyer de Gaulle au Tchad pour y consolider son contrôle. Après trois réunions du cabinet au cours des deux jours suivants, cette décision fut annulée sous la pression de de Gaulle et des commandants britanniques de l'expédition. L'opération commença finalement le 23 septembre. Les émissaires de De Gaulle furent arrêtés par les Français de Vichy, et les troupes qui tentaient de débarquer se perdirent dans le brouillard. Le lendemain, les Anglais tentèrent un bombardement naval, mais il fut inefficace, et les navires anglais furent chassés par les batteries côtières. Le 25 septembre, après que le HMS RESOLUTION ait été torpillé, les forces anglaises retraitsèrent et l'opération fut abandonnée.

Dakar fut un autre coup de poignard porté à la fois au prestige chancelant de l'Angleterre et à sa relation délabrée avec la France libre, plutôt qu'une défaite militaire anglaise significative. Le communiqué officiel tenta de laisser croire que "*des opérations guerrières sérieuses*" contre Vichy n'avaient jamais été prévues, mais Churchill admit au

⁴⁴² Si opposition il y avait. Le gouvernement du maréchal Pétain avait, peu auparavant, dépêché à Dakar le vice-amiral Pierre Boisson dont un des neveux venait d'être tué dans le piège de Mers El-Kébir et qui, de ce fait, rêvait de rendre coup pour coup aux Anglais. Hormis les Français-libres, la flotte anglaise comprenait le porte-avions HMS ARK ROYAL; les cuirassés HMS BARHAM; HMS RESOLUTION; les croiseurs HMS AUSTRALIA; HMS DEVONSHIRE; HMS FIJI; les croiseurs HMS CUMBERLAND; HMS CORNWALL; les contre-torpilleurs HMS ESCAPADE; HMS ECHO; HMS ECLIPSE; HMS INGLEFIELD; HMS FORESIGHT; HMS FAULKNER; HMS FORTUNE; HMS FURY; HMS DRAGON; HMS FORESTER; HMS GREYHOUND; les patrouilleurs HMS MILFORD; HMS BRIDGE WATER; 16 bombardiers-torpilleurs SWORD-FISH; 16 chasseurs Skua; 6 Warus; 4270 soldats anglais, des Écossais, des Polonais...

⁴⁴³ "De Gaulle's security was abysmal." Ponting ne donne aucune explication sur le sens de cette phrase.

Cabinet de Guerre qu'un fiasco s'était sans aucun doute produit, et qu'il fallait espérer qu'il n'attirerait pas trop l'attention du public.⁴⁴⁴ De Gaulle continua d'établir son contrôle sur le Gabon en octobre, malgré le refus anglais de l'aider. Mais les colonies sous son contrôle restaient économiquement dépendantes de l'Angleterre, tout comme de Gaulle lui-même dans une large mesure.⁴⁴⁵ Les Anglais continuèrent de refuser de le reconnaître comme chef de la France libre et comme contrôlant certaines colonies françaises (ils pouvaient difficilement faire moins) et ils rejetèrent systématiquement toutes les tentatives du Général de Gaulle de s'établir comme gouvernement-légitime-en-exil. En effet, les Anglais étaient secrètement en négociation avec le gouvernement de Vichy et ils espéraient parvenir à un accord de grande envergure avec le Maréchal Pétain au détriment de De Gaulle. Comme Churchill le confia à son secrétaire particulier le 1^{er} novembre : "Désormais, De Gaulle est tout à fait un embarras pour nous dans nos relations avec Vichy."⁴⁴⁶

Ces contacts avec le gouvernement de Vichy avaient commencé à l'automne 1940. À l'époque, les relations entre Vichy et l'Allemagne n'étaient pas étroites. Pétain rencontra Hitler le 24 octobre, mais la rencontre fut un échec et aucun accord à long terme ne fut conclu. La résistance réussie du Royaume Uni avait augmenté les options ouvertes à Vichy et leur avait permis au moins d'envisager la possibilité que l'Allemagne ne soit pas victorieuse. Malgré leur soutien à de Gaulle, les Anglais avaient un intérêt majeur à coopérer avec Vichy, car ils étaient soucieux de s'assurer que les Allemands étaient tenus à l'écart de l'Empire français. De plus, Londres ne voulait pas que Vichy attaque les colonies de De Gaulle, car cela pouvait les forcer à lui venir en aide, ce qui mettrait encore à plus rude épreuve les ressources militaires anglaises limitées.

Bien que Londres ne reconnaisse pas le gouvernement de Vichy, le Canada et l'Union-Sud-Africaine, au sein de l'Empire, le reconnaissent, tout comme les États-Unis. Il y avait donc de nombreux canaux diplomatiques secrets disponibles. L'accord que les Britanniques ont

⁴⁴⁴ Bureau du Conseil des Ministres, 65/15, WM (40) 250e conclusions

⁴⁴⁵ De Gaulle rembourse toute la dette des Français Libres aux États-Unis et au Royaume Uni, avec intérêts. [NdT]

⁴⁴⁶ Colville, op. cit., p. 383 (1.11.40)

négocié avec Vichy, à l'automne 1940, est toujours considéré comme très sensible : *cette entente démolit l'illusion selon laquelle Londres a toujours placé la résistance à l'Allemagne comme sa priorité politique absolue*. Les documents révélateurs ont été retirés des archives privées et le principal dossier des Anglais sur ces contacts est fermé jusqu'en 2016.⁴⁴⁷ Les personnes impliquées, cependant, ont laissé des récits personnels et certains des documents d'archives françaises utilisées dans le procès d'après-guerre⁴⁴⁸ du maréchal Pétain révèlent ce qui s'est passé. Le 20 octobre, Churchill autorisa l'ambassadeur à Madrid, Sir Samuel Hoare, à entrer en contact avec l'ambassadeur de Vichy.⁴⁴⁹ L'autre canal utilisé était un universitaire canadien-français, le professeur Louis Rougier, qui rencontra Churchill à deux reprises les 25 et 26 octobre, ainsi qu'au cours de visites secrètes à Vichy. Churchill annota personnellement les papiers que Rougier apporta en France. Ces discussions se poursuivirent jusqu'en décembre. Le fait qu'aucun accord formel n'ait jamais été signé a permis à Churchill après la guerre de nier qu'un *accord* ait été conclu avec Pétain, mais les deux parties ont accepté et agi sur la base des accords conclus via Rougier. Churchill accepta l'offre de Pétain de ne pas signer de paix séparée avant la fin des hostilités entre l'Angleterre et l'Allemagne, de ne pas donner aux Allemands de bases navales dans les colonies, de résister à toute tentative nazie de s'emparer de l'Empire [français] et d'accepter le contrôle existant de De Gaulle sur les colonies non importantes d'Afrique Centrale. En contrepartie, les Anglais acceptèrent de ne pas entreprendre d'action militaire contre le territoire de Pétain (ce qui signifiait garder de Gaulle sous contrôle), d'arrêter les attaques de la BBC sur Pétain et d'alléger le blocus du commerce avec la France. En 1940, le gouvernement de Londres était donc loin d'être attachée à de Gaulle et à l'idée d'une Résistance française. Le fait est que Pétain avait plus à offrir que de Gaulle, et les Anglais préféraient parvenir à un arrangement qui apporterait des avan-

⁴⁴⁷ FO371/24361

⁴⁴⁸ Le **procès** du Maréchal Pétain eut lieu *après la guerre, en 1945*, pour intelligence avec l'ennemi et collaboration. Il fut condamné à mort pour trahison, mais sa peine fut commuée en prison à vie pour son grand âge (89 ans). Il mourut 6 ans plus tard dans sa prison du Fort de l'Île d'Yeu. Par sa matoiserie avec Hitler, il sauva 85% des Juifs de France alors que les autres pays occupés par les nazis perdirent 85% de leurs Juifs. [Simone Veil].

⁴⁴⁹ PREM 3/186A/2 (20.10.40)

tages tangibles immédiats plutôt que des jeux spéculatifs dans un avenir plus lointain. De Gaulle, cependant, un collègue difficile obsédé par sa mission de sauver la France, n'a jamais oublié ni pardonné la façon dont il fut traité pendant la guerre, que ce soit par Churchill ou, plus tard, par Roosevelt, et cette expérience de guerre a sans aucun doute influencé son attitude envers l'Angleterre et les États-Unis après la guerre.⁴⁵⁰

En 1940, la situation stratégique du Royaume Uni était si désespérée que tous les efforts furent faits pour chercher à l'améliorer. Bien que le Cabinet de Guerre ait été prêt à envisager de céder Gibraltar dans le cadre d'une paix de compromis avec l'Allemagne, cette colonie était trop importante en tant que base navale à l'entrée de la Méditerranée pour l'abandonner pendant le conflit. Le 21 juin, Hoare, ambassadeur à Madrid, suggéra au Ministère des Affaires étrangères que l'Angleterre devrait proposer de discuter de l'avenir de Gibraltar [pour après la fin de la guerre], si l'Espagne garantissait de rester neutre. Churchill opposa son veto à cette idée parce que l'offre ne signifiait rien : si les Anglais finissaient du côté des vainqueurs, ils n'accepteraient aucun transfert, et s'ils perdaient, l'Espagne obtiendrait probablement Gibraltar de toute façon. Lorsque, à la fin du mois de septembre, Churchill accepta d'alléger la sévérité du blocus de l'Espagne afin qu'elle se maintînt dans la neutralité, il poussa les Espagnols à s'emparer de territoires français à la place [de Gibraltar]. Il suggéra d'informer les Espagnols que *Londres ne serait pas un obstacle aux ambitions espagnoles au Maroc*, mais il justifiait son offre car, selon lui, *"les lettres échangées avec de Gaulle ne nous engagent pas à une restitution exacte des territoires de la France."*⁴⁵¹

Dans d'autres domaines, cependant, l'Angleterre envisagea de faire des concessions importantes afin d'obtenir du soutien. La possession britannique des îles Malouines [les Falklands] avait longtemps été un problème douloureux dans les relations avec l'Argentine, un pays qui fournissait beaucoup de blé et de viande de bœuf pour l'approvisionnement alimentaire de l'Angleterre en temps de guerre. L'Argentine

⁴⁵⁰ Effectivement, de Gaulle n'oublia jamais ces vexations et, en représailles, il ferma plus tard les camps américains et le Quartier-Général de l'OTAN, établis en France, et il interdit jusqu'à sa mort aux Anglais l'adhésion à l'Union Européenne.

⁴⁵¹ PREM 21/04/01 (29.9.40)

n'avait jamais reconnu les revendications anglaises de souveraineté sur cet archipel. Au cours de la décennie précédant 1940, les Anglais avaient systématiquement refusé de soumettre la question à un tribunal international en raison de doutes quant à savoir si leurs revendications seraient favorisées.⁴⁵² Comme l'écrivait un haut-fonctionnaire du Foreign Office en 1936 : "La difficulté de notre position est que notre invasion des îles Falkland-Malouines, en 1833, était une procédure si arbitraire selon l'idéologie d'aujourd'hui qu'il ne serait pas facile d'expliquer notre position sans nous présenter comme des bandits internationaux."⁴⁵³ Ce qui s'est passé exactement en 1940 est encore un autre secret bien gardé, puisque tous les dossiers pertinents du Foreign Office restent fermés. Cela semble clair, cependant, mais le gouvernement Churchill a envisagé de rendre la possession des îles à l'Argentine dans le cadre d'un programme de cession-bail. L'index contemporain des dossiers verrouillés fait référence à "une offre de HMG de réunir les îles Falkland avec l'Argentine et à l'acceptation d'un bail."⁴⁵⁴ Des doutes sur la validité de la possession anglaise sont confirmés par l'utilisation du mot *réunification* ("reunite") pour décrire le transfert des îles à l'Argentine.

Plus près de nous, le gouvernement Churchill était sur le point de faire des concessions encore plus fondamentales, allant jusqu'à offrir au gouvernement de Dublin *une Irlande unie* ; et ils allèrent presque jusqu'au point de forcer l'Ulster à accepter l'accord conclu dans leur dos. La raison de cette politique était le désir des Anglais d'obtenir les principaux ports irlandais de Cobh, Berehaven et Lough Swilly comme bases navales afin de porter plus loin vers l'ouest l'escorte des Convois de l'Atlantique. Lorsque l'Irlande fut divisée en 1922, ces soi-disant "treaty ports" (*Ports du Traité*) dans le Sud de l'Irlande furent laissés sous contrôle des Anglais. Le retour au pouvoir dans les années 1930 du nationaliste *jusqu'au-boutiste* de Valera conduisit à une dilution du statut de dominion de l'Irlande, et à des négociations sur l'avenir des ports. Les Anglais étaient prêts à les remettre aux Irlandais dans la mesure où

⁴⁵² Car il est évident que, géographiquement parlant, cet archipel fait partie de l'Argentine. [NdT]

⁴⁵³ Ministère des Affaires Étrangères, 371/19763 (16-19.10.36)

⁴⁵⁴ Index du ministère des Affaires étrangères 1940, vol. II p.6. Le sigle HMG signifie His/Her Majesty's Government.

ils pouvaient continuer à les utiliser en cas de guerre. Les Irlandais refusèrent systématiquement ces exigences, et finalement, en 1938, le gouvernement Chamberlain accepta le transfert inconditionnel de ces ports sous la souveraineté des Irlandais. Les Anglais espéraient sans doute que leur geste produirait une attitude coopérative de la part de Dublin, mais ils durent également tenir compte du fait qu'il leur serait très difficile d'utiliser ces installations portuaires face à l'hostilité irlandaise pure et simple. Churchill, alors dans l'Opposition, attaqua cet accord comme une erreur stratégique et, une fois au pouvoir, il demeura très agressif à l'égard du gouvernement irlandais. À l'automne 1939, *Churchill était convaincu à tort que la population irlandaise dans son ensemble restait vraiment loyale envers l'Angleterre* : il continua à soutenir cette illusion, malgré les avis juridiques contraires, que l'Irlande en tant que dominion dans sa forme⁴⁵⁵ ne pouvait pas vouloir rester neutre, et il voulut s'emparer des ports le plus vite possible.

La conquête rapide de la France par les Allemands⁴⁵⁶ fit craindre au gouvernement irlandais qu'ils ne soient eux aussi attaqués et, le 16 mai, ils demandèrent des armes aux Anglais. Ces derniers craignaient aussi qu'une invasion allemande de l'Irlande n'entraînant une détérioration catastrophique de la situation stratégique déjà faible de l'Angleterre. *De fantastiques*⁴⁵⁷ *évaluations des services de renseignement* anglais alimentèrent ces craintes. À la fin du mois de mai, le MI5 affabula que les Allemands avaient un gouvernement fantôme de 2000 gauleiters en place prêts à prendre le contrôle de l'Irlande et qu'un grand nombre de champs d'aviation secrets avaient déjà été identifiés pour être utilisés par des troupes aéroportées en planeurs. Le 23 mai, les premières discussions militaires hautement secrètes eurent lieu sur la manière dont l'Angleterre "aiderait" les Irlandais en cas d'attaque allemande. Les Irlandais insistaient sur le fait que les forces anglaises ne

⁴⁵⁵ "formal", dans sa forme : car l'Irlande était de race blanche et de langue anglaise, comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et l'Union-Sud-Africaine à cette époque. Concernant l'Union-Sud-Africaine, les Blancs n'étaient qu'une faible minorité, mais la majorité noire était effacée par les lois racistes. [NdT]

⁴⁵⁶ Tout compte fait, l'Armée française résista mieux à l'invasion nazie que l'Armée Rouge durant l'Opération Barbarousse. Globalement, la Wehrmacht avança en moyenne de 80^{km} par jour en Russie et de 25^{km} par jour en moyenne à travers la France.

⁴⁵⁷ Fantastique : au sens de fantasmatique, imaginaire, inventé par les Services secrets dans un but de propagande. [NdT]

pourraient pas se déplacer vers le sud tant que les Allemands n'auraient pas attaqué et que Dublin n'aurait pas demandé leur aide,⁴⁵⁸ mais *les plans britanniques avaient prévu de s'emparer des ports dès la première occasion*. Le 5 juin, Chamberlain, qui était en charge de la politique britannique envers l'Irlande, demanda au leader unioniste de Belfast, Craigavon⁴⁵⁹, de proposer quelques idées sur l'unité pour rendre De Valera plus coopératif. Craigavon refusa simplement de répondre. Le 12 juin, les Anglais invitèrent les deux dirigeants à venir discuter de la défense commune de l'île. Double refus.

C'est l'effondrement final de la France à la mi-juin qui força le rythme des discussions. Entre le 17 juin et la fin du mois, le gouvernement anglais envoya Malcolm Macdonald, Ministre de la Santé (qui, en tant que secrétaire du Dominion, avait négocié l'Accord de 1938 sur les ports avec les Irlandais), pour trois missions à Dublin. Churchill considérait MacDonald comme *un poison mortel* pour son rôle dans la cession des ports, mais il se rendait compte qu'il avait la confiance du gouvernement irlandais.⁴⁶⁰ À chaque rencontre avec de Valera, les concessions que l'Angleterre était prête à offrir pour obtenir la coopération irlandaise s'accroissaient. En fin de compte, une offre formelle d'unité avec l'Ulster fut faite, même si Londres savait qu'une pression immense devrait être exercée sur le gouvernement de l'Ulster pour le forcer à accepter l'accord.

Lors de sa première rencontre avec de Valera, le 17 juin, Macdonald commença par suggérer aux Irlandais de *déclarer la guerre à l'Allemagne, de déployer des troupes britanniques en Irlande et d'autoriser la Royal Navy à utiliser les ports*. Il savait qu'il n'y avait aucune chance pour que les Irlandais acceptent un tel ensemble de propositions, et, comme on pouvait s'y attendre, tout fut rejeté. De Valera indiqua clairement que les Irlandais voulaient des armes et l'aide des Anglais si les Allemands envahissaient, et il laissa entendre que l'Irlande unie changerait radicalement d'attitude. Macdonald répondit en proposant un conseil de défense conjoint pour l'île avec des représentants du Nord et du

⁴⁵⁸ Les Irlandais connaissaient leurs anciens 'colonists' et se méfiaient de leur ruse impitoyable, avec raison. [NdT]

⁴⁵⁹ James Craig, 1^{er} Vicomte Craigavon (1871–1940) était un leader Unionist d'Irlande du Nord.

⁴⁶⁰ Cadogan, op. cit., p. 341

Sud, ce qui, selon lui, pourrait mener à quelque chose de plus. De Valera insista sur le fait qu'une déclaration britannique en faveur de l'Irlande unifiée était essentielle, mais MacDonald lui dit que c'était impossible, ajoutant qu'une grande majorité des Ulsteriens s'y opposeraient fortement.⁴⁶¹

Le Cabinet de Guerre examina le résultat de ce premier échange le 20 juin. À ce stade, désespérément en recherche d'aide et d'assistance alors que son seul allié [la France] était sortie de la guerre,⁴⁶² l'Angleterre décida de proposer une Irlande-Unie. Mais c'était une chose de proposer et une autre de procéder à un renversement aussi complet de la politique anglaise. Il y avait le problème des unionistes d'Ulster, qui n'accepteraient jamais l'union volontairement avec le Sud, et la question fondamentale était de savoir jusqu'où irait Londres pour les forcer à accepter cette union. La majorité des ministres du gouvernement et du Cabinet de Guerre avaient été élus en tant qu'unionistes, s'engageant à maintenir un statut séparé pour l'Ulster. Dans les terribles circonstances de juin 1940, cependant, ces promesses furent rapidement oubliées. Churchill fut sujet à un autre de ses nombreux changements d'avis sur la question : pendant la crise du Home Rule de 1914, il avait été l'un des ministres du Cabinet Libéral en faveur d'une ligne dure avec l'Ulster, et en tant que Premier Lord de l'Amirauté, il avait déployé des unités de la Royal Navy à Belfast pour tenter d'intimider les Unionistes ; à son retour au Parti Conservateur-Unioniste, il était devenu un unioniste convaincu, déclarant en septembre 1939 que "Nous ne pouvons en aucun cas vendre les loyalistes d'Irlande du Nord"⁴⁶³ ; en 1940, bien qu'il continuât à rejeter l'idée d'une coercition militaire de l'Ulster (ce qui n'était pas, de toute façon, une opération réalisable), Churchill accepta qu'une pression politique et morale intense soit exercée sur l'Ulster pour le forcer à s'unir à la République d'Irlande, dans l'intérêt global

⁴⁶¹ Cabinet du Premier ministre, 3/132/1

⁴⁶² Les Irlandais pouvaient (comme les Écossais) produire des multitudes de soldats pour défendre l'Angleterre. Le "matériel humain" était, depuis que la France s'était écroulée, le besoin le plus essentiel de l'Angleterre qui refusait la Conscription obligatoire et généralisée des jeunes Anglais. La Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada devinrent les principaux fournisseurs de chair-à-canon, au grand dam des Canadiens-Français qui ne voulaient pas se battre à la place des Anglais.. [NdT]

⁴⁶³ M. Gilbert, op. cit., p.43

de l'Angleterre. Comme le dit Chamberlain à ses collègues le 20 juin, il faut dire aux Unionistes d'Ulster que les intérêts de l'Irlande du Nord ne peuvent pas être autorisés à s'opposer aux intérêts vitaux de notre Empire.⁴⁶⁴ Cadogan, chef du Foreign Office, qui assistait à la réunion, ne se fit aucune illusion concernant la direction que prenait la politique de Londres. Il écrivit dans son journal intime que cela ressemblait à une *coercition de l'Irlande du Nord*.⁴⁶⁵

Immédiatement après ces événements, Malcom MacDonald eut une autre rencontre avec de Valera à Dublin. La première partie de la discussion reprit le même sujet que l'échange précédent qui avait eu lieu quatre jours plus tôt. Ce n'est qu'alors que McDonald introduisit l'idée d'unité, suggérant une déclaration d'unité de principe, un conseil de défense conjoint. Fourniture d'armes et utilisation des ports par les Anglais, mais avec l'Ulster acceptant d'être belligérant avec l'Allemagne, et l'Eire restant neutre. De Valera répliqua en suggérant une Irlande *unie mais neutre* garantie par l'Angleterre et les États-Unis, les Américains utilisant les ports irlandais pour leurs navires de guerre. Comme on pouvait s'y attendre, chaque partie rejeta une fois de plus les propositions de l'autre. Macdonald termina la réunion en proposant d'aller au-delà d'une simple déclaration d'intention en faveur d'une Irlande unie pour élaborer un plan détaillé. De Valera exprima son intérêt, mais insista prudemment sur le fait que les détails devraient d'abord être convenus, et ce n'est qu'alors que l'Irlande pourrait entrer dans la guerre.⁴⁶⁶

Le 25 juin, le Cabinet de Guerre accepta que Malcom Macdonald retourne à Dublin avec un plan officiel d'unité et une entrée en guerre de l'Irlande, bien que Chamberlain ait déclaré : " qu'il ne s'attendait pas à ce que les Irlandais l'acceptent. Macdonald emporta avec lui un plan en six points comprenant une déclaration immédiate selon laquelle Londres acceptait le principe d'une Irlande unie, un corps commun de représentants du Nord et du Sud pour régler les détails avec l'Angleterre aidant, si nécessaire, dans un conseil de défense conjoint, l'entrée en guerre de l'Irlande, l'utilisation des ports par les Anglais,

⁴⁶⁴ Bureau du Cabinet, 65/7, WM (40) 173e conclusions (20.6.40)

⁴⁶⁵ Cadogan, op. cit., p. 305

⁴⁶⁶ PREM 3/131/1

l'internement des citoyens allemands et italiens en Eire et des armes anglaises pour armer les Irlandais.⁴⁶⁷ La question de l'intransigeance de l'Ulster resta non résolue, bien que Chamberlain ait dit à ses collègues : "Je ne crois pas que le gouvernement de l'Ulster refuserait de jouer son rôle dans la réalisation d'un développement aussi favorable."⁴⁶⁸

Les doutes sur l'Ulster dominèrent la série suivante de discussions entre Macdonald et de Valera les 26 et 27 juin. Les Irlandais savaient que l'Ulster ne rejoindrait pas volontiers une Irlande unie et que la question clé était de savoir quelle pression Londres serait prête à exercer. Lorsque le cabinet irlandais se réunit le 27 juin, il rejeta la proposition anglaise parce que l'Irlande devait faire toutes les concessions immédiates sans une garantie absolue d'unité. Lorsque Macdonald vit de Valera et deux de ses collègues après la réunion, il essaya de les rassurer en leur disant qu'il était *absolument certain que si le plan était accepté dans son ensemble, une Irlande unie verrait le jour, dans un laps de temps relativement court... l'établissement d'une Irlande unie faisait partie intégrante de notre plan, dont il n'y aurait pas de retour en arrière*. Puis, sans l'autorisation du Cabinet de Guerre, il fit une concession fondamentale en suggérant qu'une déclaration de guerre irlandaise pourrait ne pas être nécessaire si l'Angleterre pouvait utiliser les ports. Interrogé sur les relations avec l'Ulster, Macdonald expliqua que seule la coercition militaire était exclue et que *le gouvernement du Royaume-Uni assumerait l'entière responsabilité envers le gouvernement de l'Irlande pour veiller à ce que nos obligations en vertu du plan seraient pleinement remplies*.⁴⁶⁹ Le lendemain, Chamberlain écrivit à de Valera pour confirmer qu'aucune déclaration de guerre de l'Irlande n'était désormais nécessaire, mais seulement l'utilisation des ports irlandais par la Royal Navy, et il ajouta d'autres concessions, y compris un *engagement solennel* de réaliser l'union, une réunion des deux parlements et un organisme commun pour établir le *plus tôt possible* l'appareil gouvernemental pour une Irlande-Unie.⁴⁷⁰

⁴⁶⁷ PREM 3/131/2

⁴⁶⁸ CAB 65/7, WM (40) 178e conclusions (25.6.40)

⁴⁶⁹ PREM 3/131/1

⁴⁷⁰ Ibid.

Cela ne suffisait toujours pas : l'Irlande rejeta formellement le 5 juillet les propositions anglaises. Ils n'étaient pas prêts à échanger leur neutralité contre une promesse d'unité. *Les dirigeants irlandais étaient depuis longtemps habitués à la duplicité britannique*, en particulier sur le tracé de la frontière avec l'Ulster dans les années 1920,⁴⁷¹ et ils ne leur faisaient pas confiance pour tenir parole. Les Irlandais ne firent aucune concession pendant les négociations. Par contre, les Anglais en firent, en passant en une semaine du rejet de l'unité, en raison de l'opposition probable de l'Ulster, à un *engagement solennel* pour y parvenir, et dans le processus, ils abandonnèrent même la demande que l'Irlande entre dans la guerre. Naturellement, ce qui intéressait vraiment les politiciens de l'Eire, c'était de voir jusqu'à quel point pouvait aller la volonté politique anglaise de mettre fin au *statut séparé* de l'Ulster, en opposition à la volonté de son gouvernement local et de la plus grande partie de sa population.

En 1940, l'Ulster reçut un traitement spécial au sein du Royaume-Uni. La Conscription [même très souple comme en Angleterre] ne s'appliqua pas (de peur de s'aliéner la communauté catholique minoritaire) et le gouvernement de Belfast refusa de lever la Home Guard [la Garde Nationale], comme dans le reste du Royaume Uni, *car cela pourrait impliquer d'armer les catholiques*. Au lieu de cela, ils firent en sorte que tous les Groupes Paramilitaires Protestants "B Specials" assument le rôle de défense volontaire du territoire. Le gouvernement d'Ulster ne fut pas informé des négociations avec de Valera jusqu'au 26 juin, date à laquelle Malcom Macdonald partit pour sa troisième rencontre avec les Irlandais, emportant avec lui une offre ferme d'unité. Neville Chamberlain écrivit alors au Premier ministre d'Ulster, James Craigavon, pour lui exposer ce qui était proposé pour l'avenir de sa province. Il fut invité à faire ses *propres commentaires ou objections comme il le jugerait approprié*. C'était soigneusement rédigé pour éviter de donner à l'Ulster le droit de veto sur le projet d'unification. Craigavon envoya un télégramme à Chamberlain le lendemain rédigé *en termes très fort*, disant : "Je suis profondément choqué et dégoûté par votre lettre faisant des suggestions si excessives dans mon dos et sans aucune consultation

⁴⁷¹ Les Irlandais savaient aussi que leur jeunesse allait servir de chair à canon pour épargner la jeunesse anglaise. [NdT]

préalable avec moi. Cette trahison de notre loyal Ulster n'aura jamais mon approbation." Dans sa réponse, Chamberlain indiqua clairement que l'Ulster jouerait un rôle limité si le gouvernement irlandais acceptait le projet, et que les Britanniques estimaient que l'Ulster devait se sacrifier pour les intérêts plus larges en jeu : "Vous pouvez être assuré que vous aurez toutes les chances de faire connaître votre point de vue avant que toute décision affectant l'Ulster ne soit prise. En attendant, s'il vous plaît, souvenez-vous de la gravité de la situation qui exige que tous les efforts soient faits pour y faire face."⁴⁷² À ce stade, le rejet irlandais de l'accord mit fin à l'échange et signifia que le gouvernement de Londres évitait ce qui promettait d'être des arguments pervers au sujet d'un *Loyal Ulster* qui faisait passer ses propres intérêts avant la situation désespérée à laquelle le Royaume Uni était confronté en refusant de se suicider.

Durant cette période de l'année 1940, pendant laquelle le Royaume Uni fut seul face à l'Allemagne et à l'Italie, il se trouva largement impuissant, incapable d'améliorer sa position stratégique et diplomatique. Son Armée était si faible que jusqu'à la fin de l'année, il ne put faire que très peu en Méditerranée, le seul secteur, à l'exception de la défense du Royaume-Uni, où des combats avaient lieu. En Extrême-Orient, l'Angleterre fut incapable de promettre une défense efficace à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, et refusa de résister à la pression japonaise pour obtenir des concessions. L'avenir de l'Empire en Extrême-Orient dépendait de la décision des Japonais d'attaquer. En Europe, le Royaume Uni avait peu d'influence à déployer contre la puissance écrasante de l'Allemagne et de l'Italie. La possibilité de soutenir de Gaulle contre le gouvernement de Vichy ne fut jamais poussée très loin, étant donné que Vichy avait beaucoup plus à offrir à l'Angleterre que les perspectives incertaines d'un politicien français de moindre dimension. Ailleurs, des concessions majeures en Ulster et aux îles Malouines furent envisagées dans une tentative désespérée d'obtenir des forces supplémentaires. Cette faiblesse militaire et diplomatique incapacitante face à deux adversaires réels, et à un ennemi probable, avait été prédite dans les années 1930 comme le résultat d'une guerre majeure. Mais même cette situation désespérée était éclipsée par une

⁴⁷² PREM 1/131/2

menace potentiellement mortelle qui avait également été prévue avant la guerre : l'épuisement des réserves d'or et de dollars du Royaume Uni, annonçant l'effondrement financier et l'inaptitude à poursuivre la guerre.

La fin de l'indépendance

Avant 1939, le gouvernement craignait de plus en plus que les tensions imposées par une guerre importante, en particulier si elle se prolongeait, ne rendent l'Angleterre dépendante des États-Unis. Ces craintes reflétaient l'expérience de la Première Guerre Mondiale, lorsque les prêts des États-Unis et l'aide gouvernementale américaine avaient joué un rôle essentiel dans le financement de l'effort de guerre. À cette occasion, les effets sur le prestige et la position internationale de l'Angleterre à l'issue de la guerre n'avaient pas été trop dramatiques ou durables, en partie à cause du repli, de l'effacement américain dans un quasi-isolement. Bien que l'Angleterre ait dû tenir compte (après la guerre) de l'intérêt stratégique des États-Unis, notamment en se laissant déposséder de la suprématie navale et en mettant fin à l'alliance anglo-japonaise, les Anglais reconquirent la presque intégralité de leur liberté économique et diplomatique. Cette situation commença à changer avec le déclenchement de la deuxième guerre. En 1939, les Services du Trésor⁴⁷³ estimèrent que les réserves de dollars et d'or du Royaume Uni pourraient durer trois ans, si elles étaient soigneusement gérées, mais l'incapacité de l'industrie anglaise à produire la variété et la quantité d'armement nécessaire aux besoins militaires, et la nécessité de grandes quantités de matières premières, augmentèrent la dépendance à l'égard des sources d'approvisionnement américaines. Au début de 1940, le Trésor espérait toujours que, malgré le volume toujours croissant de commandes passées aux États-Unis d'Amérique, les réserves dureraient encore deux ans. Tant que ces réserves se maintiendraient, l'Angleterre resterait *indépendante des États-Unis* et serait en mesure de poursuivre la guerre selon ses propres conditions.

Ces calculs furent mis à mal par l'effondrement rapide de la France. Quinze jours après le début de l'invasion germanique de

⁴⁷³ L'Administration du Trésor jouait le rôle de Banque Nationale à un moment où la Banque d'Angleterre était une institution *privée*. Elle restera *privée* jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale. [NdT]

l'Europe occidentale, le gouvernement anglais fut contraint de se demander s'il pourrait éventuellement continuer la guerre seul contre une Europe dominée par l'Allemagne, avec l'Italie en guerre et le Japon de plus en plus hostile. Churchill interrogea les Chefs d'État-Major afin qu'ils donnent leur point de vue. Le rapport, intitulé par euphémisme "*Stratégie anglaise dans une certaine éventualité*", était net et précis. Il présupposait une hypothèse fondamentale selon laquelle les États-Unis :

— "étaient disposés à nous apporter un soutien économique et financier total, sans lequel nous ne pensions pas pouvoir continuer la guerre avec la moindre chance de succès".⁴⁷⁴

Le moment tant redouté par les gouvernements d'avant-guerre était désormais arrivé. C'était un aveu que l'Angleterre ne pouvait plus garantir sa propre indépendance, mais qu'elle devrait compter sur l'aide américaine pour éviter une paix de compromis humiliante avec Adolf Hitler. Le Cabinet de Guerre accepta le rapport des Chefs d'État-Major. Le problème auquel était confronté le gouvernement de Churchill était le suivant : bien qu'il ait été forcé d'admettre que la survie de l'Angleterre (sans parler d'une possible issue positive de la guerre), dépendait désormais des Américains, il n'y avait aucune garantie que l'aide nécessaire serait apportée. Tout au long de l'année 1940, Churchill espéra que les États-Unis entreraient en guerre : en juin lors de l'armistice avec la France, à l'automne après le bombardement allemand des villes britanniques et en novembre après l'élection présidentielle américaine. Cette attente était son argument le plus solide pour continuer la guerre et ne pas envisager une paix de compromis. En ce qui concernait le reste de l'année 1940, le sort de l'Angleterre serait décidé par les réponses à deux questions-clés : *Les Américains sauveraient-ils l'Angleterre ?* et *Les réserves monétaires en baisse de l'Angleterre tiendraient-elles jusqu'à ce que les Américains décident de ce qu'ils veulent faire ?*

À l'époque et plus tard, beaucoup en Angleterre, en particulier Churchill avec ses fréquentes références aux *peuples de langue anglaise*, cherchaient à romancer les relations anglo-américaines. Ils voulaient créer une *identité d'intérêt* entre les deux pays et ils choisirent de croire que les Américains viendraient finalement sauver ce peuple parce

⁴⁷⁴ BUREAU DU CABINET 66/7, WP (40) 168 (25.5.40)

qu'ils étaient impressionnés par la résistance héroïque des Anglais et par leur prise de position courageuse contre la tyrannie. En réalité, les Américains faisaient de grands calculs sur leur propre intérêt national et s'ils devaient ou non être entraînés dans ce qui était encore une guerre européenne. Bien que dès le début de la guerre, le président Roosevelt ait clairement indiqué que ses sympathies se portaient plutôt vers les Alliés, il n'avait jamais adopté l'impartialité dont avait fait preuve le président Wilson au début de la Première Guerre mondiale⁴⁷⁵ ; la décision américaine, prise à la fin de 1940 de sauver l'Angleterre, fut fondée, de la même manière que sa politique plus tôt dans l'année, sur l'intérêt égoïste.

Pendant l'entre-deux-guerres, les États-Unis s'étaient considérés comme détachés des querelles européennes, et même après 1939, l'écrasante majorité du pays était opposée à toute intervention dans la guerre. (En mai 1941, un sondage d'opinion montrait que 80 % des personnes interrogées étaient contre l'entrée en guerre volontaire des États-Unis).⁴⁷⁶ En 1939 et pendant la majeure partie de 1940, le gouvernement américain se limita à exprimer sa sympathie pour la cause alliée et à autoriser des commandes massives d'armements. Ces commandes ont eu l'avantage national bienvenu de stimuler l'industrie américaine de l'armement et d'aider les États-Unis à sortir de la longue Dépression des années 1930. (À la fin de la décennie, il y avait encore 10 millions de chômeurs et les 2/3 des aciéries étaient inactives).

En 1940, les États-Unis n'alignaient que des forces intérieures très petites et mal équipées : une armée de 200 000 hommes et de 1800 avions. Bien qu'à l'été 1940, de vastes usines aient été mises en place pour développer de grandes armées modernes —une marine capable d'opérer simultanément dans l'Atlantique et le Pacifique, une armée de deux millions d'hommes (avec une production d'armement basée sur

⁴⁷⁵ Wilson, d'origine irlando-écossaise, se fit l'apôtre de l'équité entre les Européens, bien qu'il fût opposé aux droits civils des Noirs, chez lui, aux États-Unis.

⁴⁷⁶ En 1940 les Allemands formaient déjà la plus grosse minorité ethnique des 48 états américains. En 2024 ils sont 50 millions et restent le groupe le plus nombreux. Sachant qu'une intervention américaine viendrait au secours de l'Angleterre contre l'Allemagne, il était donc normal pour les États-Unis de se déclarer neutres. [NdT]

une taille finale de quatre millions) et une force aérienne de 7800 avions de première ligne avec une production annuelle fixée à 18 000 avions— ces troupes ne seraient pas disponibles avant au moins le début de 1942. Cette accumulation rapide de forces militaires n'avait pas pour but d'aider l'Angleterre ou de sauver l'Europe, mais de défendre les États-Unis. Cependant, les États-Unis avaient besoin de temps pour se réarmer. Garder les Alliés dans la guerre aida les Américains à acheter cette précieuse "commodité"⁴⁷⁷ et maintint les Allemands entièrement occupés en Europe plutôt que dans l'hémisphère occidental. Les actions américaines, tout au long de 1940, furent basées sur cette politique d'intérêt personnel. Au mieux, si l'Angleterre et la France pouvaient être maintenues en état grâce aux livraisons d'armes et au soutien moral des États-Unis, elles pourraient vaincre Hitler sans avoir besoin d'une intervention militaire américaine. Au pire, même s'ils étaient vaincus, ils auraient au moins gagné du temps pour que les États-Unis soient prêts à relever n'importe quel défi. Au fur et à mesure que la guerre se développait, les Américains évaluaient toujours soigneusement la balance des avantages et où se situaient leurs propres intérêts. Normalement, l'administration américaine décida qu'elle devait 'aider les Alliés, et une seule fois, au cours du premier mois durant lequel l'Angleterre *combattait seule*, ils furent sur le point d'adopter une politique radicalement différente consistant à concentrer tous leurs efforts sur la défense de l'hémisphère occidental.⁴⁷⁸

Churchill devait toujours tirer le maximum de sa relation personnelle avec le président Roosevelt. Cela s'avéra certainement d'une importance vitale lorsque les États-Unis entrèrent dans les hostilités après Pearl Harbor. En 1940, pourtant, la relation était loin d'être étroite. Les deux hommes ne s'étaient rencontrés que brièvement à la fin de la Première Guerre mondiale, Churchill oublia cet événement et Roosevelt ne s'en souvint que pour l'impolitesse de Churchill. Une correspondance occasionnelle fut amorcée par Roosevelt en septembre 1939, après que Churchill eut pris la direction de l'Amirauté. Jusqu'en mai 1940, le pré-

⁴⁷⁷ Cette précieuse commodité = le temps de réarmer. "Les Allemands occupés en Europe plutôt que dans l'hémisphère occidental" = rester dans une guerre européenne plutôt que dans une guerre mondiale qui impliquerait forcément les États-Unis d'Amérique. [NdT]

⁴⁷⁸ Phrase très obscure de Ponting. [NdT]

sident n'envoya que trois messages, aucun d'une quelconque importance, et bien que Churchill en envoyât douze, ils se limitaient tous aux affaires navales et aux détails des opérations, et ne touchaient pas à des préoccupations stratégiques ou diplomatiques plus larges. En 1940, les contacts entre les deux pays sont encore ténus. Il n'y avait pas de *ligne directe* pour les communications, la correspondance de Churchill et de Roosevelt était envoyée par télégramme diplomatique, et peu parmi les hauts-responsables politiques s'étaient même rencontrés.

Quelques jours après son entrée en fonction, Churchill envoya son premier message en tant que Premier ministre à Roosevelt. Il s'agissait d'un vaste appel au secours, demandant des destroyers, des avions, de l'acier, un approvisionnement gratuit en marchandises américaines et des visites de navires de guerre américains à Singapour et en Eire. Roosevelt envoya une réponse le 16 mai, ignorant toutes les demandes concrètes de Churchill. Néanmoins, alors que la situation se détériorait en France, et en particulier après que l'armée britannique eut perdu la plupart de son équipement dans sa fuite de Dunkerque, Roosevelt fit de son mieux pour fournir du matériel de guerre. Les ventes d'armes, ainsi que les appels rhétoriques aux Français destinés à continuer la résistance,⁴⁷⁹ constituaient la politique américaine consistant à essayer de maintenir les alliés dans la guerre le plus longtemps possible pour gagner du temps pour eux-mêmes. Le gouvernement américain n'avait pas le droit de vendre des armes à d'autres pays, et Roosevelt dut donc s'arranger [casuistiquement] pour que le matériel important soit revendu aux manufacturiers afin qu'ils puissent ensuite le revendre à l'Angleterre et à la France.(?) Ainsi, dans les mois qui suivirent le début de l'invasion germanique, les Américains purent fournir aux Britanniques 250 000 fusils, 130 millions de balles et d'obus (1/4 des stocks américains) et 80 000 mitrailleuses. Mais les relations entre les deux chefs de gouvernements restaient encore distantes. Churchill envoya 10 messages à Roosevelt entre le 15 mai et le 15 juin, tandis que Roosevelt ne répondit que trois fois. La première était la réponse méprisante à

⁴⁷⁹ Curieusement, Roosevelt ne demanda pas à Churchill de continuer de combattre sur le continent européen en compagnie des Français, au lieu de fuir le champ de bataille par Dunkerque, en abandonnant tout son précieux armement sur les plages.

l'appel au secours de Churchill, la seconde était une copie d'un message envoyé à Paul Reynaud, et la troisième indiquait clairement que les États-Unis n'étaient pas engagés dans le soutien militaire des Européens, et que le message à Paul Reynaud, formulé en termes vaguement encourageants, n'était pas destiné à être publié.

L'armistice français amena les Américains à reconsidérer la sagesse de continuer à fournir des armes. Il y avait des doutes généralisés, à Washington, partagés par Roosevelt, sur la survie même de l'Angleterre. Depuis le mois de mai, beaucoup faisaient valoir que fournir des armes était une mauvaise politique, car elles finiraient par tomber entre les mains des Allemands, et que, par ailleurs, les États-Unis devaient garder toutes leurs armes pour leur propre défense. Le 2 juillet, Roosevelt signa une loi qui n'autorisait la fourniture d'armes à d'autres pays que si les chefs de l'Armée de Terre et de la Marine certifiaient que l'équipement *n'était pas essentiel à la défense des États-Unis*. Plus tôt en juin, Roosevelt avait discuté avec son Cabinet de la possibilité de louer une cinquantaine de vieux destroyers à l'Angleterre. *Ils [les Américains] acceptèrent de ne pas conclure le marché parce qu'ils craignaient que l'accord ne mette Hitler en colère*. La détérioration rapide de la fortune des Alliés avait renforcé un climat de prudence. Comme le dit Roosevelt : "Nous ne pouvons pas prédire la tournure que prendra la guerre, et il ne sert à rien de nous mettre en danger à moins que nous puissions obtenir des résultats en faveur des Alliés."⁴⁸⁰ Pendant les six semaines du 15 juin au 31 juillet, ce furent les premières étapes de la période la plus difficile que l'Angleterre affronta seule face à l'Allemagne et à l'Italie, il y eut à ce moment-là un silence presque total entre Churchill et Roosevelt. Churchill envoya un message sans importance concernant la nomination du duc de Windsor au poste de gouverneur des Bahamas.⁴⁸¹ Roosevelt n'en envoya aucun.

⁴⁸⁰ Journal secret de Harold Ickes Vol.III, pp.199-200

⁴⁸¹ Édouard VIII, Roi d'Angleterre, abdiqua à la fin de 1936, avant même son couronnement, officiellement parce qu'il avait épousé une divorcée américaine (Wallis Simpson), officieusement parce que pro-Hitlérien, il transmettait au chef nazi les décisions du Grand Quartier Général français. Soucieux d'étouffer l'affaire, les Anglais le nommèrent Gouverneur des Bahamas,

Au début de l'été 1940, l'un des aspects les plus importants des relations anglo-américaines fut l'avenir de la Royal Navy si l'Angleterre était obligée de demander un armistice à Adolf Hitler. La dispute fut remarquablement similaire à celles entre la France et l'Angleterre au sujet de la flotte de guerre française. Si la flotte anglaise tombait aux mains des Allemands, le contrôle américain de l'Atlantique serait mis en péril et il y aurait une menace directe pour les États-Unis. Roosevelt cherchait donc à obtenir l'assurance qu'en dernier ressort, la flotte prendrait le cap de l'Amérique du Nord. Churchill s'opposait à un tel engagement parce que cela réduirait la pression sur le président américain pour assurer la survie de l'Angleterre.⁴⁸² Il fit valoir, de la même manière que les Français l'avaient fait plus tôt avec lui, que la Marine anglaise pourrait être le dernier atout national et qu'un futur gouvernement pourrait bien devoir l'utiliser pour obtenir les meilleures conditions de paix possibles en face d'une Allemagne victorieuse.

Roosevelt souleva le sujet pour la première fois le 17 mai, une semaine seulement après l'attaque allemande à l'ouest. Il suggéra à Lord Lothian, ambassadeur de Sa Majesté à Washington, que, dans le pire des cas, la flotte devrait se réfugier en Amérique du Nord. Lothian répondit que cela dépendrait si les États-Unis étaient ou non en guerre à ce moment-là. Le 20 mai, Churchill répéta ce message avec force à Roosevelt. La réaction du président fut de demander aux Canadiens d'envoyer secrètement un émissaire à Washington, pour discuter de la défense future de l'Amérique du Nord. Lors de la réunion qui suivit, Roosevelt suggéra que l'Angleterre et la France étaient "finies" et que les Canadiens fassent pression sur les Anglais pour qu'ils mettent leurs bateaux en sécurité en Amérique du Nord. Le Canadien refusa. Les Anglais étaient probablement au courant des opinions du président américain, car, lors de leur réunion du 24 mai, le procès-verbal du Cabinet de Guerre décrivait Roosevelt comme *"étant d'avis qu'il serait bien de sa part de ramasser les morceaux de l'Empire britannique si ce*

⁴⁸² En d'autres termes, Churchill craignait que les Américains n'armeraient pas les Anglais afin que ces derniers soient battus par les Allemands de telle sorte que les Américains récupèrent la Royal Navy. [NdT]

*pays était envahi.*⁴⁸³ Le 17 juin, Roosevelt proposa des pourparlers secrets anglo-américains. Cela pouvait sembler un signe encourageant de coopération croissante, mais le président ne s'intéressait qu'à la défense de l'Amérique du Nord. Churchill s'opposait fermement à l'idée de tenir des pourparlers avec eux, et il fallut de longues discussions de la part de Halifax avant que Churchill n'acceptât. Même alors, les pourparlers n'eurent pas lieu avant la fin du mois d'août, date à laquelle la situation avait considérablement changé. Au cours du mois d'août, les négociations sur la cession de 50 vieux destroyers américains en échange de l'octroi de bases militaires dans des îles anglaises de l'hémisphère occidental touchaient à leur conclusion.

Le 15 mai, Churchill avait soulevé la question de cette vente d'une cinquantaine de vieux destroyers de la Première Guerre mondiale dans son premier message à Roosevelt en tant que Premier ministre. Le programme de construction navale de l'entre-deux-guerres avait été fortement biaisé par la Royal Navy en faveur des plus gros vaisseaux, et, au début de la guerre, l'Angleterre se retrouva à court de navires plus petits pour le travail vital d'escorte des convois. Roosevelt rejeta la demande de Churchill, sous prétexte que l'US Navy avait besoin de ces navires et souligna que l'approbation du Congrès serait nécessaire, qu'elle ne serait probablement pas donnée, et que l'ensemble du processus prendrait tellement de temps que les navires n'atteindraient pas l'Angleterre à temps pour être utiles. Derrière cet éventail d'excuses se cachait une réticence à aider, découlant de doutes quant à la survie de l'Angleterre, auquel cas les navires passeraient aux mains des Allemands.

L'idée d'offrir des bases insulaires aux Américains fut soulevée pour la première fois par Lord Lothian [Ambassadeur d'Angleterre à Washington] avec Londres le 25 mai, comme un moyen d'accroître le soutien américain à l'Angleterre. Bien que le Foreign Office et les Chefs d'État-Major soient favorables à l'idée, le *Dominions Office*, le *Colonial Office* et, surtout, Churchill s'y opposaient, de sorte qu'aucune mesure ne fut prise. Lothian revint sur le sujet le 23 juin, mais avec le

⁴⁸³ Bureau du Cabinet, 65/7, WM (40) 129e conclusions (25.5.40)

même résultat. Le Foreign Office ressuscita l'idée un mois plus tard dans un important document sur l'avenir des relations avec les États-Unis. La thèse de l'article, dans le langage délicat et discret de Whitehall, était que *"l'avenir de notre Empire largement dispersé à travers le monde est susceptible de dépendre de l'évolution d'une collaboration efficace et durable entre nous et les États-Unis."*⁴⁸⁴ Ce document reflétait l'acceptation croissante que l'Angleterre ne pouvait plus fonctionner comme un État pleinement indépendant et que le soutien américain était en train de devenir vital. Il fit valoir que l'Angleterre devait s'efforcer de faire exister cette relation, et que, par conséquent, elle n'était pas en mesure de négocier âprement avec les États-Unis. Une offre spontanée de bases dans trois colonies —la Jamaïque, Trinidad et la Guyane britannique— a donc été suggérée.

Parallèlement aux discussions londoniennes sur d'éventuelles bases américaines en territoire colonial anglais, la question des destroyers fut à nouveau à l'ordre du jour. Sur les conseils de Lord Lothian et de l'ambassadeur américain à Londres, Joseph Kennedy, Winston Churchill mit le sujet en veilleuse jusqu'à la fin du mois de juillet. Le retard était délibérément programmé pour éviter la période délicate où Roosevelt attendait sa nomination par les Démocrates pour un troisième mandat présidentiel sans précédent. Le 30 juillet, Churchill demanda à nouveau à Roosevelt les vieux destroyers spécifiques, ce qui, selon lui, serait vital à l'automne, jusqu'à ce que de nouveaux vaisseaux en construction soient disponibles. Lors d'une réunion du Cabinet ministériel le 2 août, les Américains comprirent que l'Angleterre avait besoin de ces navires, mais qu'un prêt ou une vente ne serait pas acceptée par le Congrès sans un transfert de bases militaires et une déclaration sur l'avenir de la Royal Navy.⁴⁸⁵ La réaction de Churchill à ces propositions d'accord global fut : *"Nous devons refuser toute déclaration de ce genre, et limiter l'accord aux bases militaires coloniales, uniquement."*⁴⁸⁶

⁴⁸⁴ Bureau du Conseil des Ministres, 66/7, WP (40) 276 (18.7.40)

⁴⁸⁵ Rappelons que les Américains voulaient immédiatement récupérer la flotte anglaise dans le cas où l'Angleterre demanderait un armistice aux Allemands. [NdT]

⁴⁸⁶ Ministère Extérieur, 371/24241 (4.8.40)

Le 8 août, Lord Lothian donna à Roosevelt les détails de l'accord proposé par les Britanniques : un échange de 96 destroyers contre des bases militaires dans les colonies insulaires des Caraïbes. Cinq jours plus tard, Roosevelt envoya à Churchill les conditions américaines. En échange de 50 destroyers, les Anglais devraient donner une assurance secrète sur l'avenir de leur flotte et autoriser des bases américaines à long terme (sur des baux de 99 ans), à Terre-Neuve, aux Bermudes et dans cinq colonies antillaises. Le 14 août, le Cabinet de Guerre accepta à contrecœur ce qu'il considérait comme un marché très difficile au motif que les besoins de l'Angleterre pour l'aide américaine étaient si grands qu'il ne pouvait pas se permettre de rejeter l'accord. Leur seule condition était que les deux parties de l'accord ne soient pas liées ensemble, mais présentées *publiquement* comme des *présents gracieux*.⁴⁸⁷ Les États-Unis rejetèrent immédiatement cette formule et insistèrent sur un lien formel et public, afin de démontrer au Congrès et au public américain que des avantages spécifiques étaient obtenus en échange des destroyers. Le 21 août, le Cabinet de Guerre décida qu'un accord formel et public sur les lignes proposées était hors de question,⁴⁸⁸ car cela rendrait la nature inégale de l'accord évidente. Quatre jours plus tard, Churchill dit à Roosevelt que ce que les Américains voulaient équivalait à *un chèque en blanc sur l'ensemble de nos possessions ultramarines*.⁴⁸⁹

Malgré les protestations britanniques, les États-Unis, fin août, fixèrent les conditions finales de l'Accord. Ils étaient prêts à accepter des bases à Terre-Neuve et aux Bermudes en cadeau, mais insistaient pour que les cinq bases antillaises soient présentées comme un échange direct contre les 50 destroyers. Pour compenser cette concession mineure, ils exigeaient également que l'engagement des Anglais, selon lequel la flotte naviguerait en dernier ressort vers l'Amérique du Nord, devrait être rendu public. Les Anglais estimèrent qu'ils n'avaient pas d'autre choix que d'accepter ces conditions américaines. Comme

⁴⁸⁷ Présents gracieux = free gifts. [NdT]

⁴⁸⁸ Bureau du Cabinet des Ministres, 65/8, WM (40) 231e conclusions (21.8.40). Toujours le besoin irrésistible de cacher ses insuffisances, et de "paraître". [NdT]

⁴⁸⁹ W. Kimball, op. cit., p.65

Chamberlain l'écrivit à Churchill : "L'attitude américaine m'exaspère tout simplement, mais nous ne pouvons pas gagner comme nous le souhaiterions sans leur aide."⁴⁹⁰ Au cours des longues négociations sur la mise en place des bases américaines, qui ne furent achevées qu'en mars 1941, les États-Unis continuèrent à négocier durement et d'autres concessions durent être faites par les Anglais sur les sites exacts que les Américains devaient occuper et les pouvoirs qu'ils pourraient exercer. Au début de 1941, l'Angleterre dépendait du soutien financier des États-Unis, et Winston Churchill reconnut que cela signifiait inévitablement de nouveaux sacrifices. Comme il dit à son secrétaire particulier John Colville en mars : "Nous ne pouvons pas nous permettre de risquer cette question majeure afin de maintenir notre fierté et de préserver la dignité de quelques petites îles."⁴⁹¹

Bien que les deux parties aient bénéficié de l'accord "*destroyer contre bases militaires*", ce sont les Anglais qui durent faire toutes les concessions importantes, un fait qui démontra leur importance décroissante et leur dépendance croissante vis-à-vis des États-Unis. Le nombre de navires de guerre qu'ils reçurent fut la moitié de ce qu'ils avaient demandé. Le nombre de bases militaires acquises par les États-Unis fut le double de l'offre initiale anglaise. Les deux éléments de l'accord étaient fermement liés et les Anglais durent faire une *déclaration publique* sur l'avenir de la Royal Navy. Les résultats tangibles en faveur des Anglais furent peu nombreux. Les destroyers conservaient une valeur opérationnelle limitée à cause de leur mauvais état. Seuls neuf étaient encore en service à la fin de 1940, et seulement vingt de plus en mai 1941, en raison du manque d'équipages et de l'insistance de la Marine à soumettre chaque navire à un long carénage avant de devenir opérationnel. *Les avantages intangibles furent cependant immenses*, car l'accord n'était pas un acte neutre de la part des États-Unis. Il fut considéré comme *le début d'un engagement envers les Anglais et fut présenté comme tel par Londres*. Les Américains ont sans aucun doute gagné le plus. En échange de la remise de certains navires presque obsolètes, ils ont obtenu une série de bases militaires dans une zone d'importance

⁴⁹⁰ M. Gilbert, op. cit., p.758

⁴⁹¹ Colville, op. cit., p. 407 (5.3.41)

vitale pour la défense des États-Unis. Comme l'a écrit un fonctionnaire du département d'État dans son journal : "En une seule gorgée, nous avons acquis la matière première pour une première véritable défense continentale que nous ayons eue depuis l'époque des navires à voile."⁴⁹² Malgré l'apparence positive des Anglais, l'accord a démontré que Roosevelt gardait toujours une grande prudence lorsqu'il pariait sur l'avenir de l'Angleterre.⁴⁹³ Les destroyers pouvaient certes fournir une certaine aide, mais en retour, Roosevelt avait obtenu un engagement longtemps désiré concernant l'avenir de la flotte anglaise si l'Angleterre était vaincue ; les bases navales ont également amélioré la défense des États-Unis.

En public, Churchill était très optimiste [jusqu'à l'excès] en pensant aux relations de son pays avec l'Amérique tout au long de ces négociations difficiles. Dans son discours à la Chambre des Communes le 20 août, il compara la coopération anglo-américaine croissante avec le Mississippi qui roule ses flots purs, inexorables, irrésistibles, bienveillants, vers des terres plus vastes et à des jours meilleurs."⁴⁹⁴ En fait, les Américains n'avaient rien fait du tout, hormis signer un accord "*destroyers-contre-bases militaires*", excepté aussi permettre à l'Angleterre de leur acheter des armes et des matières premières. Juste avant Noël, il déclara à Lord Halifax, après la nomination de ce dernier comme ambassadeur à Washington : "Nous n'avons rien reçu des États-Unis que nous n'ayons payé et ce que nous avons eu n'a pas joué un rôle essentiel dans notre résistance."⁴⁹⁵ Le sentiment d'amertume de Churchill à l'égard des États-Unis était renforcé par le fait que l'Angleterre avait déjà fourni aux Américains des informations scientifiques et des renseignements cruciaux, dans le but d'instaurer la confiance entre les deux nations. Le 14 août, l'un des meilleurs scientifiques anglais, Sir Henry

⁴⁹² Journal d'Adolf Berle 31.8.40

⁴⁹³ "Despite the British gloss, the deal demonstrated that Roosevelt was still hedging his bets about Britain's future." Phrase obscure de Ponting qui signifiait que Roosevelt ne s'en laissait mettre plein la vue par l'illusion positive que les Anglais cherchaient à donner. [NdT]

⁴⁹⁴ Entre ses rêves poétiques sur le Mississippi, a-t-il réalisé que l'aide insignifiante de l'Angleterre a apporté à la France pour lutter contre l'invasion nazie fut plus frustrante encore, et que leur fuite à Dunkerque fut un véritable coup de poignard dans le dos des Français, sans parler de Mers El-Kébir ?

⁴⁹⁵ Bureau du Premier Ministre, 25/04/8 (20.12.40)

Tizard,⁴⁹⁶ était parti pour les États-Unis, emportant avec lui des échantillons et des informations sur les récentes découvertes indispensables pour l'effort de guerre. Ses bagages comprenaient des vannes miniaturisées, un magnétron à cavité, des informations sur le radar à micro-ondes, la guerre chimique et les formules explosives, ainsi que des conceptions du moteur à réaction et de la mine magnétique allemande. Un mois plus tôt, un ami de Roosevelt, Bill Donovan, qui devait plus tard diriger le précurseur de la CIA, avait visité le centre de décryptage anglais de Bletchley Park, où les premiers succès contre les codes allemands Enigma étaient obtenus.⁴⁹⁷ Donovan eut un total accès à ce secret bien gardé à une époque où la plupart des membres du Cabinet de Guerre ignoraient l'existence de cette percée essentielle et les informations qui en étaient tirées. À partir de la fin du mois d'août, Roosevelt reçut aussi une copie du rapport quotidien de renseignement publié par Londres et expédiée aux dominions.

Bien que les Anglais aient beaucoup concédé pour tenter d'établir une relation serrée avec les Américains, l'été et l'automne 1940 passèrent sans aucune promesse d'action dans le domaine identifié comme vital pour l'avenir de l'Angleterre : la *finance*. L'état du stock d'or et des devises pour les échanges internationaux, pour combien de temps ces stocks dureront, et comment savoir si les États-Unis finiront par sauver l'Angleterre avant que la banqueroute financière ne force ce pays à une paix de compromis avec l'Allemagne ; c'était la question-clé à laquelle le gouvernement anglais était confronté dans la seconde moitié de l'année 1940. Après Dunkerque, lorsque fusils et munitions durent être achetés à court terme et que d'importantes commandes d'armement supplémentaires furent passées aux États-Unis, la situation financière de l'Angleterre se détériora rapidement. Les importations de matières premières en provenance des États-Unis augmentaient déjà à un rythme

⁴⁹⁶ Henry Tizard s'appuya sur des recherches françaises et participa ainsi, entre autres, au développement du radar. Lire, *Le radar, 1904-2004, histoire d'un siècle d'innovations techniques et opérationnelles*, par Yves Blanchard, Éditions Ellipses, 2004. Il s'intéressa aussi aux OVNI.

⁴⁹⁷ Les "premier succès" sur la cryptanalyse d'Enigma furent trouvés par les Polonais qui les transmirent à leurs alliés français et anglais. Seuls les Français réussirent à décrypter 141 messages d'Enigma entre fin octobre 1939 et mai-juin 1940 qui marqua la chute de la France. Par la suite, plus de 15 000 messages seront décryptés durant la guerre par les Anglais. [Anthony Cave Brown, *La guerre secrète*. Pygmalion-G. Watelet, 2003]

alarmant. En 1939, elles ne représentaient que 8% du total anglais, mais les années 1940 passèrent à 24% et elles devaient encore augmenter. Les commandes d'acier en 1940 s'élevaient à environ 13 millions de livres sterling, mais au milieu de l'année, un total de plus de 100 millions de livres sterling était déjà prévu pour 1941. Lorsque la France s'effondra, l'Angleterre reprit à son compte toutes les commandes que son alliée avait passées aux États-Unis, augmentant encore la pression. En juillet, les Services du Trésor pensaient que les actifs de l'Angleterre pourraient durer environ un an de plus, jusqu'au début de l'été 1941.

Bien qu'un soutien américain sans précédent et illimité ait été considéré à Londres, dès mai 1940, comme essentiel à la survie de l'Angleterre, le gouvernement restait indécis sur la façon d'approcher les Américains et ne savait pas à quelle réaction s'attendre lorsqu'ils le feraient. Churchill alerta Roosevelt, dès le 15 mai 1940, sur le problème financier imminent, dans son premier message en tant que Premier ministre. Il lui dit : "Nous continuerons à payer des dollars aussi longtemps que nous le pourrons, mais j'aimerais être raisonnablement certain que lorsque nous ne pourrons plus payer, vous nous livrerez tout de même le matériel."⁴⁹⁸ La réponse de Roosevelt ignora complètement le problème financier. À la mi-juillet, un haut-fonctionnaire du Trésor, Sir Frederick Phillips, fut envoyé à Washington, où il rencontra Henry Morgenthau, Secrétaire au Trésor, ainsi que le président Roosevelt. Son message était que l'Angleterre aurait besoin d'aide jusqu'à la fin de l'année pour vendre ses avoirs en titres américains, mais il leur signala qu'à partir du milieu de 1941, l'Angleterre n'aurait plus d'actifs et que des crédits importants seraient nécessaires. Morgenthau fit quelques suggestions sur la façon dont l'Angleterre pourrait améliorer sa situation, mais il resta vigilant sur les intérêts nationaux américains en lui conseillant la vente des actifs anglais en Amérique du Sud, sachant que les Américains pourraient les acheter à des prix susceptibles d'être cassés. Phillips annonça à son retour à Londres que les Américains ne seraient pas disposés à fournir de crédits à grande échelle tant qu'ils ne seraient pas convaincus que nos ressources existantes étaient en fait épuisées ou proches de l'épuisement. Lorsqu'il rencontra Roosevelt le

⁴⁹⁸ Cabinet du Premier Ministre, 3/468 (15.5.40)

17 juillet, Phillips rapporta que le président n' *avait rien dit qui puisse être considéré comme un engagement* et que les États-Unis n'étaient pas prêts à faire de promesses maintenant.⁴⁹⁹ Phillips fut invité à revenir pour de nouvelles discussions à la fin de l'automne, c'est-à-dire après l'élection présidentielle américaine au début du mois de novembre. Les Anglais n'avaient pas fait grand-chose d'autre que d'alerter le gouvernement américain sur le problème qu'ils devraient résoudre dans les quelques mois à venir. Pendant ce temps, l'Angleterre, sans garantie d'aide, continua et agit en supposant que les États-Unis viendraient à son secours à temps.

Presque immédiatement après la visite de Phillips aux États-Unis, la situation financière de l'Angleterre se détériora fortement. Entre la mi-juillet et la mi-août, les réserves d'or et de dollars chutèrent de 80 millions de livres sterling, ne laissant en dépôt que 300 millions de livres sterling, ainsi qu'environ 200 millions de livres sterling en titres et placements. À ce rythme, il était douteux que l'Angleterre disposât de suffisamment d'actifs pour tenir jusqu'à la fin de l'année 1940, lorsque les Américains pourraient être en mesure d'agir. L'avenir de l'Angleterre dépendait désormais du résultat de l'élection présidentielle. Le chancelier de l'Échiquier, Kingsley Wood, déclara au Cabinet de Guerre dans la troisième semaine d'août : « Nous sommes confrontés aux problèmes pratiques immédiats de tenir jusqu'en novembre, dans le cas d'une victoire des Démocrates, ou jusqu'après le 20 janvier, lorsque le nouveau président prendra ses fonctions, dans le cas d'une victoire des Républicains.⁵⁰⁰ Kingsley Wood doutait *beaucoup que les actifs anglais puissent durer assez longtemps*. Les ministres décidèrent qu'ils n'avaient pas d'autre choix que d'attendre et d'espérer que les secours essentiels des Américains se matérialiserait à temps.

Malgré la crise financière croissante, le Cabinet de Guerre dut décider, au début du mois de septembre, des commandes d'avions à passer aux États-Unis. Beaverbrook, en tant que ministre de la Production aéronautique, propose deux projets : le premier pour la production

⁴⁹⁹ Ministère des affaires extérieures 371/25209

⁵⁰⁰ Bureau du Cabinet, 66/11, WP (40) 324 (21.8.40)

américaine de 1250 avions par mois et le second pour 3000 par mois. Bien que les coûts initiaux jusqu'à la fin de 1940 soient similaires, le plus petit projet impliquerait finalement des dépenses de 300 millions de livres par an en dollars, et le projet le plus important de 800 millions de livres sterling. L'Angleterre n'avait pas les moyens de financer l'une ou l'autre de ces options, même si les avions étaient essentiels pour ne pas perdre la guerre. Comme l'a expliqué Kingsley Wood : "Il n'y a aucune chance que nous disposions des dollars nécessaires pour payer ces sommes, ni que nous puissions un jour rembourser ces montants, si les États-Unis nous les prêtent. "Même la dépense des 75 millions de livres sterling nécessaires d'ici décembre rendrait douteux le fait que nous puissions tenir jusqu'à l'année civile en cours.⁵⁰¹ Le 6 septembre, le Cabinet de Guerre décida d'aller de l'avant avec le projet plus important et plus coûteux, au motif que quoi qu'il arrive, l'Angleterre ne pourrait pas payer et que, dans l'intervalle, la commande pourrait augmenter la pression de l'industrie américaine pour que le gouvernement renfloue l'Angleterre. À ce stade, le seul coût immédiat que le gouvernement anglais pouvait évaluer était l'intérêt de la dette qui ne cessait d'augmenter. Après un peu plus d'un an de guerre, les commandes aux États-Unis s'élevaient à 10 milliards de dollars —bien au-delà des dettes contractées pendant toute la Première Guerre mondiale— et il n'y avait aucune réserve pour payer ces énormes factures.⁵⁰² Le Cabinet de Guerre savait qu'il y aurait un prix à payer pour l'aide américaine, mais il n'avait aucun moyen de savoir quel serait ce prix :

"Il était maintenant assez largement reconnu aux États-Unis qu'il n'y avait aucune perspective que nous trouvions un jour suffisamment de dollars pour rembourser les sommes colossales pour lesquelles nous devenions endettés envers eux... Nous n'avions aucune connaissance des conditions que les États-Unis étaient susceptibles d'attacher aux crédits que, supposons-nous, ils étaient sur le point de nous octroyer.⁵⁰³

⁵⁰¹ Ibid., WP (40) 354 (3.9.40), WP (40) 355 (4.9.40)

⁵⁰² Certains Anglais, plus avisés, ont dû regretter de ne pas avoir aidé davantage les Français lors de l'invasion allemande, plutôt que d'avoir lésiné sur leur aide dans les combats. [NdT]

⁵⁰³ Bureau du Cabinet, 65/15, WM (40) 244^e; Conclusions (6.9.40)

L'un des problèmes auxquels les Anglais étaient confrontés était que Roosevelt et ses conseillers prenaient l'Empire britannique au pied de la lettre. Ils croyaient qu'un pays qui contrôlait un quart du monde devait avoir les ressources nécessaires [cachées], et ils ne pouvaient tout simplement pas croire que l'Angleterre était sur le point de s'effondrer comme un château de cartes. Même lorsque l'effondrement se produisit, beaucoup au sein du gouvernement américain étaient convaincus que l'Angleterre devait dissimuler des ressources-clés afin d'obtenir de l'aide gratuite.⁵⁰⁴ L'ampleur des illusions américaines sur l'Angleterre peut être jugée par le fait qu'à la fin des années 1930, Roosevelt pensait que l'Angleterre avait des actifs d'une valeur d'au moins 7 milliards de dollars aux États-Unis, soit environ *dix fois le chiffre réel*. *Cette croyance en la "puissance britannique" eu la vie dure. Vers la fin de septembre 1940, Lord Lothian, ambassadeur à Washington, s'inquiétait de ce que les Américains n'avaient pas encore compris l'ampleur des problèmes auxquels l'Angleterre était confrontée ou les conséquences effroyables de l'absence de sauvetage américain.* Il rapporta : "L'opinion publique ici n'a pas encore compris qu'elle devra prendre des décisions de grande portée pour nous financer et nous approvisionner et peut-être encore plus graves au printemps ou à l'été prochain, à moins qu'elle ne prenne la responsabilité de nous forcer à faire un compromis de paix."⁵⁰⁵

Mais les Anglais aussi avaient beaucoup d'illusions. La pire était que l'élection présidentielle du 5 novembre résoudrait rapidement tous les problèmes en suspens. La Trésorerie supposait que des masses de crédits seraient octroyées à l'Angleterre dans les quinze jours suivant l'élection, et Churchill, avec de nombreux autres ministres de haut-rang, pensait que les États-Unis entreraient rapidement en guerre. Les Anglais accordèrent trop d'attention à ce que Roosevelt laissait croire, qui ne visait qu'à maintenir leur moral, et ils ne prêtèrent pas assez

⁵⁰⁴ Ils se basaient sans doute sur le fait que le Gouvernement de Londres mentait sur les besoins réels en nombre d'avions de chasse pour éviter de les envoyer sur le continent aider l'Armée française à résister à la pression de l'invasion germanique. [NdT]

⁵⁰⁵ Ministère Extérieur, 371/24246 (21.9.40). L'illusion de puissance, solidement entretenue par les Anglais, se retournait désormais contre eux. Et Clive Ponting rejette la responsabilité de la non assistance sur les Américains.

d'attention au peu d'effort qu'il était prêt à entreprendre. L'incompréhension des Anglais de ce qui était encore, en 1940, le monde clos de la politique intérieure américaine était presque totale. Ils supposèrent, à tort, que, si Roosevelt était réélu, il aurait une majorité au Congrès pour faire ce qu'il voulait. La réélection de Roosevelt par une majorité populaire de 5 millions de voix et un vote du collège électoral de 449 voix contre 82 s'est révélée une grande déception pour les Anglais, car rien ne s'est passé comme prévu. Aucun secours n'a été affecté à résoudre les problèmes de l'Angleterre ; en effet, la majeure partie des politiciens de Washington était en vacances pour le reste du mois de novembre, pour se remettre de la fatigue de la campagne électorale. À quelques semaines de l'effondrement financier, les Anglais estimèrent qu'ils devaient prendre des mesures pour faire comprendre aux Américains l'urgence de leur situation critique.

Lord Lothian était retourné à Londres au début de novembre pour diverses consultations sur la politique future. Pendant son séjour au pays, il convainquit Churchill que la seule façon de faire bouger les Américains était que le Premier ministre écrive à Roosevelt, et lui expose toute la gravité de la situation de son pays. La première tentative produite par Lord Lothian, le 12 novembre, était sans nuance sur la situation critique et les conséquences d'un refus américain :

"Ce n'est qu'une question de semaines avant que les ressources dont nous disposons pour payer nos besoins, et les munitions commandées aux États-Unis, ne soient épuisées. À moins que nous ne puissions obtenir un secours financier des États-Unis à *grande échelle*, il est évident que notre capacité à poursuivre la guerre sur la base actuelle va brusquement prendre fin."⁵⁰⁶

C'était trop brutal pour Churchill. Le 8 décembre, lorsque la lettre, décrite par Churchill comme l'une des plus importantes qu'il n'ait jamais écrites, fut finalement envoyée à Roosevelt, elle avait été modifiée dans le ton et l'équilibre, mais le message de base restait le même. Plus de la moitié de la lettre se concentrait désormais sur les

⁵⁰⁶ Cabinet du Premier Ministre, 3/486/1

problèmes d'expédition, et seulement 400 mots à la fin traitaient du financement de la guerre. *Dans l'ensemble, il s'agissait d'un catalogue lugubre des insuffisances anglaises*, que Churchill essaya de déguiser sous le voile de *l'identité des intérêts anglais et américains* et de *l'objectif commun*. Il avertit Roosevelt de ce que, sans la marine marchande américaine, sans les escortes navales et les patrouilles à travers l'Atlantique, les routes d'approvisionnement vers le Royaume-Uni et d'autres fronts ne pourront pas être maintenues ouvertes, et que sans le matériel américain, en particulier les avions, l'Angleterre ne pourra ni s'armer ni armer ses alliés. Se tournant enfin vers le financement, il souligna que la valeur des commandes anglaises aux États-Unis "dépassaient maintes fois la totalité des ressources totales réservées aux échanges internationaux, qui restaient dans les coffres-forts de l'Angleterre. Le moment approchait où nous ne serons plus en mesure de payer comptant les frais d'expédition et autres matériels." Churchill fit valoir qu'il ne serait pas moralement juste de dépouiller l'Angleterre de tous ses actifs vendables et qu'il ne serait pas dans l'intérêt des États-Unis de le faire, s'ils voulaient retrouver un monde stabilisé à l'issue de la guerre. La lettre se terminait par l'idée que *l'Angleterre se plaçait entre les mains des Américains pour résoudre ces problèmes fondamentaux*.⁵⁰⁷ Le message de cette lettre de supplication fut exprimé plus succinctement par Lord Lothian à son retour aux États-Unis à la fin du mois de novembre, lorsqu'il déclara aux journalistes : "Écoutez, les gars, l'Angleterre est fauchée ! C'est votre argent qu'il nous faut !" (une indiscretion pour laquelle il fut réprimandé plus tard par Churchill).

La lettre de Churchill fut la première déclaration complète et sans fard, destinée aux Américains pour leur exposer la grave crise à laquelle l'Angleterre faisait face. Les allusions anglaises envoyées précédemment pour les alerter d'une menace imminente d'effondrement n'avaient pas eu l'effet escompté. En novembre, Roosevelt pensait que l'Angleterre avait encore des actifs d'environ 2 milliards de dollars placés aux États-Unis, qui pouvaient encore être vendus sur le marché des obligations, et que, de ce fait, tout problème financier ne pourrait surgir avant six mois au moins. Le Trésor américain avait la même opi-

⁵⁰⁷ Bureau du Cabinet des Ministres, 66/13, WP (40) 466 (8.12.40)

nion [erronée]. Désormais, le tournant crucial des relations anglo-américaines était arrivé. Le jeu de cartes de l'Angleterre était étalé sur la table : ce pays n'avait plus le pouvoir de poursuivre la guerre ou de maintenir son indépendance sans assistance. Les États-Unis, qui comptaient toujours sur l'Angleterre pour rester dans la guerre en attendant que leur propre programme de réarmement soit achevé, devaient décider s'ils comptaient porter secours à l'Angleterre.

Les États-Unis réalisèrent très rapidement leur nouvelle puissance ainsi que la dépendance de l'Angleterre vis-à-vis d'eux. Un responsable de l'ambassade américaine à Londres envoya à Washington son évaluation de la situation juste après le message de Churchill à Roosevelt :

"Bon gré mal gré, les États-Unis tiennent une extrémité de la Balance du Destin sur laquelle s'équilibre précairement l'avenir de l'Empire britannique... Le gouvernement anglais est conscient qu'il n'est pas en mesure de résister aux demandes de contrepartie des États-Unis... Les Anglais ne sont pas disposés à donner... Mais il n'en reste pas moins qu'en dernière analyse, ils tiendront et réussiront."⁵⁰⁸

Les Anglais renvoyèrent Sir Frederick Phillips à Washington au début de décembre pour négocier les termes de l'aide américaine avec Morgenthau. Ils décidèrent d'essayer d'atteindre un certain nombre d'objectifs au cours des pourparlers.⁵⁰⁹ Ils voulaient que les États-Unis financent tous les achats de guerre anglais à partir du 1^{er} janvier 1941, *sous forme de dons plutôt que de prêts remboursables*. Le Royaume-Uni devait conserver une réserve d'or minimale de 150 millions de livres sterling pour stabiliser la *zone sterling*, et enfin, les pressions américaines pour forcer l'Angleterre à vendre ses actifs à l'étranger devaient être contrecarrées. Compte tenu de la faiblesse de la position de négociation de l'Angleterre, il s'agissait d'un ensemble d'objectifs totalement irréalistes, et en fait un seul fut accordé — *l'utilisation de*

⁵⁰⁸ D. Reynolds, op cit, p.93 (Télégramme 13.12.40) Certaines parties son ambiguës.

⁵⁰⁹ T 160/1051 (31.10.40)

*dons plutôt que de prêts*⁵¹⁰ — et cela uniquement parce que les États-Unis voulaient éviter une répétition de l'acrimonie créée par le remboursement des prêts de guerre qui avait suivi la Première Guerre mondiale.

Lorsque les pourparlers commencèrent le 10 décembre 1940, Sir Frederick Phillips constata rapidement que l'Angleterre ne pourrait pas négocier et que les États-Unis décideraient des conditions de leur aide. C'était une leçon qui devait encore être douloureusement apprise à Londres. Henry Morgenthau, Secrétaire au Trésor des États-Unis, n'aimait pas l'attitude anglaise qui essayait de dicter les termes de l'aide américaine, et Sir Phillips dut transmettre son message quelque peu équivoque et pas tout à fait rassurant selon lequel : "*Monsieur Churchill doit se mettre entre les mains de Monsieur Roosevelt avec une confiance totale ; s'il lui accorde sa confiance, il ne le trouvera pas d'humeur à négocier.*"⁵¹¹ Roosevelt n'était certainement pas d'humeur à négocier. Il était déterminé à fixer les conditions américaines pour secourir l'Angleterre. Au début, Morgenthau exigea un état complet de la situation financière de l'Angleterre et de tous ses actifs, y compris les placements ultramarins, qui seraient susceptibles d'être achetés par les Américains. *Toutes les subtilités de la rédaction du texte qui préoccupaient encore les Britanniques, un mois auparavant, n'étaient plus pertinentes.*⁵¹² Les Américains voulaient examiner le bilan de l'Angleterre et tirer leurs propres conclusions. Phillips ne pouvait que conseiller à Londres de se conformer en *des termes* qui résumaient la nouvelle structure de puissance entre l'Angleterre et les États-Unis : "Ce devrait être à eux de nous permettre de garder nos actifs, pas à nous de les retenir."⁵¹³

⁵¹⁰ En réalité, les dons sont plus vassalisants et contraignants que les prêts qui peuvent être remboursés donc libérateurs. L'Angleterre est ainsi devenue un pays client [*a Client State* nous dit Ponting au dernier chapitre], obligé d'acheter les produits du pays suzerain, de guerroyer sous ses ordres, et de lui obéir au doigt et à l'œil. [NdT]

⁵¹¹ Ministère extérieur, 371/25209 (10.12.40)

⁵¹² Les politiciens anglais, en principe maîtres *ès* langue anglaise, avaient espéré circonvenir les Américains, considérés comme riches mais béotiens, en jouant sur les expressions lexicales. Un diction anglais dit : *Un Canadien est un Anglais mal élevé ; un Américain est un Canadien mal élevé ; un Australien est un Américain mal élevé.* [NdT]

⁵¹³ Ibid.

L'Administration américaine décida rapidement de la manière de réagir, mais les secours eux-mêmes n'arrivèrent que trois mois plus tard. Lors d'une conférence de presse, le 17 décembre 1940, utilisant une métaphore très visuelle d'un homme prêtant un tuyau d'arrosage à son voisin pour éteindre un incendie et le récupérant une fois l'urgence terminée, Roosevelt exposa son idée du *prêt-bail* pour approvisionner l'Angleterre. Après la période de Noël, dans une allocution radiophonique à la nation, il plaça cette aide américaine dans le contexte du *nouveau rôle mondial de l'Amérique*, parlant des États-Unis comme de *l'Arsenal de la Démocratie*. Bien que les Anglais, soulagés qu'un moyen ait pu être trouvé pour maintenir leur survie, accueillirent favorablement les idées générales de Roosevelt comme la meilleure solution à leurs problèmes, ils ne furent pas consultés sur les intentions des Américains, autre signe du *nouvel* équilibre des forces entre les deux nations. Roosevelt ne répondit jamais à la longue lettre de Churchill du 8 décembre, et il n'y eut *aucune discussion bilatérale* ni sur le contenu du projet de loi sur le Prêt-Bail à présenter au Congrès ni sur les conditions détaillées de l'aide américaine. Les États-Unis décidèrent tout simplement *unilatéralement* de ce qu'ils étaient prêts à faire. Le Projet de Loi 1776, intitulé *An act to promote the defense of the United States*, fut numéroté 1776 (date de la Déclaration d'indépendance) comme un camouflet délibéré à l'Angleterre et un symbole de leur nouvelle relation, ne fut publié qu'au début de janvier 1941. L'Angleterre dut ensuite attendre, impuissante sur la ligne de touche, pendant que le Congrès passait les deux mois suivants en audiences. *Le prêt-bail* fut finalement promulgué le 11 mars 1941.

La période entre décembre 1940 et mars 1941 fut un cycle d'humiliation pour l'Angleterre. Son effondrement en tant que grande puissance fut révélé au public américain (l'Administration américaine insista pour que soit rendue publique une déclaration complète de la situation financière de l'Angleterre)⁵¹⁴ et le destin de ce pays dépendit de l'adoption de la législation américaine. Dans les coulisses, se déroulèrent plusieurs rencontres douloureuses avec des responsables améri-

⁵¹⁴ Ce fut une humiliation délibérée pour ce pays si obsédé par la dissimulation de ses faiblesses et par l'illusion de grandeur. [NdT]

cains, alors que le gouvernement anglais cherchait à s'attaquer à trois problèmes cruciaux qui n'avaient pas été résolus par la décision américaine de sauver l'Angleterre. Combien d'actifs anglais devraient être vendus? Qu'advierait-il des commandes britanniques passées avant que le Projet de Loi sur le Prêt-Nail ne devienne loi ? et comment ces commandes devaient-elles être payées? Dans chaque cas, les Britanniques se retrouvaient incapables de faire autre chose que de répondre favorablement aux demandes américaines.

Tout au long du mois de décembre, l'Amérique maintint la pression sur l'Angleterre pour qu'elle vende ses obligations afin de payer ses commandes militaires. Les Américains étaient intéressés par les placements d'Amérique latine et du Canada, où les entreprises américaines pourraient acquérir des parts de sociétés à bas prix. À la mi-janvier, le gouvernement américain commençait à comprendre que les Anglais ne possédaient presque plus de placements actifs. Comme Roosevelt l'exprima à un membre de son Cabinet : *"Nous avons trait la vache financière anglaise qui avait beaucoup de lait à un moment donné, mais qui est maintenant sur le point de s'assécher."*⁵¹⁵ Malgré tout cela, le gouvernement américain exigea une assurance, une garantie que tous les placements anglais dans l'économie américaine seraient échangés contre l'aide américaine. Lorsque l'Angleterre s'avisa de refuser de donner cette garantie, Henry Morgenthau, convaincu qu'un tel accord était essentiel pour des raisons de politique intérieure, l'annonça simplement au Congrès à la mi-janvier 1941 :

"Ils ont accepté de vendre durant les douze prochains mois chaque dollar en propriété, en biens immobiliers ou en titres de placement que tout citoyen anglais possède aux États-Unis, afin de lever des fonds pour payer les commandes déjà passées ; ils vont tout vendre - chaque dollar."

[En dépit de leurs engagements,] les Anglais tergiversaient encore à vendre leurs derniers actifs. Alors, le 10 mars, Henry Morgenthau lança un ultimatum à Lord Halifax, l'ambassadeur anglais à Washington. Une importante société commerciale devait être vendue dans la

⁵¹⁵ Journal d'Ickes, op. cit., 19-01-41

semaine par les Anglais afin de démontrer leur bonne foi. L'Angleterre n'eut pas d'autre choix que d'obéir et de vendre l'*American Viscose Corporation*, une filiale de la société anglaise *Courtaulds*, le plus grand Groupe anglais restant encore aux États-Unis. En raison des termes de l'ultimatum de Henry Morgenthau, l'*AVC* fut achetée par un consortium américain à la moitié de sa valeur marchande.

Bien que le projet de loi Prêt-Bail (Lend-Lease) ait repris toutes les commandes anglaises existant aux États-Unis (qui s'élevaient à environ 10 milliards de dollars)⁵¹⁶ les Anglais voulaient également que les États-Unis assument la responsabilité de tous leurs paiements après le 1^{er} janvier 1941. Roosevelt refusa toujours. Sa position inaltérable était que les États-Unis ne pouvaient effectuer aucun paiement tant que le Projet de Loi sur le Prêt-Bail n'était pas adopté. Le problème était que l'Angleterre n'avait presque plus d'argent pour payer les commandes existantes pendant cette période intermédiaire. Morgenthau, désormais certain des difficultés financières de l'Angleterre, refusa d'autoriser toute nouvelle commande après le 19 décembre. Mais ce veto ne régla pas le problème du paiement des commandes déjà passées. À la fin de l'année 1940, les Anglais annoncèrent aux Américains qu'au moins 540 millions de dollars étaient dus avant le 1^{er} mars, mais qu'ils disposaient de moins de la moitié de cette somme et d'une partie de ce qui serait nécessaire pour les commandes passées en dehors des États-Unis. Le *défaut de paiement* des Anglais sur leurs contrats semblait l'issue la plus probable en raison du temps nécessaire pour adopter le Projet de Loi Lend-Lease. Les deux gouvernements voulaient éviter un tel désastre. Tout ce que les Anglais pouvaient faire était de proposer diverses idées en vertu desquelles le gouvernement américain pourrait avancer les sommes nécessaires. À la mi-janvier, Roosevelt accepta que le gouvernement américain prenne en charge le financement des nouvelles usines d'armement en construction pour fournir les commandes aux Anglais. Mais le revers de la médaille de cet accord était que l'Angleterre était obligée de ne passer des commandes que pour des équipements répondant aux spécifications américaines et non aux siennes. De cette façon, Roosevelt put justifier la dépense comme étant destinée à la défense des

⁵¹⁶ Des dollars de 1940, à multiplier par 21 pour l'équivalent 2024, soit 200 milliards. [NdT]

États-Unis. La crise financière continua de s'aggraver et Morgenthau dut finalement intervenir à la fin du mois de janvier et prendre le contrôle de toutes les commandes d'armes britanniques. Il limita unilatéralement l'Angleterre à ne pas dépenser plus de 35 millions de dollars par semaine jusqu'à ce que le Projet de Loi sur le Prêt-Bail devienne loi.

Parallèlement à ces mesures unilatérales américaines, l'Angleterre cherchait toujours désespérément d'autres moyens d'éviter le défaut de paiement de ses contrats américains. Pour ce faire, il était nécessaire de *fouiller les voutes* de ses réserves d'or et de dollars restantes, *et celles de ses alliés*. En octobre 1940, le gouvernement tchèque en exil prêta 7,5 millions de livres sterling-or à l'Angleterre afin de financer des achats aux États-Unis, un geste noble puisque l'Angleterre ne reconnaissait pas le gouvernement tchèque comme légitime. Au début de 1941, les Canadiens commencèrent à vendre les placements anglais dans leur pays afin de défrayer le coût des marchandises commandées par l'Angleterre aux États-Unis. Les gouvernements néerlandais et norvégien réfugiés à Londres refusèrent de prêter de l'or à l'Angleterre, malgré les appels quémandeurs [begging appeals = appels mendiants]. Finalement, ce fut un prêt du Gouvernement belge à Londres, de 60 millions de livres sterling-or, qui a évité le désastre, le 4 février 1941. Sans ces prêts, l'Angleterre aurait fait défaut sur ses paiements aux États-Unis, car au début de 1941, il lui restait moins de 3 millions de livres sterling dans ses réserves d'or et de dollars. C'était aussi proche de la faillite que de savoir comment il était possible de s'en sortir sans défaut de paiement.

Le moment le plus dramatique de la crise financière eut lieu à la fin de décembre 1940, lorsque *les derniers avoirs en or de l'Angleterre furent confisqués par les États-Unis dans le cadre d'une opération secrète*. Le 23 décembre, Roosevelt informa les Anglais qu'un navire de guerre américain avait déjà été envoyé au Cap-de-Bonne-Espérance pour récupérer 50 millions de guinées d'or, les derniers actifs tangibles que l'Angleterre y cachait. Le gouvernement anglais voulu d'abord protester contre la manière autoritaire dont les États-Unis agissaient mais, après réflexion, il décida qu'il ne pouvait qu'acquiescer. Churchill alla jusqu'à rédiger un télégramme à Roosevelt se plaignant (à juste titre)

que l'attitude des États-Unis ressemblait à celle d'un *shérif rassemblant les derniers biens d'un débiteur ruiné*, mais l'ambassade à Washington le persuada de ne pas l'envoyer.⁵¹⁷

Lorsque la production sud-africaine [d'or et de diamants] devint disponible en mars 1941, les États-Unis envoyèrent un autre navire de guerre pour la récupérer également. Les Britanniques n'en furent informés qu'après le passage du navire de guerre, et bien que les Anglais dirent qu'ils avaient prévu de payer les autres commandes extérieures aux États-Unis avec ces sommes, ils n'eurent d'autre choix que d'accepter l'interception américaine et de rendre gorge.

En tant que nation en faillite, l'Angleterre dut apprendre la dure leçon selon laquelle les États-Unis dicteraient les conditions dans lesquelles ils étaient prêts à fournir de l'aide sans se soucier de l'orgueil blessé des autres. L'Angleterre fut sauvée de l'effondrement financier complet, de l'incapacité de poursuivre la guerre et de l'humiliation de la recherche d'une paix compromise uniquement par l'intervention américaine. Les États-Unis ont apporté une aide rapide et généreuse, car il était dans leur intérêt national de le faire. Plus l'Angleterre pouvait continuer à se battre, plus les États-Unis avaient de temps pour terminer leur propre préparation. Les commandes d'armes anglaises ont également joué un rôle inestimable dans la mobilisation de l'économie américaine et dans sa conversion en production de guerre. Le Prêt-Bail était simplement un moyen de s'assurer que ce processus se poursuivrait. C'était, au moment du projet de loi, un *acte visant à promouvoir la défense des États-Unis*.

Les crises financières de la fin de 1940 marquèrent la fin du Royaume Uni en tant que puissance indépendante. Une telle crise avait été prévue avant la guerre comme une possibilité distincte par le gouvernement, et attendue, tôt ou tard, par le Cabinet de Guerre à partir du début de 1940, car la tentative de l'Angleterre de mener une guerre pour la survie nationale s'avérerait trop forte pour ses faibles ressources. Malgré cela, le processus d'adaptation au statut de vassal en tant que

⁵¹⁷ Certes les États-Unis et l'Angleterre parlent presque la même langue, mais la majorité dominante aux États-Unis est pour l'instant germanique et non anglaise. Elle sera bientôt hispanique. D'autres part, les Américains instruits se souviennent des 10 000 prisonniers de guerre américains morts de faim et de torture dans les pontons anglais de New-York et de Portsmouth durant la Révolution américaine. Se présenter comme un peuple frère laisse un peu rêveur. [NdT]

nation-cliente des États-Unis a été douloureux. En public, la dure réalité de la relation fut soigneusement *déguisée par des paroles sur les objectifs communs des Peuples de langue anglaise*. Même dans les couloirs du pouvoir, les décideurs politiques anglais ont pris du temps et ont eu du mal à accepter qu'ils ne pouvaient plus exiger quoi que ce fut, mais seulement exécuter ce que les Américains exigeaient. L'année 1940 a marqué, à travers notre monde, la fuite décisive et finale de la puissance de l'Angleterre vers les États-Unis d'Amérique.

L'État Client ou Satellite

La grande réussite de l'Angleterre en 1940 fut de survivre. C'était fondamental, non seulement parce que cela a sauvé le pays des horreurs de la conquête nazie, mais aussi parce qu'en termes de grande stratégie militaire, cette survivance a préservé une tête-de-pont à partir de laquelle les armées Alliées ont pu, quelques années plus tard, envahir le continent européen et aider à anéantir l'Allemagne.

Le 8 février 1941, Winston Churchill souhaita créer un sentiment d'optimisme quant aux chances de l'Angleterre, non seulement au Royaume Uni, mais aussi aux États-Unis où le Projet de Loi sur le Prêt-Bail était encore en cours d'examen par le Congrès. Dans ce but, le Premier ministre anglais déclara: "*Donnez-nous les outils et nous finirons le job.*"⁵¹⁸ Mais le "job" était d'anéantir l'Allemagne, l'Italie, et vers la fin de l'année, le Japon aussi. C'était un haut-fait que l'Angleterre ne pouvait pas espérer faire seule, même avec l'aide américaine sous forme d'équipement militaire, de matières premières et de nourriture. Les facteurs qui permirent à l'Angleterre de survivre en 1940 (la construction d'un système de défense aérienne efficace par les gouvernements d'avant-guerre, les eaux de la Manche qui ont empêché Hitler de déployer une force militaire écrasante contre l'armée britannique épuisée, la Luftwaffe mal équipée et mal dirigée et, surtout, le sauvetage par les États-Unis) n'auraient pas suffi à apporter la victoire.

Malgré la triste satisfaction d'avoir survécu à la pire année de l'Histoire d'Angleterre, les perspectives à la fin de 1940 étaient celles d'une morosité presque intacte. Dans une évaluation de fin d'année, Cecil King du **DAILY MIRROR**, écrivit dans son journal intime qu'un gouvernement dominé par des hommes trop âgés n'avait aucune idée de la façon de gagner la guerre. Il s'attendait à ce que l'Angleterre soit vaincue, une défaite suivie d'un effondrement du système politique,

⁵¹⁸ C'était l'un de ses slogans magiques dont Churchill avait le secret, qui incrusta dans le cœur des Anglais l'illusion de la grandeur, du courage et de la persévérance. C'était ni plus ni moins que la Méthode Coué de La Châtaigneraie.[NdT]

comme cela s'était produit en France. D'autres n'abandonnaient pas tout espoir, mais même eux ne pouvaient pas envisager comment l'Angleterre allait gagner la guerre. Sir Alexander Cadogan écrivit dans son journal, le dernier jour de 1940 : "Tout est contre nous, mais nous vivrons. Franchement, je ne vois pas comment nous allons gagner, mais je suis convaincu que nous ne perdrons pas."⁵¹⁹ Quelques mois plus tard, le Chef de l'État-Major Général Impérial, le général Dill, déclara à un Américain en visite, le général Arnold, que "en privé, il ne voyait aucun espoir de victoire en dehors d'un renouvellement de l'effondrement soudain et inattendu du moral qui submergea l'Allemagne en 1918." À l'automne 1940, Churchill ne voyait pas non plus clairement le chemin de la victoire. Son Secrétaire particulier, John Colville, rapporta que Churchill avait dit à deux commandants supérieurs de la RAF qu'il "était sûr que nous allions gagner la guerre, mais il a avoué qu'il ne voyait pas clairement comment cela allait être réalisé."⁵²⁰

Les États-Unis restaient la clé des espoirs anglais de salut et de victoire ultimes. L'argument le plus fort de Churchill pour continuer à se battre à l'été 1940 avait été l'attente d'une entrée en guerre américaine, *même s'il supposait avec confiance qu'elle ne pourrait pas arriver plus tard qu'après l'élection présidentielle de novembre*.⁵²¹ À la fin de 1940, cependant, il était clair que ces attentes n'étaient pas fondées. Les États-Unis pouvaient fournir une aide à grande échelle, mais une déclaration de guerre semblait encore lointaine. Les Anglais n'avaient donc pas d'autre choix que de lutter vers ce qui semblait un avenir très sombre.

En l'absence d'alliés et avec peu de puissance militaire, l'Angleterre n'avait d'autre choix que d'adopter *une stratégie indirecte*⁵²² visant à affaiblir l'Allemagne plutôt qu'à vaincre les forces allemandes sur le champ de bataille. Malgré tous les efforts déployés au cours de l'année 1940 pour stimuler la production d'armement, l'écart

⁵¹⁹ Cadogan, op cit, p.346 (31.12.40)

⁵²⁰ Colville, sur cit, (13.10.40)

⁵²¹ Phrase paradoxale. La logique serait : "elle ne pourrait pas arriver plus tôt qu'après les élections" [NdT]

⁵²² Stratégie similaire à celle des Anglais durant le Premier Empire français. Ils se battaient en périphérie (en Espagne, au Portugal, en Corse, en Sicile...) contre des Armées françaises secondaires, tandis que les autres nations européennes soutenaient la guerre contre Napoléon lui-même en Europe centrale. Durant la Deuxième Guerre mondiale, les Américains commencèrent aussi en Afrique du Nord, tandis que les Russes fournissaient l'effort principal en Europe centrale. [NdT]

entre les deux puissances resta énorme. Par exemple, à la fin de 1940, la capacité sidérurgique anglaise était de 18 000 000 de tonnes par an, alors que l'Allemagne contrôlait une production de 212000 000 de tonnes. Bien que la perspective d'importants approvisionnements américains par le biais du Prêt-Bail puisse compenser certaines des insuffisances financières et industrielles de l'Angleterre, l'Angleterre ne pouvait pas déployer de grandes forces militaires. Churchill dit à Roosevelt en décembre 1940 que l'Angleterre était incapable d'égaler les immenses armées allemandes sur n'importe quel théâtre où leur puissance principale pouvait être mise à contribution.⁵²³ En effet, jusqu'à la fin de 1942, l'armée anglaise n'a jamais combattu à la fois plus de quatre faibles⁵²⁴ divisions allemandes sur un total de plus de 200.

La stratégie indirecte de l'Angleterre, adoptée à l'été 1940 après l'armistice de la France, comportait trois éléments principaux : la pression *économique*, les *bombardements* et la *subversion*. L'arme alliée la plus efficace de la Première Guerre mondiale avait été le blocus économique, qui avait considérablement réduit le niveau de matières premières et de nourriture disponibles pour l'Allemagne. Mais en 1940, l'Allemagne contrôlait une si grande partie de l'Europe et donc ses ressources économiques que le blocus n'était plus une arme puissante. Les bloquages établis en 1939 furent pourtant maintenus dans l'espoir qu'ils pourraient avoir un effet même marginal. Churchill admit en présence de Lord Beaverbrook *la futilité de ce blocus au début de juillet 1940* : *"Nous n'avons pas d'armée continentale qui puisse vaincre la puissance militaire allemande. Le blocus est brisé..."* Il ajouta que l'Angleterre serait incapable d'empêcher Hitler de se tourner vers l'est et de conquérir encore plus de territoire. Il croyait que le seul espoir possible était la campagne de bombardement massif sur l'Allemagne, sans laquelle il admit franchement : *"Je ne vois pas d'autre solution."*⁵²⁵ Il était également enthousiaste, durant l'été 1940, quant aux résultats probants d'une campagne de subversion et de résistance. Les Anglais ne pouvaient qu'espérer qu'une combinaison de ces trois éléments rendrait

⁵²³ Bureau du Cabinet, 66/13, WP (40) 466 (8.12.40). Surtout sans décréter une mobilisation générale et totale des hommes valides. [NdT]

⁵²⁴ Faibles = en sous-effectifs. [NdT]

⁵²⁵ M. Gilbert, op. cit., p. 655-6

difficile à l'Allemagne le contrôler de l'Europe occupée et mettrait de plus en plus de pression sur l'économie allemande, conduisant à un effondrement économique et politique. Cela serait suivi d'une ré-invasion relativement facile du continent, par une armée anglaise numériquement inférieure, et d'une victoire finale. *La plupart des espoirs churchilliens quant à l'efficacité de cette stratégie étaient infondés.*

La croyance que l'économie allemande s'effondrerait découlait d'évaluations des services de renseignement faites avant la guerre. Ceux-ci supposaient qu'Hitler avait déjà pleinement mobilisé l'économie allemande pour la guerre dans les années 1930, qu'il n'y avait pas de capacité de réserve disponible et que les niveaux de production existants ne pouvaient pas être maintenus indéfiniment. Avec peu de nouveaux renseignements disponibles sur l'Allemagne, l'Angleterre s'en tint à cette appréciation tout au long de 1940 ; en effet, c'était l'un des arguments de Churchill pour continuer à se battre alors que la France tombait. Fin mai, le Ministère de la Guerre Économique considérait l'économie allemande comme très vulnérable : "Il était prévu de longue date... que l'Allemagne atteindrait sa puissance maximale en mai 1940. Mais même cette grande force sera fragilisée... en avril 1941, elle devrait être réduite à un million de tonnes de pétrole. C'était le chiffre indiquant la fin lors de la dernière guerre."⁵²⁶ Une estimation des services de renseignement envoyée au Premier ministre, au même moment, soulignait les pressions croissantes que la guerre imposait à la production et au moral des Allemands : "les difficultés s'y multiplient et les nazis sont terrifiés à l'idée de ne pas gagner la guerre cet été. Il y a une apathie générale en Allemagne, les pertes ont été lourdes, les pénuries de nourriture et de matières premières se font sentir, et la production de chars et d'avions diminue de 40 %."

C'est sur cette base que, lorsque Churchill demanda aux Chefs d'État-Major à la fin du mois de mai de considérer si l'Angleterre pouvait continuer la guerre avec une chance de succès, ils déclarèrent que

⁵²⁶ Journal de Dalton, p. 20 (24.5.40)

"sur le facteur économique reposait notre seul espoir de provoquer la chute de l'Allemagne."⁵²⁷

De telles hypothèses [erronées] créèrent de fausses estimations sur l'état réel des choses. L'économie allemande n'avait pas été préparée pour la guerre dans les années 1930, et Hitler devait poursuivre sa tentative de conquêtes par de courtes campagnes, en utilisant un minimum de ressources industrielles, jusqu'à ce que la défaite de Stalingrad, à la fin de 1942, force le début d'une mobilisation économique à grande échelle. Il ne pensait pas qu'il était nécessaire de se préparer à une longue guerre et était déterminé à essayer d'éviter que la production militaire n'interfère avec la consommation intérieure. En 1940, les dépenses de consommation étaient supérieures aux dépenses militaires, et le niveau de vie allemand devait rester supérieur à celui de l'Angleterre jusqu'en 1944.⁵²⁸ La production militaire a en fait été réduite en 1940 : la production de chars n'était que de 40 par mois (contre 2000 par mois en 1944). Le résultat de cette politique était que l'armée allemande restait une force délabrée et mal équipée. Sur les 150 divisions qui ont attaqué l'Union soviétique en juin 1941, seules 46 étaient entièrement équipées d'armes allemandes ; les autres manquaient d'équipement ou utilisaient des armes françaises, [anglaises] et tchèques capturées. Pendant la majeure partie de la guerre, il y eut donc beaucoup de capacités [inutilisées] disponibles dans l'économie allemande, ce qui rendait presque impossible pour l'Angleterre d'exercer une pression suffisante pour provoquer un effondrement de l'effort de guerre.

Les espoirs britanniques concernant la fragilité de l'économie allemande ont également été l'un des facteurs à l'origine de la décision, prise à l'été 1940, de se lancer dans l'offensive aérienne stratégique. La raison principale, cependant, était que c'était le seul moyen d'attaquer l'Allemagne, malgré les limites considérables de l'offensive. En 1940, la RAF ne disposait pas d'avions adéquats, et une nouvelle génération de bombardiers quadrimoteurs capables de transporter une charge impor-

⁵²⁷ Bureau du Cabinet, 66/7, WP (40) 168 (25.5.40). Toutes ces estimations paraissent si simplistes qu'on peut se demander comment il a été possible de baser la marche d'un pays sur de telles rêveries. [NdT]

⁵²⁸ Curieux commentaires lorsqu'on sait que les soldats allemands venus en garnison Paris en 1940 déclaraient qu'ils ne trouvaient rien en Allemagne en fait d'alimentation fine, d'alcools et d'objets de valeur. [NdT]

tante vers l'Allemagne ne serait pas opérationnelle avant près de deux ans. Le bombardement de jour n'était pas une opération réalisable face à une défense déterminée, comme la RAF l'a découvert dans les premiers jours de la guerre. (Ce fut une leçon qui a été ré-apprise par la Luftwaffe à l'été 1940 et par les États-Unis en 1942-43). Cette leçon força l'adoption des bombardements de nuit, et la RAF n'était pas entraînée et mal équipée pour faire face aux énormes difficultés de navigation et de recherche de cibles que cela impliquait. Elle n'eut pas de *visueur de bombardement* adéquat jusqu'en 1942, et leurs systèmes de guidage de navigation, trop primitifs étaient inefficaces. En août 1939, au cours d'un exercice d'entraînement soigneusement planifié, 40% des bombardiers impliqués n'ont pas pu trouver la *cible désignée*, en plein jour, dans une ville amie non-défendue par des avions de chasse, bien entendu. Compte tenu de ce niveau de compétence, il n'est pas surprenant que les vols de nuit se soient avérés encore plus imprécis. Les historiens officiels de l'offensive de bombardement ont été forcés d'admettre les contraintes fondamentales de la RAF : "Lorsque la guerre a éclaté en 1939, le Bomber Command n'était ni formé ni équipé pour pénétrer en territoire ennemi le jour, ou même pour trouver ses zones ciblées, et encore moins ses cibles, la nuit."⁵²⁹

Lorsque l'offensive aérienne commença en 1941, la seule politique réalisable était donc d'attaquer les villes allemandes, car c'étaient les seules cibles que la RAF avait la moindre chance de repérer. Le mieux que l'on puisse espérer était que, sous ces attaques, le moral des civils allemands ne finisse par craquer. Les premières étapes de l'offensive furent catastrophiques pour la RAF. En 1940 et 1941, plus de membres du personnel de la RAF que de civils allemands furent tués lors des attaques.⁵³⁰ L'une des raisons du faible niveau de pertes allemandes était la mauvaise navigation de la RAF. *Une enquête officielle en août 1941, révéla que 1/3 des avions envoyés n'ont attaqué aucune cible et que le meilleur tiers n'a réussi à larguer ses bombes que quelque part à moins de 8^{km} de la cible.*

⁵²⁹ C. Webster, et N. Frankland, L'offensive aérienne stratégique, Vol.1, p.125

⁵³⁰ Lors du débarquement de Normandie, les bombardements anglais et américains, effectués de trop haut en altitude (donc sans aucune précision) tuèrent 70 000 civils français. [NDT]

Au fil du temps, les techniques s'améliorèrent progressivement et l'entrée des États-Unis dans la campagne en 1942 augmenta le poids de l'offensive aérienne au-delà de tout ce que les Anglais auraient pu imaginer en 1940, mais néanmoins le bombardement stratégique contribua peu à la victoire finale. Il coûta à la RAF un total de 8000 avions et 50 000 morts, mais il ne réussit pas à nuire au moral des civils ou à réduire de manière significative la production industrielle allemande. En fait, la production de guerre allemande atteignit son apogée pendant l'offensive des bombardiers. Entre 1942 et 1944, la production de munitions allemande tripla, la production de chars quintupla. La production d'avions doubla également pour atteindre 40 000 en 1944 (50% de plus que le niveau anglais). L'enquête officielle alliée après la guerre estima que, dans l'ensemble, les Allemands avaient perdu un peu moins de 4% de leur capacité de production à cause de l'offensive de bombardement ; en 1945, la capacité allemande de production de machines-outils était en fait plus élevée qu'en 1939. La production s'est effondrée à la fin de 1944, uniquement parce que les armées alliées ont envahi les principales sources de matières premières allemandes. Les historiens officiels de l'offensive aérienne ont été contraints de conclure :

"Les bombardements en larges nappes contre les villes allemandes ne pouvaient être responsables que d'une partie très minime de la chute de la production allemande qui s'est produite au printemps de l'année 1945, et... en termes d'efforts de bombardement, c'était aussi un moyen très coûteux d'obtenir le résultat obtenu."⁵³¹

Les mêmes résultats décevants furent obtenus avec le troisième volet de la stratégie générale élaborée en 1940 pour tenter de gagner la guerre : *résistance* et *subversion*. À la fin du mois de mai, les Chefs d'État-Major identifièrent la subversion comme un élément-clé de la stratégie future du Royaume Uni et l'un des rares moyens disponibles pour saper la puissance allemande. Une organisation (Special Operations Executive) combinait des profils de MI-6 au Bureau de la Guerre. SOE, qui avait approfondi les techniques de subversion avant la guerre fut créée le 22 juillet par le Cabinet de Guerre pour gérer cette nouvelle forme de guerre. Churchill choisit Hugh Dalton, le Ministre Travailliste

⁵³¹ Ibid., vol.4, p.49

de la Guerre économique,⁵³² comme chef politique du SOE, principalement afin d'équilibrer le contrôle Conservateur du MI-5 et du MI-6.

Dalton adopta une vision audacieuse de ce que le SOE devait faire dans la conduite d'une guerre semi-terroriste :

"Nous devons organiser des réseaux dans les territoires occupés par l'ennemi, comparables à la structure du *Sinn Fein* en Irlande... Cette *"Internationale Démocratique"* doit utiliser de nombreuses méthodes différentes, y compris le sabotage industriel et militaire, l'agitation ouvrière et les grèves, la propagande continue, les actes terroristes contre les traîtres et les dirigeants allemands, le boycott et les émeutes.⁵³³

Churchill conseilla à Dalton de *mettre le feu à l'Europe*. Ils espéraient tous deux que les campagnes de subversion empêcheraient l'Allemagne de gouverner l'Europe et, dans le chaos qui s'ensuivrait, *l'Armée anglaise pourrait être en mesure d'envahir à nouveau le continent et de vaincre l'Allemagne !!* C'était un rêve désespérément optimiste pour un certain nombre de raisons. Les hommes choisis pour diriger la nouvelle équipe —Sir Frank Nelson,⁵³⁴ un ancien député Conservateur qui avait déménagé à la City, et Gladwyn Jebb, un diplomate— n'étaient pas les meilleurs choix pour organiser une campagne aussi peu orthodoxe et agressive. De plus, de nombreux gouvernements en exil à Londres étaient opposés à l'idée que les entreprises d'État sèment des troubles dans leur pays par crainte d'attirer des représailles contre la population civile. Le SOE eut aussi du mal à obtenir des autres services les ressources militaires nécessaires à une campagne à l'échelle de l'Europe. En outre, certaines restrictions politiques furent imposées à l'activité des entreprises d'État. Par exemple, aucun agent ne pouvait être largué en parachute dans la France-Libre de Vichy avant la prise de pouvoir par les Allemands en novembre 1942, en raison du désir de Londres et de Washington de maintenir de bonnes relations avec le gouvernement de Vichy. Mais petit à petit, le gouvernement anglais changea d'avis sur les avantages d'une Europe en état de révolte continue. Ils développèrent une préférence marquée pour les *armées secrètes* bien organisées comme en Yougoslavie ou en Pologne, et d'autres

⁵³² Edward Hugh John Neale Dalton (1887-1962), Baron Dalton. [NdT]

⁵³³ M.R.D. Foot, SOE, p.19

⁵³⁴ Sir Frank Nelson (1883-1966); Gladwyn Jebb, 1er baron Gladwyn (1900-1996). [NdT]

groupes de combat prêts à coordonner leurs activités avec les opérations militaires alliées plutôt que pour des actions plus sporadiques d'individus et de forces irrégulières à travers l'Europe occupée. Le plus grand inconvénient de toutes les opérations du SOE était un manque chronique de soutien sur le terrain. En 1940, l'Angleterre n'avait pas un seul agent en Europe occidentale et la trentaine dans les Balkans n'a duré que jusqu'à l'invasion allemande au printemps 1941. Ce n'est qu'en mai 1941 que le premier agent anglais fut parachuté en France. Bien que les agents aient fait preuve d'un grand courage, leur impact sur l'issue de la guerre fut marginal. Le fait est que dans les premières années de la guerre, il y avait peu de résistance active contre les Allemands pour recevoir le soutien des Anglais. Ce n'est que lorsque les Alliés commencèrent à remporter des succès militaires en 1942 et 1943, et que la défaite de l'Allemagne semblait vraisemblable, que la résistance devint une force significative, laquelle, bien fournie en agents et en *équipement*, pouvait perturber les communications des Allemands et immobiliser un grand nombre de troupes du Reich.

Aucune des trois options stratégiques retenues par les Anglais —*guerre économique, bombardement et subversion*— n'a donc fourni d'avenue efficace pour gagner la guerre. Même les grands succès des services de renseignement, durant l'été 1940, n'a pas amélioré cette situation. En développant des travaux antérieurs des Français et des Polonais sur la mécanique de la machine à crypter Enigma, les Anglais ont réussi à déchiffrer les messages de la Luftwaffe avec une fréquence et une vitesse croissante à partir de mai 1940. Au printemps 1941, les signaux navals de la Kriegsmarine ont également été régulièrement percés et les codes de la Wehrmacht purent être décodés un an plus tard. Une fois qu'un système fut mis au point pour envoyer rapidement ces informations inestimables aux commandants de première ligne, les Anglais (et plus tard les Américains) eurent un avantage considérable sur les Allemands. À cette époque où les Anglais combattaient seuls, ils étaient incapables de tirer parti des informations qu'ils décodaient, en raison de leur manque de puissance militaire. Au cours de cette période, Churchill et une poignée de conseillers de haut niveau furent de mieux en mieux informés des intentions militaires allemandes, mais ne savait trop que faire pour les contrer. Le renseignement ne put jouer pleine-

ment son rôle que lorsque l'infériorité anglaise en termes d'effectifs militaires et d'équipement fut remplacée par la supériorité américaine dans les deux domaines.

À la fin de 1940, le Cabinet de Guerre dut également faire face à une autre menace croissante mettant en danger la survie de l'Angleterre : une crise d'approvisionnement. Entre le début de la guerre et décembre 1940, l'Angleterre perdit 2 millions de tonnes de navires, bien que ces pertes aient été largement compensées par des acquisitions auprès des pays alliés. Les importations en provenance d'Europe et de la Méditerranée étant impossibles, les marchandises devaient être transportées sur de plus longues distances. À l'automne 1940, cette situation, combinée à des délais d'exécution plus lents dans les ports anglais à cause des dommages causés par les bombes et les coupures d'électricité, réduisit la capacité d'importation à seulement 2/3 des niveaux d'avant-guerre. Quarante millions de tonnes était la quantité que le gouvernement considérait comme le minimum indispensable pour que l'Angleterre puisse survivre. (En 1937, les importations avaient atteint 60 millions de tonnes). Les importations de denrées alimentaires furent réduites de 23 à 16 millions de tonnes et d'autres importations de près d'un tiers jusqu'à 24 millions de tonnes, dont une partie importante était constituée de matières premières et d'armements destinés à maintenir l'effort de guerre. La menace à laquelle devait faire face le Cabinet de Guerre anglais au cours de l'hiver 1940-41 était que les très nombreux naufrages [par torpilles, bombes et mines], et l'incapacité de l'industrie de la construction navale à construire suffisamment de navires marchands pour les remplacer, s'ajoutaient au fait que l'on ne pouvait *plus* s'attendre à des dons supplémentaires de cargos et vaisseaux de transport de la part des nations alliées, tous ces facteurs réduisaient les importations anglaises en dessous du seuil même de survie. Au cours des quatre derniers mois de 1940, moins de 12 millions de tonnes furent importées, ce qui équivalait à seulement 35 millions de tonnes en une année complète. Si ce déficit de plus de 10 % devait se poursuivre ou s'aggraver, alors la capacité de guerre de l'Angleterre devrait être réduite car les importations alimentaires étaient déjà proches du minimum vital. En janvier 1941, les Américains reçurent tous les détails de cette menace croissante et furent de nouveau sollici-

tés pour *sauver l'Angleterre d'une autre menace* potentiellement mortelle.⁵³⁵

Au début de l'année 1941, aucun des problèmes stratégiques fondamentaux auxquels l'Angleterre devait faire face, n'avait été résolu. Le pays avait été sauvé de la faillite par les États-Unis, mais l'Europe était dominée par l'Allemagne et l'Italie, la situation en Méditerranée était précaire, et même menaçante en Extrême-Orient, car une attaque japonaise semblait de plus en plus vraisemblable. L'Angleterre ne pouvait pas déployer suffisamment de puissance militaire pour gagner la guerre par elle-même. En 1941, la plupart de ses efforts devaient être consacrés à assurer sa survie en raffermissant ses *défenses aériennes*, en *escortant des convois* à travers l'Atlantique, en *combattant les U-boats* allemands et en gardant une *emprise sur l'Égypte*. Cette stratégie pouvait éviter une défaite immédiate, mais les chances de victoire dépendaient surtout de l'entrée en guerre des États-Unis. L'année 1941 allait être sinistre alors que l'Angleterre, engagée dans une guerre qu'elle ne pouvait pas gagner, attendait la participation des Américains qui semblaient déterminés à ne pas entrer en guerre. L'Angleterre était désormais réduite au statut d'*État-client américain*,⁵³⁶ [de vassal] maintenu dans la guerre afin d'offrir à son protecteur le temps nécessaire pour qu'il achève son réarmement.

Les relations anglo-américaines en 1941 restaient, comme elles l'avaient été en 1940, distantes, les Américains étant la puissance dominante, toujours déterminés à maintenir leur propre intérêt national. Les pourparlers d'État-Major entre les deux pays, tenus à Washington au début de 1941, mirent en évidence toutes les inégalités dans les relations. Ils pouvaient convenir que la défaite de l'Allemagne était l'objectif primordial si les États-Unis entraient en guerre, mais il n'y avait pas d'accord dans d'autres domaines. Les Américains, par exemple, refu-

⁵³⁵ Bureau du Cabinet, 66/16, WP (41) 17 (29.1.41)

⁵³⁶ État-client = vassal. Dans l'Empire romain, les clients provenaient de diverses origines. Ils pouvaient être les paysans qui cultivaient les terres d'un patron, lorsque celles-ci avaient été enlevées aux peuples vaincus par Rome. Ils pouvaient être des esclaves que le patron affranchissait ainsi que leurs descendants. La situation de client fut longtemps héréditaire. Ces descendants d'affranchis portaient d'ailleurs le nom (gentilice) de leur ancien maître. [NdT]

saient toujours d'envoyer une partie de leur flotte à Singapour pour défendre l'Empire. La domination américaine devint douloureusement claire lorsque les Américains "*forcèrent les Anglais à révéler tous leurs traités secrets antérieurs, et leurs engagements précédents*, avant que les pourparlers n'en viennent aux questions de fond.⁵³⁷

Bien que les Américains soient prêts à tenir ces discussions secrètes sur d'hypothétiques plans militaires communs, *ils n'étaient pas disposés à fournir beaucoup d'aide pratique directe*. Au printemps 1941, il y a eu une crise dans les relations anglo-américaines. En Méditerranée, les Anglais subirent une triple défaite avec la conquête par les Allemands de la Yougoslavie, de la Grèce et de la Crète, tout cela accompagné par de très lourdes pertes de la marine marchande qui aggravèrent plus encore la crise dans l'approvisionnement. Les Américains n'en furent pas émus. Churchill écrivit à Antony Eden qu'il "*semblait qu'il y avait eu une récession considérable de l'autre côté de l'Atlantique, et qu'inconsciemment, nous étions abandonnés à notre sort*."⁵³⁸ Churchill envisagea même d'utiliser la menace d'une paix de compromis dans le but de manipuler l'attitude américaine, mais Eden lui déconseilla ce projet. Roosevelt refusa de fournir des escortes américaines pour les convois transatlantiques et accepta seulement d'informer les Anglais sur les repérages de sous-marins allemands dans la zone située au large des côtes américaines. Le naufrage d'un navire marchand américain torpillé par un sous-marin allemand en mai 1941 ne suscita aucune réaction de la part des Américains. L'attaque allemande contre l'Union soviétique à la fin du mois de juin 1941 effaça une partie de la pression sur Roosevelt (pour aider l'Angleterre), car toute menace immédiate de défaite était levée tandis que l'armée et l'aviation allemandes étaient entièrement occupées en Europe orientale. En juillet 1941, les troupes américaines remplacèrent les forces anglaises qui occupaient l'Islande, mais cela était dans le droit fil de la politique que les Américains avaient suivie, depuis l'été 1940, de renforcer leurs propres défenses dans l'hémisphère occidental. Des convois américains furent envoyés

⁵³⁷ C'était l'image même du jeune marié jaloux qui veut vérifier "l'honneur" de sa future, dans les recoins les plus secrets. [NdT]

⁵³⁸ Cabinet du Premier Ministre, 4/469 (2.5.41)

en Islande escortés par des navires de guerre américains, mais l'US Navy ne fut pas autorisée à escorter des navires anglais ou même neutres, ni à attaquer des navires allemands.

Au début du mois d'août 1941, Churchill et Roosevelt se rencontrèrent à Terre-Neuve pour leur première conférence de guerre. Les résultats furent une grande déception pour les Anglais.⁵³⁹ À l'été 1940, ils avaient combattu seuls dans l'espoir que l'Allemagne s'effondre et que les États-Unis entrent en guerre. Désormais, rien ne semblait probable. Hitler était plus fort que jamais et semblait susceptible de vaincre l'Union soviétique avant l'hiver, et Roosevelt ne montrait aucun signe de vouloir entrer en guerre. En dehors de la conclusion d'un accord sur une déclaration commune sur leurs objectifs conjoints pour le monde d'après-guerre, peu de choses furent obtenues en matière d'aide immédiate. Churchill pensait avoir obtenu l'assurance que les Américains commenceraient à escorter les convois transatlantiques à l'Ouest et à attaquer les sous-marins, mais dans les semaines qui suivirent la réunion, il devint clair que Roosevelt n'avait parlé que d'un plan d'urgence.⁵⁴⁰ À la fin du mois d'août, le Cabinet de Guerre fut en dépression aiguë : on ne s'attendait plus à une entrée imminente des États-Unis et on était confronté à la perspective d'une longue guerre à venir et à peu de chances de succès sans la pleine implication des États-Unis.

À l'automne, Roosevelt s'orienta prudemment vers une aide plus importante "pour maintenir l'Angleterre dans la guerre."⁵⁴¹ À la suite d'une attaque de l'USS GREER par un sous-marin allemand, il étendit

⁵³⁹ Les Anglais attendaient trop de leurs alliés Américains sans rien leur apporter eux-mêmes. L'île de Terre-Neuve n'était pas encore canadienne. En 1832, la colonie de Terre-Neuve reçut une chambre d'Assemblée. En 1855, l'île reçut son propre gouvernement. En 1869, Terre-Neuve rejeta son rattachement au Canada et souhaita rester colonie anglaise. En 1907 l'île reçut son statut d'autonomie de la part de l'Angleterre. En 1916, le Royal Newfoundland Regiment qui incluait presque toute la jeunesse de Terre-Neuve fut pratiquement exterminée durant la Bataille de la Somme. En 1948 un referendum refusa le rattachement de Terre-Neuve au Canada. Mais l'Angleterre n'en voulait décidément plus. La même année, un deuxième referendum eut lieu. Si l'Angleterre ne voulait plus de Terre-Neuve, l'île accorda sa main au Canada. On dit que ce fut le massacre de la jeunesse qui fit pencher la balance envers le Canada. [NdT]

⁵⁴⁰ Les Anglais ressentirent alors les frustrations qu'avaient ressenties les Français en 1940, lorsque les Anglais tergiversaient pour envoyer des soldats au combat et des avions de chasse. [NdT]

⁵⁴¹ Le commentaire est un jugement de Ponting. [NdT]

la zone de défense américaine jusqu'à l'Islande, mais c'était encore loin de ce dont les Britanniques avaient besoin en termes de défense des convois et d'assistance de la marine marchande américaine. Sur le plan intérieur, Roosevelt dut tenir compte du manque persistant de soutien du public pour une plus grande implication des États-Unis et du soutien limité du Congrès pour toute action ferme⁵⁴² (le projet fut renouvelé par une seule voix et certaines parties de la *Loi sur la Neutralité* furent abrogées par la plus faible majorité sur ce sujet depuis 1939). Bien qu'à la fin du mois de novembre, Roosevelt ait autorisé les navires marchands américains à naviguer vers l'Angleterre, il exerçait un contrôle étroit sur le nombre de navires impliqués. Des instructions strictes ont été données à l'US Navy pour éviter tout incident. Sans l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, l'aide américaine soigneusement limitée dans l'Atlantique —suffisante pour empêcher les Britanniques d'être vaincus, mais sans plus— se serait probablement poursuivie pendant un temps considérable.

En Extrême-Orient, l'Angleterre n'avait guère plus qu'un rôle de spectateur dans la diplomatie américaine avec le Japon tout au long de 1941. Bien que la tentative américaine de conclure un accord avec le Japon, qui éviterait la guerre, ait été vitale pour l'avenir des intérêts anglais dans la région, les États-Unis n'ont pas consulté l'Angleterre sur le fond des pourparlers. Churchill n'était pas convaincu que les Américains se joindraient à une guerre anglo-japonaise et il restait déterminé à essayer d'éviter un conflit en ne provoquant pas les Japonais. D'un autre côté, il insista toujours sur le fait que l'Angleterre se joindrait immédiatement à toute guerre américano-japonaise. Ce ne fut que le 3 décembre, alors qu'une attaque japonaise quelque part en Extrême-Orient était attendue à tout moment, que les États-Unis informèrent finalement les Anglais et les Hollandais qu'ils interviendraient si le Japon attaquait le territoire anglais ou les Indes orientales néerlandaises. Ce fut l'attaque japonaise sur Pearl Harbor quatre jours plus tard qui transforma finalement une guerre européenne en une guerre mondiale et assura la défaite finale de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon.

⁵⁴² Comme précisé plus haut, la majorité allemande des États-Unis n'était pas étrangère à cette prudence de Roosevelt, même si lui-même était d'origine Hollandaise. [NdT]

Peu de temps après Pearl Harbor, dans un moment de franchise, Churchill décrit la relation de l'Angleterre avec les États-Unis comme celle d'un *client recevant l'aide d'un généreux mécène*.⁵⁴³ Cette relation déséquilibrée devait se poursuivre jusqu'à la fin de la guerre. Bien que Churchill ait décrit le Prêt-Bail comme *l'acte le plus sordide de l'histoire de toutes les nations*, il s'efforçait habituellement de croire à des vœux pieux pour dissimuler la faiblesse de l'Angleterre et la poursuite de l'intérêt égoïste des États-Unis. Pendant la guerre, les États-Unis utilisaient le pouvoir acquis par la dépendance de l'Angleterre à l'égard des approvisionnements organisés par le Prêt-Bail, pour contrôler la politique économique de l'Angleterre et s'assurer de l'acquiescement anglais aux objectifs américains dans le monde d'après-guerre.

Au total, l'Angleterre reçut 27 milliards de dollars d'aide au prêt-bail pour maintenir son économie à flot et défrayer son effort de guerre. Bien que l'Angleterre n'ait pas eu à payer ces marchandises en dollars sonnants et trébuchants, elles n'étaient pas gratuites. La loi adoptée par le Congrès américain ne fit que repousser le paiement et permit au président de décider quelle contrepartie devrait être exigée à un moment donné du bénéficiaire de cette aide. En 1941 et au début de 1942, se tinrent des discussions détaillées entre les responsables anglais et américains sur les conditions à exiger de l'Angleterre. Les négociateurs américains se montrèrent durs et déterminés à en extraire un prix élevé, non pas en argent, mais en forçant des concessions majeures dans la politique économique et financière du Royaume Uni, lesquelles eurent des implications sur la situation des deux pays dans le monde d'après-guerre. À un stade précoce, en septembre 1941, les Anglais furent contraints d'accepter de sévères restrictions sur leurs exportations. Les fournitures du Prêt-Bail ne devaient pas être exportées, ni les marchandises fabriquées à partir de matières premières fournies dans le cadre du Prêt-Bail. En outre, l'Angleterre fut empêchée d'exporter des produits anglais vers de nouveaux marchés ou vers des régions où des produits similaires à ceux du Prêt-Bail pouvaient être en concurrence avec les exportations américaines. De cette façon, les fabricants américains purent supplanter l'Angleterre sur de nombreux marchés, en particulier en

⁵⁴³ Bureau du Premier Ministre, 17/04/3, Projet de lettre au président Roosevelt, 5.2.42

Amérique latine. Le gouvernement américain décida unilatéralement que les matériels militaires acquis par le Prêt-Bail seraient gratuits, mais que tout l'équipement fourni par les Américains qui survivrait à la guerre devrait être retourné aux États-Unis. En échange de certaines autres fournitures Prêt-Bail, des modifications dans la politique économique et commerciale anglaise seraient nécessaires après la guerre.⁵⁴⁴ Les Américains voulaient depuis longtemps démanteler le système de préférence commerciale impériale mis en place par les Anglais dans les années 1930 au niveau du contrôle des changes dans la *Zone Sterling*. La destruction de ces deux *chasses gardées* de la politique économique anglaise laisserait les États-Unis, qui avaient de loin la plus grande économie du monde, dans une position de *domination incontestée* des systèmes commerciaux et financiers de notre planète. *En février 1942, les Anglais durent s'engager à mettre fin après la guerre aux systèmes commerciaux et financiers discriminatoires.*

De façons différentes, les États-Unis ont également utilisé leur puissance financière pour maintenir, sans la moindre pitié, l'Angleterre dans un état de dépendance. En 1942, des escadrons de l'US Air Force, suivies de troupes, ont commencé à débarquer dans l'île de Grande-Bretagne. Cela a favorisé un afflux important de dollars, ce qui a entraîné une augmentation des réserves de change dans les voûtes de la Banque d'Angleterre. Les Américains se rendirent compte que si cela ne cessait pas, car de plus en plus de troupes américaines affluaient dans l'île avant l'invasion de l'Europe, cela permettrait à l'Angleterre de devenir plus indépendante et de renforcer sa position financière après la guerre. Le 1^{er} janvier 1943, le gouvernement américain décida donc unilatéralement que le *solde en or et en dollars du Royaume-Uni ne devait pas être inférieurs à 600 millions de dollars ni supérieurs à 1 milliard de dollars*.⁵⁴⁵ Cette limite, pensaient les Américains, serait suffisante pour empêcher l'Angleterre d'adopter une économie de siège après la guerre, tout en ne la laissant pas suffisamment solide pour être

⁵⁴⁴ Les Américains faisaient allusion au système de préférences économiques qui existait entre les pays de l'Empire anglais, et que les Américains voulaient interrompre parce qu'ils ne faisaient pas partie de cet Empire marchand. Ils voulaient aussi démanteler la Zone Sterling pour leurs dollars. [NdT]

⁵⁴⁵ G. Kolko, La politique de la guerre, p.283

capable de résister aux exigences économiques américaines. Malgré les protestations continuelles des Anglais au cours des deux années et demie suivantes, y compris plusieurs appels personnels de Churchill à Roosevelt, les États-Unis refusèrent de changer leurs exigences. Ils continuèrent, en outre, à manipuler l'économie anglaise et les réserves de devises en retirant certains biens comme le tabac de la liste du Prêt-Bail, forçant ainsi les Anglais à payer des dollars pour eux, et en exigeant des biens gratuits de la *zone sterling* par le biais du *Prêt-Bail inversé*. Cela maintint l'Angleterre dans les limites arbitraires des réserves de devises que les Américains avaient décidées au début de 1943.

Bien qu'en 1941 et au début de 1942, les Américains aient fourni l'aide qui a permis aux Anglais de poursuivre la guerre, ils *n'ont pas fourni l'effort militaire qui aurait pu compenser la faiblesse militaire anglaise. La conséquence en fut l'effondrement final de la puissance anglaise dans le monde.* Le cauchemar théorique auquel le gouvernement avait été confronté avant la guerre devint réalité, car l'Angleterre dut combattre trois ennemis simultanément. En 1941, la zone primordiale était la Méditerranée et les pays adjacents aux Balkans. Au cours des deux premiers mois de 1941, les Anglais déployèrent d'énormes efforts pour construire un front balkanique contre l'Allemagne. L'objectif était ambitieux, comme l'avoua Churchill à Antony Eden et au général Dill, dans les ordres scellés qu'ils emportèrent avec eux pour organiser les diverses négociations, Il s'agissait *"d'utiliser le théâtre balkanique comme scène pour infliger une défaite militaire aux Allemands au moment où la volonté de résister du peuple allemand était sur le point de fléchir."*⁵⁴⁶ Le problème pour atteindre cet objectif était que la Grèce et la Yougoslavie, les seuls membres susceptibles de participer à un front antigermanique, étaient réticentes à y participer de peur de précipiter une invasion allemande sur leur pays. Au début février, la mort du dictateur grec, le général Metaxás, amena un nouveau gouvernement qui demanda l'aide des Anglais. Le 24 février, le Cabinet de Guerre anglais, influencé en partie par des éléments de l'Administration américaine qui pensaient que les Balkans étaient essentiels [dans une guerre de libération européenne], accepta d'envoyer des forces anglaises com-

⁵⁴⁶ Ministère Extérieur, 371/33145.

battre en Grèce.⁵⁴⁷ La Yougoslavie se montra plus difficile à amener dans une alliance antiallemande. Les pressions anglaises sur le gouvernement de Belgrade, après la décision de se déployer en Grèce, fut improductive et lorsque les Yougoslaves alliés à l'Allemagne et à l'Italie (même s'ils refusaient le passage des troupes allemandes à travers leur pays), le SOE [*Special Operation Executive*] organisa un *coup d'État* à Belgrade pour installer un nouveau gouvernement. Ce nouveau gouvernement restait toujours réticent à se ranger du côté de l'Angleterre et de la Grèce. Le 6 avril, 10 jours après le coup d'État de Belgrade, les Allemands envahirent simultanément la Grèce et la Yougoslavie. En trois jours, le gouvernement yougoslave avait fui Belgrade et les deux pays furent rapidement occupées, les soldats anglais fuirent rapidement la Grèce.⁵⁴⁸ L'effondrement ignominieux du front des Balkans fut suivi d'une autre catastrophe, cette fois en Crète. Bien que les Anglais aient presque toutes les informations sur les plans allemands, grâce à des messages Enigma interceptés, et qu'ils avaient également une supériorité de quatre contre un en effectifs troupes, ils furent ignominieusement vaincus en quelques jours par une invasion aéroportée allemande appuyée par une totale supériorité aérienne allemande. Les restes de l'Armée anglaise furent évacués vers l'Égypte, où les Anglais purent s'accrocher de manière précaire après que les forces allemandes de Rommel les eurent également chassés de Libye.

L'invasion allemande de l'Union soviétique, à la fin du mois de juin 1941, n'apporta qu'un soulagement temporaire aux Anglais. Les experts des opérations militaires et des services de renseignement s'attendaient à une victoire rapide de l'Allemagne, comme d'habitude, contre ce que l'on supposait être un adversaire faible et mal équipé. Churchill ordonna que les préparatifs de contre-invasion britanniques soient pleinement prêts pour le 1^{er} septembre dans l'attente d'un redéploiement rapide des Allemands vers l'ouest et d'un assaut final sur l'Angleterre. Même au début de l'automne, lorsque, après une série de

⁵⁴⁷ La Grèce résistait victorieusement aux Italiens depuis 1940. Voyant l'aide des Anglais menacer les Italiens, les Allemands vinrent renforcer les Italiens, occupèrent la Grèce et déportèrent les Juifs. [NdT]

⁵⁴⁸ Le blocus de la Grèce par les Anglais entraîna une dure famine. Des milliers de Grecs moururent de faim. [NdT]

brillantes victoires durant l'été, le rythme de la Wehrmacht ralentit, l'opinion acceptée à Londres était qu'une défaite soviétique était presque certaine en 1942.

À l'automne 1941, la situation de l'Angleterre était de plus en plus alarmante. L'Allemagne contrôlait la majeure partie de l'Europe, mais ses armées combattaient dans les banlieues de Moscou et de Leningrad. Au Moyen-Orient, l'Angleterre pouvait simplement maintenir sa position en Égypte contre une poignée de divisions allemandes. L'attaque japonaise en Extrême-Orient à la fin de l'année envahit la majeure partie de l'Empire en grande partie sans défense. La seule partie de la flotte qui pouvait être rassemblée pour être envoyée à Singapour (les cuirassés HMS PRINCE OF WALES et HMS REPULSE avec plusieurs destroyers) arriva juste avant l'attaque japonaise, mais les deux navires furent coulés quelques jours après le début des hostilités. Les Japonais envahirent rapidement Hong Kong, la Malaisie, Singapour, la Birmanie et la majeure partie de la Nouvelle-Guinée. L'Australie faisait face à la menace d'une invasion sans aucune protection. L'armée japonaise était aux portes des Indes en révolte, presque ouvertes. La Royal Navy abandonna ses bases de l'Océan Indien pour retraiter vers la côte orientale de l'Afrique.

L'opinion anglaise des années 1930, selon laquelle l'Empire ne pourrait pas résister à 3 ennemis simultanément s'est avérée adéquate. Les conséquences en furent dévastatrices. Un Royaume Uni en faillite, dépendant de l'aide américaine pour continuer la guerre, et à peine capable d'expédier le *minimum* de vivres et de matières premières dans ses ports, s'est accroché à ce qui lui restait de son Empire. L'Angleterre fut sauvée de cet état précaire et transformée en une nation victorieuse, capable de reprendre le contrôle sur de grandes parties de son Empire, grâce à la puissance économique et militaire combinée des États-Unis et de l'Union soviétique. Ce ne fut qu'avec l'entrée en guerre des États-Unis que Churchill devint enfin confiant dans la victoire finale. Dans ses mémoires, il évoque ses pensées du 7 décembre, la nuit où Pearl Harbor fut attaqué : "Nous avons donc gagné après tout... Tout le reste

n'était que l'application correcte d'une force irrésistible."⁵⁴⁹ Mais cette force irrésistible n'était pas celle de l'Angleterre. La victoire dépendait de la capacité des États-Unis et de l'Union soviétique à mobiliser une énorme force militaire et, dans le cas des Américains, de faire appel à l'économie la plus grande et la plus avancée du monde. L'effort exigé de ces deux superpuissances pendant les trois dernières années et demie de guerre montre à quel point la contribution anglaise était devenue marginale.

Les États-Unis ont pu déployer simultanément d'importantes forces navales, terrestres et aériennes en Europe et dans le Pacifique, et les équiper, ainsi qu'une grande partie des forces de leurs alliés. L'économie américaine fit face à cet effort de guerre, sans aucun signe de tension : les dépenses de consommation ont, en fait, augmenté de 12% entre 1941 et 1945, malgré l'augmentation considérable des ressources consacrées à la production d'armement. En 1940, la production d'armes anglaises n'était que la moitié du niveau allemand et italien, en dépit du fait que l'économie allemande n'était pas encore mobilisée pour la guerre. En 1943, les Alliés dépassaient *trois fois* l'Allemagne, l'Italie et le Japon, et la production d'armes américaine était quatre fois supérieure au niveau du Royaume Uni. La puissance de l'économie américaine peut être jugée par le fait que, en 1939, les États-Unis ont fabriqué 2100 avions, et *96 300 en 1944*. La production d'armes du R.U. atteignit un plateau en 1942 et ne put être augmentée sans redéploiement des hommes engagés dans les forces armées. De plus en plus, l'Angleterre dépendait des armes américaines pour son armée. En 1940, les 2/3 des chars et des camions de l'armée anglaise étaient fabriqués aux États-Unis.

La puissance américaine fut rattrapée par la puissance militaire soviétique mais ce fut sur le front de l'Est que la machine de guerre allemande fut finalement détruite. En 1941, les Allemands ont prétendu avoir tué, blessé ou capturé 3 millions de soldats soviétiques, mais l'Union soviétique était toujours en mesure de déployer une armée de plus de 4 millions d'hommes qui avait plus de chars et d'avions que les

⁵⁴⁹ W. Churchill, *La Grande Alliance*, p.539

Allemands. Plus tard au cours de la guerre, les pertes soviétiques étaient souvent cinq ou six fois supérieures à celles des Nazis, mais cela n'affectait pas leur capacité à poursuivre la guerre. Lors de la grande bataille de chars de Koursk, au cours de l'été 1943, les Russes ont perdu 2000 chars d'assaut en une semaine, mais ont tout de même détruit 17 divisions blindées allemandes.⁵⁵⁰ Les pertes soviétiques pendant la guerre furent 20 fois plus importantes que le total des pertes anglaises et américaines. Sur les quelque 13 millions de victimes et de prisonniers allemands pendant la guerre, 10 millions furent capturés sur le front de l'Est. C'est cet énorme effort militaire soviétique qui a rendu possible⁵⁵¹ le débarquement allié en Normandie, en juin 1944 ; les Alliés en France et en Italie ont affronté 90 divisions allemandes alors que l'Union soviétique combattait encore 250 divisions.

Le rôle des Anglais dans la démonstration de la puissance économique et militaire fut mineur. Au fur et à mesure que la guerre se poursuivit, l'influence anglaise sur les événements et les décisions devint également moins importante. Le scénario d'une victoire alliée, qui avait inquiété le gouvernement anglais avant la guerre, devint une réalité. L'Union soviétique se déplaça vers l'ouest et établit son contrôle sur l'Europe de l'Est, et l'Angleterre devint une dépendance des États-Unis. En 1942, la défense de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande devint une responsabilité américaine, et les États-Unis dominèrent la stratégie alliée dans le Pacifique. En Europe aussi, une fois que les forces américaines furent déployées à grande échelle, l'influence anglaise sur la stratégie diminua.

En 1945, la victoire alliée, obtenue essentiellement par la puissance des États-Unis et de l'Union soviétique, permit au Royaume-Uni de rétablir la domination anglaise sur l'Empire. Mais ce fut un règne sans la substance du pouvoir. Bien que l'Angleterre ait émergé du côté des vainqueurs de la guerre, elle avait remporté une victoire largement

⁵⁵⁰ Pendant les combats sur le Front Oriental, les divisions blindées allemandes pouvaient n'avoir que 20 panzers, mais à pleins effectifs elles atteignaient entre 200 et 270 panzers. [NdT]

⁵⁵¹ Possible et souhaitable; car, sinon, les Soviétiques allaient *libérer* l'Europe occidentale et transformer l'Ouest en états satellites, comme ils l'ont fait à l'Est. Ce fut la seule raison qui força les Américains à débarquer en Normandie. [NdT]

à la *Pyrrhus*. Le fait de gagner la guerre ne pouvait pas changer la situation économique et financière de l'Angleterre, qui était conditionnée par l'expérience de la faillite de 1940 et par près de cinq ans de dépendance vis-à-vis des États-Unis. L'économie de guerre n'avait été maintenue que par des injections massives d'aide américaine et par la volonté des pays de la *zone sterling* de permettre à l'Angleterre d'accumuler de lourdes dettes.

À la fin de la guerre, la situation économique et financière de l'Angleterre fournissait à la fois une base médiocre sur laquelle construire l'avenir meilleur que les gens souhaitaient, après les privations et les sacrifices de six ans de guerre ; ses bases étaient faibles pour asseoir son désir de reprise de son rôle de puissance mondiale au centre d'un vaste Empire mondial. En 1944, les exportations ne représentaient qu'un tiers du niveau de 1938, tandis que les importations étaient supérieures de plus de 50%. En plus de cet énorme déficit commercial, les capitaux placés à l'étranger d'une valeur de 1,3 milliard de livres sterling (la principale source de revenus avant la guerre) avaient été vendus aux Américains. La dette d'outre-mer de l'Angleterre avait quintuplé pour atteindre 3,4 milliards de livres sterling, la plus importante au monde. L'Angleterre était même en dette avec une partie de son 'Empire, comme l'Inde,⁵⁵² l'Égypte et l'Irak. La dette totale était sept fois supérieure aux réserves de devises étrangères et ne pouvait être contrôlée qu'en gardant la livre sterling comme monnaie non convertible pour empêcher les détenteurs de livres sterling de vendre. Dans les dernières étapes de la guerre, les Services du Trésor commencèrent à analyser la situation probable de l'Angleterre dans les premières années de paix. Le pronostic était horrible. Ils doutaient que les pays de la zone sterling puissent être persuadés de continuer à détenir de vastes actifs dans une monnaie non convertible presque sans valeur, et ils prévoyaient également que le déficit probable de la balance des paiements serait d'au moins 1 milliard de livres sterling au cours des cinq premières années. Même à ce niveau, probablement trop élevé pour être financé, les importations ne suffiraient pas à reconstruire l'économie et le chômage risquait d'avoisiner les 3 millions. En août 1945, le Trésor conclut que

⁵⁵² Lors de son départ des Indes, le Royaume Uni laissa une dette de 5 milliards. [NdT]

l'Angleterre était confrontée à un *Dunkerque économique*... pratiquement en faillite et les bases économiques des espoirs du public inexistantes.⁵⁵³

Une fois de plus, l'Angleterre se tourna vers les États-Unis pour obtenir de l'aide. Les Britanniques avaient supposé que l'aide américaine se poursuivrait après la guerre, mais une semaine après la capitulation japonaise, le Prêt-Bail fut brusquement résilié, laissant l'Angleterre payer comptant pour 650 millions de dollars de marchandises déjà contractés. Pour le gouvernement, la seule option disponible semblait être de demander aux États-Unis un prêt massif. John Maynard Keynes fut dépêché à Washington pour entreprendre les négociations et, après de nombreux marchandages, il put obtenir un prêt de 3,75 milliards de dollars à 2% d'intérêt (les Anglais voulaient un prêt sans intérêt). Encore une fois, les Américains négocièrent durement. Ils profitèrent de l'occasion pour arracher des promesses aux Anglais, à savoir qu'ils accepteraient les idées américaines destinées à créer une structure du monde d'après-guerre consacrant la domination américaine [le Mondialisme actuel]. En échange de ce prêt, le gouvernement Travailleiste nouvellement élu fut contraint à contrecœur d'accepter son adhésion à l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* (GATT), qui s'engageait à libéraliser le commerce mondial (une politique qui devait être dans l'intérêt des États-Unis en tant que plus grande nation commerçante du monde [mais qui, finalement amorça son propre déclin]). En outre, l'Angleterre dut accepter de faire de la livre sterling une monnaie convertible dans les 12 mois suivant la réception du prêt. Les États-Unis détenant les 2/3 des réserves mondiales d'or ainsi que le dollar comme monnaie mondiale désormais dominante, cela ne pouvait que placer les Anglais dans une position de satellite et mettre à rude épreuve une économie déjà faible. Le rôle de l'Angleterre en tant qu'État satellite des États-Unis (ce qui était devenu réalité en 1940), a été une fois de plus mis en évidence par le fait qu'elle était impuissante à résister aux exigences américaines.

⁵⁵³ W. Hancock et M. Gowing, *British War Economy*, p.546

Cependant, la projection des Services du Trésor sur l'état de l'économie anglaise et la nécessité perçue d'un prêt américain étaient basées sur l'hypothèse que l'Angleterre était toujours une puissance mondiale et qu'elle devait, et pouvait, continuer à jouer ce rôle. Après des négociations à Washington, Keynes a commenté à Whitehall l'importance de l'arithmétique : "Le prêt américain est de 937 millions de livres sterling... Les dépenses politiques et militaires estimées [pour les trois années 1946-1948] sont de 1000 millions de livres sterling. Ainsi, il apparaît clairement que le prêt américain est avant tout destiné à couvrir les dépenses politiques et militaires d'outre-mer."⁵⁵⁴ Cette détermination à maintenir en place le rôle de l'Angleterre en tant que puissance mondiale, sans la base financière, économique et industrielle pour servir d'assises à une telle politique, était au cœur des hypothèses stratégiques du gouvernement Travilliste ; et ce fut la simple continuation des attitudes d'avant-guerre et du temps de guerre. En mai 1947, Ernie Bevin, le Ministre des Affaires étrangères, déclara à la Chambre des communes :

"Le gouvernement de Sa Majesté n'accepte pas le point de vue... selon lequel nous avons cessé d'être une grande puissance ou même l'allégation que nous avons cessé de jouer ce rôle. Nous nous considérons comme l'une des puissances les plus primordiales pour la paix dans le monde, et nous avons encore notre rôle historique à jouer. Le fait même que nous ayons combattu si âprement pour la liberté, et payé un tel prix, justifie que nous conservions cette position ; et en fait, il nous impose un devoir de continuer à la conserver. Je ne suis au courant d'aucune suggestion, sérieusement avancée, qui prétendrait que par un soudain coup du Destin, pour ainsi dire, nous ayons cessé du jour au lendemain d'être une grande puissance."⁵⁵⁵

L'intonation des paroles de Bevin était peut-être plutôt défensif, mais la force émotionnelle prenait vie derrière ce besoin de voir l'Angleterre rester une puissance mondiale, cette émotion demeurerait toujours puissante et incontestable. Son argumentation était siple : parce

⁵⁵⁴ R.W. Clarke, *Collaboration économique anglo-américaine*, p.152

⁵⁵⁵ *Chambre des communes*, 16.5.47

que l'Angleterre s'était trouvée du côté des vainqueurs de l'Allemagne, donc elle était toujours une grande puissance. Les sacrifices subis durant la guerre imposaient en quelque sorte à chaque Anglais le devoir de continuer de croire à cette illusion, indépendamment des dures réalités de la vie de ce monde dominé par des superpuissances. Tout cela résume l'échec dominant chez les Anglais d'accepter les leçons de 1940. C'était comme si toutes ces estimations des militaires sur l'impossibilité de défendre leur Empire, faites à la fois avant et pendant la guerre ; tous ces documents du Ministre du Trésor décrivant l'effondrement économique et financier du pays ; tout ce temps passé à vivre avec de l'argent emprunté en tant que satellite des États-Unis, toute l'humiliation d'avoir à ouvrir les livres pour prouver au gouvernement américain que le grand Empire britannique était en faillite ; c'était comme si tout cela avait été oublié.

Pourtant, tout le monde avait appris en 1940 que le Royaume Uni n'était plus une grande puissance. Cette année-là, sa fragilité stratégiques croissantes (un Empire hypertrophié, menacé par trop d'ennemis, défendu par trop peu d'alliés, une industrie inadéquate et des finances anémiques), tout cela s'est finalement combiné pour mettre fin à son rôle de splendide indépendance dans le monde. Dans l'illusion, 1940 fut une année héroïque de détermination et de bravade face au désastre militaire. Une hallucination puissante s'est développée autour des événements dramatiques de cette année-là, ce qui a, à la fois, renforcé ce fantasme et embelli le tableau en trompe-l'œil. Il était plus facile pour le public et les politiciens qui ont participé à ces événements, y compris les membres du gouvernement Travailleiste d'après-guerre, d'embrasser cette mythologie rassurante que de contempler la dure réalité de ce qui avait eu lieu dans les coulisses du pouvoir. En conséquence, une grande partie de la politique économique, de la défense de la nation et de la politique étrangère de l'Angleterre d'après-guerre était basée sur une illusion ; une tentative fut faite pour réaffirmer le rôle de l'Angleterre en tant que grande puissance sans les fondements nécessaires pour le soutenir.

Ce qui ne pouvait pas être admis en temps de guerre ne pouvait pas non plus être révélé en temps de paix. Les dossiers ont pris la pous-

sière dans les Archives de chaque Ministère,⁵⁵⁶ et aucune tentative n'a été faite pour analyser la situation réelle de l'Angleterre en 1945 et pour prendre les mesures nécessaires pour adapter la politique à la réalité. Les histoires et les mémoires de guerre ont été publiés en flux régulier, mais ils ont mis l'accent sur d'autres aspects plus héroïques de la guerre. L'accent fut mis sur Dunkerque⁵⁵⁷ et la détermination de l'Angleterre à se battre toute seule, pas sur le désastre financier qui engloutit l'Angleterre à la fin de l'année 1940, ni sur l'effondrement complet de la puissance anglaise et la satellisation pure et simple vis-à-vis des États-Unis.

L'opiniâtreté à ignorer ce qui s'est réellement passé en 1940 est devenue un défaut inextirpable de toute la politique anglaise d'après-guerre. L'illusion du statut de *grande puissance* fut maintenue et ses attributs conservés, malgré les pressions imposées à une économie malmenée. L'illusion de la *relation spéciale avec les États-Unis* a été cultivée avec soin, en partie pour aider à soutenir les rêves de *puissance stratégique*, mais aussi pour dissimuler le rôle réel de l'Angleterre en tant qu'*État satellite* des Américains. Il était à la fois commode et confortable de croire à l'identité d'intérêts entre les deux pays, à l'héritage commun des *peuples de langue anglaise* et à la magnanimité américaine.

Au cours des 50 dernières années, l'Angleterre a chéri une mythologie sur les événements de son *Heure de Gloire*, une mythologie qui a également entretenu de nombreuses illusions d'après-guerre. *La réalité n'a jamais été acceptée.*

⁵⁵⁶ Au Public Record Office à Kew, Angleterre.

⁵⁵⁷ Dunkerque présentée non pas comme une fuite devant l'ennemi mais un sauvetage.

Bibliographie

Sources primaires

Public Record Office, Kew

Admiralty (ADM) *Amirauté.*

Air Ministry (AIR) *Ministre de l'Air.*

Cabinet Office (CAB) *Bureau du Cabinet (des Ministres)*

Dominion Office (DO) *Bureau des Dominions.*

Foreign Office (FO) *Bureau des Affaires étrangères.*

Home Office (HO) *Bureau de l'Intérieur.*

Ministry of Information (INF) *Ministère de l'Information.*

Prime Minister's Office (PREM) *Bureau du Premier ministre.*

Treasury (T) *Trésor; Services du Trésor.*

War Office (WO) *Bureau de Guerre, Ministère de la Guerre.*

Documents privés

A. V. Alexander Papers

Churchill College, Cambridge

C. R. Attlee Papers

Churchill College, Cambridge

R. A. Butler Papers

Trinity College, Cambridge

Beaverbrook Papers

House of Lords Record Office

N. Chamberlain Papers

University of Birmingham Library

Chatfield Papers

National Maritime Museum, Greenwich

Hankey Papers National

Churchill College, Cambridge

Lloyd George Papers

House of Lords Record Office

Sources secondaires

- Adamthwaite, Antony, *France and the Coming of the Second World War 1936-1939*, (London: Frank Cass, 1977)
- Addison, P., *Lloyd George and Compromise Peace in the Second World War*; in Taylor, A., *Lloyd George Twelve Essays* (London: Hamish Hamilton, 1971).
- Addison, P., *The Road to 1945: British Politics and the Second World War* (London: Jonathan Cape, 1975)
- Allen, H., *Who Won the Battle of Britain*, (London: Arthur Barker, 1974)
- Amery, L., *My Political Life: Vol.3 The Unforgiving Years 1929-1940* (London: Hutchinson, 1955)
- Andrew, C., *Secret Service: The Making of the British Intelligence Community* (London: Heinemann, 1985)
- Avon, Earl of, *Facing the Dictators* (London: Cassel, 1962)
- Avon, Earl of, *The Reckoning* (London: Cassel, 1965)
- Balfour, M., *Propaganda in War 1939-1945: Organisation, Policies and Publics in Britain and Germany* (London: Routledge and Keegan Paul, 1979)
- Barker, E., *British Policy in South-East Europe in the Second World War* (London: Macmillan, 1976)
- Barnett, C., *The Collapse of British Power* (London: Eyre Methuen, 1972)
- Barnett, C., *The Desert Generals* (2nd edition) (London: Allen and Unwin, 1983)
- Barnett, G., *The Audit of War: The Illusion and Reality of Britain as a Great Nation* (London: Macmillan, 1986) [Read it. It will make your blood boil at the incompetence of the Past.]
- Beck, P., *The Anglo-Argentine Dispute Over Title to the Falkland Islands: Changing British Perceptions on Sovereignty Since 1910* (Millenium: Journal of International Studies Vol.12, No.1)
- Beck, P., *Research Problems in Studying Britain's Latin American Past: The Case of the Falklands Dispute 1920-1950* (Bulletin of Latin American Research Vol.2, No.2, May 1983)
- Bell, P., *A Certain Eventuality: Britain and the Fall of France* (London: Saxon House, 1974)
- Birkenhead, Earl of, *Halifax* (London: Hamish Hamilton, 1965)
- Bond, B., *Chief of Staff: The Diaries of Lt-Gen Sir Henry Pownall*, Vol.1 1933-1940 (London: Leo Cooper, 1973)
- Bon, B., *France and Belgium, 1939-40* (London: Davis-Poyter, 1975)

- Bond, B., *British Military Police between the Two World Wars* (Oxford: Oxford Military Press, 1980)
- Briggs, A., *The History of Broadcasting in the United Kingdom Vol 3: The War of Words* (London: Oxford University Press, 1970)
- Bullock, A., *The Life and Times of Ernest Bevin: Vol.1: Trade Union Leader 1881-1940 Vol.2: Minister of Labour 1940-1945* (London: Heinemann, 1960, 1967)
- Burk, K., *Britain, America and the Sinews of War, 1914-1918* (London: Allen and Unwin, 1985)
- Calder, A., *The People's War: Britain 1939-45* (London: Jonathan Cape, 1969)
- Calder, A., and Sheridan, D., *Speak for Yourself: A Mass-Observation Anthology 1937-1949* (London: Jonathan Cape, 1984)
- Calder, A., *The Lesson of London* (London: Secker and awarburg, 1941)
- Campbell, J., *Nye Bevan and the Mirage of British Socialism* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1987)
- Carlgrén, W., *Swedish Foreign Policy During the Second World War* (London: Ernest Benn, 1977)
- Carlton, D., *Anthony Eden* (London: Allen Lane, 1981)
- Carroll, J., *Ireland in the War Years* (Newton Abbot: David Charles, 1975)
- Central Statistical Office,
- Charmley, J., *Duff Cooper* (London: Weidenfeld and Nicolson) 1986)
- Charmley, J., *Lord Lloyd and the Decline of the British Empire* (London: Weidenfeld and Nicolsonm 1986)
- Churchill, W., *The Decond Worl War:*
 Vol.I: *The Gathering Storm*
 Vol.II: *Their Finest Hour*
 Vol.III: *The Grand Alliance*
 (London: Cassel, 1948, 1949, 1950)
- Clarke, R., *Anglo-American Economic Collaboration: British Economic Policy 1942-1949* (London: Oxford University Press, 1982)
- Colville, J., *The Fringes of Power: Downing Street Diaries 1939-1955* (London: Hodder and Stoughton, 1985)
- Cooper, M., *The German Air Army 1933-1945: Its Political and Military Failure* (London: Macdonald and Jane's, 1978)
- Cooper, M., *The German Air Force 1933-1945: An Anatomy of Failure* (London: Jane's, 1981)
- Cowling, M., *The Impact of Hitler: British Politics and British Policy 1933-1940* (Cambridge: Cambridge University Press, 1975)
- Cross, C. (ed), *Life with Loyd George: The Diary of A, J, Sylvester 1931-45* (London: Heinemann, 1974)

- Cross, J., *Sir Samuel Hoare* (London: Jonathan Cape, 1977)
- Crozier, W., *Off the Record: Political Interviews 1933-1943* (ed A.J.P. Taylor) (London: Hutchinson, 1973)
- Cruickshank, C., *The German Occupation of the Channel Islands* (London: Oxford University Press, 1975)
- Day, D., *The Great Betrayal: Britain, Australia and the Onset of the Pacific War 1939-42* (North Ryde (NSW): Angus and Robertson, 1968)
- Dennis, P., *Decision by default: Peacetime Conscription and British Defence 1919-39* (London: Routledge and Keegan Paul, 1972)
- Dilks, D., *The Diaries of Sir Alexander Cadogan, O.M., 1938-1945* (London: Cassel 1971)
- Dilks, D., *The Unnecessary War? Military Advice and Foreign Policy in Great Britain 1931-39*, in Preston, A. (ed), *General Staffs and Diplomacy Before the Second World War* (London: Croom Helm, 1978)
- Dilks, D., *The Twilight War and the Fall of France: Chamberlain and Churchill in 1940*, *Transactions of the Royal Historical Society*, Vol.28 [1978] pp.61-86
- Dimpleby, D., and Reynolds, D., *An Ocean Apart: The Relationship Between Britain and America in the Twentieth Century* (London: Hodder and Stoughton, 1988)
- Dobson, A., *US Wartime Aid to Britain 1940-1946* (London: Croom Helm,
- Donoughue, B., and Jones, G.W., *Herbert Morrison: Portrait of a Politician* (London: Weidenfld and Nicolson, 1973)
- Feiling, K., *The Life of Neville Chamberlain* (London: Macmillan, 1946)
- Fest, J., *Hitler* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1974)
- Fisk, R., *In Time of War: Ireland, Ulster and the Price of Neutrality 1939-1945* (London: André Deutsch, 1983)
- Foot, M., *SOE: The Special Operations Executive 1940-46* (London: BBC, 1984)
- Gibbs, N., *Grand Strategy Vol. 1: Rearmament Policy* (London: HMSO, 1976)
- Gilbert, M., *Churchill Vol.5: 1922-1939* (London: Heinemann, 1976)
- Gilbert, M., *Finest Hour: Winston s. Churchill 1939-1941* (London: Heinemann, 1983)
- Gunsberg, J., *Divided and Conquered: The French High Command and the Defeat of the West, 1940* (Westport [Conn]: Greenwood Press, 1979)
- Haggie, P., *Britannia at Bay: The Defense of the British Empire against Japan 1931-1941* (Oxford University Press, 1981)
- Hancock, W., and Gowing, M., *British War Economy* (London: HMSO, 1949)
- Harman, N., *Dunkirk: The Necessary Myth* (London: Hodder and Stoughton , 1980)
- Harris, K., *Attlee* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1982)
- Harrison, T., *Living Through the Blitz* (London: Collins, 1976)
- Harvey, J., *The Diplomatic Diaries of Oliver Harvey 1937-1940* (London: Collins, 1970)

- Hinsley, F., *British Intelligence in the Second World War: Its Influence on Strategy and Operations*, Vol 1 (London: HMSO, 1979)
- Horne, A., *To Lose a Battle: France 1940* (London: Macmillan, 1969)
- Howard, A., *RAB: The Life of R.A. Butler* (London: Jonathan Cape, 1987)
- Howard, M., *The Continental Commitment* (London: Temple Smith, 1972)
- Idle, E., *War Over West Ham: A Study of Community Adjustment* (London: Faber and Faber, 1943)
- Irving, D., *Churchill's War, Vol. I: The Struggle for Power* (Bullsbrook [W.A.]: Veritas, 1987)
- James, R. R., *Chips: The Diaries of Sir Henry Channon* (London : Weidenfeld and Nicolson, 1967)
- James, R. R., *Antony Eden* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1986)
- Jones, T., *A Diary with Letters 1931-1950* (London: Oxford University Press, 1954)
- Kennedy, P., *The Rise and Fall of British Naval Mastery* (London: Allen Lane, 1976)
- Kennedy, P., *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000* (London: Unwin Hyman, 1988)
- Kimball, W., *The Most Unsordid Act: Lend-Lease 1939-1941* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1969)
- Kimball, W., *Beggar my Neighbour: America and the British Interim Finance Crisis 1940-1941* (Journal of Economic History, Vol. XXXIX, 1969)
- Kimball, W., *Churchill and Roosevelt: The Complete Correspondence Vol.1: Alliance Emerging October 1933-November 1942* (Princeton: Princeton University Press, 1984)
- King, C., *With Malice Towards None — A war Diary* (London: Sidgwick and Jackson, 1970)
- Klein, B., *Germany's Economic Preparations for War* (Cambridge [Mass]: Harvard University Press, 1959)
- Koch, H. (ed), *Aspects of the Third Reich* (London: Macmillan, 1985)
- Kolko, G., *The Politics of War: The World and United States Foreign Policy, 1943-1945*. (New York: Random House, 1968)
- Lampe, B., *The Lost Ditch*, (London: Cassel, 1968)
- Langer, W., and Gleason, S., *The Challenge to Isolation 1937-1940* (New York: Harper Bros, 1952)
- Lawlor, S., *Britain and the Russian Entry into the War*, in Langhorne, R. (ed). *Diplomacy and Intelligence During the Second World War* (Cambridge: Cambridge University Press , 1985)
- Lee, B., *Strategy, Arms and the Collapse of France 1930-1940*, in Langhorne, R. (ed), *Diplomacy and Intelligence in the Second World War* (Cambridge: Cambridge University Press, 1985)

- Lentze, J., *Bargaining for Supremacy: Anglo-American Naval Relations 1937-1941* (Chapel Hill [NC]: University of North Carolina Press, 1977)
- Lewin, R., *Ultra Goes to War: The Secret Story* (London: Hutchinson, 1978)
- Lewis, P., *A People's War* (London: Thames Methuen, 1986)
- Louis, W., *Imperialism at Bay 1941-1945: The United States and the Decolonization of the British Empire* (Oxford: Oxford University Press, 1977)
- Lowe, P., *Great Britain and the Coming of the Pacific War 1939-1941*, (Transactions of the Royal Historical Society, Vol. 24 (1974), pp.43-62)
- Lukacs, J., *The Lost European War : September 1939-December 1941* (London: Routledge and Keegan Paul, 1976)
- McLaine, I., *Ministry of Morale: Home Front Morale and the Ministry of Information in World War II* (London: Allen and Unwin, 1979)
- Macleod, R. and Kelly, D., (eds) *The Ironsides Diaries 1937-1940* (London: Constable, 1962)
- Macmillan, H., *The Blast of War 1939-1945* (London: Macmillan, 1967)
- Marder, A., *From the Dardanelles to Oran: Studies of the Royal Navy in War and Peace 1915-1940* (London: Oxford University Press, 1974)
- Marder, A., *Old Friends, New Enemies: The Royal Navy and the Imperial Japanese Navy, Strategic Illusions, 1936-1941* (Oxford: Oxford University Press, 1981)
- Martin, B., *Friedensinitiativen und Machtpolitik im Zweiten Weltkrieg [Initiatives de paix et politique de puissance pendant la Seconde Guerre mondiale]* (Dusseldorf: Droste Verlag, 1974)
- Marwick, A., *The Home Front: The British and the Second World War* (London: Thames and Hudson, 1976)
- Middlemass, K., *Diplomacy of Illusion: The British Government and Germany 1937-39* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1972)
- Milward, A., *Economy and Society 1939-1945* (London: Allen Lane, 1977)
- Minney, R., *The Private Papers of Hore-Belisha* (London: Collins, 1960)
- Mommson, W., and Kettenacher, L., *The Fascist Challenge and the Policy of Appeasement* (London: Allen and Unwin, 1983)
- Neave, A., *The Flames of Calais* (London: Cassel, 1965)
- Nicolson, N (ed), *Harold Nicolson: Diaries and Letters 1939-1945* (London: Collins, 1967)
- Overy, R., *The Air War 1939-1945* (London: Europa, 1980)
- Peden, G., *British Rearmament and the Treasury 1932-1939*, (Edinburgh: Scottish Academic Press, 1979)
- Pimlott, B., *Hugh Dalton* (London: Jonathan Cape, 1985)
- Pimlott, B., *The Political Diary of Hugh Dalton 1918-40, 1945-60* (London: Jonathan Cape, 1986)

- Pimlott, B., *The Second World War Diary of Hugh Dalton 1940-45* (London: Jonathan Cape, 1986)
- Pratt, L., *East of Suez, West of Malta: Britain's Mediterranean Crisis 1936-1939* (Cambridge: Cambridge University Press, 1975)
- Reynolds, D., *The Creation of the Anglo-American Alliance 1937-1941: A study in Competitive Co-operation* (London: Europa, 1981)
- Reynolds, D., *Churchill and the British decision to fight on in 1940: right policy, wrong reasons*, in Langhorne, R. (ed), *Diplomacy and Intelligence in the Second World War* (Cambridge: Cambridge University Press, 1985)
- Reynolds, D., *Roosevelt, Churchill and the Wartime Anglo-American Alliance 1939-1945: Towards a New Synthesis*, in Louis, W. and Bull, H. (eds), *The Special Relationship* (Oxford: Oxford University Press, 1986)
- Roskill, S., *Hankey: Man of Secrets, Col. III: 1931-1963* (London: Collins, 1974)
- Salmon, P., *Crimes against Peace: the case of the Invasion of Norway at the Nuremberg Trials*, in Langhorne, R. (ed), *Diplomacy and Intelligence during the Second World War* (Cambridge: Cambridge University Press, 1985)
- Shakespeare, G., *Let Candles be Brought in* (London Macdonald, 1949)
- Shay, R., *British Rearmament in the Thirties: Politics and Profits* (Princeton University Press, 1977)
- Smithies, E., *Crime in Wartime: A Social History of Crime in World War II*, (London: Allen and Unwin, 1982)
- Stafford, D., *Britain and European Resistance 1940-1945*, (London: Macmillan, 1980)
- Stammers, M., *Civil Liberties in Britain During the 2nd World War*, (London: Croom Helm, 1983)
- Stengers, J., *Enigma, the French, the Poles and the British 1931-1940*, in Andrew, C., and Dilks, D., (eds), *The Missing Dimension* (London: Macmillan, 1984)
- Stent, R., *A Bespattered Page?: The Internment of His Majesty's most loyal aliens*, (London: André Deutsch, 1980)
- Stuart, C. (ed), *The Reith Diaries* (London: Collins, 1975)
- Taylor, A., *The Origins of the Second World War* (London: Hamilton, 1961).
- Taylor, A., *English History 1914-1945* (Oxford: Oxford University Press, 1965).
- Taylor, A., *Beaverbrook* (London: Hamish Hamilton, 1972)
- Taylor, T., *The Breaking Wave: The German Defeat in the Summer of 1940* (London: Weidenfeld and Nicolson, 1967)
- Templewood, Viscount, *Nine Troubled Years* (London: Collins, 1954)
- Terraine, J., *The Right of the Line: The Royal Air Force in the European War 1939-1945* (London: Hodder and Stoughton, 1985)
- Thorne, C., *Allies of a Kind: The United States, Britain and the War against Japan 1941-1945* (London: Hamish Hamilton, 1978)

- Thorne, C., *The Near and the Far: Aspects of Anglo-American Relations, 1919-1945*, in *Border Crossings* (Oxford: Basil Blackwell, 1988)
- Titmus, R., *Problems of Social Policy* (London: HMSO, 1950)
- Wark, W., *British Military and Economic Intelligence: Assessments of Nazi Germany before the Second World War*, in Andrew, C., and Dilks, D., (eds), *The Missing Dimension* (London: Macmillan, 1984)
- Watt, D., *Succeeding John Bull: America in Britain's Place 1900-1975* (Cambridge: Cambridge University Press, 1984)
- Webster, C., and Frankland, N., *The Strategic Air Offensive against Germany 1939-1945*, 4 Vols (London: HMSO, 1961)
- Young, R., *In Command of France: French Foreign Policy and Military Planning 1933-1940* (Cambridge [Mass]: Harvard University Press, 1978)

Addition bibliographique par le traducteur :

Quigley, Carroll, *The Anglo-American Establishment*,

Quigley, Carroll, *A History of The World in Our Time*

C'était l'année de la glorieuse bataille d'Angleterre, de la grande évacuation de Dunkerque. C'est à ce moment-là que le puissant Empire britannique a déclaré son intention de se battre -seul si nécessaire- jusqu'au bout. C'était, comme Churchill l'a surnommé, la "Plus Belle Heure" de l'Angleterre.

Dans son ouvrage 1940 ILLUSIONS ET RÉALITÉ, Clive Ponting révèle qu'il n'en est rien. L'Angleterre était à court d'argent en 1940 et totalement satellisée par les États-Unis pour l'aide économique. Le Gouvernement anglais a fabriqué des statistiques sur les pertes allemandes après la bataille d'Angleterre, il a caché le fiasco complet qui a conduit à la fuite de Dunkerque et a en fait tenté secrètement de demander la paix à Hitler cette année-là. Le peuple anglais était au mieux tristement résigné à la guerre, et, au pire, souffrait d'effroyables privations.

Sans dénigrer le courage d'individus dont on se souvient pour leur bravoure, Clive Ponting donne un compte rendu saisissant de l'ineptie et de la propagande qui ont marqué une grande partie de cette année-là : les relations orageuses du Gouvernement anglais avec la France, les tentatives bizarres de forcer l'Ulster à devenir une Irlande Unie, et l'impopularité du Premier ministre. Alors que Churchill a fait des discours enflammés à la Chambre des Communes, il a rarement diffusé à la nation : le discours émouvant "Nous nous battons sur les plages" a en fait été diffusé par l'acteur qui a joué Larry l'Agneau dans Children's Hour.

Après cinquante ans d'illusions, il est temps de faire face à la réalité de 1940.

0 7474 0728 2

CARDINAL
NON-FICTION

U.K. £4.99
AUS. \$14.99
(recommended)
CAN. \$12.95
N.Z. \$19.95
(inc. GST)

ISBN 2-7474-0728-2



9 780747 407287